• HASARDEUX PARI DE LA SYRIE AU LIBAN – Pages 16 et 17

LE MONDE diplomatique

N° 396 - 34e année — MARS 1987

28 pages - 15 F

Algérie : 6 DA — Antilles fr., Réunion : 19,00 F — Belgique : 85 FB — Canada : 2,25 $ C — C.-d'Iv. : 870 F CFA — Espagne : 270 P — E.-U. : 2,10 $ US — Gr.-Bret. : 1,10 £ — Irlande : 1,70 £ — Italie : 3 500 lires — Maroc : 14,50 dir. — P.-Bas : 5,00 Fl. — Sénég. : 900 F CFA — Suisse : 3,80 FS — Tunisie : 1 700 m.

Abonnements : voir tarif page 13

Publication mensuelle - 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

La guerre commerciale entre les Etats-Unis et l'Europe

(Pages 3 à 6.)

QUAND TOUS LES CLIGNOTANTS ROUGES S'ALLUMENT

L'argent

Par CLAUDE JULIEN

« ... Car on ne saurait trop le redire. Tout le mal est venu de la bourgeoisie. La bourgeoisie capitaliste a tout infecté. »

Charles Péguy

CHACUN des deux Empires aurait-il donc décidé d'ébranler son propre temple ? A l'Est, M. Gorbatchev entrouvre les portes du Goulag : pour avoir un sens, ce geste doit conduire, comme le demande M. Andreï Sakharov, à la *« libération inconditionnelle »* de tous les prisonniers politiques (1). A l'Ouest, les agents fédéraux embarquent, menottes aux mains, plusieurs personnalités de Wall Street : cette intervention spectaculaire n'aura de portée réelle qu'à la condition de déboucher sur l'assainissement d'un marché financier truqué mais aussi, ce que l'on sait moins, incroyablement frivole.

Aucun des deux Empires ne vacille pour autant sur ses bases. Le communisme serait-il encore lui-même si, selon l'insistante revendication de Sakharov, Moscou entreprenait de *« liquider les privilèges de caste et l'injustice sociale »*, de *« développer le travail individuel »*, et autorisait toutes les personnes libérées à *« rentrer chez elles, retrouver leur activité professionnelle et, si elles le désirent, quitter l'Union soviétique* (2) » ? Le capitalisem serait-il encore lui-même si, selon les vœux formulés dans la lettre de l'épiscopat catholique américain, il orientait toutes ses décisions non vers le profit et la puissance, mais vers le service de la *« dignité humaine »*, avec *« une obligation spéciale à l'égard du pauvre et du faible* (3) » ?

Toute comparaison entre les deux systèmes aurait quelque chose d'absurde, sauf sur un point : chacun d'eux est condamné, s'il veut éviter le pire, à se donner de nouvelles règles de fonctionnement qui invalident pour l'essentiel les grandes conceptions dont il s'est jusqu'à présent réclamé. Espoir irrationnel ou scepticisme raisonné, l'Europe et le tiers-monde ne peuvent donc que tirer pour eux-mêmes les leçons de ces craquements et fractures au cœur des deux géants qui pèsent si lourd, trop lourd, sur le destin de l'humanité. Voilà bien longtemps déjà que l'Est a perdu ses douteux attraits, imperceptibles au regard que n'a jamais troublé la foi communiste. Incapables de survivre sans dévotion, des esprits fragiles ne se sont pas contentés d'abjurer leur ancienne croyance. Passe encore qu'ils déploient maintenant le même zèle à combattre ce qu'ils adoraient avec une telle ferveur. Mais, à cette expiation, ils ajoutent un culte, celui du capitalisme « sauvage » dont, naguère, imperturbables, ils annonçaient, de semaine en semaine, la fin imminente, inéluctable aboutissement des *« contradictions internes »* d'un *« système pourri »*...

Or ce système a triomphé des plus alarmantes prédictions. En dehors des Etats-Unis, rares sont ceux qui savent à *quel point il est pourtant malade. Mais*, cette fois-ci encore, il survivra, tout comme survivra en URSS un régime durement atteint à la fois par ses propres blocages et par les coups de boutoir qu'il se porte à lui-même dans l'espoir de se rénover. A l'Ouest, le capitalisme est dangereusement exposé à un double péril. D'une part, le reaganisme qui, sous les chatoyantes couleurs du néolibéralisme, étend ses séductions sur l'Europe au moment précis où il régresse dans sa patrie d'origine. D'autre part, un prodigieux dérèglement financier qui, aux désordres entretenus par les déficits budgétaires de M. Reagan, ajoute une extravagante fièvre spéculatrice et de simples escroqueries d'une ampleur sans précédent. A tel point que le système devait démontrer son aptitude à s'autorégler.

(Lire la suite page 7.)

(1) Voir les déclarations d'Andreï Sakharov dans *US News and World Report*, 16 février 1987, où il précise : *« Il y a environ sept cents* [prisonniers politiques] *dont on connaît les noms et les peines qui leur ont été infligées, mais il y a probablement deux ou trois fois plus »* de prisonniers politiques en URSS. Dans *Newsweek* du 23 février 1987, la poétesse Irina Ratushinskaya, arrêtée en 1982, condamnée à sept ans de camp et à cinq ans d'exil intérieur, estime à quatre mille le nombre de prisonniers politiques dans les camps soviétiques. Dans son entretien télévisé avec M. Gorbatchev, Yves Mourousi avançait, lui, le chiffre de quatre millions.

(2) Entretien cité ci-dessus. Voir aussi les articles de Jean-Marie Chauvier dans *le Monde diplomatique* en particulier février et juin 1986.

(3) Voir des extraits de ce document dans *l'Actualité religieuse dans le monde*, 15 décembre 1986.

Une crise aux multiples façettes

Pourquoi serait-on surpris que le Brésil ne puisse pas payer sa dette ? Pourquoi s'étonnerait-on que les grandes puissances ne parviennent pas à se mettre d'accord pour arrêter les interminables massacres du Liban... ou pour éliminer l'apartheid en Afrique du Sud, ou pour réduire l'intensité d'une course aux armements particulièrement ruineuse dans un monde dont les besoins élémentaires sont si loin d'être satisfaits ?

L'accumulation des tensions découle d'irresponsables décisions humaines. On saura gré à M. René Lenoir de dire ci-dessous, avec beaucoup de force, d'où vient le mal et de suggérer ce qu'il conviendrait de faire.

Mais les gouvernements, aveuglés par d'autres soucis, ne se montrent pas seulement impuissants à préconiser des solutions réfléchies. Se trompant de cible, ils aggravent aussi les crises qu'ils disent vouloir résoudre. Ainsi les articles de Bernard Cassen (page 3) *et de Marie-France Toinet* (pages 4 et 5) *font-ils ressortir la nocivité de la guerre économique entre les Etats-Unis et l'Europe, alors que nul ne peut innocemment dénoncer la pratique des subventions* (page 6). *De même l'article de John Cavanagh et Frédéric Clairmonte* (pages 8 et 9) *montre-t-il à quel point les spéculations de tous ordres accentuent les déséquilibres et acheminent le monde vers un point de rupture.*

Pendant que s'aggrave le chômage des jeunes (voir pages 12 et 13), *et que la peur laisse intacte la menace nucléaire* (voir pages 14 et 15), *le champ n'est libre que pour les aventuriers de la spéculation financière, dont Claude Julien montre* (voir ci-contre et page 7) *comment elle ronge la santé économique des pays les plus riches.*

Comment réguler la planète ?

Par RENÉ LENOIR *

SCIENCE et philosophie nous ont habitués depuis peu à user du concept de système. Est considéré comme système un ensemble à l'intérieur duquel chaque élément influence les autres et est influencé par eux, actions et rétroactions donnant au tout une certaine stabilité.

L'observation montre que le corps humain est un système fort bien régulé, que le corps social, dans beaucoup de nations, est un système assez bien régulé, mais que la planète, système non régulé, risque sa destruction.

Le corps vivant (animal ou végétal) est fait de fonctions – respiration, circulation, assimilation, reproduction cellulaire – ordonnées les unes aux autres de telle sorte que toute atteinte à l'intégrité d'une partie donne lieu à mobilisation en vue d'une défense ou d'une réparation immédiate. Perdez du sang, et aussitôt foie et moelle épinière fabriquent globules rouges et blancs. La chair entamée est reconstituée. Mais que la reproduction cellulaire se mette à fonctionner pour elle-même, c'est-à-dire « hors programme », et c'est le cancer.

Dans une nation, individus et familles ne sont pas reliés entre eux comme les cellules d'un corps. C'est le pacte social, tacite ou explicite – donc un fait de culture, – qui donne sa cohésion à une nation. Ce qu'illustre la fable des patriciens et des plébéiens à Rome. L'histoire des trois derniers siècles dans les pays du Nord montre comment le corps social s'est adapté à l'irruption de la liberté dans les comportements personnels et dans les processus de production et d'échanges, et comment il a suppléé peu ou prou les mécanismes de régulation intermédiaires : famille élargie, paroisses et communes, corporations.

De quoi est faite la révolution agricole au dix-huitième siècle ? De la liberté du commerce des graines et farines, de l'invention de la prairie artificielle, de l'introduction de variétés nouvelles, de la diffusion des baux flamands, de l'amélioration des voies de communication, donc de la liaison ville-campagne. Les zones riches, à forte productivité, réussissent à alimenter une population urbaine croissante à prix relativement bas. Mais, dans les zones pauvres, la misère est grande, et l'exode saisonnier, puis définitif, s'installe.

L'industrie naissante provoque, elle aussi, des évolutions divergentes. Création, innovation, substitution de productions locales aux importations font la fortune de certaines villes, tandis que d'*autres stagnent ou tombent* en semi-léthargie. Il suffit de comparer Boston, Philadelphie et New-York à Atlanta, Williamsburg ou Charleston. L'avantage que la technologie du moment donne aux grandes unités met en péril les artisans et les petites entreprises. Tisserands anglais et canuts lyonnais se révoltent contre l'introduction de la machine. La Révolution de 1789 libère l'homme mais aussi le commerce et détruit, en même temps que les entraves à la production et aux échanges, un système de protection de l'artisan et de l'ouvrier tissé au fil des âges (1). Un demi-siècle plus tard, dans les usines, les mines, les chantiers de chemin de fer travaille un prolétariat misérable, adultes et enfants mêlés. *« Enrichissez-vous ! »*, lance Guizot, mais le gouvernement issu de la révolution de 1848 pousse vers l'Algérie des ouvriers révoltés et des paysans pauvres car le pain est trop cher. Dans la seconde moitié du vingtième siècle, le semi-déracinement provoqué par une évolution technologique et une mobilité accélérée développera une inadaptation sociale, se manifestant par la dépression, la névrose, le mal d'isolement, la violence, le suicide et la drogue.

Et pourtant, les nations du Nord ont absorbé sans soubresauts excessifs cette prépondérance nouvelle du marché, cette loi de la jungle. C'est qu'elles ont élaboré à temps des correctifs puissants. Au moment même où les enquêtes de Villermé révèlent l'étendue de la misère urbaine, Marx rédige son manifeste et Lacordaire proclame : *« Entre le faible et le fort, c'est la loi qui protège et la liberté qui opprime. »*

(Lire la suite page 10.)

* Ancien ministre, auteur de *Le tiers-monde peut se nourrir*, Fayard, Paris, 1984.

(1) André Joussain, *les Rapports de l'économique et de la morale*, 1948.

DANS CE NUMERO :

Sacrifices en série

Surgissant au même moment, le procès de Georges Ibrahim Abdallah et l'arrestation de quatre responsables d'Action directe favorisent l'amalgame entre deux formes de terrorisme pourtant très différentes. *Le Monde diplomatique* en a bien souvent démonté les mécanismes et dit ce que l'on peut en penser. Ce que de tels crimes ont de monstrueux ne saurait toutefois occulter d'autres violences à l'échelle planétaire.

VIOLENCES SANS ESPOIR

Combien de milliers de morts ont donné tout leur poids de sang au tragique « MESSAGE DES CAMPS PALESTINIENS », que François Rémy traduit en termes émouvants ? Et que peut-on attendre du « HASARDEUX PARI DE LA SYRIE AU LIBAN » *(pages 16 et 17)* ? D'autres victimes tombent en Afghanistan, du fait des « PERSISTANTS OBSTACLES A LA PAIX » *(page 18)*. La violence continue de frapper au Pérou, où « LA MARGE ÉTROITE DU PRÉSIDENT ALAN GARCIA » laisse peu d'espoir *(page 19)*, pendant qu'au Zaïre « UNE TROP LONGUE AUSTÉRITÉ ÉCONOMIQUE ENGENDRE DES CONFLITS AU SEIN DE L'ÉLITE » *(pages 20 et 21)*.

LE LIBÉRALISME ET LA FRAUDE

Aux meurtres souvent impunis, la délinquence en col blanc voudrait opposer ses bonnes manières, en oubliant qu'elles ne font pas moins de victimes. Sans effusion de sang. Mais à quel prix humain ? C'est bien ce qu'expliquent John Cavanagh et Frédéric Clairmonte lorsqu'ils décrivent un univers en proie à une « FRÉNÉSIE SPÉCULATIVE... JUSQU'AU POINT DE RUPTURE » *(pages 8 et 9)*, L'« ESCALADE DE LA GUERRE COMMERCIALE ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET LEURS PARTENAIRES EUROPÉENS » n'est pas moins grosse d'injustices *(pages 3 à 6)*. Trop rares sont les voix qui s'élèvent pour, avec René Lenoir, suggérer des solutions en disant « COMMENT RÉGULER LA PLANÈTE » *(pages 1, 10 et 11)*. Les désordres ne pourront que s'amplifier aussi longtemps que tant de comportements seront orientés vers un seul but : « L'ARGENT » *(pages 1 et 7)*.

LA PLACE DE L'HOMME

Certains ne s'inquiéteraient pas trop si les cahots de l'économie mondiale frappaient uniquement les plus faibles, c'est-à-dire le tiers-monde dont le grand écrivain congolais Tchicaya U Tam'si donne, dans « CES FRUITS SI DOUX DE L'ARBRE A PAIN », une saisissante vision *(page 22)*. Mais les faibles ne sont pas moins présents au cœur de l'Europe. Le reportage sur les « JEUNES SANS TRAVAIL DANS LA TOURMENTE DE LA CRISE » décrit certains d'entre eux *(pages 12 et 13)*. Il en est bien d'autres. Claude Julien montre que l'exubérance de la Bourse n'empêche pas, au contraire, les licenciements aux Etats-Unis. Trois portraits de « VILLES D'EUROPE DÉSERTÉES PAR LES USINES » prolongent, de ce côté-ci de l'Atlantique, cette sombre vision de l'avenir *(pages 24 et 25)*.

Voir le sommaire complet page 28.

M 2136-396 - 15 F

« LA FORMATION DU SYSTÈME SOVIÉTIQUE » de Moshe Lewin

Cette société de paysans projetés dans la modernité...

Par JEAN-MARIE CHAUVIER

PARCE que l'opinion occidentale est mal préparée à comprendre les changements qui surviennent en URSS, l'ouvrage du soviétologue américain Moshe Lewin sur *la Formation du système soviétique* (1) survient au moment le plus propice.

Un livre sur une actualité récente trop mal connue? Non. Une étude historique, qui est d'actualité dans la mesure où l'incompréhension d'aujourd'hui reste largement tributaire des « blancs » de l'histoire. Etonnant? L'histoire du régime soviétique n'aurait-elle pas déjà *livré tous ses* secrets, consignés dans des milliers d'ouvrages? L'histoire du « régime », peut-être, et encore. Mais c'est précisément dans cette fixation sur le régime que le bât blesse.

Il y a dans les études russes, estime Moshe Lewin, une « *concentration unilatérale sur le pouvoir* ». Le fait est que leurs auteurs sont souvent pressés « *de livrer des pronostics rapides et incisifs* », quand ils ne sont pas prisonniers des contraintes de la guerre froide ou... des « *mutations internes à la classe intellectuelle parisienne* ». Le soviétologue notait à ce propos : « *Certains livres publiés ici* [à Paris] – *et très virulents à l'égard de l'Union soviétique – ont été écrits par des gens qui ne connaissent même pas la langue russe! Ces discours et ces thèmes ne produisent pas une connaissance, ils produisent un comportement politique* (2). »

Mais la critique de la « kremlinologie » que fait Moshe Lewin déborde largement les vicissitudes et les avatars de l'antisoviétisme. C'est le « *système russe lui-même* » qui induit, chez nombre de chercheurs occidentaux, cet intérêt trop exclusif pour « *les dirigeants et les luttes au sommet* » et, plus fondamentalement, l'« *impact absolu* » prêté à la révolution de 1917, dans l'ignorance des phénomènes de civilisation et de société qui étaient à l'œuvre « *avant et après* » la révolution.

Pour l'auteur, donc, c'en est assez de faire comme si 1917 était l'« *année zéro* ». Le chercheur, qui concentre depuis des décennies son attention sur le « *grand tournant* » des années 30 (3), se voit contraint, pour comprendre la formation du système soviétique, de remonter dans le temps, y compris dans l'époque tsariste – de brasser le passé-présent d'une civilisation paysanne russe, d'un « *lien rural* » dont le rôle est jugé capital.

A ces effets paradoxaux de la collectivisation et de la « *guerre contre la nation* » des petits producteurs dans les campagnes s'ajoutent ceux d'une urbanisation brutale et démesurée. Les paysans fuyant les kolkhozes affluent vers les villes (population doublée entre 1928 et 1935). Il s'ensuit une « ruralisation » des centres urbains (d'où l'effondrement de la discipline du tra-



Du « coin rouge » de l'isba au culte de Staline

FAUT-IL voir, dès lors, en Moshe Lewin l'un de ces rares originaux qui, las de questionner ou d'accuser l'idéologie soviétique de faire courir au monde tous les dangers et de la rendre responsable de tous les fléaux, s'en remet à la « tradition russe » dont l'URSS ne ferait que perpétuer l'héritage? Hypothèse absurde, pour un chercheur dont l'objet est précisément le bouleversement, la transformation gigantesque, l'accélération du mouvement historique consécutif à 1917 et à la politique stalinienne après 1928. Il s'agit bien, pour lui, d'étudier le mode d'intégration du passé à cette « modernité » soviétique, au travers de la grande rupture et en dépit d'elle, et c'est à ce titre qu'il faut « *faire face à la paysannerie et à ses systèmes de croyance* ». Ce qui nous vaut l'originalité d'un ouvrage qui – le fait n'est pas courant – traite du système soviétique en parlant, autrement qu'à titre de survivances folkloriques, des mythes, de la magie et de la sorcellerie rurales.

Le moujik russe, devenu kolkhozien (membre d'une coopérative de production) ou projeté dans les centres industriels, reste donc, pour Moshe Lewin, un personnage central de l'histoire contemporaine (4). Et c'est, paradoxalement, l'un des effets (involontaires) de la collectivisation forcée des années 30. Celle-ci, précipitée par Staline, est une véritable catastrophe économique et humaine, qui ne maintient pas seulement le paysan au plus bas de l'échelle, comme avant 1917, mais qui, par un nouveau système d'asservissement, le ramène à sa condition d'avant l'abolition du servage en 1861. Dans le même temps où l'économie des petits producteurs est détruite, celle du collectivisme n'est pas promue pour autant. En marge des kolkhozes sous-équipés et largement contestés, les « lopins privés » assurent non seulement la survie alimentaire des paysans, mais aussi la reproduction d'un mode de travail archaïque, de la famille patriarcale, de la méfiance traditionnelle à l'égard des technologies et de l'Etat. Le manque de moyens de communication, l'isolement des villages, facilitent la persistance d'une religion populaire (distincte de celle de l'Eglise orthodoxe officielle) et des perceptions de la justice et du droit typiques au monde rural traditionnel.

L'idéologie et la propagande soviétiques, imposées à cette paysannerie, subissent à leur tour le « filtrage » des mentalités populaires, les campagnes antireligieuses échouent en grande partie parce qu'« *attaquer les Eglises et le clergé... c'est se tromper de cible* ». La religion populaire tourne autour du foyer, elle peut se passer de popes et de grande liturgie, son centre vital est le « *coin rouge* » de l'isba, là où trône l'icône. Cette religion, chargée de reliquats païens et magiques, influencera, tout comme l'orthodoxie officielle, le climat spirituel du régime : « processions » politiques, embaumement du corps de Lénine dans le mausolée, rôle des pompes et du culte dans l'adoration de Staline – « petit père » – (le chef de famille patriarcal magnifié à l'échelle de la société entière), prépondérance des « icônes » (portraits de dirigeants) par rapport au dogme proprement dit, comme c'est le cas dans la tradition orthodoxe. Plus fondamentalement encore, la politique de la *famille inaugurée à la fin des années 30* – pour faire face à la crise démographique – ne prend-elle pas pour modèle « *la grande famille rurale archaïque* » ? Moshe Lewin s'interroge : cette religiosité séculière n'est-elle pas une traduction abusive, fallacieuse, des aspirations paysannes par les porte-parole des villes, une « *expression des tensions psychiques et mentales et des valeurs des fonctionnaires et des dirigeants d'un appareil d'Etat en plein essor, au milieu d'une civilisation rurale encore archaïque et en conflit avec elle* » ?

(Roger Viollet)

DES LOINTAINES CAMPAGNES AUX POSTES DE RESPONSABILITÉ

vail) posant à l'Etat un terrible problème d'encadrement. Dans une large mesure, le « goulag » apparaît comme l'une des réponses au relâchement général et au vagabondage. Et c'est de cette époque que date « *l'habitude typiquement soviétique de brasser la main-d'œuvre comme du bétail* ».

Pour des millions de paysans, cette projection dans les « *sables mouvants* » de l'industrialisation offre aussi des possibilités de promotion sociale. Non pas dans les usines : elles étaient synonymes, pour beaucoup, de « *perte de niveau de vie et de perte de toute dignité* ». Mais pour ceux qui deviennent fonctionnaires, fréquentent les universités, accèdent à des responsabilités, « *le progrès social est indéniable* ». C'est dans cette ascension sociale des couches les plus démunies, quasi analphabètes, que le pouvoir puise en partie les forces d'une « *classe de chefs* » autoritaire et brutale, véhiculant l'obscurantisme et l'esprit de destruction de maintes valeurs culturelles, alors même qu'il y a « *création frénétique d'instruments de diffusion de la culture* ». Cette coexistence d'une « *poussée de créativité* » et d'une « *attitude profondément pessimiste envers l'homme* » est, pour Moshe Lewin, l'une des questions de l'histoire soviétique restées sans réponse.

Plutôt qu'une « *fin de l'histoire* » qui serait déjà inscrite (avec le totalitarisme) dans les gènes du léninisme et de la révolution, la « *formation du système soviétique* » apparaît dans cette analyse comme un enchaînement de choix et de circonstances marqué par des probabilités contraignantes, mais non par la fatalité.

1917 déjà s'inscrit dans plusieurs des possibilités offertes par l'histoire russe. Le léninisme n'est pas monolithique ni exempt de discontinuités, et il ne s'identifie pas au parti bolchevik, lui-même chargé d'héritages disparates ; *a fortiori*, le stalinisme n'en est pas le produit *final inéluctable* : l'histoire réelle, et non mythique, avait déjà fourni la matière d'une étude magistrale sur le sujet, celle de l'historien Marcel Liebman (5).

Une course inachevée

LE nouveau livre de Moshe Lewin prolonge son précédent ouvrage (3) pour montrer à quel point le « *grand tournant* » stalinien de la collectivisation forcée, après 1928, loin d'obéir à un dogme léniniste (qui préconisait au contraire le développement d'une coopération volontaire et multiforme) ou à une doctrine stalinienne (inexistante), procède d'un engrenage d'actions-réactions dans le conflit qui oppose le pouvoir à la masse des paysans moyens sur la question du prix et des livraisons des céréales. Ni la collectivisation agraire ni l'étatisation complète de l'industrie et du commerce imposées soudainement par Staline dans une véritable « *course contre le temps* » ne figuraient au programme du parti ou dans le plan quinquennal adopté par le congrès des soviets en mai 1929. Pour Moshe Lewin, la liquidation de la nouvelle politique économique (NEP), inaugurée par Lénine en 1921 et caractérisée par un Etat autoritaire, une économie mixte, et une relative autonomie de la société civile, n'était pas inévitable. La question de savoir si la NEP fut une parenthèse et une « *transition* » vers le « *vrai socialisme* », ou, au contraire, l'un des modèles de fonctionnement possibles du système soviétique ne manque pas de résonances actuelles. Certains auteurs soviétiques, dont des historiens que cite Moshe Lewin, laissent entrevoir une révision en la matière, alors même que refleurissent en URSS des idées qui étaient celles de la « droite » communiste (Boukharine) à la fin des années 20 : restauration partielle d'un secteur privé, développement d'une « authentique » coopération agricole et commerciale, retour aux méthodes « économiques » de gestion.

A l'encontre des théories courantes sur la continuité du système totalitaire en URSS, de Lénine à M. Gorbatchev, en passant par un Staline « essentiel », la vision de Moshe Lewin est celle d'un stalinisme « *étape dans une chaîne de modèles de pouvoir* », partiellement dépassée aujourd'hui. L'auteur pense même que « *l'économie et le système social actuels de l'URSS constituent en eux-mêmes une nouvelle ressource* » dont le potentiel mal utilisé « *met en évidence un immense champ ouvert au progrès* ».

Un optimisme qui laisse perplexe et déborde d'ailleurs le champ d'investigation de l'ouvrage. On ne peut que souhaiter que l'étude de Moshe Lewin soit poursuivie au-delà des années 30, étendue à ces autres moments décisifs de l'histoire soviétique que furent la guerre et la victoire de 1945, puis la déstalinisation inachevée... et peut-être remise en marche par M. Gorbatchev.

L'œuvre de Moshe Lewin appartient à ces trésors de connaissances qu'on peut aujourd'hui compter sur les doigts de la main. Dans un domaine où les « vérités » hâtives et sans appel sont légion et où l'auteur prétend tout au plus, non sans humour, « *entamer* » une recherche...

(1) Moshe Lewin, *la Formation du système soviétique*, traduit de l'anglais par Pierre-Emmanuel Dauzat, Gallimard, « Bibliothèque des Histoires », Paris, 1987, 466 pages. 180 F.

(2) *Déclarations de M. Lewin à la Quinzaine littéraire*, nº 468, août 1986.

(3) Moshe Lewin, *la Paysannerie et le Pouvoir soviétique, 1928-1930*, Mouton, Paris, 1966.

(4) Dans ses investigations, M. Lewin s'appuie sur des documents d'origine, nombre de recherches d'auteurs russes (pré-révolutionnaires), soviétiques et américains. Il fait également référence à Basile Kerblay, le grand spécialiste français du monde rural russo-soviétique.

(5) Marcel Liebman, *le Léninisme sous Lénine*, 2 volumes, Seuil, Paris, 1973.

CORRESPONDANCE

La « guerre des étoiles » à l'Ecole polytechnique

Le général Dominique Chavanat, directeur général de l'Ecole polytechnique, nous prie de publier la lettre ci-dessous, en réponse au texte paru dans le Monde diplomatique *de février 1987 sous le titre « La guerre des étoiles » à l'Ecole polytechnique ».*

Dans un long texte surmonté d'un titre sur trois colonnes, un courageux personnage anonyme met en cause l'Ecole polytechnique, son directeur général, ses enseignants et ses élèves, qui auraient fait preuve d'une approbation servile de l'initiative de défense stratégique américaine (IDS) à l'occasion d'une conférence du général Abrahamson, responsable du projet.

La forme de ce texte laisse tout d'abord transparaître un antimilitarisme assez primaire, auquel l'introduction de la rédaction ajoute sa petite note complaisante : les élèves ne sont pas « *mobilisés* » pour une conférence, ils y sont convoqués comme à un cours ; ils assistent aux conférences données par des personnalités extérieures, quelles qu'elles soient, « *en uniforme, bien entendu* » puisque nous sommes dans une école militaire ; et le conférencier, ainsi que le général commandant l'Ecole, sont « *accueillis debout* », tradition courtoise, conforme aux usages militaires et malheureusement disparue, semble-t-il, dans les milieux universitaires...

Par ailleurs, on voudrait, sans doute pour accentuer la caricature, me décrire comme étant très lié aux Etats-Unis, ce qui est faux, même si j'y ai quelques amis. Je suis très honoré qu'on fasse de moi l'ami du général Abrahamson, s'agissant d'un homme que j'ai rencontré deux fois quelques dizaines de minutes...

Le ton caustique de la narration elle-même, qui décrit ce qu'aurait été cette conférence, est typique du genre de désinformation qui est la forme la plus vicieuse de l'intolérance. Or, précisément, la tolérance et l'ouverture d'esprit sont les vertus traditionnelles les plus chères à l'Ecole. C'est dans cet esprit que sont accueillis et écoutés avec déférence des conférenciers d'opinions fort diverses qui traitent non seulement de sujets scientifiques mais aussi de phénomènes de société. La direction générale de l'Ecole s'efforce d'obtenir le concours de personnalités responsables possédant une vaste expérience des problèmes et capables d'apporter des témoignages vivants, sans lesquels la culture générale ne serait qu'un insipide catalogue.

On a toujours tort de prendre les gens pour des imbéciles : le fait de ne pas apporter frontalement la contradiction à un conférencier ou de ne pas critiquer ouvertement ses propos n'a jamais signifié ni qu'on les approuvât ni qu'on les considérât comme faisant le *tour exhaustif* de la question. Tout le monde sait que l'IDS ne fait pas l'unanimité outre-Atlantique ; tout le monde sait quels obstacles scientifiques et technologiques risquent de rendre difficile la réalisation du projet ; tout le monde connaît les raisons pour lesquelles la France a manifesté son inquiétude face à un projet dont le succès pourrait nuire à sa stratégie et fragiliser la position de l'Europe face à l'URSS ; tout le monde sait néanmoins qu'un tel ensemble de programmes dotés d'importants budgets ne peut pas ne pas apporter des progrès et des bouleversements dans les sciences et les techniques, et cela ne peut laisser indifférents les polytechniciens.

Ils lisent les journaux et entendent d'autres *conférences*, *mais* celle du général Abrahamson constituait évidemment un témoignage de première main tout à fait capital. Dans ces conditions, ils eussent heureusement considéré comme une « faute de goût » la manifestation d'une attitude hostile ou critique à l'égard de la position du conférencier.

Le but des questions posées à l'issue d'une conférence n'est pas d'exposer un avis différent, comme le croient trop d'auditeurs *prétentieux*, il est de favoriser l'expression la plus complète possible de l'opinion du conférencier, de lui faire préciser sa pensée, afin de mieux la connaître : pour y adhérer ou pour la refuser, pour la soutenir ou pour la combattre. L'avis personnel de celui qui pose une question – et en l'occurrence elles furent nombreuses – n'a aucun intérêt ; ce qui compte, c'est le témoignage.

L'Ecole polytechnique a reçu, l'année dernière, et va recevoir à nouveau, *dans le* cadre d'un cycle de conférences consacrées à l'entreprise et à la vie économique et sociale, M. Doumeng, « le milliardaire rouge », personnage *étonnant*, dont il est intéressant de comprendre les idées et les méthodes, quelque réserve qu'on soit légitimement fondé à émettre individuellement à leur égard. De même, M. Krasucki va venir parler du syndicalisme. Il est hautement probable que, comme par le *passé en pareil cas, les questions ou interventions* que susciteront leurs propos ne seront ni polémiques ni agressives. Personne sans doute ne demandera à l'un d'assumer les échecs ou les incohérences de l'économie soviétique, ni à l'autre de cautionner l'attitude des Soviétiques à l'égard du *droit de grève... Là encore*, ce qui est intéressant, ce n'est pas l'opinion de l'auditeur, mais celle de l'orateur, c'est son fonctionnement, c'est sa façon de démontrer sa thèse, quelle qu'elle soit.

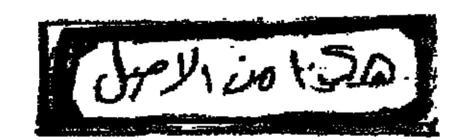
Si l'auteur anonyme du texte en question veut bien avoir le courage et l'obligeance de sortir de l'ombre protectrice et de me donner les coordonnées du responsable de l'IDS soviétique, dont chacun sait que, pour n'avoir pas bénéficié d'une large publicité, elle n'en a pas moins depuis longtemps une existence réelle, je suis tout prêt à lui ouvrir les portes de l'Ecole polytechnique pour une conférence : nul doute qu'elle ne soit reçue avec un intérêt au moins égal à celle du général Abrahamson, qu'elle ne nous apprenne beaucoup de choses que nous ne connaissons pas et qu'elle ne soit écoutée avec courtoisie mais aussi avec une intelligence critique dont chacun sait que les polytechniciens ne sont pas dépourvus.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY
Directeur : Claude JULIEN
Rédactrice en chef : Micheline PAUNET
Rédaction : Ignacio RAMONET
Alain GRESH, Bernard CASSEN,
Christian DE BRIE
Secrétaire de rédaction : Solange BRAND

RÉDACTION
7, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
Télex : MONDPAR 650572 F
Tél. : 42-47-97-27

Publicité : *le Monde Publicité*
5, rue de Monttessuy,
75007 Paris.
Tél. : 45-55-91-82 ou 45-55-91-71



ESCALADE DE LA GUERRE COMMERCIALE ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET LEURS PARTENAIRES

Prochaine cible, les industries européennes de pointe

SI l'Europe avait besoin d'une grande querelle pour s'affirmer, les Etats-Unis sont en train de la lui fournir par une offensive commerciale sans merci, oublieuse des impératifs plus larges de solidarité atlantique pourtant constamment proclamés. Pour spectaculaires qu'aient été les affrontements récents auxquels elles ont donné lieu, les exportations agricoles américaines ne constituent qu'une faible partie des échanges globaux. Ce sont les produits industriels européens, en particulier ceux – comme Airbus – incorporant des technologies avancées, qui vont constituer les cibles les plus visées dans l'actuelle surenchère protectionniste entre la Maison Blanche et le Congrès.

Par BERNARD CASSEN

La vraie guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Communauté économique européenne en est tout juste au stade des escarmouches. Et les deux armistices récemment conclus sur l'agriculture *(voir l'encadré page 4)* et sur Airbus sont moins des préludes à l'apaisement que des façons de gagner du temps et de peaufiner les instruments de combat en vue d'affrontements encore plus sévères.

L'escalade verbale de ces derniers temps – M. Jacques Chirac a pu parler de la « *mauvaise foi pyramidale* » des Américains dans l'affaire Airbus et M. William Middendorf, qui quitte ses fonctions d'ambassadeur des Etats-Unis auprès de la CEE, affirmer qu'« *au cours des deux prochaines années, à moins que nous ne soyons très intelligents, nous allons nous rentrer dedans (« we are on a collision course »)* (1) » – ne fait que refléter de profondes divergences d'intérêts entre deux des trois grands pôles économiques du monde occidental. De part et d'autre, toutefois, la querelle transatlantique n'est que l'un des fronts d'une bataille commerciale qui se livre à l'échelle mondiale et dans laquelle le troisième larron – le Japon – a acquis une position dominante dont il n'entend pas se laisser déloger.

Si, pour les Etats-Unis et l'Europe des Douze, leurs échanges commerciaux réciproques constituent des pièces maîtresses de l'ensemble de leur commerce extérieur, on ne peut parler, ni pour les uns ni pour les autres, de partenariat privilégié. Pour la Communauté, les pays membres de l'Association européenne de libre-échange (AELE) (2), avec lesquels elle a signé des accords supprimant les droits de douane sur les échanges industriels, sont, en tant qu'entité organisée, et au vu des chiffres de 1985, les premiers partenaires (20,2 % de ses importations et 22,4 % de ses exportations), les Etats-Unis arrivant ensuite avec 17 % de ses importations et 22,6 % de ses exportations. Le Japon ne compte respectivement que pour 7 % et 9,8 %, alors que l'ensemble des pays en voie de développement (signataires des accords de Lomé, pays méditerranéens, membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, Etats membres de l'Association des pays de l'Asie du Sud-Est, pays d'Amérique latine) représente globalement 38,4 % de ses importations et 34,1 % de ses importations. La situation est comparable aux Etats-Unis dont le premier partenaire, en 1985, était le Canada (45,8 milliards de dollars d'exportations et 68,2 milliards d'importations), la Communauté économique européenne (CEE) ne venant qu'en seconde position (45,8 milliards et 68,2 milliards), talonnée par le Japon (22,6 milliards et 72,4 milliards) (3).

Dans les deux cas donc, il s'agit d'une confrontation majeure – l'Europe compte pour 20 % des importations et 23 % des exportations américaines – mais pas unique. C'est d'ailleurs bien ainsi que l'entend l'administration Reagan, qui, confrontée à un déficit commercial de 170 milliards de dollars pour 1986 et condamnée, à vingt mois de l'élection présidentielle de 1988, à ne pas laisser au Congrès à majorité démocrate le monopole de la défense des producteurs américains, a déclenché une offensive tous azimuts. Désormais, comme l'explique M. Willy De Clercq, commissaire européen aux relations extérieures, qui a mené toutes les négociations de la CEE, « *pour une administration blessée, minorisée, persécutée par l'idée qu'il faut faire quelque chose, chaque centime compte, et il n'y a pas moyen de raisonner. Des moments très difficiles sont à prévoir* ».

Certes, les pressions américaines contre le Japon ne se relâchent pas mais elles n'excluent nullement, entre Washington et Tokyo, et quand la situation l'exige, des arrangements bilatéraux, également applicables aux pays tiers, et ce au mépris des règles du GATT si bruyamment invoquées par ailleurs. C'est le cas de l'accord sur le commerce des semi-conducteurs, conclu le 2 septembre dernier, qui a amené la CEE à saisir l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) au titre de son article XXIII et du code antidumping. En fait, sur le plan des instruments commerciaux, l'Europe et les Etats-Unis ne jouent pas à armes égales. Comme le dit un haut fonctionnaire bruxellois, « *la Communauté est un animal de droit* » qui ne peut agir avec la rapidité, la puissance et parfois l'absence de scrupules d'un Etat. La diversité de ses pays membres fait qu'il s'en trouverait toujours au moins un – RFA, Royaume-Uni, Pays-Bas ou Danemark, par exemple – pour refuser en conseil des ministres ou au Comité des ambassadeurs (COREPER), toute procédure qui ne serait pas en stricte conformité avec « *le droit international ou les règles généralement admises* », pour reprendre les termes définissant le « nouvel instrument de politique commerciale » communautaire adopté en septembre 1984.

Rien de semblable pour les instruments américains qui ne sont nullement tenus à une quelconque compatibilité avec les règles du GATT, et qui peuvent être utilisés de manière quasi discrétionnaire par l'administration. Le choix des armes est, en effet, très large, la panoplie d'instruments disponibles dans la loi sur le commerce et les tarifs douaniers (Trade and Tariff Act), périodiquement révisée, permettant de faire face à toutes les situations. On relèvera, entre autres, la section 301 de la loi de 1984, portant sur les « *pratiques commerciales déloyales par des pays étrangers* », le caractère « déloyal » de ces pratiques étant apprécié par l'administration – qui peut d'ailleurs s'autosaisir – et non par référence au GATT ; les sections 701 et 731 de la loi de 1930, amendée en 1984, contre la compensation et le dumping ; la section 337 de la loi de 1930, amendée en 1974, qui concerne principalement les infractions au droit des brevets ; la section 232 de la loi de 1962 sur l'expansion du commerce, qui vise les menaces que les importateurs font courir à la sécurité nationale. C'est cette section 232 qui est mise en avant contre les exportateurs étrangers de machines-outils *(voir l'encadré page 4)*. Et tout cet arsenal n'est exclusif ni de saisines du GATT ni des multiples variétés de protectionnisme direct ou indirect *(voir l'article de Marie-France Toinet, pages 4 et 5)*.

Alors que le département du commerce est tenu de répondre aux plaintes des industriels américains dans des laps de temps impératifs, le Dr Hans-Friedrich Beseler, directeur des instruments et questions générales de politique économique extérieure à la CEE, constate que le délai entre le dépôt d'une plainte à Bruxelles et l'imposition de sanctions est passé, en quelques années, de quatre mois et demi à neuf mois. Pour traiter le même nombre de requêtes antidumping, les Américains disposent d'un personnel dix fois plus nombreux (4). Contrairement aux Etats-Unis, nous dit un fonctionnaire de la Commission, « *l'Europe agit plus qu'elle ne réagit. Quand un cas est jugé, il est souvent déjà trop tard pour des entreprises acculées à la faillite* ».

Avertissement suivi d'effets

POUR avoir occupé le devant de la scène ces derniers temps, le contentieux agricole entre Washington et la CEE est, pour les deux camps, quantitativement très limité par rapport aux autres enjeux commerciaux. Dans l'ensemble du commerce extérieur de la Communauté, l'agriculture ne représentait, en 1985, que 14,93 % des importations et 9,04 % des exportations. Pour les Etats-Unis, les chiffres correspondants étaient 8,52 % et 15,94 %. Les produits agricoles sont donc, globalement, un poste d'exportation nettement plus important pour les Américains que pour les Européens, d'où la vigueur de leur offensive récente. Si l'on examine les principales rubriques du commerce transatlantique on constate que le poste « produits agricoles » est le seul où les Etats-Unis puissent afficher un solde commercial positif. Dans tous les autres (produits chimiques, produits énergétiques minéraux, machines et matériels de transport, autres produits manufacturés), le *solde est négatif*.

Lors de la rencontre, tenue le 12 décembre 1986, entre une équipe de ministres américains conduite par le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, et une délégation de la Commission dirigée par son président, M. Jacques Delors, les fonctionnaires de Washington avaient remis à leurs interlocuteurs une série de documents statistiques comportant notamment la rubrique « commerce Etats-Unis-CEE de certains produits sensibles ». Les chiffres et les rubriques *(repris dans le tableau ci-dessous)* annonçaient que, du point de vue américain, seules étaient vraiment « sensibles » les exportations de graines et produits céréaliers, ainsi que la nourriture pour animaux. L'avertissement était parfaitement clair et, comme on l'a vu, il allait être suivi d'effets. Dans les importations « sensibles », les Etats-Unis faisaient figurer les boissons alcoolisées, qui allaient leur servir de moyen de chantage pour obtenir largement satisfaction dans l'accord du 30 janvier sur les ventes de céréales à l'Espagne et au Portugal ; les produits (textiles et chaussures) qui avaient fait l'objet d'une loi de contingentement à laquelle le président avait, le 17 décembre 1985, opposé un veto auquel le Congrès n'avait pas réussi à passer outre en août 1986 ; la sidérurgie, en raison du problème des aciers spéciaux auxquels les Etats-Unis avaient, en juillet 1983, unilatéralement imposé des restrictions, finalement levées le 1er mars 1986, ces aciers entrant désormais dans l'arrangement conclu sur l'acier ordinaire ; les voitures individuelles, discrète allusion sans doute aux mesures d'autolimitation imposées dans ce domaine aux Japonais, et enfin la machine-outil *(voir l'encadré page 4)*.

Mais ce catalogue n'épuise nullement les pommes de discorde entre Européens et Américains. A très bref délai, deux gros dossiers industriels vont venir au premier plan : celui dit des hautes technologies et celui de l'aéronautique civile et militaire. En matière de hautes technologies, la politique de Washington est parfaitement contradictoire : d'un côté, libéralisation sans frontières du commerce et, de l'autre, restrictions à l'exportation de produits technologiques et d'information scientifique en vertu de la loi Export Administration Amendments Act adoptée en juin 1985 par le Congrès et qui a une portée extraterritoriale...

Vis-à-vis de l'Europe, le domaine des télécommunications est une cible clairement désignée, et M. Clayton Yeutter, représentant spécial du président Reagan pour les affaires commerciales, ne s'en est pas caché : « *Il s'agit là d'un domaine majeur d'activités qui ne constitue en aucune manière un exemple de commerce libre et ouvert à l'échelle mondiale. Ce secteur est mûr pour des améliorations* (5). » Ces « améliorations » consisteraient notamment en une pénétration américaine accrue des marchés européens en échange de la déréglementation et du démantèlement du monopole d'ATT déjà consommés aux Etats-Unis.

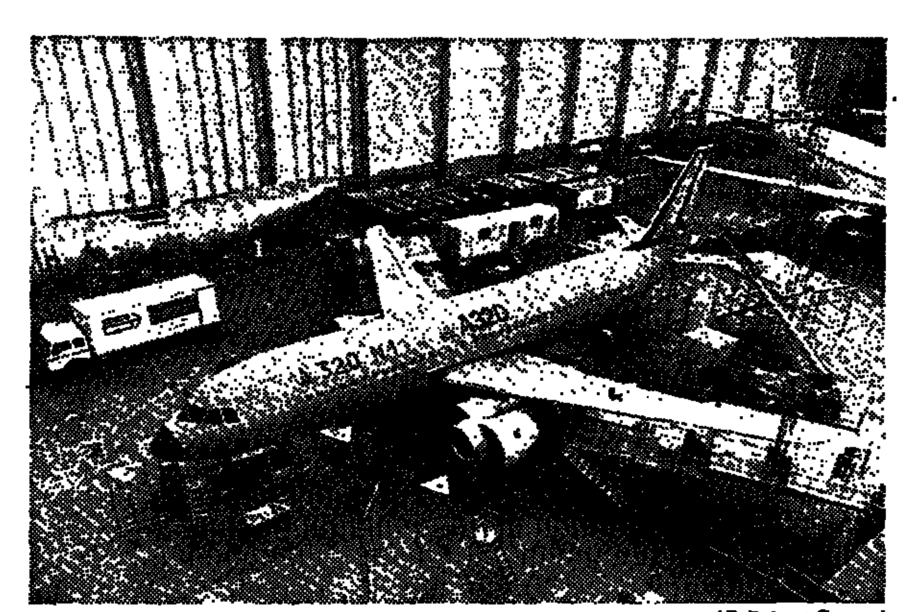
L'autre objectif des Etats-Unis, dans ce secteur, est de tout faire pour éviter l'émergence d'une normalisation européenne afin que leurs constructeurs imposent leurs normes de fait.

L'aéronautique sera l'autre grand terrain d'élection de l'offensive industrielle américaine. L'affaire Airbus n'est nullement réglée par le retour devant le GATT, qui dispose d'un code du commerce des aéronefs civils prévoyant la possibilité, pour les Etats, d'accorder des aides aux compagnies civiles si une chance raisonnable de rentabilité existe. Les efforts de Washington vont donc porter sur la modification du code. L'aéronautique militaire va fournir également un champ de conflit. Le projet d'avion de combat européen (concurrent du Rafale français) auquel participent le Royaume-Uni, la RFA, l'Espagne et l'Italie va représenter un marché de 15 milliards de dollars dont les Etats-Unis risquent de se trouver exclus. Les appels d'offres pour le radar et le développement du moteur spécifient, en effet, que les sociétés qui y répondront devront garantir la libre réexportation des équipements qu'elles livrent ou donner par avance la liste des pays mis sur leur « liste rouge » (6). Une telle disposition est en contradiction avec la loi américaine qui donne à Washington tout pouvoir pour contrôler les exportations mais aussi les réexportations.

Echaudés, les quatre Européens n'entendent pas voir les Etats-Unis utiliser cette disposition administrative pour leur « souffler » des marchés dans les pays tiers, mais on voit mal Washington se résigner à être écarté d'un tel projet.

En fin de compte, le déficit commercial des Etats-Unis avec l'Europe ne représente qu'une faible part de leur déficit global : 13 milliards de dollars sur 123 en 1984, 22 milliards sur 148 en 1985 et 27 milliards sur 170 en 1986. L'acharnement qu'ils mettent à vouloir le combler, en ne lésinant pas sur les moyens, n'a pas seulement des objectifs à court terme : il s'agit tout autant de casser les reins des quelques grands industriels européens dont le niveau technologique est égal au leur, et qui peuvent donc leur faire une dangereuse concurrence sur les marchés des télécommunications, de l'aéronautique et de l'espace.

La brutalité même de cette offensive a contribué à la création, chez les dirigeants politiques, d'un embryon de véritable « patriotisme » européen, qui rendra plus difficiles les manœuvres et pressions en tous genres que, chaque fois que des intérêts américains sont en cause à Bruxelles, Washington exerce auprès des Etats jugés les plus réceptifs à ses vues sur le domaine en question. A cet égard, les très nombreux diplomates des Etats-Unis accrédités auprès de la CEE, et leurs multiples émissaires qui sillonnent en permanence les capitales européennes, sont des spécialistes reconnus des mécanismes de décision communautaires...



(F. Poincet-Sygma)

ASSEMBLAGE DU PREMIER AIRBUS A 320 A TOULOUSE
L'aéronautique, objectif des futures surenchères protectionnistes de Washington

(1) *Financial Times*, 30 janvier 1987.
(2) L'AELE comprend la Norvège, la Suède, la Finlande, l'Islande, l'Autriche et la Suisse.
(3) Source : Statistiques du département du commerce des Etats-Unis.
(4) *Financial Times*, 4 février 1987.
(5) *Financial Times*, 18 février 1987.
(6) *Financial Times*, 3 février 1987.

LES PRODUITS « SENSIBLES » SELON WASHINGTON
(1985, en milliards de dollars)

Exportations américaines vers la CEE		Importations américaines de la CEE					
Grains et produits céréaliers	Nourriture pour animaux (gluten de maïs, soja)	Sidérurgie	Chaussures	Machines-outils	Véhicules individuels	Textiles et confection	Boissons alcoolisées
0,524	1,034	3,070	1,124	1,146	7,491	2,747	2,449

Source : Département du commerce des Etats-Unis.

ESCALADE DE LA GUERRE COMMERCIALE

La coûteuse facture

Par **MARIE-FRANCE TOINET** *

LES Etats-Unis ont beaucoup de griefs, parfois justifiés, à l'égard de leurs alliés. Et cela depuis longtemps : on oublie trop souvent que, pour avoir varié dans leur teneur, les critiques ont commencé dès l'arrivée de M. Reagan au pouvoir. Pour l'essentiel, la plupart de leurs difficultés économiques seraient imputables à leurs partenaires, jugés trop égoïstes, trop protectionnistes, trop étatistes et, en dernière analyse, coupables d'assurer avant tout la survie de leurs propres économies.

Le discours, dès 1981, est d'une logique parfaite... mais apparente. Les plus hauts responsables américains ne cessent de le tenir. D'un côté, les partenaires des Etats-Unis leur font une *« concurrence déloyale »* (M. William Brock, alors représentant spécial du président pour les négociations commerciales, 15 septembre 1981). Leurs méthodes ont été répertoriées par le secrétaire au Trésor de l'époque, M. McNamar (12 juin 1981) : *« Subventions étatiques pour les crédits à l'exportation irrationnelles... Politiques commerciales mercantiles... Produits industriels inefficaces sous-tarifés à l'exportation... Incitations aux investissements qui déforment les flux normaux de capitaux... Quotas... Restrictions. »* De l'autre côté, les Etats-Unis sont rigoureusement et de plus en plus libre-échangistes et parfaitement efficaces : *« Historiquement, les Etats-Unis ont été l'un des marchés les plus ouverts du monde... Nos procédures douanières sont hautement transparentes et prévisibles »* (M. Brock, 28 octobre 1981).

La rhétorique n'a pas changé depuis 1981. Mais, et la chose est nouvelle, les Américains se plaignent désormais que leurs grands partenaires, et notamment le Japon et l'Allemagne, n'assurent pas suffisamment leur part dans la croissance économique mondiale, qu'ils estiment avoir portée depuis 1983. Ils affirment d'abord que les taux d'intérêt sont restés trop élevés, notamment dans ces deux pays. Or le Japon a abaissé son taux d'escompte à 3 % en novembre 1986, et celui de l'Allemagne, avant la baisse de janvier 1987, était à 3,5 %; tous deux, en 1986, sont restés nettement inférieurs au taux américain qui n'est jamais tombé au-dessous de 5,5 % en 1986. En fait, les Etats-Unis souhaitent eux-mêmes réduire leurs taux d'intérêt, pour relancer une économie en voie d'affaiblissement. Mais ils ne peuvent se le permettre si ces deux puissances économiques que sont l'Allemagne et le Japon ne continuent pas à les baisser.

Deuxième exigence des Américains : que leurs partenaires commerciaux relancent leur demande intérieure afin, notamment, d'importer plus de produits américains. Ils suggèrent une diminution de la ponction fiscale. Mais, outre que celle-ci s'est produite – moins, il est vrai, qu'aux Etats-Unis, – la consommation des ménages a fortement augmenté dans les grands pays de l'OCDE, à l'exception du Japon : *« Les ménages ont consommé rapidement les gains de pouvoir d'achat tirés de la baisse des prix du pétrole, et ils ont même été un peu au-delà puisque les taux d'épargne ont diminué dans la plupart des pays* (1). » Ainsi la progression est de 4,3 % pour l'ensemble de l'OCDE, dont 4,8 % pour l'Europe, et supérieure à 5 % en France et en Allemagne. Si les Etats-Unis n'en ont pas bénéficié, n'est-ce pas que leurs produits ne sont pas assez compétitifs et attirants par rapport à ceux de leurs concurrents ?

Le fait est que les Américains ne cessent d'enfoncer le clou. Dans des négociations secrètes, début février 1987, entre les cinq Grands (Etats-Unis, Allemagne fédérale, Japon, France et Grande-Bretagne), M. Baker, secrétaire au Trésor, a proposé une sorte de serpent monétaire pour le dollar, le yen et le mark, avec *interventions des banques centrales* pour l'imposer. Avec une condition à la clé : que l'Allemagne et le Japon stimulent leurs économies. La réunion des *six grands pays industrialisés à Paris*, les 21 et 22 février 1987, a confirmé ces souhaits. L'« accord du Louvre », sorte de Plaza *bis*, prévoit des mesures *pour garantir la stabilité monétaire* mais les facteurs de dérapage demeurent (2)...

Depuis décembre 1986, le dollar, déjà fortement en baisse après son apogée de mars 1985 (10,65 FF), avait vu sa valeur diminuer brutalement et dramatiquement, au point de crever le plancher des 6 FF, alors que le franc même est, en ce moment, une monnaie plutôt faible. Le gouvernement américain n'avait pas, avant le 22 février 1987, tenté de freiner cette glissade spectaculaire, faisant même savoir que la chute de la monnaie américaine lui semblait encore insuffisante ou, à tout le moins, ne lui paraissait pas préoccupante.

Affirmer que les Etats-Unis sont *« historiquement l'un des marchés les plus ouverts du monde »* procède d'une conviction erronée. Car, historiquement, leur développement économique s'est essentiellement fondé sur le droit de douane : *« Le droit de douane a peut-être été l'arme la plus efficace pour la promotion de l'entreprise* (business). *Derrière des remparts protectionnistes de plus en plus élevés, une industrie après l'autre se verra garantir un marché national libre de toute concurrence étrangère* (3). » Et pour la période récente, M. Reagan, *malgré le* discours libre-échangiste, aura été le plus protectionniste des derniers présidents. Avec lui, les multiples et subtiles barrières commerciales (*quotas, contingentements*, autolimitations « volontaires », droits de douane « temporaires », accords de réciprocité, aides à l'exportation et les redoutables *barrières sanitaires*) *ont été non point* démantelées mais, au contraire, renforcées par tous les moyens. Entre 1980 et 1983, avant même que les Etats-Unis *ne soient confrontés* à des *déficits* commerciaux catastrophiques, la part du marché intérieur protégé a fortement augmenté, passant de 20 % à plus du *tiers pour les produits manufacturés.* L'agriculture et les produits alimentaires sont encore mieux protégés. Mais, dans chaque secteur de l'économie, on constate la diversité, la subtilité, la souplesse et la complexité du protectionnisme américain. Il n'y a pas de règles générales et permanentes, mais des mesures provisoires adaptées aux besoins du moment.

Qu'on en juge en ne retenant que les décisions de la seule année 1986 : rares *sont les partenaires commerciaux qui* ne sont pas, à un moment ou à un autre, visés par ces mesures. En mars, la commission des banques du Sénat décide la *constitution* d'un *« trésor de guerre »* de 300 millions de dollars pour l'Export-Import Bank afin d'aider (par des dons directs ou par des prêts à faible taux d'intérêt) les acheteurs étrangers de produits américains et maintient à 146 millions de dollars le programme de prêts directs (qui permet de financer pour 1,8 milliard d'exportations). En mars encore, les Etats-Unis menacent de mesures de rétorsion les pays européens dont les entreprises participent au consortium Airbus Industrie s'ils persistent à subventionner par des avances remboursables des avions qui font par trop concurrence à leur propre industrie *aéronautique* (ce même reproche fut à nouveau invoqué en janvier 1987). Début avril 1986, le président supprime la préférence douanière pour cent *quarante-neuf produits importés* en provenance de pays en voie de développement, pour une valeur totale de 2,4 milliards de dollars : pianos coréens, bière mexicaine, machines à coudre taiwanaises, bijoux de Hongkong, cuir argentin, etc.

Début août 1986, Etats-Unis et Japon signent un accord sur les semiconducteurs : le Japon s'engage à ne plus faire de « dumping » sur les « puces » vendues aux Etats-Unis et s'engage à ouvrir son marché à la production américaine (en février 1987, les producteurs américains accuseront le Japon, à tort, de n'avoir pas respecté cet accord) (4).

Dans le même temps, et contre l'avis du secrétaire d'Etat, M. Shultz, le gouvernement de M. Reagan propose à *l'Union soviétique* de subventionner à hauteur de 80 millions de dollars l'exportation de quatre millions de tonnes de blé.

L'URSS négligera cette *offre, faite* dans le cadre d'une offensive générale sur le marché des céréales décidée en avril 1985 (programme BICEP, de 2 milliards de dollars) et grâce à laquelle les Américains avaient déjà conquis des marchés en Egypte et au Maghreb. Mais, en 1986, bien d'autres pays *prétendront, pour bien* d'autres produits agricoles, à ces achats subventionnés : vaches, œufs et orge, boîtes d'aliments pour volailles seront ainsi offerts, avec le blé, au Yémen, au Bénin, à la Yougoslavie, à l'Indonésie, à la Turquie, à l'Irak et même à l'ennemi syrien.

L'été étant propice à tous les coups, ce même mois d'août 1986 voit la conclusion d'un nouvel accord multifibre, le troisième depuis 1974 où la *mesure dirigée contre* les exportations textiles des pays du tiers-monde vers les pays développés avait été qualifiée de « temporaire ». Sur la demande expresse des *Etats-Unis*, l'accord touche désormais (outre la laine, le coton et les textiles artificiels) la ramie, le lin, le jute et le sisal.

En octobre, pour la première fois, les Américains établissent une distinction entre le pétrole brut national et le brut importé : ce dernier est désormais frappé d'une taxe à l'importation (1 % *du prix de vente*). Le Mexique est ainsi le pays le plus visé.

En décembre, ce sont d'abord les fournisseurs de sucre qui sont atteints. *Les Etats-Unis* décident de ramener à un million de tonnes leurs importations, qui étaient encore à cinq millions de tonnes en 1979 : c'est le quota le plus bas depuis 1888. Puis, à leur tour, les machines-outils font l'objet de mesures protectionnistes *(voir encadré)*. En décembre toujours, le Canada, deuxième fournisseur des Etats-Unis après le Japon, et dont 78 % des exportations sont à destination des Etats-Unis, est à nouveau victime de mesures discriminatoires : déjà en 1986 – pour ne pas remonter *plus loin*, – ses produits pétroliers et son gaz, ses œillets, son poisson avaient été taxés : dorénavant, c'est son bois (qui détient 38 % du *marché américain) qui fait l'objet* de mesures protectionnistes.

L'année s'achève en belle partie de bras de fer avec la CEE. M. Reagan menace d'*augmenter de* 200 % les droits de douane sur le cognac, le vin blanc, le gin, les olives et les fromages si la Communauté ne lui accorde pas pour *le maïs et* le soja des conditions préférentielles d'exportation vers la péninsule ibérique entrée dans le Marché commun. Au prix d'une entorse *patente* à la préférence communautaire, la CEE cède devant les exigences américaines à la fin de janvier 1987 *(voir l'encadré ci-dessous)*. Elle a choisi de s'incliner, pour éviter la guerre économique. Mais pour gagner une part de marché au total bien faible (400 millions de dollars), les Etats-Unis s'interdisent de cette manière d'assainir les échanges internationaux.

La politique agricole commune (PAC) est accablée de critiques alors que les pratiques américaines de soutien des prix agricoles sont encore plus coûteuses : 35 milliards de dollars en 1986 (5).

Un tel comportement protectionniste de la part des Etats-Unis obéit avant tout à des considérations politiques. Si la France, dans la récente guérilla commerciale, était la plus visée (à elle seule, elle aurait subi une perte de 250 millions de dollars du fait des mesures de rétorsion américaines qui devaient frapper la Communauté pour 400 millions de dollars), c'est parce qu'elle est en concurrence directe avec eux sur les marchés céréaliers et parce qu'elle affirme et pratique la vocation commerciale de l'Europe en la matière.

La logique politique qui sous-tend les choix commerciaux de Washington est encore plus évidente dans leur attitude à l'égard des pays de l'Est. Le refus d'exporter des produits de haute technologie vers ces pays coûte aux Etats-Unis 17 milliards de dollars (10 % de leur déficit commercial). Le prétexte invoqué est la nécessité de préserver la sécurité nationale.

(J.-P. Laffont-Sygma)

DES INGÉNIEURS DE GENERAL MOTORS EXAMINENT LES VOITURES JAPONAISES
Les produits industriels américains sont souvent de faible qualité et pas assez compétitifs

* Chargée de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques.

(1) Jacques Sauvant, « Une attente déçue », *le Monde*, 9 décembre 1986.

(2) Cf. *International Herald Tribune*, 23 février 1987.

(3) Merle Fainsod et al., *Government and the American Economy*, W.W. Norton and Co, New-York (troisième édition), p. 97.

(4) Cf. Brenton Schlender, « US Japanese Chip Accord May Collapse », *Wall Street Journal*, 10 février 1987.

(5) « Against the Grain », éditorial du *Wall Street Journal*, 31 juillet 1986.

L'industrie de la machine-outil en difficulté

LES conséquences de la politique économique reaganienne ont été particulièrement graves pour l'industrie américaine de la machine-outil. Les producteurs américains de machine-outil détenaient en 1982 près de 75 % de leur marché. Ce chiffre était tombé à moins de 50 % en 1986 (1). De plus, l'investissement en capital est resté assez faible durant ces années malgré la récession de 1981-1983, reflétant une crise aiguë de l'industrie manufacturière américaine.

En dépit des rodomontades présidentielles sur la puissance retrouvée de l'économie, le gouvernement a suivi avec inquiétude cette évolution. Dans le même temps où il adoptait une stratégie de baisse du dollar, il utilisait l'arme traditionnelle du protectionnisme « à l'américaine » : l'accord volontaire d'autolimitation, formule un peu surréaliste destinée à concilier la rhétorique libre-échangiste et la sauvegarde des intérêts américains. En mai dernier, le président Reagan demandait au Japon, à Taiwan, à la Suisse et à l'Allemagne fédérale, les principaux exportateurs de machines-outils aux Etats-Unis, de souscrire de tels accords. De plus, il proposait de consacrer en trois ans 5 millions de dollars, pris sur les recettes fédérales, à l'industrie de la machine-outil.

Les plaintes des constructeurs américains qui, habilement, faisaient valoir l'importance stratégique de leur industrie pour la sécurité nationale, avaient été entendues. Durant l'automne, le Japon puis Taiwan signaient de tels accords. En décembre dernier, le président Reagan, pour accroître sa pression sur l'Allemagne et la Suisse, décidément récalcitrantes, annonçait que les douanes américaines contrôleraient les importations allemandes et suisses, pour vérifier que les limites définies par l'Administration n'étaient pas franchies. Si cela se produisait, Washington était prêt à prendre des mesures unilatérales de contingentement.

Si la menace extérieure se fait donc moins pressante en 1987, il serait néanmoins hasardeux de pronostiquer un rapide relèvement de l'industrie de la machine-outil aux Etats-Unis. Rien n'assure, en effet, que la demande se redressera nettement. Les perspectives macro-économiques pour 1987 ne sont guère optimistes et il est douteux que les entreprises du pays puissent espérer reconquérir rapidement des marchés extérieurs, tant les dernières années les ont affaiblies. Enfin, la réforme fiscale en cours a un effet immédiat dissuasif sur l'investissement. A tout le moins, la tempête est passée pour les constructeurs américains de machines-outils qui ont pu tenir. Pour les survivants, c'est une bonne nouvelle. Pour les autres, c'est évidemment trop tard.

HUBERT KEMPF
professeur d'économie à l'université de Caen.

(1) Cf. *Business Week*, 12 janvier 1987. Voir également l'article de Jean Lempérière, « Quand les Etats-Unis achètent à l'étranger leur matériel de production », *le Monde diplomatique*, septembre 1986.

Dans la guerre du maïs : *un « arrangement » qui ne résout rien*

LA Communauté européenne a reculé dans la guerre du maïs. Fin janvier, elle a cédé aux revendications des Etats-Unis. Les autorités américaines refusaient en effet de faire les frais de l'entrée du Portugal et de l'Espagne dans le Marché commun, et, en particulier, de voir jouer la préférence communautaire au détriment de leurs exportations de maïs et de sorgho vers ces deux pays.

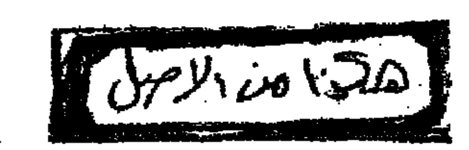
L'accord signé le 30 janvier 1986 entre les Etats-Unis et la CEE prévoit que les premiers pourront exporter vers l'Espagne et le Portugal plus de 2 millions de tonnes de maïs et 300 000 tonnes de sorgho par an pendant quatre ans, jusqu'au 31 décembre 1990. Les Américains, avec une candide honnêteté que les producteurs européens (surtout français) de maïs apprécieront à sa juste valeur, ont estimé, par la voix de leur principal négociateur, M. Clayton Yeutter, que cet accord *« était totalement cohérent avec le programme du président Reagan pour améliorer la compétitivité économique »* (1).

Un point final est ainsi mis à une crise ouverte par le président Reagan le 30 décembre 1986, quand il menace d'augmenter de 200 % les droits de douane sur une série de produits alimentaires, dont les vins blancs ordinaires, certains fromages, le gin et le cognac, pour une valeur globale de 400 millions de dollars. Le mois de janvier a vu se développer cette confrontation aux aspects maintenant familiers : concentration des attaques sur un pays de la Communauté (aujourd'hui la France, hier l'Italie, dans l'affaire des pâtes alimentaires). D'abord, touchantes déclarations d'unanimité et de virile fermeté et, même, projet de mesures de rétorsion de la part des responsables européens. Ensuite, mise en branle des principaux groupes de pression concernés, va-et-vient en tous sens et réunions discrètes des différents experts, fonctionnaires ou conseillers politiques européens et américains, où apparaissent les premières fissures dans le front européen. Progressivement, devant la détermination de Washington et les divisions manifestes des Européens, se développe l'idée d'un « arrangement », mot pudique pour désigner un compromis totalement déséquilibré au profit des Américains et au détriment, essentiellement, des Français.

On ne peut penser pour autant que cet accord soit au seul avantage des Etats-Unis. La Communauté européenne a cédé, certes ; mais la politique agricole commune n'a pas (encore ?) éclaté, ce qui est l'objectif des Américains. La Communauté s'est ouvert la possibilité de subventionner ses exportations pour écouler ses excédents. Les Américains retrouveront alors sur le marché mondial le maïs européen qu'ils ont éliminé d'Espagne. Le mécanisme engendrant des surproductions agricoles continues est toujours en place, à coups de subventions aux uns et aux autres. Il est donc douteux que cet accord contribue à régler les difficultés des agriculteurs du Middle West. Il ne faut pas être grand clerc pour deviner que la guerre agricole rebondira bientôt entre Europe et Etats-Unis. Les principaux perdants de ce petit jeu seront donc, tôt ou tard, les contribuables européens et américains. Mais le savent-ils ?

H. K.

(1) *Le Monde*, 31 janvier 1987.



ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET LEURS PARTENAIRES

de l'économie reaganienne

Mais l'argument, selon une commission de la très officielle National Academy of Science composée d'anciens responsables de la défense et des services de renseignement, d'hommes d'affaires et de scientifiques, n'est pas convaincant. Pour elle, cet embargo ne contribue guère à améliorer la sécurité nationale puisque les Etats-Unis ne sont plus seuls maîtres des nouvelles technologies. Dès lors, leur politique nuit plus à leur économie qu'elle ne gêne la modernisation militaire des pays de l'Est. La conclusion est nette : cesser cet embargo, renforcer le potentiel technologique et la vigueur économique des Etats-Unis, promouvoir *« l'unité entre alliés »* (6).

Enfin conscients des réalités, les Américains semblent sur le point de modifier leur attitude en la matière. Mais, trop souvent, ils préfèrent diviser et affaiblir leurs alliés pour mieux régner, comme il ressort clairement de leurs exigences pour les nouvelles négociations au sein de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), auxquelles, en outre, les Soviétiques se voient refuser la possibilité de participation, sans même parler de leur adhésion. Dans ce cadre du GATT, où ils sont en position de domination, les Etats-Unis veulent à la fois imposer à l'Europe le démantèlement de la PAC et aux pays en voie de développement (notamment au Brésil et à l'Inde, particulièrement réticents) la libéralisation des services (y compris les secteurs de la communication et de l'information) et des investissements.

Comment réduire le déficit budgétaire ?

PROTECTIONNISME pour les secteurs de l'économie américaine menacés, libéralisation des échanges pour les secteurs performants : ainsi pouvait se résumer la politique commerciale des Etats-Unis. Mais cette politique a échoué. Depuis l'accession de M. Reagan au pouvoir, balance commerciale, balance des comptes courants et balance des paiements n'ont cessé de se détériorer, au point que, à la fin de 1985, les Etats-Unis sont devenus débiteurs nets à l'égard du reste du monde pour la première fois depuis 1914. La responsabilité en sera très généralement attribuée à la surévaluation du dollar : celui-ci atteint en effet 10,65 F en mars 1985, alors que l'économie nationale n'est pas en meilleur état qu'à l'été 1980, où le dollar était à 4 F, fortement sous-évalué : contrairement à l'idée reçue, la force ou la faiblesse d'une monnaie ne sont guère le reflet de la santé économique d'une nation. Les reaganiens finissent d'ailleurs par admettre que le marché ne peut s'autoréguler : les gouvernements doivent intervenir, en l'occurrence pour faire baisser le dollar, afin que les échanges commerciaux se rééquilibrent.

En septembre 1985, M. Baker fait adopter l'accord dit du Plaza par ses principaux partenaires (le fameux « groupe des Cinq ») : tous s'engagent à intervenir pour faire baisser le dollar de façon concertée. L'engagement est tenu. La décrue du dollar se poursuit lentement et sûrement. De 8,80 F en 1985, il passe à 6,60 F à la fin de décembre 1986. Il avait bien été prévu, selon la théorie de la courbe en « J », qu'il pourrait s'écouler dix-huit mois avant que la balance commerciale amorce son rétablissement. Il n'avait pas été envisagé, en revanche, que la situation puisse encore s'aggraver en 1986. Le déficit commercial des Etats-Unis, de 148 milliards de dollars en 1985, continue de s'aggraver en 1986 jusqu'à atteindre 170 milliards de dollars (+ 16 %), alors que la chute du dollar contre une monnaie faible comme le franc est, de l'apogée de mars 1985 (10,61 F) à décembre 1986 (6,62 F), de 38 %. Qu'en aurait-il été du déficit commercial si le dollar n'avait pas dégringolé ? Même avec cet affaiblissement de la monnaie, la situation est piteuse : en novembre 1986, les exportations chutent encore de 3,8 %.

Jusqu'à quand ? Car, si l'on veut bien considérer que la décrue du dollar s'est amorcée en mars 1985, six mois avant l'accord du Plaza, on constate qu'on a bien dépassé le butoir des dix-huit mois que prévoit la courbe en « J » et qu'on est confronté, selon le banquier Félix Rohatyn (Lazard frères, de New-York), à une courbe en « I » (7). Le déficit ne se résorbe guère, et les raisons en sont multiples. Une bonne part des échanges américains se font avec des pays (Canada, Brésil, Corée du Sud...) dont les monnaies ne se sont pas réévaluées par rapport au dollar ; les exportateurs ont jusqu'ici renoncé à hausser leurs prix, en sacrifiant une bonne part de leurs marges bénéficiaires. En revanche, certains producteurs américains (dans l'automobile et l'informatique, notamment) se sont crus autorisés à augmenter fortement leurs profits, renonçant ainsi à reconquérir leur marché intérieur.

Mais aucun de ces éléments n'explique que le Japon et l'Allemagne aient réussi à modifier encore en leur faveur la balance de leurs échanges avec les Etats-Unis. Alors que le mark et le yen ont été, de fait, réévalués de plus de 40 % par rapport au dollar, la balance commerciale japonaise a connu un surplus de 82,6 milliards de dollars pour 1986 (43,8 milliards pour 1985) et celle de l'Allemagne un surplus de 53,6 milliards de dollars au cours de la même période (28,6 milliards pour 1985).

En ce qui les concerne, les responsables américains ont estimé que la meilleure solution était de laisser filer le dollar (– 10 % dans le seul mois de janvier) et ils se refusent à fixer la limite qu'ils souhaitent assigner à cette dégringolade, au nom du sacro-saint marché.

Les dirigeants des Etats-Unis jouent avec le feu en laissant filer leur monnaie. Certains, plus responsables mais moins puissants, comme M. Volcker, président de la Réserve fédérale, s'en inquiètent publiquement. Le gouvernement lui-même ne semble plus savoir quelle ligne de conduite adopter, comme en témoigne un titre récent du *Wall Street Journal :* « Le gouvernement des Etats-Unis s'inquiète du dollar, mais n'a pas décidé *si* et quand il doit agir (8). » Car ce journal n'ignore pas que, au-delà des critiques, parfois justifiées mais souvent exagérées, à l'encontre de ses partenaires, la cause principale de l'actuelle désorganisation et des folles variations du dollar depuis l'arrivée de M. Reagan au pouvoir réside dans l'irresponsabilité. Les Etats-Unis, en pleine reprise et sans que l'économie ait en quoi que ce soit été assainie ni, *a fortiori*, renforcée, ont laissé se développer des déficits budgétaires sans précédent en temps de paix (220 milliards de dollars pour l'année budgétaire 1986) et un endettement massif aussi bien public que privé. Ils sont ainsi pris en tenaille : d'une part, il leur faut financer le déficit budgétaire par l'emprunt (notamment à l'étranger, car jamais l'épargne des ménages n'a été si faible : moins de 4 % du revenu disponible après impôt, contre 12 % à 15 % dans les autres nations développées), ce qui implique un dollar relativement fort et des taux d'intérêt suffisamment élevés pour séduire les investisseurs. D'autre part, il leur est nécessaire de réduire un déficit commercial ruineux et de moderniser une industrie insuffisamment compétitive, ce qui exige un dollar relativement faible et des taux d'intérêt suffisamment bas pour ne pas rebuter les investissements. Le dilemme ne saurait aucunement être résolu par une tentative d'exporter les difficultés internes : non seulement celles-ci ne seront pas réglées pour autant, mais encore le risque est réel de précipiter le monde dans une grave récession et dans la guerre économique.

Dès lors, l'autre solution consiste à réduire le déficit fédéral. En diminuant les dépenses militaires, à la fois gonflées par l'inefficacité et la fraude et peu productives économiquement, puisque les dépenses sociales ont déjà chuté au point de saigner à blanc les plus défavorisés des Américains. Et en augmentant les recettes fiscales, car le pays vit au-dessus de ses moyens, aux dépens du bon fonctionnement de l'économie. Or les deux décisions vont à l'encontre des convictions du président Reagan. Il est vrai qu'elles seraient politiquement coûteuses et difficiles à faire admettre, la seconde surtout, à une population que l'on a démagogiquement bercée d'illusions en lui faisant croire que l'on pouvait avoir à la fois le beurre et l'argent du beurre (moins d'impôts et plus de dépenses). La purge sera d'autant plus amère que l'immense majorité des Américains ont vu leur niveau de vie baisser depuis dix ans tandis qu'une petite minorité a pu accroître considérablement son bien-être (l'indice des valeurs boursières a augmenté de 20 % en six mois) : rarement reprise aura été aussi injuste socialement.

Qui plus est, l'application de telles mesures demanderait un doigté dont on peut se demander si l'administration Reagean est capable. Car il faut à la fois aller vite (l'état de l'Union est périlleux, et grande la méfiance internationale) et procéder lentement (l'état de l'Union est instable) si l'on ne veut pas précipiter une récession. N'est-ce pas la quadrature du cercle ?

MARIE-FRANCE TOINET.

(6) « High-Tech Export Controls are Doing more Harm than Good », *Business Week*, 26 janvier 1987.

(7) Felix Rohatyn, « L'Amérique doit faire du protectionnisme », *le Monde des affaires*, 24 janvier 1987.

(8) *Wall Street Journal*, 29 janvier 1987.

Une industrie subventionnée

LES aides fédérales à l'industrie américaine ? Quelles aides ? répondent, la main sur le cœur, les responsables de l'administration Reagan. Elles existent pourtant bel et bien, mais il faut un talent de détective pour les identifier car, contrairement à ce qui existe en France, elles ne figurent dans aucun document officiel sous cet intitulé. Dès 1972, le rapporteur du Joint Economic Committee écrivait : *« Les informations nécessaires pour comprendre et évaluer le système fédéral de subventions sont, pour une bonne part, dissimulées au public. On fait des efforts particuliers pour placer les programmes de subventions sous quelque autre étiquette : aides, crédits d'impôt, prêt ou garantie de prêt. »*

Jean-Michel Saussois, professeur à l'Ecole supérieure de commerce de Paris, a accompli un effort méritoire pour reconstituer un puzzle (1) qui fait plutôt mauvais effet quand on prétend pourfendre les pratiques déloyales, subventions gouvernementales et autres entorses au libre-échange chez les concurrents européens ou japonais. En fait, comme partout ailleurs, les interventions économiques du gouvernement fédéral, qu'elles soient financières ou fiscales, portent sur toute la chaîne du processus de production et de commercialisation : financement du risque, recherche, subventions directes aux entreprises, création d'une demande (clause « Achetez américain » dans les marchés publics), promotion des ventes à l'étranger, aides à l'emploi, etc. Jean-Michel Saussois en a dénombré 329 en 1984. Elles n'épargnent aucun secteur d'activité et sont dispensées par 29 agences administratives. Pour ce qui est du coût global de ces subventions, les estimations — par définition fort difficiles à établir — varient de 86 milliards de dollars pour l'année fiscale 1979 (chiffres de l'Urban Institute) à 196 milliards pour 1982 (chiffres de la Kennedy School), en passant par 86,5 milliards de dollars (y compris les aides à l'agriculture), selon le Council of Economic Advisers, pour 1980. Comme on le voit, il y a encore fort à faire dans l'administration américaine en matière de transparence.

B. C.

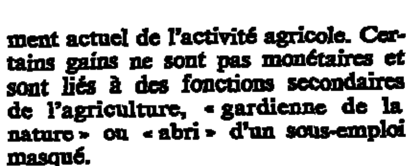
(1) Jean-Michel Saussois, *les Aides fédérales à l'industrie américaine*, Ecole supérieure de commerce de Paris, 1984, 167 pages, 100 F (79, avenue de la République, 75011 Paris). On pourra également consulter les extraits d'un rapport de Mme Françoise Piotet au Conseil économique et social sur les aides publiques à l'innovation, publiés dans *Problèmes économiques*, n° 201, 11 février 1987, la Documentation française, Paris.

ESCALADE DE LA GUERRE COMMERCIALE ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET LEURS PARTENAIRES

Le rôle essentiel des subventions dans l'agriculture

Les subventions à l'agriculture sont devenues un argument de poids dans la guerre commerciale entre les Etats-Unis et l'Europe. Même dans les pays qui dénoncent le plus violemment la politique agricole commune de la CEE, elles grèvent lourdement les budgets de l'Etat. Faut-il pour autant les supprimer ? La réponse n'est pas si simple car si, effectivement, le nombre de paysans a fortement diminué dans les pays industrialisés, l'agriculture, créatrice de richesses, demeure *l'un des ressorts de* la puissance économique.

Par CLAUDE ROGER *



Tous les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) mettent en œuvre des stratégies diversifiées pour soutenir l'activité agricole, les recettes des paysans et les revenus de leur famille. Le plus souvent, ces actions sont complétées par des aides à la commercialisation et à la transformation, et par des transferts au bénéfice des consommateurs.

Ce dispositif général est accompagné par des mesures de protection du marché intérieur et de subventions aux exportations. Les pays scandinaves, l'Autriche et la Suisse, faibles producteurs agricoles, ont, de plus – mais ce ne sont pas les seuls... – largement adopté des régimes de soutien spéciaux aux petites exploitations des zones en difficultés.

Ainsi, les dépenses du Fonds européen d'orientation et de garantie agricoles (FEOGA) et les dépenses nationales agricoles (hors dépenses sociales et défiscalisation) représentaient en 1980 – dernière année pour laquelle les chiffres sont disponibles – et pour les neuf pays de la CEE, 20 % de la valeur de la production finale et 35 % de la valeur ajoutée brute (concept proche de celui de revenu agricole) ; un peu moins en Italie, plus en RFA, au Danemark et aux Pays-Bas. Les ordres de grandeur observés aux Etats-Unis sont similaires.

En d'autres termes, ces dépenses correspondent à 7 000 ECU par an et par exploitant agricole, soit 40 000 FF ou encore à 16 000 FF par an et par travailleur à temps plein et 1 400 FF par hectare de surface agricole utile. Tous les produits ne bénéficient pas d'un soutien identique. Celui-ci étant proportionnel aux quantités livrées, les écarts peuvent être impressionnants : un exploitant italien perçoit en moyenne 10 000 FF, alors que son collègue néerlandais a droit à 73 000 FF ; un céréalier français disposant de plus de 100 hectares touche près de dix fois plus qu'un éleveur de bovins (150 000 F contre 15 000 F, la moyenne française étant de 40 000 F).

La partie visible (car budgétisée) des concours financiers publics cache les dépenses sociales, les mesures de défiscalisation et de détaxation qui contribuent à soutenir le revenu des producteurs agricoles sans que les montants soient connus.

Mais cette aide est-elle scandaleuse ? Les subventions visent à préserver l'autonomie nationale et la survie de nombreuses activités (et donc le maintien d'emplois, en amont et en aval).

Et la société bénéficie indirectement de nombreux avantages du fonctionnement actuel de l'activité agricole. Certains gains ne sont pas monétaires et sont liés à des fonctions secondaires de l'agriculture, « gardienne de la nature » ou « abri » d'un sous-emploi masqué.

Enfin, l'agriculture des pays modernisés est une branche qui dégage régulièrement un surplus de productivité ; mais la part des avantages transférée à ses clients et fournisseurs augmente en permanence, et celle revenant aux agriculteurs est largement négative : ce qui est donné aux agriculteurs d'une main est repris de l'autre.

Massives, les aides d'Etat à l'agriculture sont également permanentes. Ainsi, en France, entre 1945 et 1980, l'augmentation de 50 % de la valeur ajoutée brute de la branche a été obtenue au prix d'une multiplication par 7 du budget de l'agriculture – y compris les dépenses sociales, – alors que les charges budgétaires totales de l'Etat étaient multipliées par trois, et la production intérieure brute (PIB) par cinq.

Ainsi, pour une contribution décroissante de l'agriculture à la production intérieure brute, l'Etat doit consacrer proportionnellement toujours plus de ressources. Le discours libéral officiel et les recherches en cours d'adaptation des politiques agricoles des agricultures modernisées peuvent-ils inverser la tendance ?

Toutes les agricultures des pays agro-exportateurs sont confrontées à des problèmes identiques, souvent masqués par les débats sur les excédents, le protectionnisme, *la discipline budgétaire* ou la concurrence. Des deux côtés de l'Atlantique, les gouvernements doivent définir un développement de l'agriculture compatible avec *la réalité* économique actuelle.



(Guy Le Querrec-Magnum)

LA RÉCOLTE DES ARTICHAUTS EN BRETAGNE
L'agriculteur moyen français perçoit juste le SMIC au titre de son activité

Plus ou moins d'Etat ? La régulation d'une activité économique s'appuie soit sur les mécanismes du marché, soit sur un encadrement administratif, ou même une planification. Il est piquant de voir les agriculteurs, libéraux de cœur, demander toujours plus d'Etat, et les tenants du plus pur libéralisme être contraints à intervenir toujours plus dans la sphère de la production agricole comme dans celle de la vie des producteurs. Tout concourt, aujourd'hui, à un renforcement du rôle de l'Etat.

Les agricultures des pays industrialisés occidentaux se sont considérablement modernisées au cours des dernières décennies. Incitées par les Etats à poursuivre dans cette voie, elles disposent *d'importantes* potentialités de gains de productivité. A chaque phase des cycles de modernisation, les quantités produites par unité de travail et par *unité* de capital augmentent, mais à un coût toujours plus élevé.

Le coût des modernisations

CHAQUE cycle de modernisation débouche sur la formation d'excédents : en 1953-1955, la résolution de la crise de l'agriculture française passe par l'ouverture du Marché commun ; en 1973-1974, par le premier élargissement de la CEE, et, en 1980-1981, par la conquête de marchés mondiaux. De même pour l'agriculture américaine qui, dans un premier temps, avait trouvé des débouchés en Europe à la sortie de la guerre, puis sur les marchés mondiaux ; entre 1970 et 1980, sa production a augmenté de 30 %, et les volumes exportés sont passés de 25 % à 40 % de la production. Dans le contexte actuel de rétrécissement de la demande solvable, l'inadaptation de la production aux conditions de marché pousse les gouvernements à des dépenses budgétaires jugées trop élevées, à des achats d'intervention, au stockage et à des reventes à perte, et l'incite à prôner des remèdes radicaux : une nouvelle rationalisation du secteur avec, comme conséquence, l'élimination des travailleurs les moins productifs.

En période de croissance économique, cette modernisation de l'agriculture « libère » des travailleurs. Alors que la croissance s'est ralentie, et après les vagues antérieures d'exode rural, le choix des « canards boiteux » à sacrifier pose un redoutable problème, car l'économie n'offre pas d'emploi de remplacement, et il n'y a plus grand-chose à attendre des départs en douceur des petits exploitants âgés ou travaillant à temps partiel. Les candidats au départ doivent être trouvés à l'intérieur même de la base de la modernisation. Une cible possible : les exploitations en zones difficiles mais pour lesquelles de nouveaux départs seraient synonymes de désertification humaine. Un peu *partout, et même aux Etats-Unis*, la concentration a atteint un seuil à ne pas dépasser pour certains produits et dans certaines régions. D'où la nécessité d'accompagner les politiques de modernisation d'aides directes, de systèmes de prix différenciés et de primes variées pour favoriser le maintien d'une agriculture en zone défavorisée. L'Europe envisage d'ailleurs de recourir de plus en plus à des actions de ce type.

Pour améliorer un revenu agricole jugé insatisfaisant, l'accroissement du volume de production et la *diminution* simultanée du nombre des travailleurs agricoles ne sont pas suffisants. Le revenu agricole, qui est l'indicateur du *résultat du travail dépensé en agriculture*, est en baisse depuis plus de dix ans aussi bien en Europe qu'aux Etats-Unis où l'endettement consécutif à la *forte modernisation des années 1980*-1981 met 5 % à 6 % des exploitations en difficulté ou carrément en situation d'insolvabilité (1). Le dernier rapport *du Centre d'études et de recherche sur* les coûts (CERC) estime que l'agriculteur moyen français perçoit juste le SMIC au titre de son activité agricole.

L'insertion croissante des agriculteurs dans leur espace économique concourt aussi à renforcer, tout en le modifiant, le rôle de l'Etat. L'évolution des techniques comme des revenus n'est pas indifférente au devenir de l'industrie du machinisme agricole qui traverse une crise majeure aussi bien en Europe qu'aux Etats-Unis. En aval, les industries agro-alimentaires demeurent un des rares secteurs où l'emploi et les débouchés ne sont pas trop menacés, à l'exception des activités à faible valeur incorporée (abattoirs...). Mais les marchés nationaux se sont révélés trop étroits et l'agriculture, comme les autres activités économiques s'est inscrite dans un large mouvement d'internationalisation, dominé par un mot d'ordre des pouvoirs publics : la compétitivité. Mais celle-ci ne s'exprime pas uniquement en termes d'efficacité car sinon l'agriculture française devrait produire les céréales aux coûts du Canada, le lait à ceux des *Pays-Bas et la viande bovine* à ceux de l'Argentine. En fait tous les pays agro-exportateurs ont adopté des systèmes de fixation des prix agricoles à usage interne et négocient des prix extérieurs sans rapport avec les coûts de production. Les phénomènes monétaires ou les aides d'Etat introduisent autant de distorsions. Et les producteurs de toutes nationalités demandent protection aux pouvoirs publics contre les effets de celles-ci comme contre les autres conséquences de l'internationalisation.

Les producteurs sont devenus dépendants d'événements et de centres de décision sur lesquels ils n'ont aucun pouvoir. Les aléas climatiques et les récoltes à l'autre bout du monde, l'embargo politique ou spéculatif, les différentiels d'inflation et les variations du cours du dollar deviennent les variables prépondérantes dans la fixation du « cours mondial » de leurs produits.

Enfin l'internationalisation, longtemps marquée par la suprématie américaine, est source de conflits entre les Etats. Ceux-ci se trouvent contraints de prendre des mesures contradictoires avec le libéralisme affiché pour assurer la protection de leur propre agriculture. Les tensions s'exacerbent entre la CEE et les Etats-Unis : la domination politique et économique de Washington demeure et pèse sur toutes les négociations y compris celles internes à la CEE et entre la CEE et les pays tiers. Quoi que fasse la CEE, elle et la PAC figureront au banc des accusés ; tous les modèles économétriques des échanges internationaux de produits agricoles, *made in USA* ou *in Australia*, ne suggèrent-ils pas que sans PAC et sans subvention, la CEE ne serait pas devenue une puissance agro-exportatrice puisqu'elle ne détient aucun avantage comparatif favorable ? Tout le monde serait gagnant et plus heureux si la CEE, déjà premier importateur agricole mondial, produisait moins et importait plus.

Les dissensions entre Européens ne sont jamais aussi fortes que lorsqu'un problème agricole est à l'ordre du jour du énième « marathon de la dernière chance ». L'Europe verte connaît bien des soubresauts depuis le mandat du 30 mai 1980 donné par le conseil des chefs d'Etat et de gouvernement à la Commission des Communautés européennes pour élaborer des propositions d'adaptation de la politique agricole commune (PAC). Si les partenaires sont parvenus péniblement à des compromis à court terme, ceux-ci sont périodiquement remis en cause et les blocages sont toujours aussi nombreux. *Quant* aux choix de fond qui engageraient l'avenir de l'agriculture européenne, un « Livre vert » a analysé la situation et a fixé les grands axes des *réorientations* possibles de la PAC. Mais le tollé général qu'il a soulevé n'a pas encore laissé la place à une réelle discussion.

De l'autre *côté* de l'Atlantique, un *Farm Bill*, véritable charte de la politique agricole américaine pour quatre ou cinq ans, a été voté. Mais il l'a été avec beaucoup de retard et après de *nombreux* débats restés sans réponse définitive. La volonté libérale du gouvernement de M. Reagan s'est heurtée à de multiples intérêts et considérations contradictoires.

Des deux côtés de l'océan, le dilemme est le suivant. Soit des prix garantis à la production sont maintenus, mais alors un contrôle des volumes produits et soumis à garantie est institué – ce qui est mal vu de tous les partenaires économiques. Soit un recours accru aux mécanismes des marchés est instauré, mais alors la compensation de la perte de recettes et des bas revenus, provoquée par la baisse inéluctable des prix intérieurs et des cours mondiaux pour les exploi*tants incapables de supporter ces nou*velles conditions de production, entre en contradiction avec la volonté de réduire les dépenses agricoles.

Le débat est loin d'être clos. Aux Etats-Unis, l'amendement Arkin, du nom d'un sénateur de l'Iowa favorable à une augmentation des prix et à une maîtrise de la production, recueillait 0 voix en 1984 et 175 en 1985...

Autre question. Faut-il exporter plus ou produire moins ? Est-il plus scandaleux d'organiser des opérations de retrait, de stockage, de braderie ou même de destruction que de proposer de fortes primes à des producteurs qui acceptent de réduire leurs superficies cultivées ?

Les exportations, largement prônées, *sont loin* d'être une *panacée*. Elles sont coûteuses en subventions ou en restitutions pour compenser les écarts entre cours mondiaux et prix intérieurs. De *plus, le solde positif des balances agro*-alimentaires serait beaucoup moins flatteur si on y introduisait la totalité des intrants fortement consommateurs d'énergie, de matières premières chères et importées, de produits de la chimie, etc., dont l'Europe, en particulier, est le premier importateur mondial.

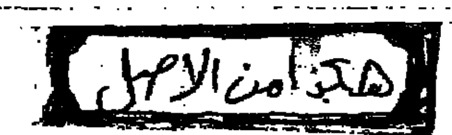
Dernière interrogation. Peut-on adapter la production agricole aux nouvelles conditions économiques rapidement et à un moindre coût budgétaire ? Aux Etats-Unis, pour le blé, le maïs, le coton et le soja, les exportations qui représentent 40 % ou plus de la production, demeurent essentielles. On vise la reconquête de parts de marché grâce à la subvention des exportations. En Europe, le rétrécissement de la demande solvable extérieure et le coût des exportations font suggérer diverses solutions : une réorientation des productions excédentaires (lait, céréales) vers des productions déficitaires (protéagineux) et un retour à une plus grande complémentarité entre les productions végétales et animales ; l'exploration de nouveaux débouchés industriels et biotechnologiques mais dont les perspectives paraissent encore lointaines. Toutes ces possibilités d'évolution se heurtent à la volonté d'en diminuer la charge financière le plus rapidement possible.

Le poids de l'activité agricole dans la richesse créée par les économies modernisées régresse en permanence ; le poids électoral des agriculteurs a, lui aussi, très fortement diminué. Paradoxalement, les acteurs sociaux, comme le débat social, accordent toujours une place de choix à l'agriculture et aux agriculteurs.

Non pas pour protéger un « ordre éternel et naturel des champs », garant de valeurs sociales ; non pas dans un but électoraliste. Mais à partir d'une constatation : la solution d'un certain *nombre* de problèmes de nos économies développées passe par la solution des problèmes agricoles. Le complexe agro-alimentaire et agro-industriel est devenu la *première* branche *d'activité* pour l'emploi, la création de richesses, les perspectives de croissance, l'acquisition de devises. Il est fort curieux de constater qu'aujourd'hui, comme hier, une grande puissance est une puissance agricole.

(1) Voir Florence Beaugé, « Des fermiers spectateurs de leur propre mort », *le Monde diplomatique*, janvier 1987.

* Chercheur, membre du Groupe d'économie internationale à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), Montpellier.



QUAND TOUS LES CLIGNOTANTS ROUGES S'ALLUMENT

L'argent

(Suite de la première page.)

Ainsi, un peu avant midi, le jeudi 12 février, au dix-huitième étage d'un immeuble de Manhattan, les agents fédéraux passent les menottes à M. Richard Wigton, vice-président de la firme d'investissement Kidder Peabody et Cie, et l'emmènent sous les yeux de son personnel médusé. Dans le même temps, trois pâtés de maisons plus loin, M. Robert Freeman subit le même sort dans ses bureaux de la firme Goldman Sachs. Tous deux rejoignent en prison M. Timothy Tabor, ancien vice-président de Kidder Peabody et, jusqu'au mois de janvier, l'une des « grosses têtes » de Merrill Lynch. Au point de départ de ce joli coup de filet, un poisson encore plus gros : M. Martin Siegel qui, huit jours plus tôt, s'était démis de ses fonctions dans une autre firme d'investissement, Drexel Burnham Lambert.

Pour l'establishment financier, le choc est brutal. D'autant que, annonce le procureur, l'enquête va se poursuivre pendant un an. D'autres têtes tomberont donc. *« Vous n'avez encore rien vu : avant que tout soit terminé, des centaines de gens peuvent se retrouver derrière les barreaux* (4) », dit un grand financier de Manhattan. L'affaire ne se résume pas à un spectaculaire fait divers, pimenté de quelques allusions aux techniques en usage sur le marché financier, dont les mécanismes restent mystérieux pour le grand public. Les récentes inculpations ne constituent que le premier symptôme d'un mal plus profond. *« Il est grand temps d'améliorer l'éthique de la communauté financière, autrement Wall Street deviendra, pour le public, synonyme de route des fripons* (5) », note un commentateur.

Des fripons de grande envergure qui, depuis 1982, accumulaient simultanément les mauvais coups et les millions de dollars. Le pot aux roses est découvert en mai 1986 avec l'arrestation de M. Dennis Levine, de la firme Drexel Burnham Lambert. Pour bénéficier de l'indulgence du tribunal, il accepte de collaborer avec les enquêteurs, auxquels il livre des informations qui conduiront à l'arrestation de quatre hauts personnages appartenant à des institutions financières aussi respectées que Shearson Lehman, Goldman Sachs, Watchell Lipton Rosen and Katz, et Lazard Frères. De fil en aiguille, on en arrive à l'inculpation de M. Ivan Boesky qui, en novembre 1986, fait un pacte avec le procureur : il dégorge 100 millions de dollars sur les sommes illégalement acquises, et il coopère lui aussi avec les enquêteurs, permettant ainsi l'arrestation de M. Martin Siegel qui, à son tour, conduit le 12 février à l'incarcération de MM. Richard Wigton, Robert Freeman et Timothy Tabor. Lesquels, dans l'espoir d'atténuer la sentence qui les frappera, livreront à leur tour d'autres noms, d'autres dossiers véreux. Ainsi s'ouvre une chaîne sans fin, dont la portée ne se limite pas au territoire des Etats-Unis. La confession de M. Ivan Boesky avait déjà conduit, en Angleterre, à la démission de M. Ernest Saunders, président de Guinness, première entreprise britannique de brasserie et de distillerie. Six de ses collaborateurs ont été entraînés dans sa disgrâce. Tout comme Wall Street, la City de Londres est secouée par le scandale. D'autres places financières seront aussi éclaboussées.

De quoi s'agit-il ? Quels sont les secrets de ces escroqueries massives ? Au cœur du système, se trouve la pratique des rachats ou fusions de sociétés, qui s'est énormément développée depuis quelques années. Aux Etats-Unis, on enregistrait 1 529 opérations de ce type en 1979, et pas moins de 3 392 en 1985. Elles représentaient une valeur de 34 milliards de dollars en 1979, et de 144 milliards de dollars au cours des douze mois de 1985 – soit au total quelque 700 milliards en sept ans (6). En 1986, les rachats de société ont atteint aux Etats-Unis 190 milliards de dollars selon *Time*, soit un chiffre supérieur au déficit commercial, et 30 milliards de dollars en Grande-Bretagne (7).



Enormes profits et licenciements massifs

SI impressionnante que soit leur ampleur, de telles transactions n'ajoutent pas à la richesse nationale. Elles ne s'apparentent nullement à de véritables investissements créateurs de nouvelles capacités de production. Bien au contraire, elles aboutissent souvent, on le verra, à des fermetures d'usines et à des suppressions d'emplois. Les capitaux astronomiques ainsi engagés auraient pu être affectés à la construction de nouveaux centres de production, aventure souvent périlleuse. Pourquoi prendrait-on le risque de perdre de l'argent dans la création d'une entreprise, alors que, avec un peu d'habileté et encore moins de scrupules, un simple rachat permet de réaliser de substantiels profits ?

Comment ? En vertu des admirables « lois du marché », chères aux néolibéraux les plus désintéressés, une forte demande fait grimper la valeur du bien convoité. Par exemple, en 1985, le prix d'une action de la société Houston Natural Gaz augmente de 13,25 dollars dans les six jours qui précèdent son rachat par Internorth. Toute personne informée à l'avance pouvait ainsi réaliser rapidement un énorme bénéfice. Tel était précisément le cas de M. Dennis Levine, de la firme Drexel Burnham Lambert, arrêté en mai 1986. De même, la valeur d'une action de R.C.A. a augmenté de 33 % en quatre jours avant son rachat par General Electric, et une progression de 32 % a été observée pour les actions de General Food avant son acquisition par Philip Morris.

Mais par quel moyen peut-on être informé par avance d'une opération de rachat ? Le plus sûr consiste à soudoyer un informateur bien placé à la direction de la firme qui prépare l'opération. Un seul exemple : M. Ivan Boesky avait versé à M. Martin Siegel la somme de 700 000 dollars pour réaliser un profit de 33 millions, notamment lors des rachats de Carnation, Bendix, Getty Oil, etc.

Dans cette kermesse aux voleurs, la moins contestable « loi du marché » apparaît sans mystère : pour chaque gros gagnant, il y a un perdant – ou plutôt une légion de petits perdants. Lorsque le groupe dirigeant ne se résigne pas à perdre le contrôle de la société exposée au « raid » des racheteurs, il n'a en effet d'autre ressource que d'acquérir au prix fort les actions de son propre groupe que détiennent de petits porteurs. Ainsi, en 1984, *« M. James Goldsmith a acheté, au prix de 35 dollars l'action, 8,6 % du capital de la société St. Regis, qui fabrique du papier. Lorsque la spéculation eut poussé l'action jusqu'à 42 dollars, Goldsmith revendit ses actions à St. Regis au prix de 52 dollars, réalisant ainsi un profit de 50 millions de dollars »*, écrit *US News and World Report*, qui évoque ensuite *« le raid de Goldsmith »* sur Goodyear Tire and Rubber : l'opération *« se termine le 20 novembre lorsque Goodyear rachète 11,5 % des actions à 49,50 dollars l'une. Goldsmith empoche un profit de 88 millions de dollars. Etait-ce du* greenmail (8) ? *Goodyear a offert à d'autres actionnaires de racheter leurs actions à 50 dollars en vue de récupérer ainsi 36,5 % du stock (...) Par la suite, Goodyear sera contraint à vendre ses activités dans les secteurs autres que les pneus, seul moyen de financer cette transaction de 2 600 millions de dollars* (9). »

Voilà qui ouvre sans doute de bien séduisantes perspectives aux nouveaux actionnaires qui, en France, grâce à de mirifiques privatisations, s'engagent allègrement sur la voie du *« capitalisme populaire »* et vers ses lendemains qui chantent. Beaucoup seront déçus, mais inutile de les prévenir du sort qui les guette. Car les petits porteurs ne disposent plus, sur le marché financier, du poids qui naguère était le leur. Ainsi, à Wall Street, ces petits porteurs réalisaient en 1975 environ 87 % des opérations, et les « institutionnels » (banques, compagnies d'assurances, etc.) n'intervenaient que pour 13 %. Les « institutionnels » monopolisent désormais un peu plus de la moitié du marché. Avec les moyens d'information et d'analyse dont ils sont seuls à disposer, surtout grâce à l'informatique, le privilège des opérations rentables, fussent-elles frauduleuses, leur est strictement réservé.

Encore faut-il tenter d'établir les responsabilités. Il serait réconfortant de penser qu'elles reposent uniquement sur les épaules de quelques personnages ambitieux, avides, audacieux. Le jugement des analystes américains écarte cette hypothèse rassurante. *« L'étourdissant scandale* [de Wall Street] *n'est pas le fait de quelques jeunes cadres désireux de s'enrichir rapidement, ni d'une seule firme au zèle excessif, ni même d'un réseau serré s'étendant sur quelques firmes. L'ampleur de l'enquête soulève une question qu'un directeur d'une importante banque d'investissement formule ainsi : Tout le système de rachats et de fusions d'entreprises n'est-il pas pourri jusqu'à la moelle ? Le problème n'est plus de savoir qui est coupable, mais qui est encore innocent* (10). »

Coupable ? Innocent ? Allons donc. Le marché, moralement neutre, ne connaît pas ce vocabulaire. L'éthique ne se négocie pas à la Bourse des valeurs. Une seule règle : le profit. A raison celui qui gagne. Les perdants ont toujours tort. Ils sont nombreux. Mais les plus à plaindre ne sont pas les petits actionnaires proprement roulés par des « institutionnels » qui, moyennant rémunération, se procurent illégalement les informations indispensables pour spéculer. La première victime, c'est l'économie du pays lui-même.

Analysant la situation en Grande-Bretagne à la lumière du scandale Guinness, Anthony Sampson observe que *« le problème fondamental »* réside dans *« le vaste fossé entre, d'une part, les occasions de réaliser des bénéfices colossaux dans le secteur financier, et, d'autre part, les beaucoup plus petites occasions de gagner de l'argent dans l'industrie »*. Il paraît bien difficile de créer des emplois et de conquérir des marchés dans une situation où *« le monde de la finance a de plus en plus perdu contact avec les réalités de la production industrielle et de l'exportation* (11) ». L'effort s'oriente vers la spéculation financière plutôt que vers l'investissement productif, seule source de richesses collectives. Il faut voir là l'une des causes de la « désindustrialisation » des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne. De même, les dizaines de milliards de francs mobilisés pour la privatisation de Saint-Gobain, Paribas, la Société générale, TF 1, etc., ne créent aucune activité nouvelle, aucune richesse, aucun emploi. Opérations typiquement a-économiques, qui disqualifient les plus émouvants discours sur la volonté de lutter contre le chômage.

Combien d'emplois auraient pu être créés aux Etats-Unis avec les 190 milliards de dollars engloutis l'an dernier dans les *mergers* ou *takeovers* ? Combien en Angleterre avec les 30 milliards de dollars consacrés à de semblables rachats ? Combien en France si les capitaux attirés par les privatisations avaient été canalisés vers les secteurs industriels aujourd'hui dominés par les importations de biens d'équipement et de biens de consommation étrangers ?

Aux Etats-Unis, les centaines de milliards de dollars consacrés en quelques années à des rachats de sociétés n'ont évidemment pas amélioré la compétitivité des entreprises américaines face à leurs concurrents japonais, taiwanais, allemands, brésiliens, etc. Non seulement ces entreprises ne se sont pas modernisées suffisamment, bien que le marché financier américain ait attiré des capitaux du monde entier, mais souvent elles ont dû s'endetter pour, en rachetant leur propre capital, résister aux raids des spéculateurs. Plus de la moitié des mille plus grandes sociétés dont la liste est dressée chaque année par *Fortune* ont même dû, comme on dit pudiquement, se « réorganiser ». Comment cela se traduit-il dans les faits ?

Au cours des quatre dernières années, Gulf and Western a liquidé soixante-cinq de ses filiales représentant plus de 4 milliards de dollars. Le géant IBM a fermé trois de ses usines aux Etats-Unis et allégé ses effectifs de 7 %. L'an dernier, en vue d'économiser 1 milliard de dollars par an, ATT a réduit son personnel de 322 000 à 290 000 salariés. Fin janvier, United Airlines a licencié 1 000 employés pour économiser 100 millions de dollars pendant l'année en cours. Après avoir perdu en 1986 quelque 1 830 millions de dollars pour résister au raid de l'un des principaux « racheteurs », USX vient d'annoncer, début février, la fermeture de trois aciéries et la suppression de 4 000 emplois sur 22 000.

Bien d'autres exemples peuvent encore être cités. Des centaines de grandes sociétés, parmi lesquelles Exxon (pétrole), Union Carbide (chimie), Time Inc. (presse), préparent ou ont déjà mis en œuvre des plans de compression d'effectifs. Un géant comme ITT a licencié l'an dernier 100 000 ouvriers (soit 44 % du total) et 500 employés sur 850 au siège central. General Electric a dépensé, en six ans, 11 100 millions de dollars pour racheter 338 sociétés (dont RCA, pour 6 300 millions), mais s'est débarrassé de 232 entreprises pour 5 900 millions, et a fermé 73 usines. General Motors, qui depuis 1981 a licencié 37 000 ouvriers, a annoncé son intention de fermer douze grandes usines avant 1989. Eastman Kodak a mis sur le pavé, l'an dernier, 13 000 de ses 129 000 employés en vue d'économiser 500 millions de dollars par an.

Les techniques les plus sophistiquées de gestion, assistée ou non par ordinateurs, n'y changeront rien : le jeu, tel qu'il se pratique, choque moins encore par les escroqueries qu'il permet que par la frivole inconscience dont il témoigne. A moins que les superprofits réalisés sur de simples coups de Bourse n'apparaissent comme une justification de la détresse des chômeurs, des jeunes sans perspective, des familles au-dessous du minimum vital, des sans-abri, des salariés qui, voyant fondre leur pouvoir d'achat, devraient trouver quelque consolation dans les performances du Dow Jones qui a franchi l'indice des deux mille (12)... Grâce aux rêveries néolibérales, grâce au discrédit que l'on s'acharne à jeter sur l'Etat, les spéculateurs ont encore de beaux jours devant eux. Les chômeurs aussi.

CLAUDE JULIEN.

---

(4) Cité par *Time*, 23 février 1987.
(5) *Newsweek*, 23 février 1987.
(6) Cf. *US News and World Report*, 1er décembre 1986.
(7) Cf. *Fortune*, 16 février 1987. Le même article décrit les liens entre M. Ivan Boesky aux Etats-Unis et la firme Guinness en Angleterre, dont les profits annuels, sous la houlette du président démissionnaire, sont passés en cinq ans de 84 à 354 millions de dollars.
(8) D'usage courant à Wall Street, le néologisme est forgé d'après *blackmail* (chantage), par référence à la couleur du billet vert *(green)*.
(9) *US News and World Report*, 1er décembre 1986. Les profits ainsi réalisés par M. Golsdmith lui seront évidemment très précieux pour étendre en France son empire de presse... Libéralisme sans frontières...
(10) *Newsweek*, 23 février 1987.
(11) « Big Bang or Big Bust ? », *Newsweek*, 16 février 1987. Anthony Sampson est l'auteur de plusieurs ouvrages qui font autorité, notamment *Radioscopie de l'Angleterre*, Seuil, Paris, 1973 ; *la Foire aux armes*, Laffont, 1978 ; *les Banquiers dans un monde dangereux*, Laffont, 1982 ; *les Empires du ciel*, Calmann-Lévy, 1986.
(12) Voir *le Monde diplomatique*, février 1987.

QUAND TOUS LES CLIGNOTANTS

Frénésie spéculative...

Par FRÉDÉRIC F. CLAIRMONTE et JOHN CAVANAGH

MALGRÉ la crise, dont le chômage et l'endettement sont les manifestations les plus voyantes, les grands conglomérats transnationaux voient s'ouvrir de nouvelles perspectives de superprofits pour la fin des années 80.

Ils s'étaient déjà largement diversifiés dans le secteur des services ; et voici que la « privatisation » – ou plutôt la dénationalisation, pour s'exprimer plus clairement – offre tout un eldorado que les sociétés multinationales ont commencé à investir, avec le soutien de leurs relais politiques et des médias. Les campagnes de relations publiques pour convaincre l'opinion des mérites de la « privatisation » dissimulent mal une volonté de s'approprier des parts croissantes de marchés nationaux et mondiaux en mettant la main sur des secteurs historiquement jugés inséparables du patrimoine national.

Toute la gamme des biens et services publics est visée par cet accaparement : des chemins de fer aux compagnies aériennes, des télécommunications aux sociétés de radio et de télévision, des mines et domaines forestiers aux compagnies municipales des eaux, de l'immobilier aux centrales électriques, des banques aux agences de publicité, des champs pétroliers aux compagnies d'assurances... (1).

Mais des gouvernements qui se font les champions du néolibéralisme, agissant de conserve avec la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI), ne sauraient limiter leurs ambitions aux segments les plus avancés de l'univers capitaliste : le patrimoine national des pays du tiers-monde est également visé. Le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, s'est clairement exprimé à ce sujet lors de sa récente tournée en Afrique : les programmes d'aide américains, a-t-il affirmé, sont *« destinés à encourager les gouvernements à réduire le contrôle de l'Etat sur le secteur privé... Il y a des quantités de talents d'entrepreneurs qui n'attendent que l'incitation appropriée »*.

Le démantèlement du secteur public passe par les recommandations habituelles d'*« ajustements structurels »* formulées par la Banque mondiale et le FMI : suppression du contrôle des prix, plus grand accès du secteur privé (mais il s'agit surtout des grandes sociétés) aux marchés, élimination des barrières douanières et coupes sévères dans le financement des entreprises publiques pour qu'elles rejoignent un jour la citadelle capitaliste. Il est vrai que le poids des exhortations de M. Shultz et de ses alliés politiques et économiques est singulièrement accru par la dette de 1 000 milliards de dollars contractée par le monde sous-développé auprès des banques, des sociétés multinationales et des organismes publics.

La concentration du pouvoir des grandes sociétés a atteint des proportions gigantesques. Les deux cents plus grandes firmes privées du monde, celles dont les titres peuvent être négociés en Bourse, ont enregistré en 1985 des ventes dépassant 3 060 milliards de dollars, soit 27 % du produit national brut (PNB) des pays non socialistes (2). Une croissance marquée par rapport à 1960, où elles représentaient 17 % du PNB des pays non socialistes. Ces deux cents sociétés couvrent tous les secteurs : des complexes industriels géants aux sociétés de distribution, des négociants multiproduits aux conglomérats financiers, des entreprises familiales entourées d'un secret jaloux aux discrètes mégasociétés d'Afrique du Sud. Et, malgré leurs rapports annuels luxueusement présentés, elles constituent un univers de pouvoir économique et politique opaque qui n'a de comptes à rendre à personne. Leur évolution doit s'apprécier dans le contexte du maelström économique qui a entraîné dans son sillage, une énorme surcapacité industrielle et des dizaines de millions de chômeurs. Ainsi, à la suite de l'introduction de nouvelles technologies et de mesures de compression des coûts, les 500 premières sociétés américaines ont supprimé 1,5 million d'emplois entre 1982 et 1983 (*Wall Street Journal*, 20 mai 1985). Ces chiffres démentent le mythe selon lequel les sociétés multinationales sont des institutions créatrices d'emplois. Entre 1972 et 1983, les 58 premières sociétés multinationales britanniques de produits manufacturés ont réduit leurs effectifs de 600 000 salariés, soit presque un tiers des emplois industriels perdus (3). D'autre part, depuis quelque temps, on a tout simplement cessé de comptabiliser les chômeurs du tiers-monde, ce qui laisse présager des jours plus sombres encore.

Aux prises avec des prix de matières premières en chute libre et un service de la dette accablant, tandis que le mur du protectionnisme ne cesse de s'élever, la plupart des économies périphériques sont en train de régresser.

On se bornera à rappeler (4) que c'est dans deux pays, aux Etats-Unis et au Japon, que se trouvent 71 % des « deux cents », représentant 76 % des ventes totales (104 firmes aux Etats-Unis, 38 au Japon). Si l'on y ajoute la RFA et le Royaume-Uni, on constate que quatre pays se partagent à eux seuls 87 % des ventes, douze autres – dont la Corée du Sud et le Brésil – se répartissant les 13 % restants. Encore que cette phalange des « deux cents » ne donne pas une image exhaustive de la concentration mondiale du pouvoir économique puisqu'elle exclut les entreprises du secteur public (5).

La concentration au sein des « deux cents » s'accélère aussi en raison de la vague de déréglementations qui déferle sur les économies capitalistes dominantes. Il fut un temps où les Etats-Unis disposaient de la législation antitrust la plus complète. Quant à savoir comment elle était appliquée, c'est une autre histoire ; mais même ces textes (6) qui n'avaient en rien freiné le processus de concentration sont en train d'être jetés aux oubliettes.

Quels sont les principaux facteurs économiques qui, à l'échelle de la planète, détermineront l'avenir des « deux cents » pendant les dernières années de cette décennie ? En ce premier trimestre 1987, on peut en identifier quatre, d'ailleurs étroitement liés : le marasme du commerce international ; la stagnation – ou plus vraisemblablement l'affaissement – des cours des matières premières ; une dérive accentuée de l'investissement productif vers la frénésie spéculative ; l'intensification de la guerre commerciale.

Hémorragie de ressources dans le tiers-monde

PAR contraste avec les années 50 et 60 où il progressait annuellement d'environ 8 %, le commerce international est pratiquement resté stagnant depuis 1980, plafonnant au-dessous de 2 000 milliards de dollars au cours des six dernières années. Les conséquences sont *particulièrement catastrophiques* pour les pays du tiers-monde. En 1985, dernière année pour laquelle on dispose de données commerciales globales, leurs exportations (en valeur) ont diminué de plus de 5 % par rapport à celles de 1984, et leurs importations de plus de 6 %. En d'autres termes, tout en dégageant de leurs économies déjà affaiblies des excédents d'exportation, ces pays voyaient malgré tout chuter (encore que de manière différenciée) leurs échanges commerciaux. Et si, *comme on ne saurait l'exclure*, la production d'excédents nets d'exportation se révèle à bref délai insoutenable, l'ensemble de l'économie mondiale s'en ressentira.

Les difficultés actuelles des pays du tiers-monde sont le résultat de quatre ans d'hémorragie de ressources causée par le remboursement de la dette, assortie d'une panoplie de mesures d'austérité imposées par le FMI. Sur le plan de la morale, la répudiation de ces 1 000 milliards de dette du tiers-monde serait plus que justifiée. Dans ces pays, les vagues successives de dépréciation du dollar se sont combinées avec l'incessante dévaluation des monnaies locales pour augmenter de plusieurs dizaines de milliards de dollars le coût des importations en provenance des pays de l'OCDE. En même temps, les marchés mondiaux se sont trouvés inondés de matières premières que les nations endettées s'efforçaient d'exporter, exacerbant ainsi une crise de surproduction. Dans ce jeu dont le FMI fixe les règles, le tiers-monde exportait de plus en plus en volume mais recevait de moins en moins en valeur. Sur un marché mondial déjà stagnant, on ne pouvait imaginer meilleur moyen d'aller au désastre. En 1986, les prix des matières premières sont tombés à leur niveau le plus faible en neuf ans, la chute se situant à 9 % en moyenne sur l'année (7).

La dépréciation du dollar ou, ce qui revient au même, sa dévaluation systématique, pourrait aggraver non seulement les turbulences sur les marchés des changes mais aussi la situation déjà tragique des producteurs de matières premières *(voir le graphique ci-dessous)*. Car les cours des matières premières sont, dans la majorité des cas, fixés en dollars. En revanche, les pays dont les monnaies se réévaluent, tels le Japon et la RFA, achèteront leurs produits de base à des prix moins élevés. S'il est vrai (ce qui n'est pas encore démontré, en raison de la faible compétitivité de leur industrie et de leur agriculture) que les Etats-Unis verront leurs exportations (8) stimulées par la baisse du billet vert, la chute des cours des matières premières contribuera aussi à compenser l'augmentation des prix des produits exportés. Il est aujourd'hui impossible de prévoir si les exportations allemandes ou japonaises en bénéficieront ou en pâtiront.

A titre d'exemple, les cours du coton, qui, au début de 1986, se situaient à 63 cents la livre, sont ensuite descendus à 26 cents, ce qui a fait dire qu'il fallait *« remonter à la guerre de Sécession* [1861-1865], *pour trouver un prix aussi bas (9) »*. Même chute pour le prix du café : 2,74 dollars la livre en janvier, 1,40 dollar à la fin de l'année ; pour celui de l'étain, passé de 3,59 dollars la tonne à 2,51 dollars ; pour celui du tungstène, descendu de 58 dollars la tonne métrique à 36 dollars. Au moment précis où les analystes du commerce américain du maïs commençaient à croire que le marché avait atteint un plancher, une nouvelle dépréciation fit tomber les prix à leur plus bas niveau depuis quatorze ans (10). Les cours du sucre se situaient toujours dans la gamme des 5 à 6 cents la livre, malgré des coûts de production supérieurs au double du prix mondial du marché dans presque tous les grands pays producteurs. Les prix du pétrole, pour leur part, tombèrent de 25 dollars le baril à moins de 10 dollars, pour finir l'année à 18 dollars. Prises globalement depuis le début de la décennie, ces chutes brutales ont entraîné la perte de centaines de milliards de dollars à l'exportation pour le tiers-monde.

Si l'on revient maintenant aux « deux cents », quelles sont les implications de cette stagnation sur le capital transnational ? Compte tenu de la surcapacité chronique existant dans les secteurs productifs – dont la sidérurgie et la construction navale sont les exemples les plus manifestes, – il existe de moins en moins de débouchés lucratifs pour l'accumulation du capital. Son expansion est donc de plus en plus canalisée dans deux créneaux : la spéculation et l'annexion réciproque.

La spéculation continue à être entretenue par la déréglementation des marchés financiers (c'est le « Big Bang » de Londres) (11), et par la prolifération « sauvage » de nouveaux instruments financiers spéculatifs, tels les stocks *options*, les « valeurs de pieds humides » *(go-go thrifts)*, la gamme considérable de nouveaux marchés à terme, etc. Au regard de cette débauche de papier, la situation boursière des années 20 ressemble à un jeu d'enfant. Quant à la vague de fusions et de prises de contrôle, elle est en train de remodeler un paysage passablement éclaboussé par les récentes affaires Guinness, Boesky et Morgan Grenfell.

Dans une économie américaine déjà mal en point, les dettes des sociétés ont atteint un niveau critique : une véritable bombe à retardement, avant le *« grand trou noir »* – pour reprendre l'expression déjà utilisée par le président Herbert Hoover (1929-1933).

Pour 1987, l'administration Reagan prévoit un taux de croissance réelle de 3,2 %. Cette prévision, comme celles, délibérément exagérées, publiées par la Banque mondiale sur les cours des matières premières, n'est guère vraisemblable. Pendant les trois derniers mois de 1986, l'économie américaine a connu une expansion équivalant à un taux réel annuel de 1,7 %. Pour l'ensemble de 1986, la progression a été de 2,5 %, alors que l'administration avait prévu 4 %.

A coup sûr, la situation actuelle offre par bien des traits d'inquiétantes similitudes avec celle de 1929, mais, cette fois, les enjeux sont infiniment plus élevés et la puissance de la bombe infiniment plus grande. Pour ne prendre que le cas des Etats-Unis, la dette des sociétés y dépasse les 2 000 milliards de dollars. On pourra mieux juger de sa progression en la mettant en rapport avec les revenus nets de ces mêmes sociétés. Pendant de nombreuses années (12), elle représenta environ 70 % de leur montant ; à la fin de 1986, elle avait bondi à 90 %.

LES AMÉRICAINS SOIXANTE-DIX FOIS PLUS ENDETTÉS QUE LES PEUPLES DU TIERS-MONDE

30 000 – 400

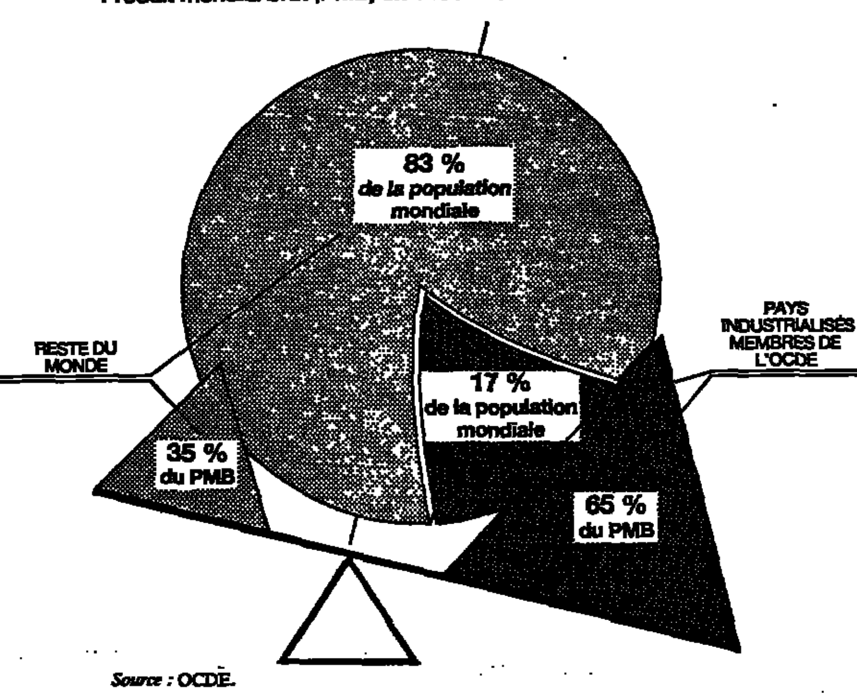
ÉTATS-UNIS – TIERS-MONDE

Dette par habitant (en dollars) 1986

Sources : OCDE et le Monde diplomatique.

UN SIXIÈME DE LA POPULATION (PAYS MEMBRES DE L'OCDE) ASSURE LES DEUX TIERS DE LA PRODUCTION MONDIALE

Produit mondial brut (PMB) en 1985 : 13 000 milliards de dollars



Source : OCDE.

EN TROIS ANS, LE COURS DES PRODUITS DE BASE A CHUTÉ D'UN QUART.

Indice CRB (290, 270, 250, 230, 210, 190) – Prix en dollars/baril (33, 28, 23, 18, 13, 8) – 1984, 1985, 1986

Cours des produits de base sur les marchés à terme (indice du Commodity Research Bureau, organisme de recherche à New-York).

Prix du pétrole par baril : évolution sur les marchés à terme (New York Mercantile Exchange, centre de transaction sur les marchés à terme).

(1) Selon les dernières estimations budgétaires, l'administration Reagan espère, pour 1988, en tirer 5 milliards de dollars.

(2) Le produit national brut combiné du monde non socialiste était approximativement de 11 500 milliards de dollars en 1985.

(3) Cf. John Stopford et Louise Turner, *Britain and the Multinationals*, John Wiley, Londres, 1985.

(4) Voir note précédent article «Le» club des deux cents, ou les vertus de la concentration», *le Monde diplomatique*, décembre 1985.

(5) Idem.

(6) Dans ce contexte, le New Deal ne changea pas grand-chose mais il engendra des illusions que l'on retrouve dans le second discours inaugural de Franklin Delano Roosevelt (20 janvier 1937), lorsqu'il affirme que l'administration démocrate a rendu l'exercice du pouvoir plus démocratique *« car nous avons commencé à remettre les pouvoirs autocratiques privés à leur place, au-dessous du gouvernement du peuple »*.

(7) Pour le détail par produits, se reporter au *Bulletin mensuel des produits de base* édité par la CNUCED.

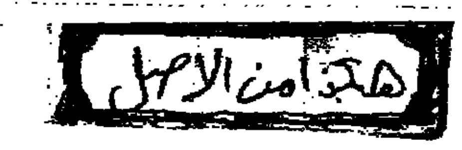
(8) Les exportations des Etats-Unis vers l'Amérique latine ont diminué de 25 % de 1981 à 1985, ordre de grandeur que l'on doit retrouver dans les exportations vers le tiers-monde des principales puissances capitalistes. Compte tenu de la baisse persistante des prix des produits de base non pétroliers et de l'augmentation concomitante de la dette, aucune modification des rigoureuses politiques de restriction des importations n'est envisageable dans le tiers-monde. Tout donne au contraire à penser qu'elles seront renforcées.

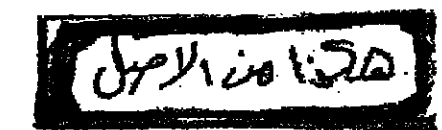
(9) *Wall Street Journal*, 5 janvier 1987.

(10) *Financial Times*, 7 janvier 1987.

(11) Le « Big Bang » a éliminé les commissions fixes sur les transactions, ainsi que de nombreuses barrières traditionnelles entre fonctions autrefois distinctes.

(12) *Washington Post*, 11 janvier 1987.





ROUGES S'ALLUMENT

jusqu'au point de rupture ?

Un montant record de 230 milliards de dollars d'émissions nouvelles, notamment de dettes à taux fixe, de titres garantis par des actifs, de titres quasi hypothécaires, d'obligations convertibles et de dettes à taux flottant, a été jeté sur les marchés financiers en 1986, doublant ainsi le record établi en 1985 (104,9 milliards de dollars). Cette explosion de la dette se caractérise notamment par les reprises d'entreprises par leurs salariés (13), les emprunts destinés à financer les rachats de sociétés (comme dans le cas de Chevron Corp., dont l'endettement grimpa jusqu'à 15,5 milliards de dollars lorsqu'elle racheta Gulf Corp. pour la somme record de 3,2 milliards de dollars en 1984), les acquisitions financées par des obligations à taux très élevés émises par des sociétés peu saines *(junk bonds)* (14), l'endettement frénétique pour refinancer le capital des sociétés et repousser les « *raiders* » et les « *greenmailers* » (15).

De telles pratiques ont ébranlé les fondements du capital industriel et commercial américain, car une prise de contrôle a nécessairement un prix élevé, tant pour sa victime que pour son auteur. L'argent utilisé pour l'opération est emprunté aux taux du court terme, donc soumis à de fortes fluctuations. Dans l'éventualité d'un rapide affaissement du cycle économique, ou bien si les taux d'intérêt remontent, les assises financières d'une société donnée peuvent se trouver ébranlées, ce qui, par ondes successives, se répercute sur toute la communauté financière.

Un endettement aussi massif a également un impact profond sur le processus de décision du management, notamment en ce qui concerne les dépenses à moyen terme de recherche et développement, les investissements en capital et la mercatique nationale et internationale. Liée à ce phénomène – et en partie provoquée par lui – une quasi-paralysie peut gagner une entreprise soumise aux incessants traumatismes psychologiques d'un endettement chronique et de l'omniprésence des prédateurs. Cette logique fait que l'industrie américaine se transforme de plus en plus vite en « coquille vide », perdant encore davantage de sa compétitivité sur les marchés internationaux. Et tout cela indépendamment de ces expédients désespérés que sont les dévaluations-dépréciations successives.

Au terme de la cinquième année consécutive de la plus grave dépression agricole en cinquante ans, l'endettement des fermiers américains se situait, fin 1986, aux environs de 220 milliards de dollars (16), bien que les aides publiques aient été multipliées par six de 1981 à 1986, passant de 4 milliards de dollars à 25,8 milliards (17). Ces chiffres ne disent cependant rien sur les inégalités criantes et la concentration à grande échelle qui se sont accélérées avec les encouragements de l'administration Reagan. Tel est l'aboutissement naturel de politiques décidées par une équipe au pouvoir pour laquelle le chômage massif n'est que le résultat de la « *magie du marché* » (18).

L'augmentation considérable des aides à l'agriculture (une des principales armes du protectionnisme américain) a surtout servi à enrichir un nombre limité d'opérateurs de l'agro-alimentaire liés aux deux partis politiques dominants.

En 1985, en effet, deux tiers des exploitations agricoles américaines n'ont bénéficié d'aucun soutien aux prix. Sur l'autre tiers, un cinquième des exploitants ont déclaré des revenus supérieurs à 100 000 dollars et ont reçu 70 % des subventions. En 1986, 12 % des bénéficiaires de subventions à la production de coton ont reçu plus de la moitié des versements de soutien aux prix, certaines fermes géantes ayant perçu des millions de dollars.

L'agriculture américaine doit faire face à une double crise, financière et démographique. 30 % des exploitations sont entre les mains de personnes âgées de plus de soixante-cinq ans, et seulement 60 % appartiennent à des jeunes de moins de trente-cinq ans. Le nombre total d'exploitations agricoles a baissé de 9 % entre 1975 et 1985, et le nombre de celles qui génèrent des revenus inférieurs à 20 000 dollars a diminué de plus de 6 %. Les coûts humains d'une telle concentration et d'un tel endettement (19), pudiquement appelés « restructuration », pourront être appréciés à la lecture de deux faits divers rapportés par le *New York Times* : « *En décembre 1985, un fermier de Long-Tree (Iowa), en proie à des difficultés financières, entra dans une banque pour encaisser un chèque. Le caissier le connaissait et, il n'y a pas si longtemps, cela lui aurait suffi. Mais les petites villes ont aussi leurs problèmes, et la menace du chômage suscite la prudence. Le chèque ne fut pas honoré. Une heure plus tard le fermier, autrefois l'un des riches piliers de la communauté, avait tué sa femme, le président de la banque et un voisin. Puis il se donna la mort.* »

L'autre histoire est racontée avec tristesse et amertume par un travailleur social. C'est celle d'une famille jeune qui travaille seize heures par jour pour gagner 9 000 dollars par an et qui se bat pour seulement se maintenir à ce niveau ; ce sont les gens qui cessent d'aller à l'église pour ne pas avoir à étaler leurs problèmes financiers ; les hommes qui jouaient dans la même équipe de football à l'école et qui ne se parlent plus ; c'est l'adolescent qui refuse de répondre au téléphone craignant qu'un créancier ne veuille parler à son père et que celui-ci n'aille dans la grange se tirer un coup de fusil (20) : une société qui provoque de telles poussées d'angoisse et d'insécurité ne porte-t-elle pas la marque d'un ordre social totalitaire ?

La déconfiture des secteurs pétrolier et agricole a entraîné la liquidation des banques petites et moyennes qui, pour la cinquième année consécutive, ont connu un chiffre record de faillites : cent trente-huit en 1986, ce qui ne s'était pas vu depuis la grande dépression. De plus, 21 institutions d'épargne et de crédit ont fermé leurs portes en 1986, chiffre le plus élevé depuis la dépression. En outre, 250 organismes d'épargne dont les dépôts sont assurés par le Federal Savings and Loans Insurance Corp. connaissent de graves difficultés. A la mi-décembre, la Federal Deposit Insurance Corp (FDIC), qui assure les dépôts auprès des banques fédérales, a placé 1 484 établissements (sur un total de 14 948) sur la liste « en danger ». Le nombre des faillites en 1986 est le plus élevé depuis la création de la FDIC en 1934 : 10 (1981) ; 42 (1982) ; 48 (1983) ; 79 (1984) ; 120 (1985) ; 138 (1986). On s'attend que ce chiffre soit égalé, voire dépassé, en 1987. En comparaison, pendant la dernière période de la grande dépression, les faillites bancaires atteignirent une moyenne annuelle de 67, soit la moitié du rythme actuel. Mais, de même que pour les fermes géantes, une telle perte de rentabilité ne s'applique pas aux mastodontes du capital financier américain : le revenu net des grandes banques a progressé de presque 50 % en 1985 (21). Les statistiques comparées des bénéfices sont éloquentes : les banques disposant d'actifs égaux ou supérieurs à 5 milliards de dollars ont vu leurs gains augmenter de 49 % en 1985, alors que celles dont les actifs étaient inférieurs à 100 millions de dollars (soit 80 % de toutes les banques américaines) ont vu les leurs diminuer de 16 %. Au début de la prochaine décennie, 40 % des banques des Etats-Unis risquent d'avoir disparu.

Si la dette des ménages atteint 2 000 milliards de dollars, elle est dépassée par la dette nationale (2 400 milliards de dollars), soit 10 500 dollars pour chaque homme, femme ou enfant américain. C'est le Trésor qui assure le paiement de ses intérêts. Sur un budget 1988 qui atteindra 1 000 milliards de dollars, le service de la dette s'élèvera à environ 210 milliards de dollars (22), soit 19 % du total. Il n'était que de 90 milliards en 1983. Mais l'amoncellement des chiffres ne s'arrête pas là : emprunteur endurci, le gouvernement fédéral ne peut s'arrêter d'emprunter (à des taux d'intérêt réduits, il est vrai, ce qui lui donne un bref répit). En 1987, il lui faudra trouver entre 170 et 200 milliards de dollars pour couvrir la différence entre ses rentrées et ses dépenses. Pour reprendre l'image frappante de *The Economist*, la montagne de la dette américaine rendrait les montagnes Rocheuses aussi plates qu'une prairie. L'endettement extérieur dépasse actuellement 200 milliards de dollars, et il atteindra 500 milliards en 1990. De tels emprunts sont fondés sur le postulat hautement discutable que le Japon (parmi d'autres) continuera à placer ses énormes excédents commerciaux et son épargne dans ce qui apparaîtra de plus en plus comme du papier dollar sans valeur.

Des dettes aussi considérables, pur produit de la politique menée par une oligarchie économico-politique ignorante, qui n'a rien compris à ce que sont les véritables intérêts nationaux, vont provoquer des ravages non seulement sur l'économie américaine mais sur toutes les économies de la planète, tant est grande leur imbrication avec le capital commercial et financier international. Non seulement les Etats-Unis sont de loin le pays le plus endetté du monde mais, comme les opérateurs de casinos véreux où les tapis verts sont quotidiennement truqués, ce sont eux qui fixent les règles du jeu. Les hommes de M. Reagan ont placé leur «société de casino» à l'abri des prescriptions des bons docteurs du FMI qu'ils envoient volontiers à l'ouvrage chez autrui. L'une des plus graves illusions entretenues par l'équipe qui dirige les Etats-Unis est sans doute de croire qu'elle n'a de comptes à rendre à personne. La vérité qui pourtant saute aux yeux de tous – et qu'elle ne parvient apparemment pas à saisir – est que le capitalisme américain vit à crédit et en sursis.

La débauche de dépenses des Etats-Unis et leur dollar qui s'effrite sont financés par l'épargne mondiale, pas seulement celle du Japon et de l'Europe, mais également par celle des sociétés du tiers-monde, où l'on s'emploie à réduire toute tentative de développement autonome. Mais les entrées et sorties de capitaux ne sont pas figées pour l'éternité. En 1986, plusieurs grandes sociétés américaines ou leurs filiales ont été achetées par des sociétés non américaines, notamment Chesebrough-Ponds par Unilever (pour 3,1 milliards de dollars) ; Celanese Corporation par Hoechst (pour 2,85 milliards de dollars) ; SMC Corporation par Hanson Trust (pour 900 millions de dollars) et Doubleday par le groupe d'édition ouest-allemand Bertelsman (475 millions de dollars), à quoi il faut ajouter la prise de contrôle de l'entreprise de semi-conducteurs Fairchild par une société japonaise *(voir le tableau ci-dessous)*.

En termes humains, ces offensives annexionnistes à l'échelle mondiale se traduisent, à l'autre bout de la chaîne, par une accumulation, historiquement sans précédent, d'appauvrissement pour des centaines de millions d'individus, et pas seulement dans la partie sous-développée de notre univers.

FRÉDÉRIC F. CLAIRMONTE
et JOHN CAVANAGH.

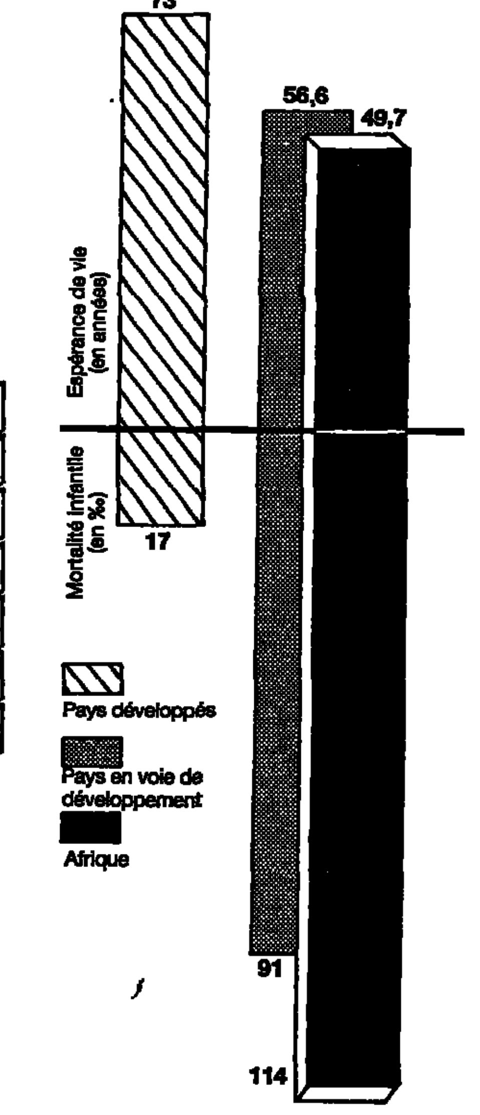
TIERS-MONDE : LES TROIS QUARTS DE LA POPULATION MONDIALE EN 1985, LES QUATRE CINQUIÈMES EN L'AN 2000...

Une situation extrême : le Nigéria (en millions d'habitants)
1950 : 33
1985 : 95
2025 : 338

(en milliards d'habitants)
Total : 1950 : 2,5 ; 1985 : 4,8 ; 2000 : 6,1 ; 2100 : 10,2
Pays en voie de développement
Pays développés

Sources : J. VALLIN, *la Population mondiale*, la Découverte, Paris 1986 et *le Monde diplomatique*, août 1984.

DIX-HUIT ANS D'ESPÉRANCE DE VIE EN MOINS ET UNE MORTALITÉ INFANTILE CINQ FOIS PLUS ÉLEVÉE



LES ACHATS ÉTRANGERS DE TITRES AMÉRICAINS ONT QUINTUPLÉ EN SIX ANS
(En milliards de dollars)

	Obligations émises par l'Etat et les agences fédérales	Obligations émises par des sociétés	Actions	Total	[illegible]
1981	7	13,2	5,8	26	[illegible]
1982	12,8	17	3,9	33,7	[illegible]
1983	16,9	11	5,4	33,3	[illegible]
1984	26,6	28,6	– 3	52,2	[illegible]
1985	24,8	44,4	5	74,2	[illegible]
1986	68,4	47,5	20	135,9	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

Source : Salomon Brothers Inc.

(13) Ces achats ne sont pas aussi coûteux que les acquisitions classiques, parce que les actifs de la société en train d'être achetée sont utilisés pour garantir les financements. Cela se produit quand la direction d'une société ne met sur la table qu'une faible partie (5 % à 10 %) du prix total de l'achat et emprunte le reste.

(14) Les *junk bonds*, obligations à très haut risque, sont émises par des sociétés affectées d'un mauvais *rating* (notation reflétant l'appréciation du marché). Parmi les grands spécialistes du financement par des *junk bonds*, la banque d'investissement Drexel Burnham Lambert.

(15) Dans le jargon de Wall Street, le *greenmail* – néologisme formé à partir de *blackmail* (chantage) et *green* (couleur verte des dollars) – est une méthode utilisée par les directions des sociétés pour désintéresser des *raiders*. Le *raider*, moyennant une prime, s'engage à revendre à la direction un paquet des actions qu'il a acquises.

(16) Selon une estimation des chercheurs de l'université du Missouri, 50 milliards de dollars de cette dette ne seront jamais remboursés. Sur la situation des fermiers américains, voir le reportage de Florence Beaugé, «Des fermiers spectateurs de leur propre mort», *le Monde diplomatique*, janvier 1987.

(17) Cela représente un versement direct de plus de 16 000 dollars à chacune des 1 600 000 familles gérant une exploitation agricole.

(18) Cette formule est une trouvaille des conseillers qui écrivent les discours de M. Reagan.

(19) De la même manière, et comme au Royaume-Uni, le prix des terres cultivables – principal actif du secteur – a baissé de 20 % par rapport aux niveaux déjà déprimés de 1985. Le ratio dette/revenu va en augmentant ; un tiers de l'ensemble des revenus agricoles est destiné au service de la dette.

(20) *The New York Times*, 4 janvier 1987.

(21) *Wall Street Journal*, 19 juin 1986. Les faillites et les liquidations sont de plus en plus fréquemment accompagnées par des fusions. Entre 1981 et la fin de 1986, ces fusions ont dépassé un montant de 52 milliards de dollars et le nombre de banques disposant d'actifs égaux ou supérieurs à 5 milliards de dollars a doublé depuis 1980.

(22) C'est le troisième, en volume, des postes budgétaires, après les dépenses militaires (28 %) et la sécurité sociale (22 %).

QUAND TOUS LES CLIGNOTANTS

Comment réguler

(Suite de la première page.)

La loi, en effet, va s'efforcer de protéger. On réglemente le travail des femmes et des enfants et la durée du travail ; les syndicats sont autorisés et le droit de grève reconnu. Dans la seconde moitié du siècle, l'Allemagne, la première, met sur pied un système d'assurances sociales. La généralisation et la gratuité de l'enseignement tendent à donner des chances voisines aux enfants.

Au vingtième siècle, toutes les nations industrielles, y compris la très libérale Amérique, édifient un système de protection sociale qui entend bannir le spectre de la maladie trop coûteuse à soigner et de la vieillesse misérable. Il entend aussi corriger ou atténuer les handicaps physiques ou sociaux. Quand le chômage prend des proportions inaccoutumées, une nouvelle branche du système se développe. Les hommes du Nord ont à la fois revendiqué et subi cette socialisation. D'où certains retours vers plus d'autonomie et moins de protection des individus et des groupes restreints. Mais il s'agit là d'une question de mesure, d'équilibre, non de la remise en cause d'un système que l'état actuel de la technique rend nécessaire.

Sur le plan économique aussi, l'Etat intervient pour réguler ou protéger. Aux industries naissantes il accorde une protection douanière (2). Pour que la concurrence profite aux consommateurs, il réglemente les cartels et les trusts. Quand l'emploi faiblit, il lance de grands travaux. En faveur des régions déshéritées (Mezzogiorno, zones de montagne) ou touchées par la crise, il met au point des programmes ou des réglementations spécifiques.

Ainsi, à la lutte pour la vie, fait de nature, l'Etat, fait de culture, ajoute une régulation dans trois domaines : l'ordre public et la défense, la solidarité, la gestion du patrimoine, c'est-à-dire du long terme (l'administration forestière en France a plusieurs siècles d'existence). C'est dans ce sens qu'on peut légitimement qualifier une nation de corps social.

Or les nations du Nord commencent à perdre ce pouvoir de régulation, et celles du Sud n'ont pas les moyens de l'exercer. Celles du Nord, car l'internationalisation de l'économie fait éclater le cadre national. A la solidarité nationale se surajoutent des solidarités de fait parfois surprenantes : une entreprise du Nord crée des emplois au Sud pour bénéficier d'une main-d'œuvre bon marché ; un commerçant européen ou américain importe de la viande d'Amérique latine au détriment des éleveurs de son pays mais au bénéfice des consommateurs ; les ouvriers de l'armement sont, *volens nolens*, solidaires des tyrans qui massacrent leurs peuples ou d'une Afrique du Sud qui pratique l'apartheid, etc. Quant aux nations du Sud, le caractère excessivement extraverti de leur économie les rend beaucoup plus sensibles encore au maesltröm mondial et leur ôte tout vrai pouvoir de régulation.

La communauté internationale est-elle en état de se substituer aux nations plus ou moins défaillantes ? Tel n'est pas le cas.

Au niveau mondial, un désordre destructeur

A l'échelle de la planète, c'est une vision darwinienne des relations économiques internationales qui triomphe. Les faibles doivent s'adapter ou disparaître. C'est sans doute vrai des espèces animales ou végétales ; ce ne peut l'être pour les peuples, sauf à nier que l'homme puisse ajouter quelque chose à la nature, et à renier tout idéal collectif, toute valeur de solidarité, et le concept même d'humanité.

L'état naturel des relations entre les peuples, c'est la guerre. La guerre entre voisins ou la conquête : invasions mongoles, arabes, turques, conquêtes coloniales. Pour quelques guerriers animés par une foi (Sidi Okba conquiert l'Afrique du Nord pour la convertir), que de chercheurs d'or, de pâturages, de produits tropicaux, de marchés ! C'est poussé par les marchands que le commodore Perry ouvre les portes du Japon à coups de canon en 1848. Comment s'étonner qu'en se civilisant la guerre devienne économique ? Mais est-elle pour autant moins destructrice ?

Une économie non politique

L'économie qu'on enseigne à l'Université est appelée « économie politique », mais elle n'a rien de politique si l'on donne à ce terme son sens noble, celui d'art de gérer la cité. Cette « science » toujours en défaut ne procède d'aucun système de valeurs, ne se pose pas le problème des fins de l'activité économique, élimine de son champ, comme non mesurable, tout le qualitatif, impose pour norme l'accumulation sans fin du capital de production. Son slogan, le nôtre, hélas : « Toujours plus. » Un plus quantitatif obtenu dans n'importe quel lieu, par n'importe quelle méthode et conduisant au bien-être général grâce à la théorie de l'avantage comparatif.

Ricardo, aujourd'hui, n'écrirait probablement plus dans les mêmes termes qu'au dix-huitième siècle. Il constaterait que le comportement de certains pays ou de certains gouvernants n'a ni la rationalité ni le sens de l'intérêt commun prêtés aux acteurs de la vie économique, que celle-ci s'est complexifiée, que l'échange ne se fait pas seulement entre nations mais de plus en plus par l'entremise de groupes sociaux aux intérêts liés, que l'enrichissement de quelques zones n'a pas conduit à l'essor de toutes les autres mais au dépérissement de beaucoup d'entre elles.

Le « toujours plus » dans une économie internationalisée conduit les pays sous-développés à accepter, quand les sociétés exploitantes le proposent, et à promouvoir, quand le marché l'impose, une politique de productivité. Elle se traduit par une importation de moyens techniques (mécanisation des exploitations forestières, des mines, des techniques de construction, informatique et bureautique dans le tertiaire, etc.) et une réduction des emplois locaux. Or il ne reste dans le pays producteur que 10 % à 30 % des recettes d'exportation (les taxes prélevées et les salaires versés) (3). Cette valeur résiduelle est insuffisante pour mener une politique de développement interne apte à créer d'autres emplois et dirigée vers des ressources renouvelables (l'agriculture, notamment) ou la transformation sur place des produits du sol et du sous-sol. Politique dont souvent les Etats n'ont même pas perçu l'intérêt vital, trop préoccupés qu'ils sont d'exporter à n'importe quel prix pour rembourser leur dette. Leur PNB (produit national brut) augmente momentanément en même temps qu'une ressource locale non renouvelable s'épuise et que la population privée d'emploi s'appauvrit.

Le coût social du dérèglement international est considérable

Il se passe au niveau de la planète ce que l'on constate aussi à l'intérieur des Etats : quelques « pauvres forts » s'adaptent, les « pauvres faibles » s'enfoncent, mais cette fois sans filet de protection.

L'adaptation des forts se fait au prix d'un endettement considérable (Corée du Sud) accompagné d'une paupérisation d'une grande partie de la population (Brésil). L'essai d'adaptation des faibles se traduit par de fortes migrations (Afrique du Nord vers l'Europe, Burkina vers la Côte-d'Ivoire, Ghana et Tchad vers le Nigéria, Pakistan et Philippines vers les pays du Golfe), la destruction des sociétés rurales, l'accroissement continu des *slums*, *favelas* et bidonvilles, un changement coûteux du mode d'alimentation des citadins (4), la destruction des sociétés rurales, une perte d'identité, un ordre politique de plus en plus fragile, les émeutes urbaines, le terrorisme, la guerre civile ou étrangère (5).

Partout au Sud la grande misère côtoie l'extravagante richesse. Mais les riches n'investissent pas dans leur pays comme le firent jadis les bourgeois puritains d'Europe ou les samouraïs du Japon. Ils placent leurs capitaux à l'étranger. Aucune épargne significative n'irrigue l'économie. Le caractère dual de la société s'accuse à un point tel que les explosions sociales sont inévitables.

Un équilibre écologique menacé

« De roi de la création qu'il était, l'homme est monté ou descendu, comme on voudra, au rôle de concessionnaire d'une planète », écrivait Cournot. Mais quel piètre concessionnaire ! Persuadé qu'il est de pouvoir indéfiniment transformer le monde pour produire davantage, il dilapide le fonds en même temps que le revenu.

La perturbation des équilibres écologiques est en marche ou déjà là, au Nord comme au Sud. Au Nord, après Tchernobyl, il n'est plus possible de croire inoffensive l'énergie nucléaire civile. La « peste verte » due aux pluies acides et à la pollution photo-oxydante touche 4 % environ des forêts. L'agriculture industrielle pollue les eaux souterraines par accumulation de nitrates et détruit souvent l'humus des sols. Au Sud, elle a conduit à la destruction de millions d'hectares de la forêt amazonienne sur des sols impropres à la culture (sauf la première année). Partout elle supprime la diversité génétique des espèces animales et végétales.

En Afrique sahélienne, la surpopulation conduit à la destruction du tapis végétal, et la seule parade trouvée a été la diffusion de petits fours en terre ou en tôle qui économisent le bois de cuisson mais sont mal acceptés en raison du contexte culturel. En Inde et au Pakistan, la forêt a régressé de façon considérable. Mais c'est au Vietnam que cette régression prend des aspects alarmants : la population passe la frontière du Laos pour y trouver son bois de chauffe et de cuisson.

En raison de leurs ressources et d'un climat favorable, les pays du Nord réussiront sans doute à faire les efforts nécessaires pour compenser les atteintes à leur écologie. Les pays du Sud ne le pourront pas. Or le système écologique mondial est un tout.

En outre, les experts sont unanimes sur le fait qu'il serait impossible de porter six milliards d'hommes au niveau des standards américains sans éroder totalement la planète. Et nous n'avons pas de planète de rechange.

Des correctifs dérisoires ou inappropriés

La communauté internationale a pris conscience de ces dangers et de la nécessité d'aider les zones les plus pauvres. L'examen des moyens choisis fait ressortir leur faiblesse ou leur inadaptation.

L'aide d'urgence ? Elle est indispensable en cas de famine mais dangereuse dès qu'elle perdure : elle habitue à l'assistance alimentaire des pays qui, sauf accident climatique, peuvent se nourrir.

L'aide publique au développement (APD) ? Elle devait atteindre, disait John F. Kennedy, en 1960, 1 % du PNB des pays industriels. Seule la Norvège atteignait ce taux en 1985. Le total des flux financiers vers le tiers-monde – APD, crédits à l'exportation et investissements privés, – de 132 milliards de dollars en 1981, est tombé à 78 milliards en 1985.

Le Fonds monétaire international (FMI) ? Il lui incombe d'éviter l'effondrement du système monétaire et de stabiliser la dette des pays sous-développés. Cette dette serait-elle trop forte ? Elle représente, rapportée au volume des échanges internationaux, dix fois moins qu'en 1913 (6). Mais elle est polarisée sur quelques pays (Brésil, Mexique, Argentine, Venezuela font 40 % de l'ensemble) et surtout les banques, notamment américaines, sont en première ligne et se sont aventurées au-delà du raisonnable. Les prêts que peut consentir le FMI (les quotes-parts du capital souscrit) ont été augmentés de 50 % en 1985, minimum indispensable, selon MM. George Shultz et Donald Regan, pour éviter l'effondrement des grandes banques américaines. Le plan Baker n'a pas d'autre objet. Ces banques, en effet, ont engagé une proportion considérable de leurs capitaux propres dans des prêts gelés car consentis à des pays insolvables : de 200 % à 250 % en 1984, pour les trois plus grandes, la Citibank, la Chase Manhattan et Manufacturers Hanover (7).

Ce n'est pas seulement le volume de ces prêts – qu'ils soient du FMI, de la Banque mondiale, des banques commerciales ou des crédits-protocoles – qui est en cause, mais leur destination. Certains d'entre eux, la minorité, servent à renforcer le développement interne du pays, par exemple lorsqu'ils contribuent à substituer à une importation une production locale. Les plus nombreux :

– soit servent juste à rembourser les intérêts de la dette ;

– soit comportent une part prépondérante d'importations : ils sont faits pour cela (crédits à l'exportation) ou sont destinés à couvrir des dépenses autres que les dépenses locales (censées être couvertes par les budgets locaux). C'est le cas des prêts de la Banque mondiale et des banques régionales, consacrés pour l'essentiel aux paiements d'experts étrangers et à l'importation d'équipements, malgré l'effort fait pour impliquer dans les projets des entreprises locales (mais on sait qu'elles sont rares en Afrique) ;

DES DÉPENSES MILITAIRES EN AUGMENTATION, DIX FOIS PLUS ÉLEVÉES QUE L'AIDE AU TIERS-MONDE, EN DIMINUTION.

900
800
700
600
500
400
300
200
100
0
875
DÉPENSES MILITAIRES
AIDE PUBLIQUE ET CRÉDITS PRIVÉS
1975
1985
(en milliards de dollars)

Sources : OCDE, Comité d'aide au développement, rapport 1986; *SIPRI Yearbook*, Stockholm.

(2) Aux Etats-Unis, exigée de la Confédération, dès 1816, par Boston, Philadelphie et New-York, cette protection, facteur de renchérissement des produits fabriqués pour le Sud, sera une des causes de la guerre de Sécession.

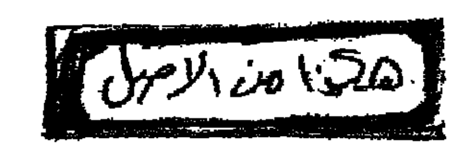
(3) François Partant, *la Fin du développement*, La Découverte-Maspero, Paris, 1983.

(4) René Lenoir, *Le tiers-monde peut se nourrir*, Fayard, Paris, 1984.

(5) Claude Julien, « Le sang des autres », *le Monde diplomatique*, octobre 1986.

(6) Centre d'études prospectives et d'informations internationales, *Economie mondiale 1880-1980, la fracture ?* Economica, Paris, 1984, chapitre 7.

(7) R. W. Lombardi, *le Piège bancaire*, Flammarion, Paris, 1985.



ROUGES S'ALLUMENT

la planète ?

– soit portent sur des cultures d'exportation, afin d'augmenter la capacité de remboursement du pays. Le caractère extraverti de son économie est ainsi accentué. Ce sont les mêmes cultures que l'on développe partout, ce qui contribue à produire des excédents sur un marché déjà déprimé.

Les accords-produits ? La convention de Lomé III est un signe limité mais positif, et l'on doit se réjouir qu'aient été signés des accords sur le cacao, les bois tropicaux, le caoutchouc. Mais ces accords sont éphémères et partiels. La Malaisie, par exemple, n'a pas signé l'accord sur le cacao et a entrepris d'étendre ses plantations, persuadée qu'elle est de pouvoir produire à moindre coût que les pays africains. Ceux-ci vont donc devoir faire un effort accru de productivité. Le résultat d'ensemble probable sera la surproduction et la baisse des cours. Mais au nom de quoi, dans le royaume du « toujours plus » et de la lutte pour la vie, empêcher ou dissuader la Malaisie de planter ?

Si quelques signes encourageants apparaissent, ils viendraient plutôt des organisations non gouvernementales (ONG). Certes, pas en raison du volume de l'aide qui transite par elles – à peine quelques pour cent de l'ensemble – mais en raison de sa nature. Dans la plupart des cas, leur intervention se coule dans le contexte physique et culturel, qu'elle respecte. Les technologies diffusées ne sont pas coûteuses et n'échappent pas à leurs utilisateurs. Les actions entreprises servent d'abord à nourrir, former ou soigner les hommes, là où ils sont, et à intensifier les échanges entre voisins (8). Elles tendent, dans les campagnes, à maintenir un paysannat à même de protéger le sol qui le nourrit depuis des siècles.

Le rôle du bœuf le plus fort

DEVANT tous ces signes concordants, au Nord comme au Sud, comment certains peuvent-ils encore chercher l'issue dans la reprise générale d'une croissance forte. Alors que la « crise », cela a été, justement, un taux exceptionnel dû à des circonstances exceptionnelles, pendant vingt-cinq ans ?

N'est-il pas temps de méditer Berdiaeff : « *L'idée de progrès indéfini transforme chaque génération humaine, chaque personnalité, chaque époque de l'histoire en un moyen ou en un outil pour le but final : la perfection, la puissance et le bonheur de l'humanité future, à laquelle aucun de nous n'aura sa part.* »

Aucune des deux idéologies en présence ne permet de répondre à des remarques de ce type. Elles ont une origine commune en économie. L'idéologie communiste ajoute une contrainte pénible sur les personnes. L'idéologie libérale a l'immense mérite d'être réaliste dans l'ordre de la production ; elle a l'immense défaut de n'être que cela, en évacuant le problème des fins de l'activité humaine. Toutes les deux, nées en Occident, trahissent un double héritage, le grec et le judéo-chrétien. Héritage grec, celui de la raison et de la mesure : la démesure, celle de Prométhée, est punie ; or dans tous les domaines, malgré les mises en garde des meilleurs esprits, notre démarche est prométhéenne. Héritage judéo-chrétien, celui de la sobriété et du partage ; il vit encore dans le cœur de beaucoup d'hommes mais ne se traduit pas dans les comportements individuels, corporatifs ou nationaux.

Alors il faut chercher autre chose, et d'abord une nouvelle définition du développement qui nous fasse passer du toujours plus au toujours mieux, c'est-à-dire qui réintroduise les notions de qualité et de vivant. Il conviendrait d'appeler « croissance » les augmentations quantifiées de la production marchande et de réserver les termes de « développement » et « sous-développement » à l'accroissement ou à la diminution du bien-être collectif considéré sous tous ses aspects : satisfaction des besoins matériels, psychologiques, sociaux, spirituels. Dans cette acception, le développement d'un peuple peut être assimilé à celui, harmonieux, d'un corps vivant dont aucun membre n'est atrophié ou hypertrophié, et où chaque fonction vitale agit au profit de l'ensemble. Dans cette acception aussi, le sous-développement n'est pas synonyme de pauvreté : il inclut une sorte de dérive morale et métaphysique des personnes et du groupe social tout entier qui lui donne son aspect dramatique.

Avancer dans cette voie, ce n'est pas nier l'économie ; elle est simplement laissée dans son ordre, qui n'est pas le tout de l'homme.

Les réalistes bardés de certitudes et les fanatiques du progrès crieront à l'utopie. Comment en effet faire évoluer des Etats retranchés dans leur égoïsme sacré ? Comment avancer à partir d'institutions internationales imprégnées des mythes de l'époque ou « sous influence », en l'occurrence américaine ? Comment convaincre une population de consommer autrement ?

Le monde bouge sous l'influence des idées ou sous la contrainte des faits. Aux prophètes, qui voient venir de loin (9), succèdent les statisticiens et les économistes qui mesurent et constatent. Or tous les clignotants rouges s'allument. Le tiers-monde n'a plus les moyens d'une croissance classique. Le pays le plus riche du monde, les Etats-Unis, est devenu emprunteur net de capitaux et sa dette extérieure est équivalente à celle de tous les pays sous-développés réunis : 1 000 milliards de dollars. Trente-six millions de gens y vivent en dessous du seuil de pauvreté. Il n'est question partout que de nouvelle pauvreté, de montée des marginaux. Au Japon, le stock des voitures invendues s'accroît. Le commerce international se rétracte. Au Nord comme au Sud, des cultures populaires, rurales ou urbaines, sont massacrées. En Asie, en Afrique, en Amérique latine, la guerre civile touche plus de vingt pays. Jamais le monde n'a connu tant de réfugiés.

Mais la mondialisation – qui contribue à l'uniformisation culturelle – a au moins un aspect bénéfique : l'information ne peut plus être arrêtée aux frontières. Partout l'opinion évolue. Les jeunes sont particulièrement sensibles à ce mélange incompréhensible de réussite technique et d'échec politique, de science et d'infantilisme. Des dirigeants prennent conscience de l'impasse dans laquelle ils sont engagés : le plan de Lagos, en Afrique, en est une bonne illustration. A la Banque mondiale, dans les banques régionales, on médite sur vingt-cinq ans d'échec.

Concrètement, que faire ? On ne peut faire don du développement tel qu'il vient d'être défini ; on ne peut pas non plus l'acheter. Il faut trouver des actions en commun qui ne soient ni dans la logique du don ni dans celle de l'achat. En partageant et en avançant pas à pas, beaucoup de choses peuvent changer.

D'une façon générale, une assistance particulière par son ampleur et ses méthodes devrait être apportée aux PMA (pays les moins avancés, terminologie ridicule qui traduit bien le mythe du développement univoque). De même que, à l'intérieur d'une nation, des mécanismes spécifiques d'aide ont été élaborés pour aider les plus démunis, ceux qui cumulent les handicaps, de même est-il nécessaire, au plan international, de porter assistance aux « pauvres faibles ». A défaut de quoi, il ne faut pas s'étonner qu'ils soient acculés à la fermeture, à l'extrémisme, à la terreur et au terrorisme. Ainsi la communauté humaine prendra consistance par refus de laisser se gangrener une partie d'elle-même.

De façon plus précise, bien des voies peuvent être explorées :

– le couplage de l'épargne du Sud et de celle du Nord à propos de projets concertés ;

– la multiplication par dix, par les pays du Nord, des sommes consacrées à la recherche spécifique aux pays sous-développés, recherche qui serait conduite en commun avec eux, et qui porterait sur l'eau, l'hygiène, la santé, l'alimentation, les combustibles de remplacement, l'agronomie, les technologies appropriées (10), la valorisation du savoir populaire ;

– l'accent mis, dans les prêts des grands financements internationaux, en substitution partielle des grands projets, sur les institutions locales à même d'être des moteurs du développement interne, de protéger le tissu social existant, de mobiliser les hommes ; accent à mettre aussi sur la formation professionnelle de niveau intermédiaire et sur les projets régionaux, notamment dans les domaines des communications, de la recherche et de l'écologie ;

– effort particulier de diffusion d'informations facilement utilisables. La recherche agronomique a mis au point des procédés simples et peu onéreux de calcul de la quantité d'eau nécessaire en fonction des vents, de l'ensoleillement, de la nature du sol : ils ne sont pas connus, et *a fortiori* enseignés, dans les pays où l'eau est rare ;

– un grand projet régional urgent : l'avancée du désert menace toute l'Afrique au sud du Sahara. Il faut constituer une barrière verte de la Mauritanie au Tchad sur plusieurs dizaines de kilomètres de profondeur. Tout effort limité, ponctuel, est voué à l'échec, car il ne suffirait pas à changer le climat, et le sort des enclaves a toujours été d'être résorbées. Seule la communauté internationale peut entreprendre un tel travail, hors de portée des pays concernés. Mais elle ne peut le faire sans eux. Ce projet, comme beaucoup d'autres, exige une collaboration active, une implication des populations intéressées. Planter des arbres ne sert à rien s'ils ne sont pas protégés par ceux qui en seront plus tard les bénéficiares, c'est-à-dire les propriétaires. D'où l'importance de la dévolution de patrimoines fonciers aux communautés de base constituées ou non en vraies collectivités locales.

Un proverbe libanais dit : « *Si le sillon se fait de travers, corrige la marche du bœuf le plus fort, pas celle du plus faible.* » Le Nord ne peut prétendre aider les pays démunis du Sud sans ralentir lui-même le train. A supposer même qu'il devienne plus généreux, il ne pourrait prêcher la vertu de sobriété au Sud sans la pratiquer lui-même. C'est à l'école qu'elle devrait être enseignée. Quand on sait les conséquences de la consommation excessive d'alcool, de tabac et de nourriture, le budget de l'assurance-maladie ne pourrait qu'y gagner. Bien plus largement, le jour n'est peut-être pas loin où le mode de consommation imposé par le « progrès » sera contesté par ceux qui consomment (et pas seulement par ceux qui en sont exclus). Même pour ceux qui disposent de revenus, le toujours plus a une limite, la saturation.

Sur le plan mondial, il a une autre limite : en raison de la croissance démographique notamment, nous entrons dans ce que les mathématiciens appellent le « jeu à somme nulle », c'est-à-dire que tout investissement aberrant (l'armement) se fait au détriment d'autres, que toute consommation excessive se fait au détriment d'autres besoins. Et le génie technicien ne peut ajouter un gramme de bauxite, de fer ou de pétrole à la planète.

Il est temps que le génie politique se manifeste.

RENÉ LENOIR.

(8) Bertrand Schneider, *la Révolution aux pieds nus*, Fayard, Paris, 1986.

(9) Jacques Ellul en France, par exemple.

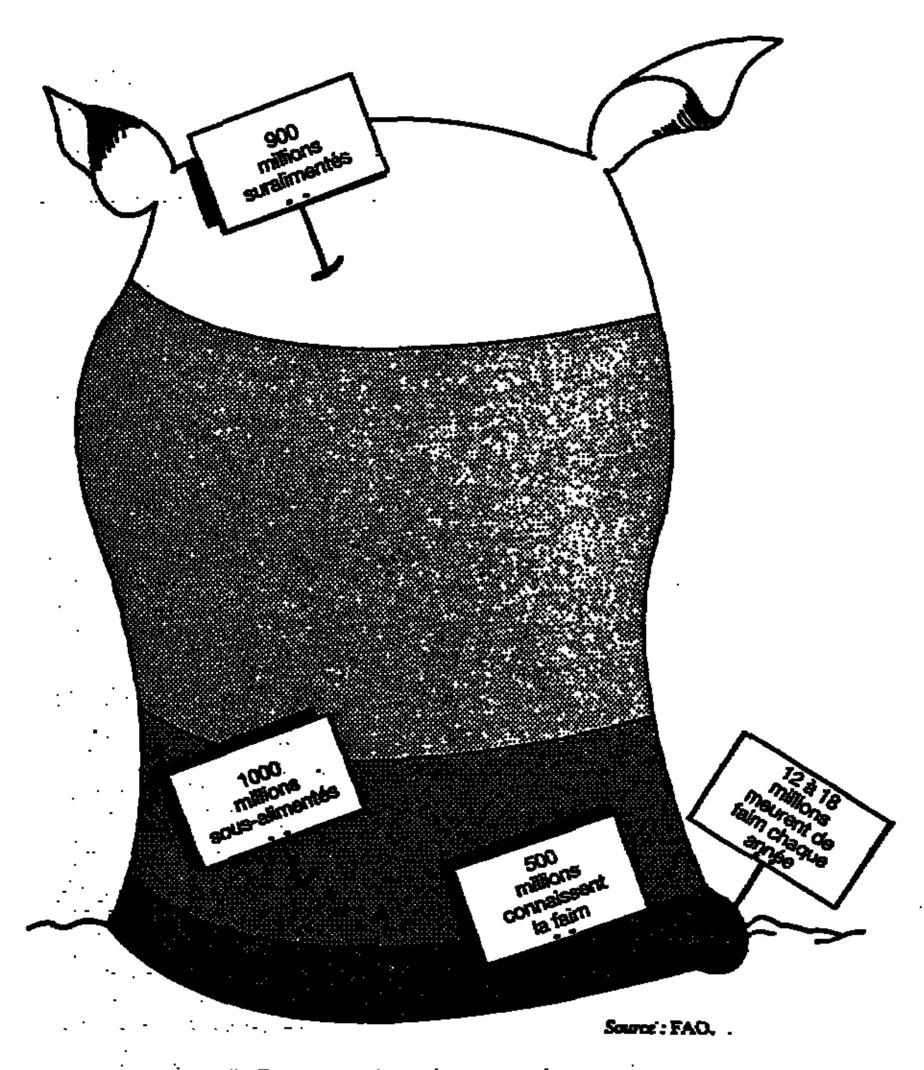
(10) On a calculé que les sommes consacrées à ces technologies représentaient 1/12 000 de celles consacrées aux technologies nouvelles du Nord. Cf. Nicolas Jéquier, *Appropriate Technology*, Centre de développement de l'OCDE, Paris, 1976.

D'après Léonard de Vinci

(Selçuk)

UN HOMME SUR TROIS EST SOUS-ALIMENTÉ OU SOUFFRE DE LA FAIM...

Population mondiale : 4,8 milliards



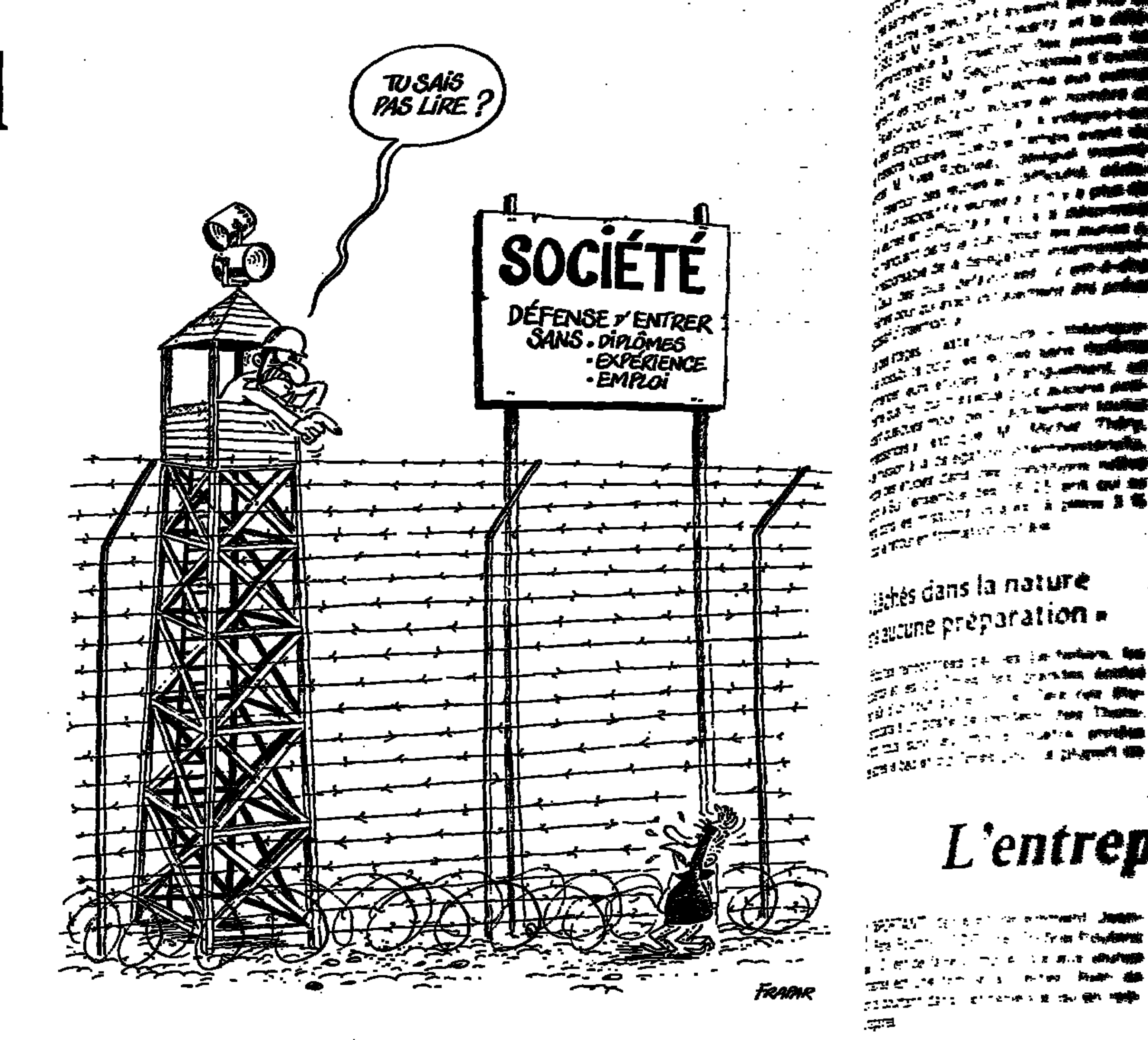
Source : FAO.

... TANDIS QU'UN SUR CINQ, SURALIMENTÉ, ACCUMULE LES STOCKS.

Stocks de blé en 1986	en millions de tonnes	pourraient nourrir durant une année
États-Unis	52	200 millions de personnes
CEE	14	56 millions de personnes

Sources : FAO, Conseil international du blé.

Jeunes sans travail dans la tourmente de la crise



Les démocraties occidentales vieillissantes ne savent plus que faire de leurs enfants, dont on dit pourtant qu'ils sont en nombre insuffisant.

Au dix-neuvième siècle, fils et filles de paysans, jetés dans les mines et les manufactures, brutalement exploités, avaient payé un lourd tribut à l'édification de la société industrielle. Aujourd'hui, celle-ci se décompose sous nos yeux tandis que les élites au pouvoir poursuivent, imperturbables, d'implacables stratégies de redéploiement et de restructuration du capitalisme. Les premiers, mais non les seuls, à subir ces politiques sont encore les plus jeunes.

S'il n'y a guère de commune mesure entre la détresse des adolescents des banlieues du Nord et des « poblaciones » des mégapoles du tiers-monde, les uns et les autres sont les victimes innocentes de la désagrégation des rapports sociaux qu'entraînent les bouleversements de l'économie mondiale.

Ils sont 4 500 000 jeunes chômeurs de seize à vingt-cinq ans, dans les quatre grandes nations européennes : France, Grande-Bretagne, Allemagne, Italie ; plus de 10 000 000, dans les douze principaux pays membres de l'OCDE. En moyenne, un jeune sur six y est sans emploi ; avec des écarts considérables : près d'un sur deux en Espagne, moins d'un sur quinze dans les pays scandinaves. Mais partout, le chômage des jeunes est deux fois plus élevé que celui des adultes.

Encore que les chiffres ne rendent que très partiellement compte d'une réalité trop honteuse pour être révélée dans toute son ampleur. Un peu partout se mettent en place des formules d'emploi-formation, justifiées tant par une légitime volonté d'intégration que par le souci moins avouable de masquer artificiellement la dimension du désastre. Ainsi, en France, un plan d'urgence a permis d'évacuer des statistiques du chômage près d'un million de 16-25 ans occupés temporairement dans différentes formules contractuelles. Pour 60 000 d'entre eux seulement, l'expérience a débouché sur une embauche, ainsi que le montre l'enquête de Michel Raffoul.

Le réaménagement du travail n'est-il pas plutôt celui du chômage ? Car les perspectives économiques restent sombres : à court terme, *« il n'y a guère d'espoir* [qu'une croissance] *se répercute rapidement sur le niveau du chômage »*, écrivait l'OCDE en septembre dernier dans son rapport sur les *Perspectives de l'emploi*. A plus longue échéance, les mutations en cours sont loin d'avoir produit tous leurs effets dévastateurs... — C. de B.

Par MICHEL RAFFOUL

CHRISTINE a de la chance. Cette jeune femme originaire d'un petit village de Lorraine n'a pratiquement pas cessé de travailler depuis qu'elle a quitté le lycée avec un bac G2 (1). Elle a fait des ménages, du pliage chez Dim, des gardes d'enfants, des TUC, du « rangement de produits » dans un supermaché. Toujours en remplacement bien sûr. Rien de bien original : l'emploi précaire est le lot habituel des jeunes. *« Ce qu'il y a de nouveau par rapport à hier,* explique Jacques Armand, chef de l'Agence nationale pour l'emploi de Saint-Dié, *c'est que le passage par une période de précarité est devenu une étape obligée. »* Neuf mois après leur sortie de l'école, seulement *un jeune sur trois* a réussi à obtenir un « vrai » contrat de travail, fixe et à plein temps, que 90 % d'entre eux recherchent. Le chômage touche 10,6 % de la population active, mais 26 % des 16-25 ans ; pour une durée moyenne de treize mois. *« Contrairement à ce que l'on pense, l'exclusion des jeunes se renforce avec le temps »,* explique Jean-François Möel, chargé de mission à la délégation interministérielle pour l'insertion des jeunes en difficulté.

Au-delà des différences sociales ou culturelles, l'image qu'ont de leur situation les moins de vingt-cinq ans sans emploi converge bien souvent. A commencer par l'école. *« Le prof ne nous demandait jamais si on avait compris la leçon. Un jour, j'ai dit que je ne comprenais pas. On m'a traité de cancre »,* raconte Patrick, dix-sept ans, titulaire d'un certificat d'aptitude professionnelle (CAP) de menuiserie. *« Certains sont de vrais fonctionnaires* (sic). *Ils se contentent de réciter le cours. Pour des élèves comme nous, cela ne laisse aucune chance. »* Les élèves comme Patrick, qui n'arrivent pas à suivre le rythme scolaire, auxquels les professeurs ont peu de temps à consacrer, accumulent les retards, perdent bientôt pied et finissent par refuser d'étudier. Généralement issus de milieux modestes, ils ne peuvent guère attendre de soutien de leur famille. Démobilisés, parfois révoltés, ils sont, comme on les qualifie, en situation d'« échec scolaire », vite dirigés vers les voies de garage (2).

Il leur reste un profond sentiment d'amertume. *« On ne nous demande qu'une chose : qu'on s'en aille ! »,* se plaint Lætitia, couturière de dix-sept ans, approuvée en cela par les autres participants à ce *stage d'orientation pour jeunes sans qualification. (Voir encadré sur les stages ouverts aux 16-25 ans.)* Bien sûr, les élèves, comme Patrick et Lætitia ne représentent pas la majorité des jeunes qui quittent le système scolaire chaque année. Ils sont tout de même 100 000 à abandonner définitivement l'enseignement avec une formation quasiment nulle. Ajoutés aux titulaires d'un certificat d'aptitude professionnel ou d'un brevet d'enseignement professionnel (BEP), ce sont *au total deux jeunes sur trois* qui entrent sur le marché du travail sans formation suffisante, avec près de deux fois moins de chances de trouver un emploi qu'un bachelier ou un diplômé de l'enseignement supérieur (3).

En novembre dernier, les jeunes ayant au plus le niveau CAP ou BEP représentaient 86 % des demandeurs d'emploi de moins de vingt-cinq ans : 856 300 personnes (4). Pour atteindre l'objectif de 80 % de bacheliers par classe d'âge qu'entend réaliser l'enseignement secondaire dans moins de quinze ans, un important effort de formation et d'orientation s'impose. Or la question de l'orientation scolaire figure parmi les principaux griefs des élèves peu qualifiés.

« Une orientation ?, s'indigne Patricia. *A l'école, personne ne nous a jamais dit que coiffure ou sténo égalent chômage assuré. »* Avec son BEP d'aide puéricultrice et sans expérience, Marie-Madeleine n'avait en effet que peu de chances de trouver un travail. Aujourd'hui, elle effectue un stage de préparation à l'emploi comme assistante dentaire dans la région de Nancy. Piètre consolation pour cette jeune fille qui avait la possibilité de poursuivre ses études jusqu'au baccalauréat. Il est vrai qu'au moment de choisir un métier, à seize ans, voire treize ans pour le lycée d'enseignement professionnel (LEP), beaucoup se tournent vers des voies sans issue selon l'idée, généralement très approximative, qu'ils se font de leur future profession. *« Les bonnes formations,* poursuit Patricia, *seuls les quelques meilleurs y ont droit. Les autres, c'est-à-dire nous, sont obligés de se rabattre sur des CAP « bidons ». L'orientation, si ça existe, c'est pas pour nous. »*

Bien sûr, les carences de l'orientation ne suffisent pas à expliquer que les trois quarts des jeunes non bacheliers ne trouvent pas d'emploi stable. La diminution des emplois de première qualification, en particulier, a sensiblement assombri leur horizon. En dix ans, sept cent mille postes d'ouvriers spécialisés ont été supprimés dans l'industrie, et cette tendance, selon l'Organisation de coopération et de développement économiques, se prolongera dans les années à venir (5).

Visa pour l'emploi : le diplôme

AU sortir de l'école, tous les jeunes, quel que soit leur niveau, se trouvent confrontés à la même situation : lire les annonces, téléphoner, rencontrer les employeurs... pour s'entendre immanquablement poser les deux questions : quels diplômes ? quelle expérience ? *« C'est à s'arracher les cheveux,* raconte Marie-Madeleine, en stage de préparation à l'emploi comme vendeuse dans les environs de Nancy, *comment être embauché sans expérience, comment avoir de l'expérience sans être embauché ? »* Un dilemme dont il est d'autant plus difficile de sortir que le candidat à l'emploi est moins qualifié, car toutes les statistiques le montrent : les diplômes restent aujourd'hui le meilleur visa pour l'emploi : 38 % des jeunes titulaires d'un CAP, 45 % des bacheliers et 55 % des étudiants sont embauchés dans l'année suivant la fin de leurs études, mais à peine 17 % de ceux qui n'ont aucun diplôme. Ils représentent déjà près de la moitié des demandeurs d'emploi de moins de vingt-cinq ans, et, depuis quelques années, leur nombre augmente de façon inquiétante. Avec tous les risques que comporte la formation d'une frange de jeunes, exclus et de plus en plus marginalisés. *« Tous les matins je me lève à 6 heures, je fais les annonces, je passe à l'ANPE et à l'agence d'intérim... A 11 heures, je n'ai plus rien à faire et le lendemain, tout recommence. »* Dix-sept ans, sans qualification, sorti de l'école il y a un an, Alain est devenu un habitué de la rue. Tous les après-midi, il rejoint d'autres jeunes également sans emploi devant ce club de prévention du sud de Paris. *« Certains ont été dirigés en CAP de boulangerie alors qu'ils voulaient être maçons. Ou bien l'inverse. D'échec en échec, des garçons comme eux « décrochent » vite des études et finissent par se retrouver dans les rues. »* Avec près de vingt années d'expérience, M. Pierre-Marie Gautier a eu l'occasion de rencontrer beaucoup de jeunes comme Alain, sans études achevées et sans culture générale suffisante, pour qui la recherche d'un emploi revient à jouer leur avenir à un jeu dont ils ne connaissent pas les règles. De l'exclusion à la marginalisation, la barrière est mince.

Ainsi, Robert : mécanicien de formation, mais spécialisé dans l'orthopédie, cet ouvrier de dix-huit ans débarquant de *province ne trouve ni* travail *ni* logement à son arrivée. En l'espace de quelques mois, il est à la rue où il a rencontré M. Pierre-Marie Gautier. Depuis, il suit une formation de serrurier. Son itinéraire et sa volonté de lutter ont sans doute été *déterminants dans son reclassement. Pour* d'autres, trop jeunes, totalement démunis, ignorants de leurs droits et de leurs possibilités, la marginalité devient en quelques années un mode de vie. Bien sûr, tous les jeunes sans qualification ni emploi ne se retrouvent pas dans les rues. *« Le principal problème,* explique M. Laurent Montigny, de la mission locale de Grigny, *c'est qu'à mesure que leur nombre augmente, et il augmente dangereusement, leur bagage culturel diminue au point d'en faire pour certains de véritables asociaux... »* Une opinion que partage M. Jacques Barbot, responsable de la permanence d'accueil, d'insertion et d'orientation (PAIO) pour les jeunes du treizième arrondissement. *« Les jeunes qui se présentent à la mission locale ne savent parfois pas faire des choses aussi « évidentes » que s'habiller, parler au téléphone, se présenter correctement devant un employeur. A une*

Les formules proposées

A. — Les contrats en alternance (formation-emploi)

1. Stages de préparation à l'emploi. Pour les *16-18 ans et 18-25 ans ayant une formation* nulle ou très insuffisante.

Existent depuis 1983.

Durée : six mois maximum.

Rémunération : de 580 F à 1 690 F.

Exonération totale des charges sociales depuis le 17 juillet 1986.

Bénéficiaires : 90 538 jeunes de moins de 18 ans et 43 455 jeunes de plus de 18 ans en 1985-1986.

2. Stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP).

Destinés à faire découvrir la vie en entreprise aux 16-25 ans en difficulté.

Institués en janvier 1985.

Durée : de 3 à 6 mois, avec 25 heures par mois de formation.

Rémunération versée par l'employeur : 17 % du SMIC pour les moins de 18 ans, 27 % pour les plus de 18 ans ; payée par l'Etat : une prime de 600 F à 1 700 F selon l'âge. Exonération totale des charges sociales depuis le *17 juillet 1986.*

Bénéficiaires : 127 301 jeunes entre mai et novembre 1986.

3. Contrats de qualification.

Pour les 16-25 ans sans qualification ou avec une qualification ne leur permettant pas d'accéder à l'emploi. Débouche sur un diplôme.

Institués en février 1984.

Contrat de travail à durée déterminée de 6 mois à 2 ans. Formation d'au moins 25 % de la durée totale de formation.

Rémunération : 17 à 75 % du SMIC.

Exonération totale des charges sociales depuis le 17 juillet 1986.

Bénéficiaires : 12 120 contrats entre mai et *novembre 1986.*

4. Contrats d'adaptation.

Pour les 16-25 ans ayant une qualification et susceptibles d'occuper rapidement un emploi

Institués en février 1984.

Contrat à durée déterminée ou indéterminée, avec 200 heures minimum de formation.

Rémunération : au moins 80 % du SMIC.

Exonération totale des charges sociales, *ramenée à 50 % à compter du 1er février 1987.*

Bénéficiaires : 114 161 entre les mois de mai et novembre 1986.

5. Apprentissage.

S'adresse aux 16-25 ans ayant ou non un CAP.

Durée de 2 ans.

Salaire : 15 à 75 % du SMIC.

Exonération totale des charges sociales.

Bénéficiaires : 82 147 apprentissages de mai à novembre 1986.

B. - Travaux d'utilité collective (TUC).

Pour les 16 à 25 ans ayant plus d'un an de chômage.

Existent depuis octobre 1984.

Durée de 3 mois à un an.

Salaire de 1 250 F par mois pris en charge par l'Etat.

50 % d'exonération des charges sociales.

Bénéficiaires : 320 000 en 1985.

C. - *Contrats à durée indéterminée* ou déterminée pour les jeunes de 16 à 25 ans.

25 % d'exonération depuis juillet 1986 pour les embauches de jeunes de moins de 26 ans pour une durée d'au moins 3 mois ; 50 % pour toute embauche d'un jeune sortant d'une formation en alternance, d'un TUC ou du service national.

SMIC au minimum.

Bénéficiaires : 331 865 du 1er mai au *30 novembre 1986.*

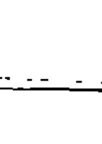
(1) Bac de comptabilité et de commerce.

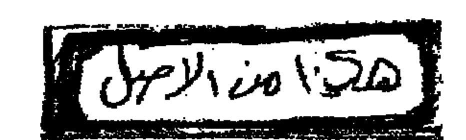
(2) CPA : classe de préparation à l'apprentissage, CPPN : classe de préparation de niveau, SES : section d'éducation spécialisée.

(3) Selon le « Tableau de bord édition de mai 1986 » de l'éducation nationale, neuf mois après sa sortie de l'école, un jeune sur quatre trouve un emploi stable.

(4) Chiffres de l'Agence nationale pour l'emploi, mois de novembre 1986.

(5) OCDE, *Perspectives de l'emploi 1986*, page 34.





époque où il faut savoir se vendre pour obtenir un emploi, ils partent perdants d'avance. »

C'est d'abord à l'intention de ces jeunes, les plus démunis des sans-emploi, que des stages de remise à niveau d'une durée de deux ans avaient été mis en place en 1985 par M. Bertrand Schwartz, et la délégation interministérielle à l'insertion des jeunes en difficulté. En mai 1986, M. Séguin propose d'ouvrir plus largement les portes de l'entreprise aux autres jeunes. « *Fallait-il pour autant réduire en nombre et en durée des stages d'insertion ?* », s'indigne-t-on dans les missions locales. Quelque temps avant de démissionner, M. Yves Robineau, délégué interministériel à l'insertion des jeunes en difficulté, déclarait : « *S'il y a un dispositif « jeunes », il n'y a plus de dispositif « jeunes en difficulté ».* « *Il y a désormais un maillon manquant dans le plan pour les jeunes* », rajoute un responsable de la délégation interministérielle : « *Celui des plus défavorisés, c'est-à-dire ceux-là mêmes pour qui avait initialement été prévu notre dispositif d'insertion.* »

En plus des stages, il reste toujours – théoriquement – la possibilité pour les jeunes sans diplôme de recommencer leurs études. « *Pratiquement, un jeune, même qualifié, qui n'exerce plus aucune activité pendant quelques mois, perd rapidement toutes ses connaissances* », explique M. Michel Théry, chargé de mission à la délégation interministérielle. « *Reprendre des études dans ces conditions relève de l'exploit.* » Sur l'ensemble des 16-25 ans qui se présentent dans les missions locales, à peine 3 % optent pour le retour en formation initiale.

« Lâchés dans la nature sans aucune préparation »

LES difficultés rencontrées par les bacheliers, les étudiants et les diplômés des grandes écoles sont bien sûr d'un tout autre ordre. Tels ces étudiants candidats à un poste de vendeur chez Thomson. Ayant tous suivi au moins quatre années d'études après le bac et diplômés pour la plupart de grandes écoles de gestion, beaucoup se présentent pour la première fois devant un employeur.

« *On nous lâche dans la nature sans aucune préparation. A nous de comprendre seuls comment se battre !* », explique Luc, diplômé d'une école supérieure de commerce. Il existait bien des stages de préparation à l'entretien destinés aux jeunes. diplômés. « *Ils ont pratiquement disparu depuis le lancement des mesures pour les jeunes peu qualifiés* », indique-t-on à l'APEC, l'Agence pour l'emploi des cadres. « *Le monde dans lequel nous entrons,* résume Catherine, également diplômée en commerce, *c'est un peu « Dallas » : on nous demande dès la sortie de l'école d'être directement opérationnels et d'atteindre le rendement maximal en quelques semaines. Sinon, c'est la porte.* » « *Ces jeunes représentent le « haut du panier »*, explique M. Denis Roche, responsable pour l'emploi à Alcatel-Telic, *mais ils ne sont pas pour autant directement rentables.* » Le mot est lâché : rentabilité. Les jeunes diplômés l'acceptent mais à la condition qu'on utilise véritablement leurs capacités. « *Il faut rentrer dans un moule, il faut « rendre » le plus possible et il faut se taire. Après des années d'études supérieures, on ne nous utilise qu'à 10 % de nos capacités réelles.* » Une opinion que partage M. Jean Prevel, directeur adjoint de l'Agence pour l'emploi des cadres (APEC), qui détecte depuis dix-huit mois une propension croissante des entreprises à « *préférer la rentabilité immédiate à l'investissement à long terme* (6) ». Qu'ils soient titulaires de diplômes de l'enseignement supérieur ou d'un simple CAP, la grande majorité des jeunes acceptent d'autant mieux les difficultés inhérentes à la recherche d'un emploi qu'elles débouchent sur une profession stable. Pourtant, l'entrée effective dans le monde du travail est, à bien des égards, décevante.

Avec une volonté qui n'a d'égale que la vigueur avec laquelle il l'exprime, M. Séguin part en guerre contre le chômage des jeunes. Reprenant et modifiant un certain nombre de mesures, dont les formations en alternance mises en place sous le gouvernement précédent, le « ministre du chômage », comme il en revendique le titre, exonère, notamment, à 25 %, 50 %, voire 100 % des charges sociales, les entreprises qui recrutent des jeunes. Il s'agit de créer chez les employeurs cette « *psychose à l'embauche* », dont parlait M. Gattaz, ancien président du CNPF. Ainsi, entre les mois de mai et de décembre 1986, le plan d'emploi des jeunes a bénéficié à 836 697 personnes. « *Dans ces conditions,* déclare le ministre, *qui peut se permettre d'ironiser sur notre volonté de nous battre contre le chômage ?* (7). » Personne sans doute, et certainement pas les entreprises qui, loin d'« ironiser », ont largement usé des mesures proposées. Et abusé.

« *Maintenant, ils demandent le bac pour passer la serpillière !* », s'exclame Philippe, jeune rural sans qualification de la région de Saint-Dié. Les stages d'insertion et de qualification, formules initialement destinées aux jeunes les plus démunis, sont attribués aux plus qualifiés, qui se plaignent d'être affectés à des tâches en dessous de leurs capacités. Selon les chiffres fournis par le ministère de l'emploi, à peine le quart des jeunes en stage d'initiation à la vie professionnelle ont un niveau inférieur au CAP, alors qu'ils forment la moitié de ceux qui se présentent dans les missions locales (8).

« *Ce mouvement, s'il se poursuivait,* déclarait dès 1985 M. Bertrand Schwartz, de la délégation interministérielle, *aboutirait à ôter à 500 000 jeunes de faible qualification toute chance de trouver un travail. A terme, cette situation amènerait la France à une société duale, avec tous les risques que cela comporte.* » De manière générale, les critères de sélection des entreprises se révèlent fort contestables : pour les femmes d'abord, qui ne sont que 34 % à participer aux contrats d'adaptation, et 27 % pour les contrats d'apprentissage, alors qu'elles représentent 57 % des jeunes qui se présentent dans les missions locales. Pour les jeunes de couleur ensuite – français ou étrangers, – « *que les employeurs écartent d'office* », raconte M. Jacques Barbot, de la PAIO du treizième arrondissement. En tout, près de 40 % des familles étrangères sont ainsi touchées par le chômage des jeunes, contre 12 % pour l'ensemble de la population (9).

Combien sont-ils ?

Peut-on considérer comme non-demandeur d'emploi un jeune qui ne travaille que quelques mois par an pour un sous-salaire et sans perspective réelle de trouver un travail à part entière ? Cette question, les jeunes rencontrés au cours de l'enquête ne se la posent pas. Demandeurs d'emploi ou précaires, pour eux, ils sont au chômage, « *puisqu'on vit sans jamais savoir ce qui nous attend demain* », dit François, dix-neuf ans, menuisier. Or, si l'on se rapporte aux chiffres de l'INSEE publiés en mars 1986, sont confondus dans la catégorie « actifs » les jeunes ayant un contrat fixe à durée déterminée ou non, et les précaires : apprentis, contrats en alternance, TUC... qui représentent en tout 534 000 « emplois » à cette date et 947 500 de mai 1986 à janvier 1987.

De plus, dans les catégories « inactifs » et « solde », sont dénombrés respectivement 502 000 et 214 000 jeunes, soit 716 000 au statut mal déterminé.

« *Ces deux dernières rubriques sont les « bêtes noires » des statisticiens* », explique un fonctionnaire du ministère du travail. *Dans une large mesure, les vrais exclus, ce sont eux.* » Moins bien informés, moins conscients de leurs droits, ces jeunes rechignent à s'inscrire comme demandeurs d'emploi et faussent largement à la baisse les données sur le nombre de demandeurs d'emploi, son évolution réelle, la durée moyenne de chômage...

S'il est vrai que les « précaires » sortent du cadre habituel des « vrais » chômeurs, ils n'en forment pas moins un roulement continu dont le solde est négatif de 981 000 personnes. Officiellement, un jeune actif sur quatre est sans emploi. Avec les 534 000 personnes bénéficiant d'un emploi précaire et les exclus évalués à 400 000 personnes, ce sont au total près de 2 millions de jeunes qui vivent selon un statut précaire.

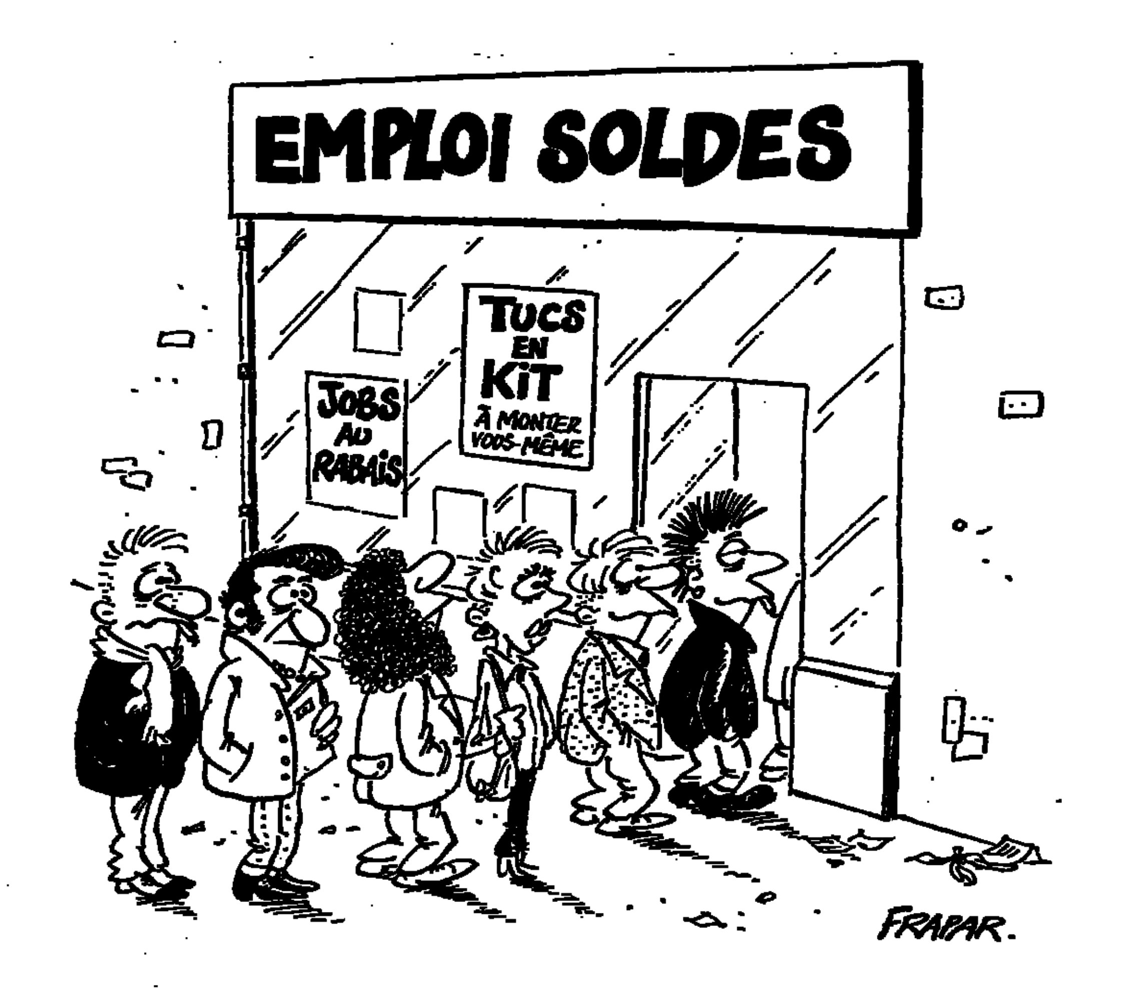
L'entreprise : une « famille » abusive

« L'*IMPORTANT,* déclarait récemment Jean-René Fourtou, PDG de Rhône-Poulenc (10), *est de faire comprendre aux jeunes que l'entreprise est une famille.* » Certes. Rien de très convivial pourtant dans l'expérience qu'en retirent les stagiaires.

« *On travaille parfois neuf ou dix heures par jour, parce que les entreprises savent que nous ne pourrons rien dire* », raconte François, en apprentissage de tapisserie à Nancy. De formation, il n'est alors plus question, mais seulement de rendement à un poste à part entière, qui, en outre, remplacera avantageusement les « extras », les jobs d'été ou les emplois saisonniers. Avec exonération partielle ou totale des charges sociales et pour un salaire débutant à 17 % du SMIC. Le plan pour l'emploi, dans son ensemble, ne risque-t-il pas d'instaurer un « SMIC jeune » ? « *Non,* répond M. Séguin. *Je suis farouchement hostile à cette mesure. Un jeune de vingt-trois ans doit, à travail égal, percevoir le même salaire qu'un jeune de vingt-sept ans* (11). » Malheureusement, les faits démentent : 59 % des bénéficiaires du plan d'emploi pour les jeunes touchent moins de 2 000 F par mois pour effectuer un travail très souvent semblable à celui d'un salarié à part entière. «(Ces formations) *ne sont pas rentables. Ou alors il faut faire travailler* (les stagiaires) *comme manœuvres, mais dans ce cas, qu'on ne parle pas de formation !* (12) », déclare même ce dirigeant d'une entreprise de carrosserie automobile de Moselle. Exploités les jeunes ? « *Bien sûr qu'on est exploités mais c'est normal de passer par là quand on est jeune. A condition que cela débouche sur un vrai travail !* » Les stagiaires, réunis dans la mission locale de ce petit village lorrain, habitués à suivre des stages de six ou trois mois, ne se troublent pas pour si peu. A tort. Au niveau national, seulement 28 % des stages d'initiation à la vie professionnelle débouchent sur un contrat de travail. Quant aux entreprises qui utilisent à loisir les formations en alternance, « *il n'est pas dans les habitudes de l'ANPE de sanctionner les entreprises qui embauchent des jeunes, même s'il est évident qu'elles abusent des exonérations !* », explique M. Patrick Vankeirsdilsk, directeur adjoint de la mission locale de Nancy.

« *Je crains beaucoup qu'avec la limitation de la baisse des charges aux seuls 16-25 ans, les chefs d'entreprise* (n'en profitent) *pour débaucher leur personnel de 35-45 ans quitte à les remplacer par des jeunes à bon marché* (13). » Les craintes de ce chef d'entreprise rejoignent celles de l'OCDE qui, malgré les dénégations du ministre, craignait que les différentes initiatives pour l'emploi ne se fassent « *en partie aux dépens des jeunes adultes et des chômeurs adultes de longue date* ».

De fait, si le chômage des jeunes a effectivement baissé en 1986 de 4,7 % chez les moins de vingt-cinq ans, notamment en raison des 200 000 travaux d'utilité collective (TUC), celui des adultes a, en revanche, augmenté de 13,7 % (contre 11,8 % en 1984-1985). Loin d'annoncer une amélioration, l'INSEE prévoit que le chômage passera de 10,5 % à 14 % de la population active en 1991. « *En somme, si l'évolution du chômage reste globalement la même et que dans le même temps 800 000 jeunes ont bien profité du plan pour l'emploi,* relève un observateur, *ce sont donc les entreprises qui auront bénéficié des exonérations pour des embauches qui auraient probablement eu lieu de toute façon. Au prix de 960 milliards de centimes pour le contribuable.* » Qui aurait le mauvais goût de s'en plaindre ? Les entreprises utilisent à bon compte les exonérations de charges sociales avec des jeunes sur-qualifiés tandis que le gouvernement voit avec satisfaction la « réussite » de son plan d'emploi des jeunes. Les mesures seraient-elles trop incitatives ? « *Faux !* répondent les chefs d'entreprise : *le plan Séguin est timide et insuffisant. Il faudrait une exonération totale des charges pour les jeunes.* » Il n'en reste pas moins vrai que les dispositions prises installent les moins de vingt-cinq ans dans une situation de « sous-emploi » provisoire, indéfini, normalisé et finalement admis. Dès lors, le ministre peut bien « constater » que « *le modèle du travail salarié fixe, stable, à temps complet et à vie est en train d'éclater* (14) ». Les conséquences à long terme risquent d'être graves. « *Aujourd'hui déjà, nos stagiaires ne cherchent même plus à trouver un vrai travail,* raconte M. Deschang de la mission locale de Saint-Dié, *pourvu que leur stage leur offre un statut social et économique. Demain ? Ils aviseront...* »



Des jeunes à la fois mal préparés au monde du travail, mal qualifiés par rapport à l'offre, exclus de la vie sociale, précaires. Étrangement, leur situation, pour difficile qu'elle soit, ne semble pas les révolter outre mesure, même si quelques-uns conçoivent qu'on puisse la remettre en cause. Quant à savoir comment ? « *En fait,* dit Amar, *on est concernés mais on ne se sent pas concernés. C'est ça le problème. Il faudrait essayer de savoir, de comprendre...* »

« *Les jeunes que nous recevons ont tenu une revue de presse pendant les manifestations de décembre* », raconte Jacques Barbot de la PAIO du 13e. « *C'est là que nous nous sommes rendus compte qu'aucun n'avait jamais ouvert un journal de sa vie.* » Sages, souples et adaptables, conciliants, obnubilés par la recherche d'un travail mais, au-delà, d'une reconnaissance sociale, ils demandent d'abord à entrer dans la société telle qu'elle est. « *Pour l'améliorer de l'intérieur éventuellement* », précise Patricia l'aide puéricultrice. Plus tard. Et individuellement.

De toute évidence, pour les principales victimes de la crise, changer la société n'est pas une priorité. Reste la générosité que l'on reconnaît traditionnellement à « la jeunesse ». Les manifestations de la fin de l'année dernière montrent qu'elle peut aussi déboucher sur une prise de conscience à la fois pragmatique et... collective.

MICHEL RAFFOUL.

(6) *Courrier des cadres*, nº 677, 16 janvier 1987.

(7) Journées parlementaires du RPR, 30 septembre 1986.

(8) *Bilan de l'emploi 1985*, nos 23-24 décembre 1986, ministère des affaires sociales et de l'emploi.

(9) Voir l'« Enquête sur l'emploi 1986 », collections de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).

(10) Assises du CNPF, 2 octobre 1986.

(11) *Paris-Match*, 30 juillet 1986.

(12) *L'Evénement du jeudi*, 18 septembre 1986.

(13) Idem.

(14) *Le Monde*, 8 août 1986.

DÉBAT

PARADOXE D'UN ARMEMENT

Peut-on réduire

LA réflexion sur l'utilisation des armes nucléaires a beaucoup moins progressé que les technologies auxquelles elles recourent. Le débat ouvert le mois dernier dans *Le Monde diplomatique* par M. Frédéric Tiberghien sur les conceptions *stratégiques françaises mérite* donc d'être poursuivi. Il laisse aussi place à un autre type d'interrogation sur la déraison qui conduit les grandes puissances à perfectionner sans cesse leur panoplie. C'est ce que tente ci-dessous une personnalité pleinement qualifiée. Dans les mois à venir, la confrontation des vues se poursuivra sur un plan plus directement *stratégique*.

Par JEAN PAUCOT *

Depuis quarante ans, l'humanité *coexiste avec* les moyens de sa propre disparition. Les capacités massives de destruction se sont multipliées, perfectionnées, diversifiées. Les Etats-Unis et l'URSS n'ont jamais cessé de redouter que l'adversaire-partenaire puisse s'assurer, par la supériorité des armements, des moyens de pression. Cette dynamique pèse sur les décisions politiques et rend extrêmement difficile toute mesure concrète de réduction des armements.

Lorsque les deux bombes nucléaires furent lancées, les 6 et 9 août 1945, sur Hiroshima et Nagasaki, la conférence de Potsdam venait de se terminer, et Staline, pris de court, déclara la guerre au Japon, ce même 9 août, quelques semaines en avance sur son programme prévisionnel.

Officiellement, la décision du bombardement nucléaire avait pour but de mettre fin à la guerre et d'épargner ainsi la vie de nombreux soldats. Selon le président des Etats-Unis (1), le général Marshall l'aurait prévenu en juillet 1945 que la conquête de vive force du Japon pourrait encore coûter aux Etats-Unis 500 000 vies humaines. Une bombe atomique expérimentale avait éclaté avec succès le 16 juillet.

De nombreuses villes du Japon avaient déjà été détruites par les bombardements classiques. Les autorités du pays étaient partagées entre les partisans de la reddition et ceux qui, *comme le général Anami, chef d'état-major de l'armée de terre*, étaient partisans de poursuivre les combats sur le sol national. Le gouvernement américain ne voulait à aucun prix que l'URSS puisse prendre pied au Japon ; aussi était-il désireux de hâter la fin des combats.

Depuis cette époque, les armes nucléaires n'ont plus jamais été utilisées pour des actes de guerre, mais elles pèsent en permanence sur les *négociations internationales*.

La comptabilité actuelle des arsenaux révèle une situation absurde par son gigantisme (2). Pour ne citer qu'un seul chiffre, les armes nucléaires tactiques (3) de l'OTAN en Europe sont évaluées à environ cinq mille charges (4), sensiblement équivalentes aux armes soviétiques de même catégorie. Leurs effets dépassent l'imaginaire des citoyens, et même des gouvernements.

Cette situation conduit aux interrogations suivantes : Pourquoi l'emploi de l'arme nucléaire est-il impossible ? A quoi servent alors les armes nucléaires interdites d'usage ? Et pourquoi ne parvient-on pas à se débarrasser des stocks ?

En 1945, la doctrine clausewitzienne de la montée aux extrêmes jusqu'à l'épuisement de l'un des partenaires fonctionne encore. Les Américains bénéficient alors du monopole de l'arme atomique et n'ont donc aucune riposte à craindre.

L'espionnage aidant, l'URSS parvient, dès *1949*, à faire exploser sa première bombe expérimentale, alors que les Français mettent en chantier, à Saclay, leur deuxième pile atomique.

Les Américains ayant perdu le monopole, l'affrontement se concrétise dans une compétition bipolaire touchant à deux domaines : le technique et le stratégique, que la politique est censé contrôler et coordonner.

Les activités techniques englobent la science, la technologie, l'industrie et la finance. Deux nouvelles étapes capitales sont franchies : à la bombe atomique succède l'arme thermonucléaire, multipliant par 1 000 la puissance de destruction instantanée. Huit ans plus tard, l'espace extra-atmosphérique est utilisé et permet de lancer un projectile à n'importe quelle distance du point de départ (missiles balistiques). Pour la bombe H, les Soviétiques n'ont plus que six mois de retard sur les Américains au lieu de quatre ans pour la bombe A. Le Spoutnik est lancé le 4 octobre 1957, avec quatre mois d'avance sur l'Explorer américain.

Les innovations technologiques se succèdent alors sans interruption. Les systèmes de lancement sont multipliés. Ils peuvent provenir de la terre, de la surface ou de la profondeur des mers, et, plus récemment, de l'espace. La puissance des armes va de 500 tonnes à plus de 100 mégatonnes.

Les portées sont également modulées à volonté et permettent aux armes stratégiques *intercontinentales* d'atteindre avec une grande précision n'importe quelle cible, quelle que soit la *zone de lancement*. Les technologies modernes se révèlent capables de moduler à volonté le rapport entre les effets mécaniques, thermiques et irradiants, rapport concrétisé par l'« arme à rayonnement renforcé », communément appelée « bombe à neutrons ».

L'environnement des systèmes d'armes est de plus en plus sophistiqué, aussi bien pour assurer les fonctions de commandement, de contrôle et de communication, que celles de codage, de brouillage et, d'une manière globale, les différentes composantes de la guerre électronique.

A ses débuts, l'arme nucléaire était considérée comme devant s'ajouter à la panoplie des armes existantes, pour une doctrine de guerre totale imaginée par G. Douhet (5) vers 1925 et appliquée par les armées alliées (bombardements massifs des villes allemandes et japonaises) à la fin de la seconde guerre mondiale. Le général Ailleret y voit un concept d'économie des forces : un seul avion capable d'obtenir avec une seule arme des effets encore plus dévastateurs que les armadas de bombardiers. Il ne viendra que plus tard à la notion de dissuasion.

Le verrou

CEPENDANT, à partir du moment où le monopole n'existe plus, les grandes puissances s'engagent dans une politique de croissance et de diversification des stocks de lanceurs et d'ogives nucléaires. Les explosions expérimentales dans l'atmosphère se multiplient au point qu'elles sont reconnues dangereuses pour l'environnement. Par le traité de Moscou (juin 1963), Russes, Américains et Britanniques les interdisent. La France et la Chine s'abstiennent de signer ce traité, mais, depuis 1980, en appliquent les clauses. Les experts évaluent à environ mille cinq cents le nombre d'explosions expérimentales effectuées depuis 1945.

Les Etats-Unis menaçaient de recourir à une riposte massive, tant que leur territoire était à l'abri d'une attaque venant de l'URSS. La situation s'est transformée au début des années 60 avec la mise au point du premier missile balistique intercontinental soviétique. Les Etats-Unis mettent alors au point la doctrine de la « riposte graduée », adoptée en 1967 par l'OTAN. Cette doctrine évoque l'image d'une échelle dont les forces alliées graviraient les barreaux en fonction de la nature et de l'ampleur de l'agression ennemie : elle prévoit de riposter au niveau immédiatement supérieur à celui de l'adversaire pour l'inciter par une pause à renoncer à son agression et à revenir à la table des négociations. En réalité, comme l'écrit Gabriel Robin (6), l'image n'est pas celle d'une échelle, mais *« bien plutôt d'un toboggan où, une fois engagé, rien ne peut plus vous retenir et où, par conséquent, il faut prendre soin de ne pas avancer le pied »*.

Les Soviétiques, après avoir affirmé que l'arme thermonucléaire était un instrument capable de gagner une guerre, reconnaissent aujourd'hui qu'il n'y a pas d'enjeu susceptible de justifier son emploi autre que la riposte pour assurer la survie de la nation agressée. Ils ont proposé un accord sur le non-emploi en premier de l'arme nucléaire, ce qui, d'évidence, n'est pas sans arrière-pensée à l'égard des autres formes d'emploi de la force armée. Cette proposition est inacceptable pour la France, qui fonde sa sécurité première sur une capacité de riposte contre toute agression armée mettant en péril la survie de la nation. Contre une attaque majeure chimique, déclarait le général Lacaze, alors chef d'état-major des armées, *« la réponse serait nucléaire »*.

Selon les experts, les stocks mondiaux d'armes nucléaires s'élèvent aujourd'hui à au moins trente mille têtes, totalisant 12 000 mégatonnes, soit sensiblement un million de fois la bombe d'Hiroshima. Jusqu'à présent, l'invulnérabilité des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins permet aux nations qui en disposent de bénéficier d'une sanctuarisation de leur territoire. En effet, l'agresseur n'a pas la certitude de détruire dans une première frappe la totalité des forces de l'adversaire. Le verrou est inviolable, parce qu'aucun Etat ne peut désormais tirer un avantage politique ou militaire de l'emploi de ce type d'armes. Le désastre n'est plus la conséquence d'une guerre perdue, mais d'une situation aboutissant à capituler ou à utiliser l'arme nucléaire. Ce concept d'« interdit » s'est encore confirmé depuis quelques années par les découvertes scientifiques *portant sur les conséquences* d'une guerre nucléaire sur l'environnement planétaire. Sous les auspices du *Conseil international des unions scientifiques*, le SCOPE (7), un des dix comités scientifiques de cette organisation, a *réuni en 1982* un large *éventail* de trois cents scientifiques provenant de plus de trente nations. Il est arrivé à *la conclusion unanime* qu'un *conflit* nucléaire provoquerait des perturbations dramatiques sans précédent, *détruisant les récoltes* et *menaçant* de famine les populations à des centaines de kilomètres des points d'explosion.

Une guerre nucléaire majeure, c'est-à-dire utilisant environ 20 % des stocks existants, impliquerait une réduction considérable de l'ensoleillement et une baisse très importante de la température sur de très vastes étendues. Les systèmes de production et de distribution agricoles seraient bouleversés, provoquant l'apparition généralisée de la famine. Les fumées obscurciraient le soleil, et une diminution de la couche d'ozone entraînerait une croissance considérable de dangereux rayonnements ultraviolets. Les nations en guerre comme les Etats neutres seraient confrontés à des situations dramatiques sans précédent.

Personne ne peut aujourd'hui prétendre connaître le seuil au-delà duquel le déclin de l'humanité atteindrait un point de non-retour.

De la guerre de Corée à la crise cubaine

LES armes de destruction massive sont désormais reconnues par les gouvernants comme sans utilisation militaire possible. Le jeu de la diplomatie tente de gérer les conflits par des rencontres au sommet sur fond d'apocalypse. Les stocks n'en existent pas moins ; aussi n'est-il pas totalement exclu que la tentation de s'en servir ne *survienne un jour*.

Depuis la fin de la guerre, la menace indirecte du nucléaire a joué son rôle *dans la guerre de Corée, l'affaire de* Suez, la crise de Cuba. Tels des artificiers s'efforçant de désamorcer une bombe avec de multiples précautions, les Etats conduisent les crises avec toute la prudence nécessaire pour ne pas risquer de déboucher sur une guerre générale.

En Corée, le président des Etats-Unis (8) est confronté, à partir du 6 novembre 1950, à l'invasion des volontaires chinois. Fort du quasi-monopole de l'arme nucléaire, il déclare, dans sa conférence de presse du 30 novembre :

« Nous prendrons toutes les mesures nécessaires pour être à la hauteur de la situation militaire, comme nous l'avons toujours fait. – Est-ce que cela comprend l'usage de la bombe atomique ?, demande un journaliste. – *Cela comprend l'usage de toutes les armes dont nous disposons »*, répond le président.

En revanche, Truman, après avoir montré sa fermeté, veut éviter que le conflit ne se transforme en guerre générale. Il s'opposera au général Mac Arthur, héros national, qui préconisait l'extension de la guerre en effectuant des bombardements en Mandchourie et en engageant les forces de Tchiang Kaï-chek sur le front coréen. *De telles* initiatives présentaient le risque évident de faire entrer officiellement la *Chine dans la guerre avec le soutien* vraisemblable de l'URSS, au lieu de maintenir la fiction des volontaires *chinois. Devant les tentatives de* Mac Arthur de mettre, par ses propos, le président devant des faits accomplis, *Truman décide, après s'être assuré de* l'appui du Pentagone, de le relever de ses fonctions. L'affaire de Corée, cen*sée être une opération multinationale*, relevait des Nations unies. Les Etats-Unis usaient de la menace nucléaire *tout en affirmant leur volonté de ne pas* élargir la guerre.

L'affaire de Suez offre un mode d'expression différent de l'utilisation politique de l'arme nucléaire. L'hostilité conjointe des Etats-Unis et de *l'URSS contre l'« impérialisme » sup*posé des anciennes puissances coloniales (Grande-Bretagne et France), combinée avec la *lutte d'Israël contre* le monde arabe, aboutit à la situation paradoxale d'une menace nucléaire *soviétique avec l'appui tacite des Etats*-Unis. Ceux-ci n'ont soutenu leurs alliés qu'en fonction de l'évaluation de leurs propres intérêts. A la *suprématie* européenne au Proche-Orient succédait un nouveau rapport de forces entre les superpuissances, gérant des situations stratégiques nouvelles, où se croisent la décolonisation, la guerre froide et le conflit israélo-arabe. La période comprise entre le 26 juillet, date de la décision de Nasser de nationaliser le canal, et le 24 décembre 1956, marquant la fin de l'évacuation de la zone du canal par les troupes franco-britanniques, illustre le déclin des empires européens.

* Président de l'Institut français de polémologie, Paris.

(1) Mémoires de Harry S. Truman, première partie, tome II, Plon, Paris.

(2) Voir les évaluations faites par le *SIPRI Yearbook* de Stockholm chaque année.

(3) Armes à courte et à moyenne portée.

(4) Déclarations de M. Robert McNamara en 1984.

(5) Général italien d'aviation (1869-1930).

(6) *La crise de Cuba : du mythe à l'histoire*, IFRI, éditions Economica, Paris.

(7) Scientific Committee on Problems of the Environment (Comité scientifique sur les problèmes de l'environnement).

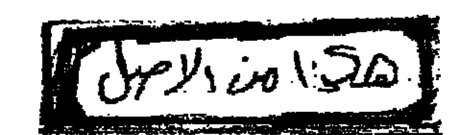
(8) Mémoires de Harry S. Truman, *Années d'épreuve et d'espérance*, deuxième partie. Plon, Paris.

Edité par la SARL *le Monde*
Gérant : André FONTAINE, directeur de la publication.
Administrateur général : Bernard WOUTS

Imprimerie du « Monde » 7, rue des Italiens 75009 PARIS

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57 438
ISSN : 0026 - 9395.

A la disposition des diffuseurs de presse pour modifications de service, demandes de réassort ou autre, utiliser notre numéro de téléphone vert : (16) 1 05-36-11-11.



SANS UTILISATION MILITAIRE POSSIBLE

la menace nucléaire ?

Dès le 30 octobre, les Etats-Unis, par la voix de Cabot Lodge, introduisent auprès du Conseil de sécurité une résolution appelant à un cessez-le-feu immédiat, voté par 64 voix contre 5 (France, Grande-Bretagne, Israël, Australie et Nouvelle-Zélande). Le 5 novembre, aussitôt après la répression sanglante de l'insurrection de Budapest, l'URSS, sous la signature de Boulganine, adresse une note comminatoire déclarant qu'elle est *« prête à utiliser toutes les formes modernes d'armes destructrices »* s'il nest pas mis fin à l'expédition. Cette note menace *« les alliés de représailles par d'autres moyens que la flotte et les forces militaires classiques ».*

Cette menace d'emploi de l'arme nucléaire, forte de l'hostilité américaine à l'expédition franco-anglaise, n'était qu'un bluff. Les Américains ne se sont sans doute pas rendu compte qu'en fermant les yeux sur ce bluff ils encourageaient le jeu soviétique qui s'ouvrira sur une nouvelle crise six ans plus tard avec l'installation de missiles à Cuba.

Sans reprendre le récit bien connu du déroulement et du dénouement de la crise, il est essentiel de rappeler qu'à aucun moment, cette fois, il n'a été question de menace d'emploi de l'arme nucléaire, mais seulement de blocus visant à obliger les Soviétiques à retirer leurs fusées. Les deux parties en présence ont pris grand soin de ne pas créer des situations qui auraient débouché sur une impasse : la capitulation ou la guerre. Juridiquement, la position de l'URSS était irréprochable ; officiellement, elle apportait une aide militaire à Cuba, ce qui n'est pas contraire aux règles du droit international. En revanche, le blocus (la « quarantaine ») décrété par Washington est considéré comme un acte de guerre.

Apparemment, l'URSS a reculé devant la détermination américaine, mais est-ce si sûr ? N'y a-t-il pas eu accord secret, dont il n'existe peut-être aucune trace écrite, entre Kennedy et Khrouchtchev, et qui prévoyait qu'en échange du retrait des missiles de Cuba, les Etats-Unis enlèveraient leurs fusées Jupiter de Turquie, puis d'Italie, et, dans un deuxième temps, les fusées Thor de Grande-Bretagne ? Officiellement, l'accord pour le retrait des missiles soviétiques fut conclu en échange de la levée de la quarantaine et de la promesse de ne pas attaquer Cuba. En effet, ce n'est que fin mars 1963, soit trois mois plus tard, que les Américains retirent les missiles à portée intermédiaire d'Europe occidentale. Bien entendu, il n'a jamais été fait la moindre allusion à un lien quelconque entre les deux événements qui, si l'hypothèse est exacte, incline d'une façon significative le bilan final de l'opération en faveur de l'URSS.

A la guerre froide succède la détente jalonnée par la mise en place d'une liaison télétype directe : le « téléphone rouge », destiné à prévenir la guerre nucléaire par accident ou malentendu, et surtout les accords SALT de 1972, dont le but consiste à fixer des plafonds aux missiles stratégiques intercontinentaux et à limiter le nombre des sites protégés.

Le débat est alors du domaine de la stratégie théorique, illustrée par l'accord tacite sur la doctrine de destruction mutuelle assurée. Le politique ne reprendra son rôle d'une autre manière qu'en 1977, avec le débat sur l'affaire des euromissiles. En effet, c'est en 1977 que la RFA, par la voix du chancelier Schmidt, attire l'attention des membres de l'OTAN sur le programme soviétique de mise en place de fusées intermédiaires. Les SS-20 devaient remplacer les anciennes fusées SS-4 et SS-5, particulièrement vulnérables par la durée de leur mise en œuvre. Le bureau d'études soviétique Nadiradze, spécialisé dans les problèmes de missiles à combustible solide, a procédé en 1965 aux essais d'un missile intercontinental, le SS-13, dont les deux premiers étages formaient un missile à moyenne portée, le SS-14, équipé d'une tête de 600 kt à 2 500 kilomètres environ. L'entreprise ne fut pas concluante, ce qui expliquerait le délai de près de quinze ans entre le retrait des fusées cubaines et le déploiement des SS-20. Ceux-ci (9) résultent d'une politique de supériorité régionale en Europe, qui s'est traduite par un déploiement continu de ces missiles semi-mobiles pendant plusieurs années. La réplique américaine, qui devait être acceptée par l'OTAN, fut longue et hésitante. Elle provoqua la « double décision » de 1979 : retrait des SS-20 ou mise en place des Pershing-2 et missiles de croisière.

A cette époque, les Américains cherchent dans leur arsenal un système d'armes susceptible d'inquiéter l'adversaire. Les Pershing-2 possèdent une très grande précision, une extrême rapidité de mise à feu et de vol, mais ne peuvent en aucun cas, par leur portée limitée à 1 600 kilomètres, menacer les sites des SS-20, dont la portée est beaucoup plus grande. Cette réplique américaine sera l'occasion de vigoureuses campagnes des pacifistes, qui manifestaient, non contre les armes qui menaçaient l'Europe de l'Ouest, mais contre les nouvelles armes américaines censées les protéger.

Ainsi, pour les Soviétiques, la politique élabore une stratégie qui conclut à une technologie, ce qui paraît rationnel, alors que les Etats-Unis, surpris, tentent de construire une stratégie autour d'un arsenal préexistant.

Le discours nucléaire n'est plus un affrontement politique international entre l'Est et l'Ouest mais un débat d'experts conduisant parfois à des troubles internes en Europe de l'Ouest, secrètement encouragés par l'Est. La France est épargnée par les mouvements pacifistes, confortant ainsi sa stratégie de dissuasion nucléaire autonome.



LE GÉNÉRAL McARTHUR SUR LE FRONT DE CORÉE
Quand le président Truman refusait l'extension du conflit

(Keystone)

Impossible désarmement

SI la guerre nucléaire est reconnue par tous les partenaires comme totalement suicidaire, si le maniement politique de la menace nucléaire perd de son efficacité, comment n'est-il pas alors possible de se débarrasser d'un commun accord d'arsenaux aussi dangereux ? Il est vrai que la société moderne n'est pas à une absurdité près. Pourquoi les ministres de l'agriculture des douze pays de la Communauté mettent-ils plus d'une semaine à trouver un accord pour diminuer la production bovine et laitière, alors que la famine règne dans de nombreux points du monde ? Parce que les nations et les gens riches cherchent à être encore plus riches, pendant que tant d'autres dans le monde ont à peine la force de tendre la main pour essayer de ne pas mourir de faim.

Cinq Etats détiennent officiellement des armes nucléaires. D'autres en possèdent de première génération, sans doute clandestinement. Les Etats-Unis et l'URSS capitalisent à eux seuls 90 % des stocks existants. Au cours d'une session spéciale des Nations unies sur le désarmement, le représentant d'un pays du tiers-monde, dernier orateur inscrit, constatait que toutes les nations sans exception s'étaient prononcées pour le désarmement, puis ajoutait : *« Alors, qui est responsable de la course aux armements ? »* Sans doute la « nature des choses », aurait répondu le général de Gaulle.

Depuis le début de la « détente », plusieurs accords de contrôle d'armements ont été conclus. Ils n'ont cependant jamais abouti au moindre désarmement, mais ont seulement fixé des plafonds aux arsenaux toujours au-dessus des stocks existants, ou limité le nombre de sites susceptibles d'être défendus par des dispositions de protection antimissiles.

Les obstacles à un réel désarmement sont multiples et complexes. La méfiance empêche d'amorcer un véritable processus de désarmement. Les « mesures de confiance » doivent faire l'objet de contrôles et ne concernent, pour l'instant, que le territoire européen. Elles visent surtout à prévenir les conflits susceptibles de se produire par malentendu ou par accident.

Les relations américano-soviétiques sont dissymétriques : dissymétrie géographique dans l'affrontement Est-Ouest en Europe, en effet, si les forces aéroterrestres soviétiques menacent directement l'Europe de l'Ouest, si les forces américaines constituent inévitablement un corps expéditionnaire stationné hors du territoire national, ce qui les rend vulnérables à un changement politique chez leurs alliés. Dissymétrie également sur les plans politique, économique et culturel, en raison d'une profonde différence de niveau et de conditions de vie, de perception de la démocratie, de liberté d'expression et de déplacement.

Tout désarmement nucléaire présente des difficultés particulières en Europe, car il laisserait les Européens de l'Ouest en état d'infériorité en matière de forces chimiques et classiques. L'Ouest est incité à faire un effort particulier dans ce domaine pour rétablir un équilibre qui sécrète la course permanente aux armements classiques. Les dépenses militaires dans le monde ont été évaluées, en 1985, à 900 milliards de dollars, dont 500 pour les deux superpuissances ; 30 % seulement sont consacrés aux armes nucléaires.

La recherche-développement et le déploiement des systèmes d'armes modernes exigent des délais de dix à vingt ans. Ils sont souvent dépassés par les capacités de la technologie lorsqu'ils sont mis en service. Les grandes entreprises industrielles pèsent considérablement sur l'équilibre socio-économique des nations productrices dans un ordre économique et monétaire mondial particulièrement fragile.

S'il est vrai que les Etats-Unis ont rapidement reconverti leur production militaire après la seconde guerre mondiale, ils ont été pris au dépourvu lors de la guerre de Corée et, depuis, n'ont pas renouvelé l'expérience.

La pesanteur économique est encore plus forte à l'Est dans un système de planification industrielle rigide et centralisé.

La dissuasion nucléaire, dit-on, a empêché la guerre entre les grandes alliances : l'OTAN et le pacte de Varsovie. C'est possible, voire probable, mais, au demeurant, impossible à prouver. Il est certain, en revanche, que tout affrontement nucléaire serait désastreux pour la planète entière, et que personne, agresseur comme agressé, ne pourrait y trouver un avantage.

Dans ces conditions, n'est-il pas légitime de rechercher les fondements de la sécurité sur une autre base que celle de la destruction mutuelle assurée ?

L'initiative de défense stratégique (IDS) américaine n'apporte pas de solution. Au contraire, le développement d'un système de protection antinucléaire utilisant des satellites, coexistant avec des systèmes offensifs, augmenterait l'instabilité. L'esprit qui a présidé aux difficiles accords de 1972 s'effondrerait.

Le risque nucléaire est généralement analysé en termes de bipolarité : Est contre Ouest. Or trois autres Etats souverains – la Chine, la Grande-Bretagne et la France – possèdent officiellement des forces nucléaires.

La doctrine chinoise s'appuie sur le non-usage en premier de l'arme nucléaire. La Grande-Bretagne, dont la politique en matière de sécurité internationale s'aligne sur celle des Etats-Unis, n'a guère de moyens d'agir de sa propre initiative, même si le cas a été évoqué lors de la guerre des Malouines. La France a gardé sa doctrine sur l'indépendance de sa propre décision : doctrine de riposte strictement défensive, contre l'URSS, en cas d'agression majeure visant sa propre souveraineté.

Cependant, il n'est pas exclu que certaines nations détiennent d'ores et déjà des armes nucléaires. D'autres possèdent la connaissance nécessaire pour en fabriquer, et il est bien difficile d'affirmer que des matières fissiles n'aient pas été détournées du contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Il importe alors de se demander quel danger elles pourraient représenter pour le monde : un conflit nucléaire limité entre nations détentrices clandestines ne risquerait-il pas de déclencher une guerre nucléaire générale ? Les grandes puissances, conscientes de ce danger, s'entendraient, au moins tacitement, pour mettre fin momentanément à ce mode d'affrontement.

Cette nucléarisation secrète possible vise un adversaire bien identifié : Inde, Pakistan ; Argentine, Chili ; Irak, Israël (10)... Le 7 juin 1981, l'aviation israélienne attaque sans préavis le centre de recherche nucléaire de Tamuz et détruit le réacteur Osirak, construit avec l'aide de la France. Les dirigeants israéliens déclarent qu'il s'agit d'un acte de légitime défense contre la production de matières fissiles destinées à la fabrication d'une bombe atomique. Le gouvernement français proteste énergiquement, car un ingénieur français a été tué, et la France conservait un droit de regard sur cette centrale jusqu'en 1989. Les Etats-Unis protestent pour la forme, en retardant la livraison de quatre avions F-16, puis l'incident est rapidement oublié...

Certaines personnalités font état de la possibilité d'un acte irrationnel d'un chef d'Etat, en évoquant par exemple la Libye ou l'Iran. Si désagréable que soit leur politique pour les nations occidentales, leurs dirigeants savent très bien les limites qu'ils ne peuvent franchir sans mettre en cause leur propre survie et celle de la nation qu'ils dirigent.

L'hypothèse du « terrorisme nucléaire » a également été évoquée. En fait, il ne faut pas sous-estimer les difficultés d'une telle opération, même si les données scientifiques de base ont été publiées dans des ouvrages spécialisés. Il n'en reste pas moins que cette seule menace pourrait perturber sérieusement les opinions publiques. Une surveillance dans un cadre international doit être conduite avec beaucoup de vigilance pour éviter tout danger inutile. Ce mode de terrorisme pourrait servir à exercer un chantage.

Le désarmement nucléaire n'a pas été amorcé, mais le dialogue soviéto-américain n'est pas rompu. Des propositions ont été faites, de part et d'autre, portant cette fois sur des réductions des armes nucléaires. L'IDS américaine est la pierre d'achoppement des négociations actuelles (11). Au demeurant, l'URSS poursuit sans doute des recherches dans le même domaine. Le risque de coexistence entre une stratégie de « destruction mutuelle assurée » s'appuyant sur des armes offensives et une stratégie de protection grâce à des systèmes antimissiles présente le danger majeur de déstabiliser les équilibres difficilement instaurés par les accords de 1972.

L'interdit nucléaire se renforce, l'utilisation politique perd de son efficacité et tend à se réduire à un débat d'experts. Le temps est peut-être venu de présenter de nouvelle initiatives pour un véritable désarmement nucléaire.

L'URSS a proposé en mai 1986 à Genève un projet de traité (12) en vue d'éliminer les missiles nucléaires de portée intermédiaire en Europe et de renforcer le traité ABM de 1972. Sans être dupe de la volonté soviétique de faire obstacle à l'IDS, pourquoi rejeter *a priori* toutes formes de proposition ?

Parallèlement, le 19 septembre 1985 à Berlin, MM. Erich Honecker, secrétaire général du SED, et Willy Brandt, président du SPD, reprennent les propositions de la commission Palme et se mettent d'accord sur les principes régissant l'instauration d'un corridor de 150 kilomètres de chaque côté du « rideau de fer », soit une zone de 300 kilomètres exempte d'armes nucléaires, afin d'élever le seuil atomique et de décourager les tentatives d'emploi prématuré de cette catégorie d'armes. Cette interdiction s'étendait à toutes les armes susceptibles de transporter des têtes nucléaires.

Le 21 octobre 1986, M. Hermann Axen, dirigeant du SED, a donné une conférence de presse pour rappeler les propositions qui n'ont eu que peu d'échos dans la presse occidentale. Certes, elles ne sont sans doute pas sans arrière-pensée puisqu'elles ne concernent que les armes nucléaires à courte portée. Leur disparition consoliderait la supériorité de l'Est en armes classiques ou chimiques. Peut-être faut-il aller plus loin dans le désarmement de la zone en l'appliquant aussi aux armes chimiques et en limitant les armes classiques. Il est regrettable que le projet soit passé inaperçu.

Dans l'immédiat et compte tenu de l'état de la prolifération, il est logique que soit assurée une dissuasion minimale qui garantisse la sécurité des puissances nucléaires. Le désarmement ne peut se faire que par paliers ; encore faut-il qu'il soit contrôlé. Il est également nécessaire de développer les mesures de confiance, et tous les projets doivent être examinés avec beaucoup d'attention, sans les cacher à l'opinion publique.

Il est essentiel de barrer définitivement la route à toute forme de course aux armements si nous ne voulons pas que le monde soit un jour précipité dans l'apocalypse.

La société se transforme sans doute sous l'effet du développement des moyens de communication. La démocratie marque des points, même si les atteintes aux droits de l'homme sont encore considérables, et même si de nombreux exemples de terrorisme intellectuel subsistent encore. Au risque de passer pour naïf et angélique, il faut admettre que les jeunes générations paraissent moins hostiles à l'*« étranger »*, *plus prêtes à concrétiser* la solidarité, moins concernées par les vieux clichés des affrontements idéologiques droite-gauche et Est-Ouest. Peut-on leur proposer une voie ?

JEAN PAUCOT.

(9) Michel Tatu, *la Bataille des euromissiles*, cahier n° 29 de la Fondation pour les études de défense nationale.

(10) J. Paucot, « Le modèle français est-il exportable ? », revue *Stratégique*, n° 17.

(11) Voir Jean Klein, « Diplomatie des sommets et maîtrise des armements », et les tableaux comparatifs des propositions soviétiques et américaines, *le Monde diplomatique*, novembre 1986.

(12) Discours de M. Gorbatchev du 16 juin 1986 devant le comité central du Parti communiste d'Union soviétique.

● PRIX CASTEX. – La Fondation pour les études de défense nationale crée un nouveau prix littéraire qui portera le nom de l'amiral Castex, l'un des plus brillants stratèges français.

Ce prix récompensera *« une œuvre d'expression française ayant particulièrement contribué au développement de la pensée stratégique ou à la compréhension des grands problèmes stratégiques contemporains »*. Il sera décerné pour la première fois en octobre 1987, avec un montant de 30 000 F. *Candidatures, renseignements : FEDN, secrétariat du prix Castex, hôtel national des Invalides, 75007 Paris.*

DANS LA SPIRALE DU

Hasardeux pari de la Syrie au Liban

POUR la première fois, le 23 février 1987, les douze pays membres de la Communauté européenne ont apporté leur soutien au projet de conférence internationale sur la paix au Proche-Orient. Après une longue léthargie, la diplomatie semble s'inquiéter à nouveau d'une situation explosive qui risque d'échapper à tout contrôle. Au Liban, la récente « guerre des camps » a illustré la force de la revendication nationale palestinienne, alors que l'entrée des troupes syriennes à Beyrouth représente un pari hasardeux pouvant déboucher sur de nouveaux conflits.

Par SAMIR KASSIR

Enième retournement de situation depuis l'invasion israélienne de 1982, l'entrée de l'armée syrienne à Beyrouth-Ouest, le 22 février 1987, vient brusquement stopper, au moins pour un temps, un processus continu de dérèglement du conflit libanais. Dérèglement qui devenait une source de menaces pour la Syrie elle-même, après lui avoir longtemps profité. Car si la fragmentation de l'espace libanais en plusieurs « microclimats » où chacun pouvait mener sa propre guerre avait permis au président Hafez El Assad de mener une guerre ininterrompue contre les Palestiniens, à travers le mouvement chiite Amal, la situation risquait de devenir insaisissable et de favoriser les calculs de M. Yasser Arafat et simultanément la concurrence iranienne. Aussi l'intervention à Beyrouth apparaît-elle comme un rétablissement de la position de Damas.

C'est après avoir épuisé les possibilités de contrôle indirect de la crise libanaise, par l'entremise d'Amal, que Damas se décide à ramener son armée à Beyrouth. L'événement ayant motivé cette décision est tout à fait significatif de l'ampleur de la menace : une contestation de son principal allié, Amal, par une constellation de forces, notamment le Parti socialiste progressiste de M. Walid Joumblatt qui avait toujours su ne pas aller trop loin dans ses relations avec Damas et le Parti communiste qui, lui, était totalement aligné sur les positions syriennes depuis trois ans. Situation d'autant plus inquiétante qu'elle se greffait sur la guerre des camps palestiniens.

Or, cette dernière représente un enjeu considérable pour le président Assad, dont la politique est très largement centrée, depuis 1983, sur la lutte contre l'Organisation de libération de la Palestine (OLP).

La bataille des camps, déclenchée par Amal au printemps 1985, et rallumée au printemps 1986, avait une nouvelle fois repris à l'automne dernier. Cette guerre trouve son origine dans ce qu'il est convenu d'appeler le « retour » des Palestiniens, après le repli israélien sur la zone de sécurité à la frontière sud. Malgré le départ des combattants de l'OLP de Beyrouth en 1982, puis de Tripoli, au nord, en 1983, les Palestiniens n'avaient pas vraiment cessé d'être liés à ce qui se passait au Liban, jouant un rôle majeur dans la lutte contre l'occupation israélienne au sud, apportant un concours décisif aux druzes dans la guerre du Chouf (septembre 1983) et même au mouvement Amal, lors de sa révolte victorieuse contre l'armée du président Amine Gemayel (février 1984).

Beaucoup de ceux qui se battent aujourd'hui font partie de la génération qui a achevé de grandir dans les camps depuis 1982. D'autres les ont rejoints à leur retour de déportation. Nombre de combattants dispersés en Tunisie, au Soudan, en Algérie ou au Yémen ont regagné le pays, conformément à une décision expresse de leur direction, en empruntant les voies les plus diverses : à travers les zones druzes, avec l'aide du Hezbollah, par l'aéroport de Beyrouth – en achetant des complicités au sein des services de sécurité d'Amal, – voire par le port de Jounieh contrôlé par les milices chrétiennes. C'est la restauration de son pouvoir autonome qui allait déclencher diverses réactions d'hostilité contre l'OLP. A l'intérieur, ce succès contrariait les efforts du mouvement Amal pour établir son hégémonie et, du même coup, minait le projet syrien. Sur le plan régional, il anéantissait les espoirs de la Syrie, qui, depuis 1983, s'employait à assujettir l'OLP. Enfin, pour les Israéliens, il menaçait d'effacer le principal acquis de l'invasion de 1982, d'autant que, au même moment, la Cisjordanie connaissait un regain d'agitation en faveur de l'OLP, grâce, en grande partie, à la présence à Amman des responsables militaires, dont M. Abou Jihad, grand artisan de la réactivation du front de l'« intérieur ».

A ces trois défis, Amal se chargea d'apporter une réponse commune sur le thème : « Pas de retour à la situation d'avant 1982. » De fait, dans la période qui avait précédé l'invasion israélienne de 1982, des affrontements de plus en plus fréquents avaient opposé Amal aux Palestiniens – comme aux communistes et aux baasistes pro-irakiens qui le concurrençaient au sein de la communauté chiite. L'hostilité du mouvement Amal à l'égard des Palestiniens apparaît ainsi comme une constante de son combat politique ; tendant vers l'affirmation de la communauté chiite dans la vie libanaise, trop longtemps victime des déséquilibres confessionnels, sa démarche se heurtait à ceux qui détenaient le pouvoir de fait dans les régions de présence chiite, en l'occurrence les Palestiniens et leurs alliés progressistes d'alors.

Dans cette logique, Amal s'efforça en 1985, avec la bénédiction de la Syrie, de « normaliser » la situation à la frontière sud, rendant à Israël de la main gauche une partie de ce qu'on lui avait ôté de la main droite, après l'abrogation de l'accord libano-israélien du 17 mai 1983. L'entente tacite qui fut alors conclue avec l'Etat hébreu, et dont l'existence est corroborée de diverses sources israéliennes, se traduisit par une chasse aux résistants qui entendaient poursuivre la lutte contre l'occupation déguisée de la zone frontalière. Dans le même temps, au printemps 1985, s'ouvrait à Beyrouth le premier round de la guerre des camps, qui devait se conclure par un échec pour Amal, tandis que se confirmait la montée en puissance de son rival chiite, le Hezbollah (Parti de Dieu), soutenu par l'Iran. Depuis lors, le projet visant à réglementer la présence palestinienne et à désarmer les camps est resté dans une impasse. Non seulement les Palestiniens, qui n'avaient nulle raison d'y consentir, se renforçaient de jour en jour, mais encore la Syrie s'enferrait dans les contradictions en essayant, tout en soutenant Amal, d'encourager les Palestiniens dissidents, ses autres alliés, au sein de la population des camps. Damas perdit sur les deux tableaux : Amal, s'enlisant dans la guerre des camps, voyait du même coup son emprise menacée dans le sud et à Beyrouth ; quant aux dissidents de l'OLP, ils faisaient cause commune avec les loyalistes majoritaires, combattant même sous leur direction. Finalement, les camps des environs de Saïda, et la ville elle-même, sont redevenus des bastions de l'OLP. Le camp de Rachidiyeh, à quelques kilomètres de la frontière israélienne, a échappé au contrôle d'Amal. Et ce mouvement a resserré son blocus, plongeant, pour un temps, les populations palestiniennes dans des conditions dramatiques.

La brutalité des moyens utilisés dans le dernier round de la guerre des camps témoigne de l'importance des enjeux. *Tout regroupement de population* palestinienne, assorti d'un minimum d'autonomie, semble immanquablement assurer la renaissance du pouvoir de l'OLP – les camps n'ont-ils pas depuis toujours constitué le terreau naturel du Fath ? Chercher à les éliminer, en provoquant le déplacement de leurs populations civiles, au besoin par la famine ; tel fut le raisonnement d'Amal, conforté par la nécessité pour la Syrie de freiner l'effritement progressif de son autorité au Liban.

La désagrégation interne

EN 1985, Damas pouvait se croire en passe de refermer le dossier libanais. Après son retour en force l'année précédente, les diverses communautés, ou leurs milices, étaient parvenues à une situation d'équilibre et à une compartimentation géographique. Une solution pragmatique, fondée sur ces nouveaux équilibres, paraissait possible sous l'égide syrienne, et la fin de la guerre semblait d'autant plus vraisemblable que le facteur palestinien de la crise avait été mis entre parenthèses. Le gouvernement d'union nationale, présidé par M. Rachid Karamé et regroupant les principaux ténors du pays, était censé ouvrir la voie à une telle solution. Subsistaient cependant les pesanteurs historiques du dialogue intercommunautaire. Et surtout, le processus de désintégration qui avait d'abord affecté l'ensemble du corps libanais commençait à gagner les communautés elles-mêmes. En particulier, les chrétiens maronites et les chiites. Cahin-caha, la Syrie finit par imposer aux chrétiens l'accord tripartite signé à Damas, en décembre 1985, par MM. Elie Hobeika, pour les Forces libanaises et les chrétiens ; Nabih Berri, pour Amal et les chiites ; Walid Joumblatt, pour le Parti socialiste progressiste et les druzes.

Accord mort-né, car le président Gemayel, rompant la lune de miel avec Damas, refusa pour sa part d'y souscrire. Ce coup d'éclat fut le premier grain de sable dans la mécanique syrienne, mais il n'aurait pu se produire si la résistance palestinienne n'avait pas repris de sa force dans les camps. En retour, le coup porté par M. Gemayel au projet syrien avait indirectement pour effet d'accroître la marge de manœuvre de l'OLP, cette convergence étant symboliquement illustrée par la rencontre à Tunis du président libanais avec M. Abou Iyad.

Entre-temps, M. Elie Hobeika avait été brutalement écarté de la direction des milices chrétiennes au profit d'une tendance irrédentiste, incarnée par une sorte de moine-soldat, M. Samir Geagea, qui refusait toute entente avec la Syrie et ne paraissait pas davantage favorable à une négociation interne.

Du côté druze, M. Walid Joumblatt ne fut pas contesté au sein de son camp pour avoir signé l'accord tripartite de Damas. Mais il est patent qu'il avait dû se faire violence pour l'accepter, et qu'il ne montra pas une grande ardeur dans la défense d'un texte qui avait pour effet d'hypothéquer sa liberté *d'action par rapport au tuteur syrien.*

Quant à M. Nabih Berri, il parvint, lors d'un laborieux congrès de son mouvement au printemps 1986, à surmonter les critiques que suscitait au sein même d'Amal sa politique dans le sud du pays et l'enlisement dans l'affaire des camps. La rivalité du Hezbollah est aussi source de tracas pour Amal, alors que les conditions de vie de la population chiite libanaise, dont il voulait incarner les aspirations, ne se sont toujours pas améliorées, il s'en faut. A quoi se sont finalement ajoutés les tiraillements avec les forces de gauche, en principe elles aussi liées à Damas, mais qui, préoccupées par la prolongation de la guerre des camps – qu'elles avaient d'abord approuvée – et par les aspirations hégémoniques de M. Nabih Berri, s'en sont directement prises à la présence d'Amal à Beyrouth.

L'échec de l'accord tripartite et du gouvernement d'union nationale – il n'a tenu qu'une seule réunion depuis août 1986, et encore était-ce hors du cadre du conseil des ministres – se traduit, dans la vie quotidienne, par une paralysie totale de l'Etat, qui ne fonctionne plus que comme planche à billets et comme trésorier-payeur des fonctionnaires, et par un marasme économique qui va chaque jour s'aggravant. La livre a subi une chute vertigineuse, de sorte que, si l'on calcule en dollars, le pays est devenu l'un des moins chers du monde : beaucoup de salariés gagnent moins de 20 dollars par mois. Le naufrage économique commence à provoquer, sinon la famine, du moins une grave sous-alimentation. Quelques efforts individuels sont certes accomplis pour développer l'industrie locale. Les produits textiles, en particulier, pourraient devenir très compétitifs à l'échelle mondiale. Mais tout projet global paraît impensable tant qu'une solution politique n'aura pas permis la restauration de l'Etat.

De ce point de vue, l'intervention syrienne sera sans doute suivie d'un semblant de dialogue politique interlibanais. Pourtant, personne ne se fait d'illusion. Certes, après les protestations de principe, le camp chrétien pourrait être amené à se montrer plus conciliant avec Damas. Mais en dépit de l'atout que lui donne sa présence à Beyrouth, la Syrie ne maîtrise pas l'ensemble du jeu politique. La pression que continue d'exercer Israël, à travers son occupation déguisée de la zone frontalière, lui permet de s'opposer à l'élargissement au sud de l'emprise syrienne. Peut-on oublier que la « pacification syrienne » a échoué en 1977 précisément à cause de la situation au sud du Liban ?

Cette région est en outre le théâtre d'une intense activité du Hezbollah, qui est loin d'épouser les calculs syriens. Bien sûr, la Syrie prend un avantage dans sa rivalité récente avec l'allié iranien, mais l'implantation des islamistes au sud du Liban est de nature à perturber ses desseins.

Face aux Palestiniens en revanche, la Syrie devrait, au moins provisoirement, marquer des points. Sa présence à Beyrouth lui permettra de renforcer, au moins en partie, son contrôle des camps palestiniens. L'OLP continue toutefois de posséder une importante assise territoriale à Saïda, troisième ville du pays, mais il lui faudra considérer que la Syrie peut désormais menacer les canaux par lesquels s'est effectué le retour des Palestiniens. La prudence oratoire – inhabituelle – ayant entouré la dernière initiative syrienne, montre combien les dirigeants de Damas restent conscients des limites de l'entreprise. La désagrégation interne du Liban ne permet pas d'avoir fermement prise sur ce champ clos. Et l'expérience récente montre que, si le Liban est le lieu où la Syrie peut exercer par moment sa force, c'est aussi l'endroit où se révèlent, parfois, toutes ses faiblesses.

Un périlleux exil

1948 : à la suite de la guerre de Palestine, 100 000 réfugiés s'intallent au Liban.

1968 : développement de l'activité des fedayins dans les camps palestiniens. Premiers affrontements avec l'armée libanaise. Début des raids israéliens.

Novembre 1969 : signature entre l'OLP et l'Etat libanais des « accords du Caire » qui légalisent la présence militaire palestinienne.

1970-1971 : expulsés de Jordanie, les combattants de l'OLP se réfugient massivement au Liban. La multiplication des bombardements israéliens au sud entraîne un exode de la population des camps palestiniens vers Beyrouth.

1975-1976 : l'OLP participe à la guerre civile au Liban, dont un des épisodes marquants *sera le siège du camp de Tell-el-Zaatar par les phalangistes.*

Eté 1982 : invasion israélienne du Liban. Départ des combattants de l'OLP de Beyrouth. Massacres de Sabra et de Chatila.

1983 : *siège de Tripoli par les troupes syriennes* ; M. Yasser Arafat est expulsé du Liban avec plusieurs milliers de combattants.

1985 : début de l'offensive d'Amal contre les camps palestiniens.

Au 30 juin 1986, l'UNRWA recensait 271 424 Palestiniens au Liban, dont 140 037 vivaient dans des camps. Toujours dans ce pays, on estime à 200 000 les Palestiniens non recensés.

CORRESPONDANCE

« Un regard différent sur l'Iran d'aujourd'hui »

A la suite du témoignage de Shahnaz Nadjmabadi, « Un regard différent sur l'Iran d'aujourd'hui » (le Monde diplomatique, *janvier 1987), nous avons reçu plusieurs lettres. Mme Marie-Elizabeth Lanoë (Meudon) exprime son* « indignation » :

... *(S. Najmabadi passe)* sous silence le mariage provisoire des femmes rétabli dans les premiers jours de la révolution au nom de Dieu, car, dit Khomeiny, toute femme doit être mariée, mais même avec la polygamie, l'appropriation des femmes, qui sont plus nombreuses, est plus facile si existe ce mariage provisoire d'une heure, d'un jour, d'un mois, suivi de répudiation, qui installe le féminin dans une instabilité totale, mais organise la domination masculine sans aucune contestation possible puisque c'est au nom de Dieu !

(...) Ce que personne ne veut reconnaître aujourd'hui c'est que l'islam, c'est vraiment la religion du mâle immature qui se croit puissant et invulnérable puisqu'il est directement en médiation avec Dieu parce que mâle. Il sait que les femmes lui sont toutes acquises, qu'il les possède globalement mais que l'absence de relations autres que sexuelles avec les femmes le prive d'une sécurité affective qui le conduit tout droit à la frustration donc à la violence (...).

Un groupe de femmes iraniennes à Paris souligne pour sa part :

(...) La condition de vie de ces femmes, non seulement n'a pas changé depuis la révolution, mais est devenue pire qu'avant. Car toutes les lois en vigueur actuellement en Iran donnent plus de pouvoir aux hommes et leur accordent le droit de décision de façon complètement arbitraire dans tous les domaines de la vie familiale (...).

Mme Toussi (Paris) souhaite apporter sa contribution à la compréhension « de la société iranienne post-révolutionnaire » :

(...) Si S. Nadjmabadi fait allusion à juste titre dans son témoignage aux modifications dans les rapports des gens à la religion, elle semble minimiser ou écarter les pressions sociales et notamment familiales qui incitent – outre la geste révolutionnaire – à de tels changements. Il faudrait élaborer toute une géographie nouvelle de ces réseaux diffus qui ne sont pas seulement officiels et qui jouent un rôle important dans les pratiques sociales de la religion. Car ces réseaux qui concourent à un contrôle social strict sont nombreux. Certains, activés durant la terrible période 1981-1983, ont coûté cher en vies humaines et en foi dans la religion. Dans de telles conditions, évoquer *« la disparition de la religiosité de façade »* ne peut qu'engendrer un certain scepticisme. Pourtant il est vrai que dans le même temps pour les croyants la liberté d'exercice de la religion s'est élargie en même temps que le nombre de lieux réservés à cette fin. Cela permet la création de nouveaux espaces de la religiosité en dehors même de ceux contrôlés par l'Etat (...).

BIBLIOGRAPHIE

Les problèmes d'actualité vus par les organisations internationales

Commission économique des Nations unies pour l'Europe.

- ECONOMIC SURVEY OF EUROPE IN 1985-1986 *(rapport sur la situation économique de l'Europe en 1985-1986)* : l'un des rares documents de source internationale permettant d'analyser l'évolution de l'économie, tant en Europe de l'Ouest qu'en Europe de l'Est. *(Commission économique des Nations unies pour l'Europe, Genève, 1986, 315 pages, 45 dollars.)*

Fonds monétaire international.

- THE EUROPEAN MONETARY SYSTEM : RECENT DEVELOPMENTS *(le Système monétaire européen : développements récents)* : les faits majeurs intervenus depuis le début de 1983, pour faire suite à une précédente étude sur le même sujet. *(Fonds monétaire international, « Occasional Paper », no 4, Washington, décembre 1986, 75 pages, 7,5 dollars.)*

Organisation des Nations unis pour l'éducation, la science et la culture.

- SPÉCIFICITÉS ET CONVERGENCES CULTURELLES DANS L'AFRIQUE AU SUD DU SAHARA, série « Introduction à la culture africaine », no 7. *(UNESCO, Paris, 1986, 153 pages.)*

- NON AUX STÉRÉOTYPES ! VAINCRE LE SEXISME DANS LES LIVRES POUR ENFANTS ET LES MANUELS SCOLAIRES, par *Andrée Michel* : l'auteur étaye ses conclusions sur des études réalisées dans sept pays (Chine, France, Koweït, Norvège, Pérou, RSS d'Ukraine et Zambie). *(UNESCO, Paris, 1986, 113 pages.)*

CONFLIT DU PROCHE-ORIENT

Le message des camps palestiniens

Par **FRANÇOIS RÉMY***

ILS sont quarante mille êtres humains environ, plutôt moins que plus, à survivre dans les camps assiégés dont l'appel au secours – ô combien imagé ! – a enfin eu accès aux médias, aux opinions, aux antichambres des gouvernements. Sur les trois camps, celui de Rachidiyeh, au Sud, est une petite bourgade qui heureusement dispose d'une source, d'un ruisseau. Entre la mer et la campagne, les gens vivent là comme des ruraux. Les deux autres sont plus connus : Sabra et Chatila, dont la plupart des maisons sont détruites et rasées, et qui devraient hanter les mémoires. Les gens y vivent dans des abris, sous les ruines. L'autre, Bourj-el-Barajneh, fut le camp de l'amitié, de la fraternité, sinon de la complicité entre résidents de la banlieue sud de Beyrouth, particulièrement peuplée de chiites libanais. Ce fut un des centres de la bataille de l'été 1982, et un objectif préféré des bombardiers et artilleurs israéliens. C'est maintenant, après les surprenants renversements d'alliances, le centre du conflit entre Libanais chiites et Palestiniens.

DE ces lieux de Beyrouth, par la volonté des femmes, fut lancé le dramatique message usant de l'argument de la faim, invoquant la nécessité pour la survie de consommer de la chair humaine. Cet appel, en fait, synthétisait et symbolisait un message lancé au monde au nom, aussi, des habitants de six autres camps palestiniens du Liban répertoriés officiellement par l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA), qui ont connu déjà des batailles et qui, eux aussi, sont en fait encerclés, dans la tenaille des multiples contraintes et pressions. Au nom, encore, de tous les autres Palestiniens qui vivent dans les villes et villages du pays et n'ont pas réussi leur insertion dans la société libanaise. Au nom, sûrement, de plusieurs millions d'expatriés réfugiés dans les camps de Syrie, de Jordanie, établis dans les communautés des pays arabes et dans le monde, jusqu'en Amérique latine, qui, même s'ils vivent mieux, restent profondément attachés à leurs racines nationales.

Dans ces camps : trois générations de réfugiés. Il y a quarante ans, en effet, que l'affaire dure. Les hommes valides combattent sur la périphérie des enceintes ; mais la plupart sont ailleurs. Il y a les vieillards, qui véhiculent et mémorisent les souvenirs d'avant 1948. Ils rêvent de leurs maisons perdues, des terres, des villes qu'ils croyaient leurs. Ils ont toujours à portée de main, autour du cou ou accrochée à un mur, la clef de ce qui fut jadis leur demeure. Il y a beaucoup d'enfants, énormément d'enfants, qui regardent la vie comme chez nous, s'assoient pour voir à la télévision des films d'horreur ou de guerre. La guerre, ils la perçoivent souvent comme un jeu d'adultes. Dans les accalmies, ils sont vifs et savent être heureux. Le pire, c'est qu'ils s'habituent à la peur, à la violence et à la mort de leurs camarades. Mais il y a surtout les femmes, les mères.

Si les anciens parlent du temps au pays natal où des violents conflits opposaient les immigrants juifs venus d'Europe aux Anglais et à eux-mêmes, les femmes, elles, vivent et mémorisent l'après-1948. Enfants, elles ont entendu raconter mille fois le massacre de Deir-Yassin, opération menée par l'Irgoun, et qui reste l'image résumant toutes les pressions qu'elles ont subies de toutes parts pour les pousser à l'exode. On ne peut raconter toutes les étapes qui se sont succédé, les guerres, l'accueil, le conflit à Amman, Septembre noir, et encore le départ, les camps d'ailleurs.

Elles ont vécu tous les événements du Liban. Elles ont pour la plupart un niveau d'instruction élevé – elles ont été formées dans des associations féminines. Elles ont été capables de prendre parti pour l'une ou l'autre des fractions palestiniennes qui érodent l'unité. Elles ont analysé toutes les erreurs qui ont été commises au Liban, et notamment celles des réfugiés, les faibles, que les armes rendaient forts, souvent arrogants, et qui ont pu mal récompenser l'hospitalité que les Libanais, plus ou moins forcés, leur avaient offerte. Elles connaissent tous les renversements d'alliances qui ont fait que leurs amis ou leurs frères d'armes d'hier les ont reniées et maintenant semblent les haïr. Elles ont vu les destructions de 1982 et celles d'avant, au Sud. Et toujours elles se sont vu accusées, en raison de leur seule présence qui attire et provoque les foudres.



(Morvan-Sipa)

BOURJ-EL-BARAJNEH APRÈS LES COMBATS
Les femmes demeurent le garant de la continuité et de l'espérance

On ne sait pas assez qu'au travers de toutes les péripéties les femmes sont restées, et aujourd'hui encore, le garant de la continuité, porteuses de l'espérance des réfugiés et des autres. Elles veulent la paix, une communauté, une nationalité, une égalité de droits avec les autres. C'est sciemment qu'elles ont beaucoup d'enfants, qu'elles élèvent et protègent. Parlant à un Français, elles savent faire allusion à l'Alsace-Lorraine. Mais savent aussi soigner les enfants, connaissent l'importance des vaccinations. Les maladies qu'elles craignent ne sont pas celles qui, dans le tiers-monde, font « de la mortalité infantile » : ce sont celles du quotidien dans la tourmente.

Quand elles arrivent enfin à faire passer leur message dans la deuxième semaine de février, alors que le siège durait depuis plus de cent jours, il se trouvera que la part de l'actualité dramatique qui étoffe les médias connaissait un passage à vide. L'Ethiopie, on n'en parle plus. Au Sahel, le mil fleurit et les sauterelles sont vaincues... Elles crient tout d'un coup – et cela passe – qu'il y a quarante mille personnes dans trois camps, sélectionnées pour servir d'arguments, d'otages, de monnaie d'échange, dans des négociations qui devraient aboutir pour un temps à une redistribution des zones d'influence et de pouvoir parmi les différentes composantes de la mosaïque libanaise, sous l'œil intéressé d'observateurs étrangers. Redistribution qui ne manquera pas d'être remise en question très rapidement. Les cartes passent très vite de main en main.

LE message, c'est d'abord pour ceux qui tiennent le siège. Peut-être que, d'homme à homme, ils ne savent ni comprennent très bien ce qu'ils font, ce qu'on leur fait faire dans un mélange de famine et d'obus : amener au désespoir, à une forme de suicide, ceux qu'ils ont sûrement connus et côtoyés naguère. Ils sont plus excités que galvanisés, à croire qu'ils écrivent de l'histoire et se doivent d'obéir à des directives dont ils ne mesurent pas la signification. Leurs chefs n'en sont plus à une décision incroyable près. Ils le montrent dans d'autres aspects de la vie du Liban. Il faut les émouvoir, peut-être les faire réfléchir, les culpabiliser – pourquoi pas ? – à leurs propres yeux, et à ceux de l'opinion mondiale. On peut attendre des gestes ; on laissera passer quelques camions de victuailles et de médicaments pour soigner les blessés, le problème le plus urgent. On fera alterner tirs et accalmies. Et la négociation souhaitée aboutira. Sûrement, quelque chose d'autre surviendra...

Mais, au-delà de l'appel à ceux qui décident du siège, le message des camps comporte toute une série de significations, de charges pathétiques qu'on va peut-être enfin décoder, au Liban, dans la région et, surtout, dans le monde. L'effarante référence à la consommation de chair humaine – celle des frères, des amis, – ne pense-t-on pas que c'est à la fois l'annonce qu'on a touché le fond du désespoir et des règles de ce que devrait être la vie ? Que c'est dire aussi d'une façon qui doit fouailler, fustiger les consciences, qu'on assume la destinée des plus exposés du peuple palestinien, voués à disparaître, à s'autoconsommer pour ne pas laisser de traces ? Nous sommes les gêneurs, générateurs de la turbulence du Liban, on ne sait que faire de nous. Nous vous offrons une solution qui va de pair avec la famine qu'on nous impose, avec les bombardements qu'on nous sert. Cette région, c'est celle où naissent les symboles et les paraboles...

Plus encore, le message pousse l'ironie, plus que le cynisme, à un comble, en demandant avec une naïveté calculée s'il n'existe pas quelques principes de droit, de tolérance religieuse, de jurisprudence qui permettent de justifier, d'absoudre, les gestes qu'on serait amené à faire. C'est un piège brillamment tendu à toutes les autorités morales du monde au travers des docteurs de l'islam. Il y a tant d'aberrations psychologiques, en ce moment, que peut-être quelque docteur de la loi se penchera sur ses livres et cherchera réponse...

C'est un autre piège, tendu cette fois à ceux qui systématiquement veulent ignorer ou mépriser la culture arabe : ils ne manqueront pas d'ajouter à leur panoplie d'arguments celui d'une anthropophagie latente, chez « ces gens-là ».

EN quarante années, les auteurs du message, les femmes des camps, ont vu s'accumuler, se télescoper des incidents, des tueries, des drames, s'encastrant les uns dans les autres, offrant à l'histoire l'apparence d'un imbroglio indéchiffrable. Là-bas tout est action, réaction, retournements, percées, retours en arrière. Mais deux choses sont sûres, c'est qu'à ce gigantesque télescopage il y a deux extrémités et que, pour tenter de débrouiller l'écheveau compliqué, il faut le saisir à la fin et au début. La fin, c'est ce qui se passe aujourd'hui, le fond du désespoir. Le début, c'est ce par quoi tout a commencé.

Ce qu'il faut faire, tous les gouvernements le savent, et quelques-uns refusent qu'on le fasse. On connaît la phrase fameuse : *« Il y avait un peuple sans terre. »* Bien sûr, c'était la communauté juive en diaspora persécutée depuis tant de siècles, avec le point culminant de l'holocauste hitlérien, dans le silence des Européens et des autres. Il y avait aussi, a-t-on dit, *« une terre sans peuple »*, mais cette assertion-là était sans doute fausse puisqu'il y a maintenant un peuple de trop sur la terre, condamné à son tour à l'exil et à la persécution – par les autres et par ses frères.

Quel message de plus que celui des camps assiégés faudra-t-il pour qu'on relise les résolutions des Nations unies, le plan de Fez, où il est dit avant tout qu'il y a place, et qu'il doit y avoir place, pour deux communautés et un *modus vivendi* entre le Jourdain et la Méditerranée ? Et que le peuple palestinien a droit à la reconnaissance de sa simple existence et de son identité.

* Ancien responsable de l'UNICEF à Beyrouth (1977-1982), coprésident de Mawadda, association visant à la convivialité franco-arabe.

Dans les revues...

■ **WORLD POLICY JOURNAL** publie une analyse critique de l'attitude de l'administration Reagan envers l'ONU, ainsi qu'une substantielle étude sur les objectifs de la campagne soviétique de désarmement, concluant sur le fait que les limites à la course aux armements reposent sur une coopération tacite entre le Congrès américain et M. Gorbatchev. **(N° 4, automne 1986, trimestriel, 5,25 dollars. – World Policy Institute, 777 United Nations Plaza, New-York, New-York 10164-0339.)**

■ Les démocraties sont-elles à la merci des terrorismes ? Un dossier de **POLITIQUE ÉTRANGÈRE** tente de répondre à cette question. On lira, en particulier, les textes d'Edwy Plenel sur « la tentation du sanctuaire » en France, et celui de David Kimche, ancien directeur du ministère israélien des affaires étrangères, impliqué, comme on sait, dans l'affaire des ventes d'armes américaines à l'Iran. **(N° 4/86, trimestriel, 75 F. – 6, rue Ferrus, 75683 Paris Cedex 14.)**

■ Dans un entretien que publie **POLITIQUE INTERNATIONALE**, le colonel Kadhafi suggère la fusion du Sahara occidental et des îles Canaries « en un seul et véritable Etat ». Dans le même numéro, et dans un autre entretien, George Will, éditorialiste au *Washington Post* et à *Newsweek*, considère que, pour les Etats-Unis, 1987 est « l'année de tous les dangers ». **(N° 34, hiver, trimestriel, 65 F. – 11, rue du Bois-de-Boulogne, 75116 Paris.)**

■ Au sommaire de **DÉFENSE NATIONALE**, une étude sur les partis politiques français face à la bombe atomique, des articles sur la politique de la France dans l'océan Indien et sur les échanges commerciaux Australie-Asie. **(Février, mensuel, 38 F. – 1, place Joffre, 75700 Paris.)**

■ C'est une tradition de la **REVUE DES DEUX MONDES** de s'ouvrir par la contribution d'un des dirigeants politiques en exercice. Ce mois-ci, M. Édouard Balladur décrit son expérience. Elle est *« tout entière orientée vers la liberté »*. **(Février, mensuel, 42 F. – 15, rue de l'Université, 75007 Paris.)**

■ ***LE DÉBAT*** consacre l'essentiel de sa livraison à un dossier sur la Constitution française avec, notamment, des contributions de Michel Debré, Edgard Faure, François Luchaire. **(N° 43, janvier-mars, 5 numéros par an, 68 F. – 49, rue de la Vanne, 92120 Montrouge.)**

■ Dans **POLITIQUE INDUSTRIELLE**, François Kourilsky se prononce pour une autre politique de la recherche industrielle en France et Guy Denielou et Claude Moreau expliquent pourquoi la technologie est une arme stratégique pour l'entreprise. Le numéro est ouvert par une contribution du président du groupe Shell sur « le pétrole et l'énergie : quelques vérités fondamentales ». **(N° 5, automne 1986, trimestriel, 90 F. – CEP Communication, 23, rue Laugier, 75017 Paris.)**

■ **ÉCONOMIE ET HUMANISME** propose un dossier sur trois villes internationales : Lyon, Milan, Francfort, ainsi qu'une étude sur la paysannerie française et la nouvelle révolution agricole. **(N° 193, janvier-février, bimestriel, 50 F. – 14, rue Antoine-Dumont, 69372 Lyon Cedex 08.)**

■ Dans **INPRECOR** : un dossier sur l'Espagne et un bilan de la politique de M. Felipe Gonzalez après la récente vague de grèves des lycéens et des étudiants. **(N° 236, *16 février*, bimensuel, 12 F. – 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil.)**

■ **LA REVUE D'ALLEMAGNE** (et des pays de langue allemande) publie cette fois un numéro nettement « historique » : l'Allemagne du dix-huitième siècle, à la fois cosmopolite, patriote et xénophobe. Ces traits, soit opposés, soit convergents, s'expriment dans une bivalence particulièrement nette en ce qui concerne la France. Ainsi : « Francophilie et Francophobie chez Frédéric II », ou encore (dans la *Deutsche Chronik* de Schobart) l'exaltation des « vertus allemandes » opposée à une « image » de la France négative sur tous les points. **(T. XVIII, vol. 4, trimestriel, 70 F. – Centre d'études germaniques, 8, rue des Ecrivains, Strasbourg.)**

■ **ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES** propose des articles d'actualité sur le conflit commercial Europe-Etats-Unis et sur les faiblesses du franc. A noter aussi une étude, en guise de mode d'emploi, pour déchiffrer les comptes du commerce extérieur et une analyse de la nouvelle fiscalité américaine. **(N° 44, février, mensuel, 16 F. – 12, rue de Chaignot, 2100 Dijon.)**

■ Une livraison de **PROBLÈMES ÉCONOMIQUES** est consacrée aux Etats-Unis : réforme fiscale, aides fédérales à l'industrie, rôle des Etats dans le développement des industries de pointe, services d'information électroniques, etc. **(N° 2011, 11 février, hebdomadaire, 7,50 F. – La Documentation française, Paris.)**

■ Dans **THE NEW YORK REVIEW OF BOOKS** : un article de Théodore Draper intitulé « the Reagan junta » où, partant du scandale de la vente d'armes à l'Iran et du détournement de fonds en faveur de la Contra, l'auteur analyse l'évolution de la fonction présidentielle aux Etats-Unis, depuis la seconde guerre mondiale. **(29 janvier 1987, bimensuel, 2 dollars. – 250 West 57 Street, New York, NY 10107.)**

■ **PITCAIRN**, l'île où vivent encore soixante descendants des mutinés du Bounty donne son nom à une nouvelle revue. Elle comprend une série d'articles sur la dette, le budget de la C.E.E. et les tensions avec les Etats-Unis, ainsi que trois contributions sur les universités françaises. **(N°1, janvier-février, bimestriel, 20 F. – Société de droit international économique, 12, place du Panthéon, 75231 Paris Cedex.)**

■ Le vent de réformes qui souffle sur les institutions et l'économie soviétiques n'épargne pas le conseil d'aide économique mutuelle (CAEM ou COMECON) aussi **LE COURRIER DES PAYS DE L'EST** publie une étude de Laszlo Csaba, économiste hongrois, qui fait le point sur l'ensemble des restructurations en cours. **(N° 313, décembre 1986, mensuel, 41 F. La Documentation française, Paris.)**

■ La stratégie singulière de l'U.R.S.S. dans la guerre du Golfe et la dynamique de la stratégie nucléaire américaine de contreforce sont examinées dans deux articles d'**ÉTUDES INTERNATIONALES**. **(Vol. XVII, n° 4, décembre 1986, trimestriel, 10 dollars canadiens. – Centre québécois de relations internationales, université Laval, Québec, Qué., G1K 7P4, Canada.)**

■ Quarante années de politique américaine au Proche-Orient, quarante années de transformations dans la région, tels sont les thèmes principaux du dernier numéro de **THE MIDDLE EAST JOURNAL**. **(Vol. 41, n° 1, hiver 1987, trimestriel, 6,95 dollars. – MEJ, 1761 N street, NW, Washington, DC 20036.)**

■ Dans **L'ARCHE**, Annie Kriegel esquisse le tableau hivernal d'un Israël « en demi-teintes ». Elle aborde notamment deux « problèmes » : la société « frugalement égalitaire » des commencements n'existe plus depuis longtemps ; mais Israël n'est certainement pas la seule société inégalitaire. Autre problème, sans doute plus sensible : l'émigration. **(Février, mensuel, 20 F. – 19, rue de Téhéran, 75008 Paris.)**

■ Sous le titre « Oil, Debts and Democracy-Nigeria », **REVIEW OF AFRICAN POLITICAL ECONOMY** examine les luttes en cours dans le plus peuplé des pays africains, pris entre les exigences du FMI et les aspirations populaires. **(N°37, 1987, 2,95 livres. – ROAPE, Regency House, 75-77 St. Mary's Road, Sheffield S2 4AN, Royaume-Uni.)**

■ A la veille du voyage du pape Jean-Paul II au Chili (début avril prochain) **LA REVUE NOUVELLE** évoque « les deux Chili visibles : les réalités montrées et les réalités honteuses ». Dans le même numéro : un texte d'Alain Labrousse « Drogue et politique internationale ». **(N°1, janvier, mensuel, 34 F. Rue Potagère 26, 1030 Bruxelles.)**

■ Alors que le Brésil vient de suspendre le paiement des intérêts de sa dette extérieure, **VERS LA VIE NOUVELLE**, consacre un dossier spécial à ce pays latino-américain « terre d'inégalités ». **(N° 2, décembre, trimestriel, 15 F. – 67, rue de Dunkerque, 75009 Paris.)**

■ **PROJET** dresse un bilan des « petits » Etats d'Extrême-Orient (les deux « grands » étant ici la Chine et le Japon) et de leur avenir. L'étude se limite à cinq d'entre eux, particulièrement représentatifs : Hongkong, Singapour, Thaïlande, Corée du Sud, Taiwan. **(Janvier-février, bimestriel, 52 F. – 14, rue d'Assas, 75006 Paris.)**

■ **FUTURIBLES** consacre deux grands articles à la réorientation des circuits financiers et bancaires et à la mobilisation de l'épargne locale, conditions de développement de l'emploi local. A noter également des appréciations très favorables à l'économie et à la société françaises de deux membres du MITI japonais. **(N° 107, février, mensuel, 43 F. – 55, rue de Varenne, 75341 Paris Cedex 07.)**

■ Un dossier sur la nutrition et un entretien sur les hybrides du maïs qui « accroissent le profit avant les rendements », constituent l'essentiel du dernier numéro de **LA LETTRE DE SOLAGRAL**. **(N° 56, février, mensuel, 15 F. – 5, rue François-Bizette, 35000 Rennes.)**

■ **PROBLÈMES POLITIQUES ET SOCIAUX** a pour thème l'accident nucléaire dans tous ses aspects (risque, prévention, traitement des situations de crise, réparation des dommages.) **(N° 552-553, 23 janvier, un vendredi sur deux, numéro double : 32 F. – La documentation française, Paris.)**

■ Dans **CPE BULLETIN**, une étude sur la ligne Nord-Sud de partage du travail féminin en Europe, et la synthèse d'un rapport sur les réseaux à valeur ajoutée. **(N° 34, janvier, dix numéros par an, abonnement un an, 780 F. – ADITECH, 41-43, rue des Martyrs, 75009 Paris.)**

■ Face aux expulsions, reconduites à la frontière, interdictions du territoire, retrait ou refus du droit au séjour... Que faire ? **LES DOSSIERS DE CIMADE-INFORMATION** proposent un excellent Vade Mecum du militant qui fait le point sur les dernières dispositions législatives. **(Décembre 1986, 15 F. – CIMADE, 176, rue de Grenelle, 75007 Paris.)**

■ Alors que s'achève la vente des chaînes françaises de télévision, **M** propose un dossier intitulé « Communiquer ». On notera en particulier un long débat entre A. et M. Mattelard et Henri Lefebvre. **(N° 8, février, mensuel, 30 F. – M, 209, rue Saint-Maur, 75010 Paris.)**

■ Il est désormais possible de fabriquer son journal au bureau ou chez soi, nous explique **SCIENCES ET TECHNIQUES**, dans un grand article sur l'édition électronique. Dans le même numéro, un dossier « La télématique prend la parole ». **(N° 34, février, mensuel, 29 F. – 2, rue Béranger, 75003 Paris.)**

■ Dans **QUI-VIVE INTERNATIONAL**, magazine de la langue française, Philippe de Saint-Robert, explique que : *« une langue impose une structure à l'esprit en même temps qu'une norme aux choses et un sens aux mots qui les désignent »*. A noter également une étude sur la littérature algérienne de langue française. **(N°s 4 et 5, septembre 1986 et février 1987, trimestriel, 35 F. – 10, boulevard Raspail, 75007 Paris.)**

■ Dans sa dernière livraison, **TERRAIN**, revue « du patrimoine ethnologique », présente la communauté chinoise de Paris, ainsi que les « mises en scène » des commerces maghrébins. **(N° 7, 1986, bi-annuel, 45 F. – CID, 131, boulevard Saint-Michel, 75005 Paris.)**

■ **COCCINELLE** parle de la bande dessinée, mais en référence au tiers-monde. **(N° 11, janvier, mensuel, 120 FB. – CRIABD, 12, rue de l'Orme, 1040 Bruxelles.)**

■ **ACTUEL MARX** est une nouvelle revue qui propose, dans son premier numéro, un « état du marxisme » vivant. On notera un texte d'Immanuel Wallerstein sur racisme, nationalisme et ethnicité à partir de l'exemple sud-africain. **(N° 1, 1987, bi-annuel, abonnement un an : 150 F. – L'Harmattan, 7, rue de l'École-Polytechnique, 75005 Paris.)**

MALGRÉ CERTAINS SIGNES D'OUVERTURE A KABOUL

Persistants obstacles à la paix en Afghanistan

ALORS que, le 25 février 1987, s'ouvrait à Genève, sous l'égide des Nations unies, une nouvelle session des pourparlers indirects entre Islamabad et Kaboul relatifs à la crise afghane, les affrontements sur le terrain s'intensifiaient. Aux propositions de cessez-le-feu et de « réconciliation nationale » du général Najib, répondait un plan des sept mouvements de résistance réclamant notamment le départ immédiat des troupes soviétiques. Mais tout règlement pacifique ne dépend-il pas, avant tout, d'un accord entre Washington et Moscou ?

Par PIERRE METGE

Lorsque, le 28 juillet 1986, à Vladivostok, M. Mikhaïl Gorbatchev annonce que l'URSS va retirer d'Afghanistan quelques-uns de *ses soldats* pour « *accélérer le règlement politique et lui donner une impulsion nouvelle* (1) », il ne recueille guère d'échos favorables hors de son propre camp. Les responsables soviétiques tiennent pourtant à préciser que ce n'est pas en termes militaires que doit être apprécié ce retrait très limité, mais comme un « signal » de leur bonne volonté (2). Quel « règlement » envisagent donc les Soviétiques ? Les changements politiques intervenus à Kaboul depuis un an en donnent une idée.

Le renvoi de M. Babrak Karmal était, à terme, inévitable. Arrivé à Kaboul en décembre 1979 avec les chars de l'armée rouge, il était, qu'il le veuille ou non, l'incarnation d'une option de « pacification » par la force. Il savait son existence politique entièrement liée à ce projet. En janvier 1986, M. Karmal rejeta l'offre américaine de garantir l'application d'éventuels accords de non-ingérence entre l'Afghanistan et le Pakistan (3), condition du succès du processus de paix que venait d'engager le secrétariat des Nations unies. Faut-il interpréter ce geste comme une initiative personnelle qui n'aurait pas reçu l'aval de ses protecteurs ? En tout cas, appelé à Moscou en avril suivant, il n'en revient que pour être démis de ses fonctions de secrétaire général du Parti démocratique populaire d'Afghanistan (PDPA), au pouvoir depuis le coup d'Etat d'avril 1978.

Son remplacement, le 4 mai 1986, par le général Mohammad Nadjib a toutefois laissé perplexe. Cet ancien médecin de trente-neuf ans, réputé proche de M. Karmal, n'a-t-il pas été, de 1980 à 1985, le chef du Khad, la police politique afghane ? C'est un lourd antécédent pour qui veut prêcher la « réconciliation nationale » ; c'est peut-être aussi une expérience qui devrait lui interdire de prendre ses désirs pour des réalités.

Les changements que la nouvelle direction voulait imposer rencontrèrent la résistance des partisans de M. Karmal. C'est seulement fin novembre 1986 que ce dernier se voit évincé du bureau politique et privé de la présidence du Conseil révolutionnaire. Il est remplacé à ce poste, équivalent de celui de chef de l'Etat, par M. Moham*mad Tsamkani*, personnalité extérieure au PDPA, qui avait été élu à la vice-présidence de ce Conseil en janvier précédent. Ce n'est pas un bouleversement. Mais n'est-ce pas un « signe » ?

L'annonce faite par M. Nadjib, le 1er janvier 1987, d'un cessez-le-feu unilatéral de six mois surprend davantage. D'autant plus qu'elle est assortie de propositions politiques : offre de discussion avec l'ensemble de l'opposition, armée ou non, amnistie, représentation du peuple tout entier, respect de la religion islamique (4). La confirmation du changement viendrait sans doute de la proclamation de l'islam comme religion d'Etat et, surtout, de l'effacement du PDPA au profit d'une instance nettement plus représentative. C'est là une autre *étape à laquelle il n'est pas certain* que les Soviétiques soient parvenus (5).

Pour limitées qu'elles soient, les ouvertures du général Nadjib ne sont pas restées sans écho. Elles s'accompagnent en effet, en Afghanistan même, d'une politique qui, pour n'être pas tout à fait nouvelle, n'en est pas moins efficace. Certes, la « politique tribale », faite de distribution d'honneurs et d'autres avantages plus concrets, n'élargit pas considérablement la base du régime : elle est d'ailleurs une tactique *conçue moins pour rallier* durablement des populations hostiles que pour les diviser et réduire ainsi l'emprise de la résistance.

Sa « politique religieuse » semble avoir, elle, des visées stratégiques (6). S'affirmer respectueux, voire protecteur, de l'islam, flatter et même rémunérer les petits notables et les grands dignitaires religieux restés en Afghanistan, financer la construction de mosquées et ne pas entraver le développement des écoles coraniques, tout cela gagne progressivement au régime les *faveurs* de secteurs jusque-là réticents ou hostiles et, surtout, très influents dans la population (7) ; cela réduit aussi la portée des accusations d'athéisme et d'anti-islamisme lancées contre *la direction de Kaboul par ses* ennemis les plus radicaux.

Comment s'étonner dès lors que la promesse d'une amnistie, l'encouragement au retour et l'offre d'un cessez-le-feu aient soulevé un certain espoir, tant dans les camps de réfugiés qu'à l'intérieur du pays (8) ? Les propagandistes de la résistance islamique ont, certes, réussi à limiter les ralliements et les retours. Kaboul a toutefois incontestablement marqué des points. Pour retenir combattants, sympathisants et réfugiés, la résistance a dû, une fois de plus, invoquer la guerre à l'islam menée par le PDPA et ses alliés et la proximité de la victoire. Au risque de se trouver démentie par les faits et de perdre la confiance qui lui est accordée.

Quand la résistance parle d'une seule voix

FACE à l'opinion mondiale et aux gouvernements étrangers, la résistance n'a pu se contenter de ses habituelles dénonciations des manœuvres de Kaboul. Les sept partis islamiques qui ont acquis le monopole de la reconnaissance et de l'aide extérieure se sont vus obligés de manifester leur unité et *de faire des contre-propositions*. Constitués en coalition depuis mai 1985, ils n'avaient cessé depuis lors d'étaler publiquement leurs dissensions et rivalités, gaspillant ainsi le crédit que leur valait leur cause et ne gagnant que très péniblement un soutien circonspect de gouvernements occidentaux et d'Etats islamiques en principe acquis.

Le 17 janvier dernier, à Peshawar (Pakistan), au cours d'un grand rassemblement, les sept dirigeants sont pour la première fois apparus ensemble et ont parlé de la même voix, pour donner plus de poids à leur riposte (9). Leur programme peut se résumer ainsi : retrait immédiat, total et inconditionnel des troupes soviétiques ;



(P. Manoukian-Sygma)
CHAR SOVIÉTIQUE EN ACTION
Quel calendrier de retrait ?

constitution d'un gouvernement provisoire de l'Afghanistan libéré, selon des procédures et avec des compétences dès à présent mises à l'étude ; création d'instances d'arbitrage pour régler les *différends* entre *individus et entre* groupes, de résistants notamment ; organisation d'élections à une Assemblée constituante islamique ; élaboration d'une Constitution de l'Etat islamique (10).

Cette démonstration d'unité annonce-t-elle un renouveau dans l'histoire politique de la résistance *afghane* ? *On conçoit aisément* que, pour l'essentiel, ses propositions concernent les lendemains de la victoire et, dans son classicisme, le programme avancé ne manque pas de *cohérence. On pourrait certes lui* opposer qu'il préjuge le choix des électeurs en annonçant par avance l'élection d'un Parlement islamique : de toute manière, et quel que soit le mode de scrutin, l'immense majorité des élus se réclameront de l'islam. La véritable interrogation porte sur la crédibilité actuelle de la coalition de Peshawar : d'autre part, sa représentativité, auprès des groupes de combattants et dans les régions chiites en particulier ; d'autre part, sa stabilité et sa cohésion. Or, nul dans le concert international ne paraît aujourd'hui se soucier réellement de lui faire une place dans le processus conduisant à la paix et dans l'Afghanistan de l'après-guerre.

Il est vrai que le chemin risque d'*être long et l'après-guerre lointain*, de telle sorte que, pour la résistance, l'enjeu principal est le maintien de sa légitimité interne, avant même de renforcer son audience à l'extérieur. Les Soviétiques *l'ont bien compris, qui* entreprennent de saper, par gouvernement de Kaboul interposé, le fondement premier de cette légitimité, le monopole de la foi en lutte contre l'infidélité *(djihad)* et de renvoyer ainsi la plupart des groupes de résistance à leur sectarisme ou à leur clientélisme originel. Quelles chances ont-ils de réussir, de voir aboutir, dans des conditions qui leur soient favorables, les pourparlers conduits par le secrétariat général des Nations unies ? Entre la « réconciliation nationale » et la « pacification », leur marge de manœuvre reste étroite.

Car la guerre se poursuit, plus âpre que jamais et toujours contenue dans certaines limites. De part et d'autre, les *armements* sont plus meurtriers, tandis que les troupes gagnent en expérience et en efficacité. La façon de combattre des résistants reste, certes, trop proche de la « guerre de guérilla », harcèlement *circonscrit dans les limites* du terroir ; mais M. Ahmad Chah Massoud est parvenu à constituer dans le Nord-Est, à partir de son repaire du Pandjchir, une véritable « brigade mobile (11) ». *Est-ce l'annonce du passage* à la « guerre de partisans » ? Quant aux moyens de défense contre les aéronefs, missiles sol-air (12) et canons anti-aériens, ils ont infligé des pertes notables aux Soviétiques, mais les Pakistanais paraissent veiller à ce qu'ils se concentrent à proximité de leurs frontières, à la fois pour mieux les protéger des incursions de l'aviation de Kaboul et pour ne pas trop provoquer les Soviétiques.

Le contingent de l'armée rouge déployé en Afghanistan, fort aujourd'hui d'environ cent quinze mille hommes, dispose désormais d'unités aguerries et adaptées à la lutte antiguérilla, mais il n'a pratiquement pas *modifié* sa posture et sa tactique depuis 1981. Maintenir ou établir l'autorité de Kaboul sur les principales zones économiques et urbaines, harceler durement les unités de résistance les plus offensives et les populations qui les soutiennent, tout en épargnant relativement celles, majoritaires, qui observent une attitude défensive ou même passive, couper ou insécuriser les voies d'approvisionnement vers l'Iran et, surtout, le Pakistan : tels sont, à grands traits, les objectifs concrets assignés aux militaires. Mais ces objectifs restent subordonnés à une stratégie qui, elle, est d'abord politique : que l'URSS reste ou qu'elle parte, elle doit de toute façon ménager une population qui, hostile, peut menacer sa sécurité (13).

Le facteur régional

IL y a de bonnes raisons de penser que, pour Moscou, rester est aujourd'hui la plus mauvaise solution. N'est-il pas préférable de revenir à la *situation* qui prévalait entre 1955 et 1975 ou, pour citer le chef de l'Etat pakistanais, à un « *Etat neutre, non aligné, indépendant, mais ami de l'URSS* (14) » ? Il n'est pas douteux que le Pakistan détienne *précisément* l'une des clés majeures de cette issue. Suivant qu'il conservera ou non son soutien à la résistance, qu'il tiendra fermées ou ouvrira ses frontières septentrionales, qu'il acceptera ou récusera la légitimité d'un gouvernement de Kaboul à la représentativité accrue, ce sera l'une ou l'autre des solutions qui prévaudra, au moins à moyen terme. L'Iran, quant à lui, ne joue dans cette affaire qu'un rôle second : d'abord parce que son action aux côtés de la résistance a toujours été modeste, parfois même négative, ensuite parce que ses priorités se portent sur d'autres frontières (15).

Le choix d'*Islamabad* ne sera seulement pas dicté que par des considérations internes. Les Etats-Unis ont beau affirmer que leur aide au Pakistan n'est pas subordonnée aux développements de la crise afghane (16), nul ne pense que le régime du général Zia puisse faire un choix non conforme à la politique à Washington. Celle-ci consiste pour l'*instant* à fixer l'Union *soviétique* dans le conflit où elle s'est fourvoyée, sans trop se soucier de l'intérêt des Afghans, même si cette attitude de fermeté rejoint aujourd'hui le souhait de certains résistants. Nul ne sait quelles concessions de la part des Soviétiques seraient jugées positives à Washington, ni quels acquis l'Union soviétique entend préserver du fait accompli qu'elle a instauré en envahissant son faible voisin en décembre 1979. Tout cela pourrait bien se jouer dans un vaste marchandage soviéto-américain où s'échangeraient avantages et renoncements mutuels, aussi bien en matière stratégique que régionale.

(1) *Le Monde*, 30 juillet 1986.

(2) En octobre, le chef du département afghan du ministère soviétique des affaires étrangères, V. Milouchine, considère que c'est là le « *signal à tous les pays intéressés que nous cherchons plus que tout autre à parvenir à un règlement* » (cité par le quotidien d'Islamabad *The Muslim*, 19 novembre 1986).

(3) Cf. *le Monde*, 24 janvier 1986. Ce rejet est en contradiction avec le plan présenté *par M. Karmal en mai 1980 sur la suggestion* de Moscou *(voir ci-contre « Les négociations en cours »)*.

(4) *Le Monde*, 3 janvier 1987.

(5) La reconnaissance de l'islam comme *religion officielle par la Constitution afghane* serait d'ores et déjà envisagée : cf Mushahid Hussain, « Will America let Pakistan settle Afghan question », *The Muslim*, 10 janvier 1987.

(6) Cf Olivier Roy, intervention dans la « table ronde » « Résistance : un cap difficile », *Défis afghans*, nº 10, novembre 1986, et S. Pizarda, « Baku Islamic Conference : Are Soviets Softening on Islam ? », *The Muslim*, 15 octobre 1986.

(7) « Afghan Clergy Become Friendly to Kabul Goverment », *The Muslim*, 19 juillet 1986.

(8) « Najib's Offer Creates Euphoria in Refugees », *The Muslim*, 14 janvier 1986.

(9) Les sept dirigeants sont : MM. G. Hekmatyar (Hezbe Eslami), B. Rabbani (Djamiat Eslami), M. Nabi Mohammadi (Harakat Engelab Eslami), S. Modjadeddi (Djebe Nedjat Melli), M. Gaïlani (Mahaz Melli), A. R. Sayyaf (Ettehadia Eslami), et Y. Khales (Hezb Eslami dit « de Khales »).

(10) *Le Monde*, 18-19 janvier 1987. Ce programme est très proche de celui de la fraction la plus radicale de la résistance : cf « Hikmatyar Demands Unconditional Soviet Withdrawal from Afghanistan », *Crescent International*, 16-31 janvier 1987.

(11) Olivier Roy, « La résistance s'efforce de s'adapter à la guerre d'usure menée par les Soviétiques », *le Monde*, 21 novembre 1986. Lire aussi : C. M. Karp, « The War in Afghanistan », *Foreign Affairs*, 64 (5), 1986, pp. 1026-1047.

(12) En 1986, quelques centaines de missiles Stingers américains sont venus renforcer l'arsenal de la résistance, qui déjà disposait de SAM-7. De nouvelles livraisons sont envisagées pour 1987 (Cf. *International Herald Tribune, 9 février 1987*).

(13) Pierre Metge, *l'URSS en Afghanistan. De la coopération à l'occupation. 1947-1984*, CIRPES, Paris, 1984, pp. 106-122.

(14) Déclaration au journal *le Monde, 28 mars 1986*.

(15) M. C. Karp, art. cité, p. 1045.

(16) Significatifs à cet égard sont ces deux titres du quotidien pakistanais *The Muslim*, tous deux se référant aux déclarations de responsables américains : « Soviet-Afghan Gestures : Armacost to Press for Joint Response » (17 janvier 1987) et « US Aid not Linked with Afghan Issue » (22 janvier 1987).

Les négociations en cours

PÉRIODIQUEMENT, depuis 1982, se tiennent à Genève des pourparlers « indirects » entre Pakistanais et Afghans, par le truchement d'un représentant du secrétaire général des Nations unies (1). Quels en sont la teneur et l'état d'avancement ?

Dès le printemps 1980, M. Babrak Karmal, repris immédiatement par la *Pravda*, énonçait les conditions d'un « règlement politique » :

– d'une part, des accords bilatéraux entre le gouvernement de Kaboul et ceux d'Islamabad et de Téhéran, mettant fin aux « ingérences » dans les affaires internes afghanes menées de l'extérieur, afin de couper la résistance de ses sanctuaires et de ses approvisionnements ;

– d'autre part, un engagement de la part de certaines grandes puissances – dont l'Union soviétique et les Etats-Unis – à respecter, renforcer et garantir ces accords et à ne se livrer elles-mêmes à aucune ingérence.

Une fois remplies ces deux conditions, les réfugiés pourraient rentrer chez eux en toute sécurité et les Soviétiques repasseraient les frontières, leur présence étant devenue inutile (2).

Lorsque, un an plus tard, à la demande du Pakistan, le secrétariat général des Nations unies entreprend des consultations en vue d'un règlement de l'affaire afghane et envoie un émissaire à Islamabad, Téhéran, Kaboul et Moscou, c'est ce même canevas qui est adopté comme base de discussion. Les pourparlers qui s'engagent alors débouchent sur la définition de quatre « instruments » : accords de non-ingérence entre l'Afghanistan et ses voisins du sud et de l'ouest, garantie des Etats-Unis et de l'URSS, retour des réfugiés et retrait des troupes soviétiques.

Les autorités pakistanaises paraissent désireuses d'aboutir à un accord. Les Américains manifestent une grande réserve, non tant parce que le projet n'envisage pas l'avenir de l'Afghanistan et ignore complètement la résistance, mais principalement parce qu'ils ne croient pas en la volonté de retrait des Soviétiques. A l'issue de sa première rencontre avec M. Gorbatchev, le président Reagan modifie son appréciation et admet que « *les Soviétiques veulent une solution politique* (3) ». La Maison Blanche fait alors savoir au secrétariat général des Nations unies qu'elle est prête à apporter sa garantie à un éventuel règlement global. Diverses circonstances la feront revenir en arrière par la suite et inciter ses alliés d'Islamabad à une grande fermeté lors des sessions de 1986 (mai et août), exigeant une réduction drastique du « calendrier » de retrait des troupes soviétiques (4).

(1) Engagés par l'intermédiaire de M. Javier Perez de Cuellar, alors mandaté par M. Kurt Waldheim, elles se poursuivent, depuis l'élection de M. de Cuellar au secrétariat général de l'ONU, sous la conduite de M. Diego Cordovez.

(2) *Problèmes politiques et sociaux*, nº 398, 26 septembre 1980, la Documentation française, Paris, pp. 37-38.

(3) *Le Monde*, 24-25 décembre 1985.

(4) Les Soviétiques, qui proposaient un échelonnement sur quatre ans, seraient prêts à le ramener à deux ans. Quant aux Pakistanais, et aux Américains derrière eux, ils exigent qu'il n'excède pas quelques mois.

Réfugiés et tensions internes au Pakistan

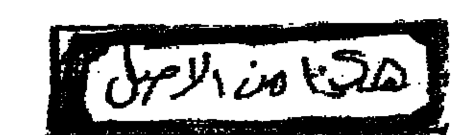
LES Afghans réfugiés à l'étranger étaient, fin 1986, estimés à environ cinq millions, dont sans doute plus de trois millions et demi au Pakistan. Le flux d'émigration forcée vers ce pays se poursuivrait au rythme de six mille à huit mille par mois (1). Les Afghans sont accueillis dans des camps spécialement aménagés et pris en charge par diverses institutions multilatérales ou nationales. Les plus grandes concentrations se trouvent dans les régions proches de la frontière pakistano-afghane (*Province frontalière du Nord-Ouest* et Balouchistan septentrional), mais de nombreux camps ont également été ouverts dans la province du Pendjab.

Une présence aussi massive est plutôt bien tolérée par la population pakistanaise ; elle ne va pas sans poser quelques problèmes que, de toute évidence, le gouvernement de Kaboul et l'Union soviétique s'emploient à aggraver. Au Pakistan, l'opposition laïque au régime du général Zia ne se fait pas faute d'exploiter chaque incident, pour reprocher au gouvernement sa « soumission aux Etats-Unis » et son attitude négative dans le règlement d'un problème devenu crucial pour le Pakistan.

Courantes sont les violations frontalières perpétrées par Kaboul (bombardements aériens ou artillerie, explosions de mines ou engins à retardement, dans les localités et sur les routes proches de la frontière), ainsi d'ailleurs que les provocations meurtrières de toute sorte, qui, visant avant tout des réfugiés afghans, n'épargnent pas pour autant la population locale. D'où un certain mécontentement et même des manifestations de rue, comme à Peshawar le 26 octobre 1986 et en février dernier.

Les affrontements qui, d'octobre à janvier, ont opposé, à Karachi et dans d'autres villes (Hyderabad, Quetta...) des membres de la communauté pathane, les Pachtouns du Pakistan, aux membres d'autres communautés, émigrés de l'Inde *(mohajirs)* principalement, mais aussi Sindis et Baloutches, ont suscité des réactions du même type. Des responsables politiques et des publications de l'opposition laïque se sont empressés de voir dans ces événements un prolongement de la guerre d'Afghanistan.

(1) *The Muslim*, 13 et 16 octobre 1986, rendant compte du rapport présenté par le juriste autrichien Felix Ermacora à la Commission de droits de l'homme des Nations unies.



ENTRE LA DETTE COLOSSALE ET UNE GUÉRILLA IRRÉDUCTIBLE

Pérou : la marge étroite du président Alan Garcia

M. ALAN GARCIA, président du Pérou, de passage à Paris, le 29 janvier 1986, a confirmé que son gouvernement social-démocrate continuerait de limiter le remboursement de sa dette – 14 milliards de dollars – à 10 % des revenus du commerce extérieur. Appliquée depuis son arrivée au pouvoir en juillet 1985, cette politique semble donner des fruits : l'inflation a diminué de moitié et la croissance de l'économie a atteint, en 1986, le taux de 8,5 %. Mais la situation économique demeure fragile et le climat social explosif. L'action de la guérilla maoïste Sentier lumineux déclenche des représailles souvent aveugles de la part des forces de l'ordre. Le gouvernement a dû récemment effectuer une véritable purge dans les rangs de l'armée et de la police, et la grogne s'est installée dans les casernes. Une fois encore circulent des rumeurs de coup d'Etat...

Par JEAN-PIERRE BORIS

Le refus du Pérou de consacrer plus de 10 % de ses revenus d'exportation au remboursement de sa dette lui a valu d'être déclaré par le Fonds monétaire international, en août 1986, « inéligible » à l'octroi d'autres prêts. Mais les sanctions financières ne semblent pas inquiéter outre mesure le premier ministre péruvien, M. Luis Alva Castro : « *Le problème du Pérou*, affirmait-il devant les députés, le 19 août dernier, *n'est pas celui de l'inéligibilité. En elle-même, cette décision ne signifie rien, parce qu'il ne nous intéresse pas d'être éligibles pour des crédits que nous n'avons à aucun moment pensé solliciter.* » L'assurance du principal responsable de la politique économique péruvienne repose en partie, et paradoxalement, sur l'effet dissuasif auprès des créanciers de la situation politique intérieure. En d'autres termes, l'action de la guérilla maoïste de Sentier lumineux sert les négociateurs péruviens. Selon l'un des membres de la délégation péruvienne à New-York, en septembre 1986 : « *Le département d'Etat exerce une vive pression sur nos créanciers pour que l'on ne nous étrangle pas. Les autorités américaines craignent ce qui pourrait se passer en cas d'échec grave d'Alan Garcia.* » Opinion que partagent les experts de la très influente et conservatrice Heritage Foundation : « *Les Etats-Unis doivent éviter de se joindre aux efforts des banques créancières et du Fonds monétaire international pour obliger le Pérou à payer sa dette. L'aide et les conseils américains doivent viser la croissance, non l'austérité* (1). »

Dans la partie d'échecs qu'ils ont engagée avec les organismes financiers internationaux, les dirigeants péruviens peuvent donc avoir le sentiment d'une opération aux risques limités. Pourtant, le flux de devises étrangères s'est sensiblement raréfié. Seuls les organismes multilatéraux – Banque mondiale, Banque interaméricaine de développement – maintiennent leur aide : 800 millions de dollars directement investis, en 1986, dans les grands travaux d'infrastructure ou dans le secteur énergétique et minier (2).

De plus, le poids de la conjoncture internationale a des effets désastreux. La baisse des cours mondiaux des métaux et du pétrole a entraîné une dramatique réduction du solde de la balance commerciale entre 1985 et 1986. Selon les plus optimistes, dont le président de l'Institut national de la planification, M. Javier Tantalean, ce solde, pour 1986, aura été de 300 millions de dollars, quatre fois moins élevé que le précédent. Des prévisions moins optimistes évoquent l'hypothèse d'un solde ne dépassant pas les 60 millions de dollars (3). Quelle que soit l'hypothèse retenue, le paiement de 10 % des revenus à l'exportation absorbera l'intégralité du surplus de la balance commerciale.

Pour conserver une marge de manœuvre et faire tourner la machine économique et industrielle, le gouvernement table donc sur le non-remboursement de la dette, qui, selon M. Javier Tantalean, a permis d'injecter 600 millions de dollars dans l'économie. Le gouvernement vient également d'interdire pour une période de deux années le rapatriement des bénéfices réalisés par les sociétés étrangères. Cette mesure porte, selon les estimations officielles, sur 500 millions de dollars. Enfin, des données officieuses mais fiables permettent de penser que le « blanchissage », par les trafiquants de drogue, des bénéfices de la vente de cocaïne rapportera quelque 550 millions de dollars à l'Etat en 1987.

Grâce, en partie, à la politique très volontariste de blocage des prix instaurée dès l'accession de M. Alan Garcia à la présidence, les premiers résultats de l'action gouvernementale, paraissent positifs. L'année 1986 s'est terminée avec un taux d'inflation de 62,9 % ; il était de 153 % en 1985. Autre chiffre dont le gouvernement se félicite : la croissance de l'économie aura été de 8,5 % (4).

Mais les résultats sur le marché du travail sont moins bons : « *Seulement 4 % d'emplois en plus dans le secteur moderne* », estime un conseiller de M. Alan Garcia. Un programme d'emploi temporaire a donc été mis en place, occupant en permanence de 70 000 à 100 000 personnes, soit moins de 1 % de la population active, avec un salaire mensuel d'environ 47 dollars et pour une durée maximale, par travailleur, d'un trimestre.

Le secteur agricole a été l'objet de tous les soins, en particulier le « trapèze andin » entre Huancavelica et Puno, où la guérilla de Sentier lumineux se maintient malgré l'action de l'armée ; 80 millions de dollars ont été affectés au développement de cette région. Malgré ces efforts, la production agricole du premier trimestre 1986 était inférieure de 3,5 % à celle de la même période de 1985 (5). Au mieux, la production agricole aura été stationnaire en 1986.

Ces résultats, s'ils ont permis au parti du président, l'APRA, de gagner haut la main les élections municipales du 9 novembre 1986, n'emportent pas l'adhésion de la plupart des analystes péruviens, toutes tendances politiques confondues. Ils s'interrogent tout d'abord sur la clarté de la stratégie gouvernementale tant à l'égard des créanciers internationaux que face aux interlocuteurs nationaux.

« *En réalité*, explique M. Cesar Herrera, chercheur à l'Institut d'études péruviennes, *le gouvernement hésite entre deux attitudes : essayer d'accumuler les réserves pour aborder en bonne position une négociation qui viendra tôt ou tard ; ou investir toutes les ressources pour réactiver l'économie.* » Cette réactivation est-elle une véritable priorité ? Selon M. Cesar Herrera, « *on en fait juste assez pour calmer les tensions sociales* ».

Sur le plan intérieur, le président Garcia est en position confortable grâce à son récent succès électoral. Le prochain scrutin n'aura lieu qu'en 1989. Mais il doit s'habituer à vivre avec la guérilla maoïste Sentier lumineux et avec la fronde – de plus en plus manifeste – des officiers des forces armées et de la police mécontents des critiques et des purges qui ont suivi les massacres de prisonniers de Sentier lumineux en juin 1986.

Si le gouvernement n'a pas modifié sa position sur le problème de la dette – la gauche péruvienne estime que la thèse des 10 % n'est qu'un vaste bluff et que les remboursements atteignent en fait 34 %, – une très nette évolution s'est cependant produite en politique intérieure. Les interlocuteurs privilégiés du président, ceux sur lesquels repose, selon lui, l'avenir du pays, ne sont plus les paysans des Andes ni les vastes foules auxquelles il s'adressait régulièrement d'un des balcons du palais présidentiel, mais les grands groupes industriels.

(Carrion-Sygma)

L'ATTENTE ANXIEUSE DES FAMILLES APRÈS LES MASSACRES DE PRISONNIERS
Une situation intérieure qui dissuade les créanciers

Au cours de multiples rencontres avec les représentants de ces conglomérats nationaux, M. Alan Garcia a ardemment plaidé pour leur collaboration avec le gouvernement, afin, notamment, de relever le défi de l'exportation de produits non traditionnels, seul moyen, dans les conditions actuelles, de drainer des devises vers le Pérou. Le gouvernement souhaite aussi que les bénéfices réalisés par cette dizaine de groupes soient réinvestis en 1987. « *Mais*, affirme M. Eduardo Iriarte, vice-président de la Confédération nationale des entrepreneurs privés, *nous souhaitons payer les 2 milliards de dollars de la dette privée. Nous n'avons pas souscrit à la décision des 10 % et nous sommes favorables à un accord avec nos créanciers. Nous sommes, d'autre part, hostiles à une politique de blocage des prix qui aboutirait finalement à une inflation par la demande. Le gouvernement doit réviser sa politique économique et en venir à un système de mini-dévaluations, pour éviter la spéculation.* »

Les prochains mois annoncent-ils un tournant dans le mandat de M. Alan Garcia ? Ce jeune président au charisme exceptionnel serait aujourd'hui isolé, « *avec une presse fondamentalement irresponsable, une classe politique en dessous de tout et une bureaucratie cauchemardesque qui brise tout et corrompt tous les grands projets* », selon l'un des journalistes les plus en vue de la télévision péruvienne, M. Cesar Hildebrandt. Une situation peu commode lorsqu'il faut tenter de résoudre trois problèmes considérables : une dette colossale, une guérilla irréductible et une armée ruant de plus en plus dans les brancards...

(1) « Peru's Fledging Democracy Needs US Help », *The Heritage Foundation Backgrounder* 446, 23 juillet 1985.

(2) *La Republica*, Lima, 26 novembre 1986.

(3) *El Comercio*, Lima, 30 novembre 1986.

(4) Doreen Gillespie : « Garcia Stays on Path to Growth », *Financial Times*, 13 janvier 1987.

(5) *Caretas*, n° 902, Lima, 28 avril 1986.

SIGNES D'IMPATIENCE AU ZAIRE

Quand une trop longue austérité économique

EFFET de contagion des exemples latino-américains ? Le parti unique zaïrois a manifesté l'intention, fin octobre dernier, de limiter à 10 % des recettes d'exportation le paiement du service de la dette extérieure. Devant le mécontentement populaire croissant et l'inquiétude des milieux d'affaires proches du pouvoir, le maréchal Mobutu a changé de premier ministre. Mais le Zaïre, toujours plus dépendant de l'exportation de ses richesses minières, a-t-il vraiment les moyens de s'affranchir de la tutelle des autorités de Washington pour rebâtir son économie étranglée par la politique d'austérité ?

Par PAUL SERLON

A la fin d'octobre 1986, le comité central du parti unique zaïrois, le Mouvement populaire de la révolution, réuni en son douzième congrès, prenait une mesure d'apparence spectaculaire : désormais, le Zaïre limiterait le service de sa dette extérieure à 20 % de son budget ordinaire et à 10 % de ses recettes d'exportation. En outre, il était décidé de cesser la pratique du taux de *change flottant de la monnaie zaïroise* pour en revenir à l'ancien système de parité fixe et de l'alignement sur les droits de tirages spéciaux (DTS). Quelques semaines plus tard, le président zaïrois congédiait son premier ministre, M. Kengo Wa Dondo, symbole même de l'austérité et porte-parole de la politique du Fonds monétaire international (FMI), et décidait de prendre lui-même la tête de l'exécutif avant de nommer, le 22 janvier, un nouveau premier ministre en la personne de M. Mabi Mulumba.

« Coup d'éclat de l'élève modèle » ; « fronde du Zaïre contre le FMI » ; « dette extérieure : le Zaïre se fâche » : les titres-chocs n'ont pas manqué dans la presse pour qualifier les décisions. En s'en prenant à une austérité *« qui n'aurait pour finalité qu'elle-même »* et à son inspirateur, le FMI, le Zaïre rejoignait-il pour autant le camp des Etats latino-américains ou africains irrités par les exigences du « grand huissier international » ? Rien n'est moins sûr.

Le Zaïre est toujours ce nageur qui se maintient on ne sait trop comment la tête tout juste hors de l'eau, l'artifice principal tenant à l'impossibilité – politique et financière – de proclamer la faillite d'un Etat. Depuis 1983, date des grandes réformes économiques, le pays pouvait *prétendre figurer parmi* les meilleurs élèves du Fonds monétaire : il s'était plié de bonne grâce à tous ses conseils dont certains constituaient une première : dévaluation de 78 % du zaïre (1) par rapport au droit de tirage spécial ; établissement d'un taux de change flottant qui donnait plus de transparence à sa monnaie ; libéralisation des importations ; assouplissement des droits de douanes ; libéralisation des prix et des taux d'intérêt ; réduction drastique des effectifs dans le service public ; suppression de la charge budgétaire que représentaient certaines entreprises parastatales. Or trois années après, force est de constater qu'aucune amélioration n'est en vue. L'érosion monétaire se poursuit : en termes nominaux, le zaïre s'est déprécié d'environ 86 % par rapport au DTS depuis 1983. Alors que les *prix de certains produits agricoles* (café, coton, tabac) s'envolaient sous l'effet des mesures de libéralisation, les niveaux de production sont restés pour la *plupart identiques à ceux de la* période 1980-1981 (des enquêtes ont révélé que les producteurs ignoraient que l'ancien système des prix fixés avait changé depuis deux ans et que des « négociants » s'étaient en fait approprié la différence).

LA CHARGE CROISSANTE DU SERVICE DE LA DETTE

	1982	1983	1984	1985
Ratio du service de la dette (service de la dette/exportations de biens et services)	13,8	14,3	26,4	27,7
Service de la dette en % du budget de l'Etat	16,9	34,9	51,4	73,0
dont dette extérieure	11,0	26,3	42,0	55,1

Source : Banque mondiale.

Bien que la gestion du principal pourvoyeur de devises, la société minière Gécamines, se soit améliorée, la faiblesse ou les brusques soubresauts des cours du cuivre et du cobalt continuent – sans aucun doute pour longtemps – à handicaper l'économie. Dans le secteur manufacturier, qui ne représente plus que 5 % du produit intérieur brut (PIB) (contre 22 % pour la période « troublée » de 1963-1964), la libéralisation tous azimuts des importations a porté un coup sévère aux sous-secteurs protégés (de même qu'aux « canards boiteux »), tandis *que l'étroitesse du marché, la raréfac*tion des devises et la chèreté du crédit posent des difficultés insurmontables depuis la fin de 1984 à ceux qui dépendent des importations. *En réalité*, toute l'économie est tendue depuis 1983 vers un objectif, dicté par les créanciers internationaux : le remboursement des dettes extérieures *(voir le tableau ci-dessous)* induites pour la plus grande partie par les lamentables « safaris technologiques » des années 70 (Inga I, Inga II, Inga-Shaba, réseaux de télécommunications, complexe radio-TV, pont de Matadi, sidérurgie de Maluka...) (2).

Au poids de la dette extérieure, qui se monte à plus de 5 milliards de dollars selon l'OCDE, s'ajoutent les insuffisances de l'aide internationale ces dernières années. Ainsi, les décaissements bruts de source bilatérale sont tombés de 225 millions de dollars à 65 millions entre 1981 et 1985. *« La situation est encore plus préoccupante lorsque l'on considère les transferts nets*, peut-on lire dans le rapport de mars 1986 au groupe consultatif de la Banque mondiale sur le Zaïre. *Depuis 1983,* [ces transferts] *sont négatifs alors que les sorties de capitaux du Zaïre sont passées de 25 à 215 millions de dollars entre 1983 et 1985* (3). » Quant aux investissements privés, ils restent dérisoires : selon les estimations, ils représentent de 5 à 7 millions de dollars d'entrées annuelles brutes (bénéfices rapatriés inclus). Dans l'échelle du risque international, le Zaïre demeure classé en queue de peloton depuis la fin des années 70.

Le régime a ainsi beau jeu de montrer par la voix de son parti unique que les recettes du Fonds monétaire et de la Banque mondiale n'ont rien apporté de bon à l'économie. Dans ce sens, les décisions d'octobre dernier sont certes à usage externe. Toutefois, des nuances importantes s'imposent. Tout d'abord, ce n'est pas le président Mobutu lui-même qui, comme de coutume pour *des décisions de ce type, en a pris* publiquement l'initiative. Il n'a fait qu'endosser celles d'un organe politique – le Comité central du parti – qui, dans trois ou six mois, peut être désavoué. D'autre part, le « choc » des mesures a été amorti par une initiative destinée à *préparer le terrain*, quelques jours avant la fin du congrès : la parution, dans un grand quotidien bruxellois (4), d'un article « téléguidé » (par un conseiller privé de la présidence ?), dramatisant la situation politique à Kinshasa et annonçant que « quelque chose » pourrait bien se produire. En outre, pour faire bonne mesure, il fut précisé à Kinshasa qu'il n'était pas question de *« renoncer à la politique d'austérité »*.

(1) Le zaïre, unité monétaire nationale, se décompose en 100 makuta. 1 zaïre = 0,07 franc au 2 février 1987.

(2) Cf. à ce sujet Jean-Claude Willame, *L'Epopée d'Inga. Chronique d'une prédation industrielle*, L'Harmattan, Paris, 1986.

(3) *Nécessité d'un ajustement structurel pour assurer une croissance continue.* Rapport d'activité à l'intention du groupe consultatif pour le Zaïre. Banque mondiale, mars 1986.

(4) *Le Soir*, 27-28 septembre 1986.

A la remorque de la politique américaine en Afrique australe

OFFICIELLEMENT, le Zaïre – depuis 1984 – pratique une politique de bon voisinage avec l'Angola. Lors de sa récente visite à Luanda, en juillet 1986, le président Mobutu a fait don aux autorités angolaises de quatre tonnes de malachite pour la construction du mausolée de feu Agostinho Neto.

Mais, au-delà du discours et des gestes, il y a aussi toute une diplomatie parallèle et souvent occulte – qui peut même échapper aux responsables officiels, qu'ils soient zaïrois, angolais, belges ou américains. Les précisions apportées le mois dernier par le journaliste américain James Brooke dans le *New York Times* (1) à propos de la manière dont sont acheminées les armes américaines à l'UNITA en font foi. Elles viennent renforcer un certain nombre d'indices et d'informations éparses qui, depuis des mois, faisaient état d'un transit d'armes et de missiles du Zaïre vers l'Angola.

Tandis que le président Mobutu n'a cessé de nier toute implication de son pays dans l'acheminement de l'aide américaine aux rebelles de l'UNITA, James Brooke cite notamment l'ancienne base de Kamina, au Shaba, comme l'un des principaux lieux de transit des fournitures militaires. De là, le matériel est acheminé à Jamba, sur le territoire angolais, où se trouve le quartier général de M. Jonas Savimbi, chef de l'UNITA. L'utilisation de la base de Kamina a été *confirmée par le Pentagone qui souhaite maintenant obtenir un accord officiel du* Zaïre (2).

D'autre part, il n'est pas certain que les Zaïrois aient intérêt à ce que la ligne du chemin de fer de Benguela, qui traverse les régions sous le contrôle de l'UNITA, se remette à fonctionner. *Elle concurrence en effet leur propre* « voie nationale » (rail-route-eau) que les organismes de coopération étrangers s'efforcent de restaurer et pour laquelle il existe dans les « cartons » de promoteurs étrangers de fastueux projets de modernisation.
Elle concurrence aussi une autre voie stratégique qui relie la province du Shaba au Cap et par lesquelles sont évacués à des tarifs intéressants les trois quarts du cuivre zaïrois.

P. S.

(1) *International Herald Tribune*, 5 février 1987.
(2) *International Herald Tribune*, 23 février 1987.

Le prix de la dépendance

Par **NONO LUTULA PIAME-OLOLO** *

LES efforts jusqu'ici consentis par le Zaïre pour redresser son économie selon les directives du FMI n'ont pas été payants. D'où la nécessité d'adopter une nouvelle donne économique, qui se dégage des discours prononcés lors de la onzième session du comité central du Mouvement populaire de la révolution.

Les autorités zaïroises considèrent à juste titre que la politique économique inspirée par le Fonds monétaire a échoué. Elles estiment qu'une reprise est possible, mais à la seule condition que l'on sorte du schéma rigide et onéreux tracé à Washington : la politique monétariste et le remboursement de la dette extérieure doivent se poursuivre, mais en s'accompagnant *d'une politique de croissance* génératrice d'emplois et de pouvoir d'achat pour les travailleurs.

Le comité central du MPR – qui occupe *la troisième place dans la hiérarchie* institutionnelle des organes du parti, après le président et le Congrès – a donc rédigé au terme de sa session un rapport particulièrement critique. Fondée sur l'aide-mémoire mis à sa disposition par le maréchal Mobutu lors d'un séminaire de réflexion préparatoire aux travaux de la session, sa sentence est cruelle : tous les *clignotants de l'économie sont au rouge.* Et la faute en incombe à la fois au conseil exécutif (gouvernement) et au Fonds monétaire.

C'est un fait que l'économie zaïroise connaît une dégradation profonde et continue dont l'origine remonte aux premiers troubles consécutifs à l'indépendance. Après un sérieux redressement durant les premières années du régime Mobutu (elle connut une phase d'expansion de 1967 à 1974), les rechutes ont depuis lors été constantes, selon le rythme des événements nationaux et internationaux : africanisation (« zaïrianisation ») de l'économie, troubles politiques intérieurs (les deux guerres du Shaba), chute fréquente des cours des métaux non ferreux (cuivre, cobalt), détérioration des termes de l'échange et, pour *finir, crise internationale... La chute des cours du cuivre et les termes de* l'échange méritent une attention particulière en raison de leur impact économique *et social dans tout le pays.*

Depuis l'indépendance, les produits miniers, et principalement le cuivre, sont à la base de la mise en valeur du pays. Ils représentent la majeure partie des exportations et constituent la principale source de devises ; il procurent un grand nombre d'emplois, alimentent en forte proportion les revenus privés et les recettes publiques (près de la moitié, et certaines années au-delà de 60 %). Cette dépendance de l'économie à l'égard du secteur minier exportateur et, au sein de celui-ci, l'aggravation du poids du cuivre et du cobalt – qui représentent les trois quarts des apports de devises et plus de la moitié des recettes fiscales, – entraînent une extrême vulnérabilité : une crise comme celle d'aujourd'hui permet de mesurer toute la précarité d'une telle économie.

Quant aux termes de l'échange, véritable pendule oscillant, ils n'enregistrent pas d'évolution notable de 1960 à 1965 : stagnation jusqu'en 1963, puis légère hausse en 1964-1965. Ils évoluent favorablement de 1965 à 1969, grâce à un renchérissement des matières premières minérales et végétales que le pays exporte. En 1976 et 1977, les termes de l'échange fléchissent en raison de la plus forte hausse des prix des importations, et notamment de ceux du pétrole. En 1975-1977, avec l'accentuation de la crise internationale, les dépenses d'importation augmentent de *80 % et les recettes d'exportation de* 20 % seulement (1). D'où un déficit commercial qui s'installe durablement au Zaïre, surtout si l'on inclut les prix de *transfert et d'assurances relatifs aux* importations.

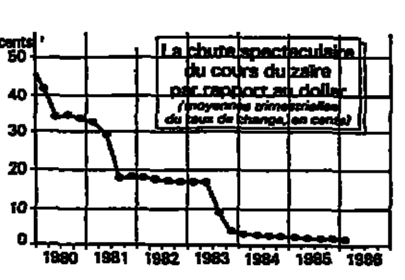
Manifestement, l'explication privilégiant la gabegie financière pratiquée au *Zaïre – qui ne peut être niée, de toute* façon – souvent retenue par la gent financière internationale pour justifier les difficultés économiques du pays ne paraît pas suffisante, dans la mesure où elle se refuse de prendre en considération d'autres facteurs volontaires ou involontaires, nationaux ou internationaux, voire *naturels.*

En ce sens, les acrimonies exprimées par le comité central du MPR à propos du malaise économique national traduisent *bien le sentiment persistant d'angoisse et de pessimisme* qui règne dans l'opinion quant à l'avenir économique du pays. Un sentiment d'autant plus vif que le Zaïre, *fabuleusement riche, se trouve, selon la* classification de l'OCDE, parmi les pays africains à faible revenu, aux côtés de la Somalie, *du groupe du Sahel*, de la Tanzanie, *du Soudan, du Rwanda, du* Burundi, du Kenya, du Ghana, de l'Ethiopie... (2).

D'autre part, il semble que l'austérité imposée au peuple pendant tant d'années, sans aucune contrepartie salariale, commence à inquiéter sérieusement le comité central. En effet, en prenant *comme référence l'année 1960 (année de* l'indépendance), on constate que l'indice du salaire (indice du salaire minimum *légal pondéré par l'indice des prix) n'était plus en avril 1968 que d'environ 45 % de* ce qu'il fut au départ. L'évolution s'est poursuivie depuis lors, s'aggravant même de manière dramatique au fil de la crise internationale.

Pour tout dire, l'indice mesurant le niveau du salaire minimum du manœuvre ordinaire à Kinshasa s'est accru entre 1960 et 1976 de 100 % à 153 %. Mais, dans le même temps, les prix ont tellement augmenté que le salaire réel est tombé en juin 1976 au quart de sa valeur *initiale. Ce calcul a été établi* par le syndicat unique, l'Union *nationale* des travailleurs zaïrois (UNTZA), à partir des indices de l'Institut de recherches économiques et sociales de l'université de Kinshasa (IRES). Moins d'un an plus tard, en mai 1977, l'IRES indiquait que le pouvoir d'achat réel du même travailleur ne représentait plus que 16 % de sa valeur de 1960. *A la fin de 1979, les salaires* avaient été augmentés de 30 %, mais les prix sur le marché, de 250 %. Le pouvoir d'achat du travailleur ne représentait plus à ce moment que 6 % de sa valeur de 1960. Et depuis 1980, le cours des événements n'a certainement rien amélioré.

Bref, malgré l'imperfection de ces données chiffrées (3), il est clair que les conditions de vie de la masse des salariés et des chômeurs se sont fortement détériorées avec l'aggravation de la crise économique internationale. Tel est le prix à *payer dans* ce type d'économie complètement extravertie.



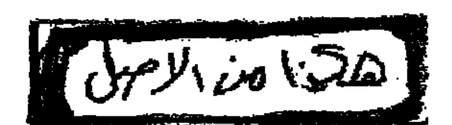
Source : The Economist Intelligence, n° 3, 1986, Londres.

* Chercheur au Centre d'études juridiques et politiques du monde africain de l'université de Paris-I Panthéon-Sorbonne. L'article ci-dessus est extrait d'une étude à paraître.

(1) Voir *Du Congo au Zaïre 1960-1980. Essai de bilan*, Centre de recherche et d'information socio-politiques (CRSIP), Bruxelles, 420 p. (notamment p. 216).

(2) Les pays à faible revenu sont ceux dont le PNB par habitant était inférieur à 700 dollars en 1985. Les pays à *revenu intermédiaire*, ceux dont le PNB par habitant était entre 700 et 1 300 dollars. En Afrique, l'Algérie, le Cameroun, la République populaire du Congo, la Côte-d'Ivoire, le Gabon, sont dans cette catégorie.

(3) Il faut tenir compte du caractère fragmentaire des informations économiques et des statistiques disponibles.



A L'ÉGARD DU FONDS MONÉTAIRE

engendre des conflits au sein de l'élite...

Le lendemain de la clôture du congrès du comité central du MPR, le président Mobutu illustra symboliquement l'attachement du Zaïre à ses engagements en donnant pour instructions à la Banque centrale de procéder à un remboursement de 15 millions de dollars aux créanciers des clubs de Paris et de Londres (5). Mais on peut se demander en quoi la décision de limiter à 20 % du budget le service de la dette extérieure lèserait les grands créanciers du pays. Car une bonne partie de cette dette, tant à long terme qu'à court et moyen terme, n'est pas contractée auprès de banquiers ou d'entreprises, mais bien auprès d'organismes publics, qui l'ont assurée et sont membres du club de Paris : Ducroire en Belgique, COFACE en France, Eximbank aux Etats-Unis, Hermes en Allemagne, etc. En fait, les véritables créanciers sont les contribuables occidentaux qui, eux, peuvent attendre. On comprend alors que les milieux bancaires privés se soient peu émus ; leurs éventuels problèmes avec le Zaïre se règlent, en dehors des enceintes officielles, dans le club de Londres.

Pour toutes ces raisons, il y a lieu de penser que les mesures annoncées en octobre s'adressent davantage aux Zaïrois eux-mêmes, ou, à tout le moins, à certains d'entre eux. D'abord, les fonctionnaires – et principalement les enseignants, – qui ont été très durement touchés par les rigueurs de l'austérité et de la discipline monétaire. En termes réels, la masse salariale distribuée à ces catégories de travailleurs, déjà fortement réduite depuis plusieurs années, a encore diminué d'un tiers entre 1982 et 1985. Les petits entrepreneurs et commerçants non protégés ont pu, eux aussi, être touchés, car les sources de crédit intérieur se sont raréfiées tandis que les intérêts des prêts consentis par les banques de développement (SOFIDE et banque de Crédit agricole) sont prohibitifs (entre 25 % et 30 %). Mais, surtout, dans une large fraction de l'intelligentsia – hauts fonctionnaires, cadres dirigeants d'entreprise, techniciens, – les sentiments nationalistes, toujours vivaces, sont heurtés par la dépendance du pays à l'égard des « experts » et des « coopérants » étrangers, pourvoyeurs de conseils. Le FMI et la Banque mondiale, en particulier, ont polarisé toutes les rancœurs. Si les membres de cette intelligentsia ne sont pas tous dans le parti d'opposition, l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), qui est interdit, ils n'en constituent pas moins le noyau de l'opposition silencieuse au régime.

Autre geste à l'adresse de ces mécontents, le président Mobutu a écarté son premier ministre qui, en tant que mulâtre, était assimilé aux « étrangers » et de surcroît désigné comme le « porteur d'eau » des créanciers et des institutions internationales. Reconnaissant l'existence de certaines bavures en matière de droits de l'homme, le président a aussi nommé un « ministre des droits du citoyen ». M. Seti Yale, un autre mulâtre, a été déchargé de ses fonctions de conseiller spécial de la sûreté qu'il assumait depuis de nombreuses années. Dans le même temps, toutefois, le régime a pris soin de « garder l'église au milieu du village » en refusant tout compromis avec l'UDPS qui avait fait l'objet d'une habile campagne de dénigrement (6).

Quant à ceux que l'on appelle les « barons » du régime, qui, proches du pouvoir, ont un accès aisé aux devises et entretiennent de plantureux comptes à l'étranger, ils sont peu concernés par les décisions d'octobre, sauf peut-être pour ce qui concerne le retour de la monnaie à sa parité, qui pourrait favoriser un type de spéculation qui a fait fortune. Il est en soi assez remarquable que les experts de la Banque mondiale les aient désignés du doigt pour la première fois en conclusion de leur dernier mémorandum sur le Zaïre. *« Il est important,* affirment ces experts, *que les investisseurs zaïrois soient les premiers à montrer qu'ils ont à nouveau confiance dans l'avenir de l'économie zaïroise. Le rapatriement de certains avoirs zaïrois détenus à l'étranger contribuerait largement à amener les investisseurs étrangers à considérer le Zaïre dans une nouvelle optique* (7). »

Multimillionnaires et héritiers de la « zaïrianisation » de 1974, ces barons se sont placés en position de monopole dans toute une série de secteurs de l'économie : transports, agro-industrie, diamants, or... Certains d'entre eux actionnent en toute impunité les leviers des fonds de transfert versés au titre de l'aide internationale. Et cependant, dans l'ensemble, ils affectionnent aujourd'hui un langage « dur » contre la fraude et la corruption. Non pas tant par esprit civique, mais parce que le petit et moyen commerce, moins « protégé », mais dynamique, vient brouiller leurs cartes.

Dans un récent discours, M. Mbemba Saolona, président de l'association des entreprises du Zaïre (ANEZA), a fustigé, au nom d'un libéralisme « ordonné », ce petit commerce fait de bout de ficelle et de débrouillardise, ce « libertinage affairiste » lié à une stratégie de survie dont le Zaïre peut difficilement faire l'économie dans la situation critique où il se trouve. On peut également avancer que les récentes campagnes contre les fraudeurs étrangers (8), et l'ordonnance de décembre 1986, interdisant à ces étrangers de résider ou de circuler dans les quatre cinquièmes du territoire zaïrois sont en grande partie inspirées par ces hommes d'affaires influents.

Les bilans et mémorandums du FMI, ou de la Banque mondiale, ne portent guère trace de ces conflits d'hégémonie. Ils imprègnent pourtant toute la dynamique socio-politique du pays, qui est loin d'avoir le caractère figé qu'on veut parfois lui prêter. Il n'y a pas et il n'y a jamais eu de dictature, encore moins de totalitarisme, au Zaïre, mais bien la prééminence d'un arbitre en dernier ressort des tensions qui traversent régulièrement les différentes factions de l'élite. Malheureusement, cet arbitrage, dont l'élément charismatique s'est depuis longtemps émoussé, n'a eu pour effet que d'accroître le fossé entre le « haut » et le « bas » de la société civile. Qui plus est, il continue à étouffer toute velléité de créer des contrepoids autonomes à un présidentialisme « musclé » qui donne au Zaïre cette allure de pays dirigé, mais non gouverné.

Depuis l'état de crise manifeste (1978), le Zaïre court de plan en plan – plan Mobutu ; plan d'investissements publics 1980-1983 ; plan d'investissements publics 1983-1985 ; programme intérimaire de réhabilitation économique ; plan quinquennal de développement 1986-1990. Des stratégies sont parfois définies, mais rarement suivies d'effets, soit par défaut de moyens en rapport avec les objectifs, soit parce que les crédits sont affectés à des projets non prévus ou que les bailleurs de fonds traînent les pieds. Dans ces conditions, que pourront donner les appels récents de la Banque mondiale en faveur d'une mobilisation accélérée de moyens financiers importants ? Les bailleurs de fonds y trouveront sans doute leur compte, car ils pourront par le biais de ce type d'aide, rétablir à leur avantage les flux d'exportation. Mais le Zaïre y trouvera-t-il le sien ?

PAUL SERLON.



(Maître-Gamma)

VENDEUR AMBULANT
Un petit commerce fait de débrouillardise

(5) Le club de Paris réunit toutes les institutions publiques de crédits, ainsi que les organismes d'assurance des crédits. Le club de Londres rassemble les banques privées.

(6) Voir « Un opposant de bonne composition », *Jeune Afrique*, 3 décembre 1986.

(7) *Nécessité d'un ajustement structurel..., op. cit.*, p. 43.

(8) Campagnes relayées à Bruxelles par le *Zaïre Digest*, organe de presse de M. Saolona. Les étrangers visés sont des Libanais et des Africains de l'Est bénéficiant de certaines protections politiques marginales.

BIBLIOGRAPHIE

La coûteuse épopée d'Inga

De nombreux « safaris technologiques » ont dévasté l'Afrique et transformé ce continent en un « cimetière de machines ». Les tentatives d'aménagement du site d'Inga au Zaïre constituent un bon exemple, comme s'applique à le démontrer Jean-Claude Willame dans sa *Chronique d'une prédation industrielle* (1). L'originalité de cet ouvrage réside surtout dans la méthodologie adoptée, qui *« va à l'encontre tant des règles de la macro-économie que de considérations exclusivement technico-économiques »*. L'auteur tente en effet de considérer l'épopée d'Inga comme un *« transfert de technologie « en action »* et de la situer *« dans le cadre de stratégies industrielles concrètes »*.

De la construction de barrages, décidée en 1967, à la création d'une zone franche industrielle dix ans plus tard, sans oublier le port en eau profonde ou le *« plus grand pont mixte d'Afrique »*, ce qui frappe, c'est comment, *« une fois prise l'option de départ – la mise en route du programme d'Inga, – la liberté de choix n'existe plus »*.

Le bilan que dresse l'auteur est celui d'un échec économique total. Un seul exemple : la construction d'une ligne à haute tension de 1 800 kilomètres de long pour transporter l'énergie d'Inga aux zones minières du Shaba. Le devis du consortium occidental qui remporta le marché était de 224 millions de dollars ; le coût final, intérêts et charges financières non compris, s'éleva à 850 millions de dollars. Les travaux devaient être terminés en 1977, mais la ligne ne fut achevée qu'en 1982, et seulement 10 % de sa capacité nominale fut utilisée.

A la fin de 1981, les investissements liés directement ou indirectement au projet d'Inga représentent un tiers de la dette de 4,6 milliards de dollars garantie par l'Etat zaïrois.

Comment en est-on arrivé là ? L'auteur écarte les explications faciles, en particulier celle de la corruption. Bien sûr, celle-ci existe, mais elle n'est qu'accessoire. *« La véritable corruption se situe au niveau d'une dynamique plus globale de mise à sac progressive d'un Etat par « consentement mutuel »*. Consentement et convergence d'intérêts *« parmi un groupe d'acteurs concrets réunis au sein d'une* joint venture *centrée sur le pillage et la prédation »* : intermédiaires nationaux ou étrangers, bureaux d'études, sociétés d'ingénieurs-conseils et autres consultants ; entreprises privées ; banquiers ; instances gouvernementales des pays « amis » du Zaïre ; enfin, les partenaires zaïrois eux-mêmes, liés aux pouvoir et surtout à la présidence de la République.

Tous ceux qui s'interrogent sur les raisons de la faillite économique de certains pays du tiers-monde devraient lire cette étude.

ALAIN GRESH.

(1) Jean-Claude Willame, *Zaïre : l'épopée d'Inga*, L'Harmattan, Paris, 1986, 227 pages, 130 F.

THE RISE AND DECLINE OF THE ZAIRIAN STATE. – Crawford Young et Thomas Turner

★ The University of Wisconsin Press, Madison (Wisconsin), 1985, 500 pages.

Vingt ans après *Politics in the Congo* (Princeton University Press, 1965), Crawford Young propose, avec la collaboration de Thomas Turner, une monumentale étude sur la montée et le déclin de l'Etat zaïrois. Cet ouvrage, préparé avec une grande minutie, rassemble une documentation exceptionnelle puisée aux meilleures sources. Les deux auteurs examinent successivement la dynamique de l'inégalité et la formation de classe qui en résulte, les rapports entre Etat et société civile, la dimension ethnique des conflits.

D'importants détails illustrent la manière dont est exercé le pouvoir. Il en est de même de la production idéologique du régime de M. Mobutu et de sa capacité à faire appel aux ressources coercitives. L'insertion du Zaïre dans le système international et la politique économique des années Mobutu sont aussi analysées, tandis qu'un éclairage particulier est jeté sur la fortune – colossale – du chef de l'Etat zaïrois.

Bien que nuancée et fort équilibrée dans la manière dont elle est conduite, cette étude (qui fait la part belle à la collecte des données, parfois au détriment de l'analyse théorique) conclut à la faillite de l'Etat au Zaïre. Elle constitue une référence désormais obligée pour tous ceux qui s'intéressent à l'analyse politique des sociétés africaines postcoloniales.

A. MBEMBE.

THE CRISIS IN ZAIRE : MYTHS AND REALITIES. – Sous la direction de Nzongola-Ntalaja

★ Africa World Press, 1986, 327 pages.

Cet ouvrage, publié sous la direction d'un éminent intellectuel zaïrois, se propose d'aller au-delà des mythes pour rendre compte de la véritable nature de la crise qui frappe le « géant » de l'Afrique centrale. Il prend en compte la dimension historique de cette crise et ne sous-estime point l'impact des facteurs externes (dette, relations tumultueuses avec la Banque mondiale, réponses américaines aux rébellions de 1964) ni la manière dont ils ont contribué à modeler la politique économique du régime.

Les dynamiques internes ne sont pas perdues de vue, qu'il s'agisse des stratégies des groupes dominants visant à utiliser l'Etat comme une ressource privée, à travers des politiques factionnelles et clientélistes, ou des diverses luttes pour la survie qui émergent de la société civile elle-même. Cette créativité populaire, pleine de vitalité dans les régions rurales, atteste de l'existence d'un dynamisme paysan que tente de brider le pouvoir. L'étude comporte, en outre, d'importants documents attestant de l'implication américaine dans les enjeux locaux au début des années 60. Discutable lorsqu'elle mêle parti pris idéologique et explication politique, cette étude est cependant plus qu'utile dans la compréhension de la faillite actuelle du Zaïre.

A. M.

ZAIRE TO THE 1990s. WILL RETRENCHMENT WORK ? – Gregory Kronsten

★ The Economist, Londres, 1986, 97 pages, 78 livres.

Après avoir brièvement rappelé les changements politiques depuis l'indépendance ainsi que le rôle régional du Zaïre comme allié de l'Occident, l'auteur s'attache à une description minutieuse de la crise économique et de la politique imposée par le FMI. Une dette de 5 milliards de dollars et une balance des paiements largement déficitaire pèsent lourdement sur le pays et avant tout sur les services sociaux, la santé et l'éducation. Le dernier chapitre analyse les perspectives par secteur (mines, diamants, énergie, agriculture, industrie). Une quarantaine de tableaux et plusieurs cartes complètent utilement ce survol.

A. G.

L'AFRIQUE DES RÉVOLUTIONS MANQUÉES

Ces fruits si doux de l'arbre à pain

Par TCHICAYA U TAM'SI

Considéré comme l'un des plus anciens, des plus talentueux et des plus prolifiques écrivains africains, le Congolais Tchicaya U Tam'Si n'est venu que récemment à la prose romanesque, après une riche production poétique. Il se singularisa alors en abordant des thèmes puisés dans l'univers colonial, tandis que le roman africain semblait s'être donné pour règle de ne traiter que des problèmes issus de l'indépendance! Il posa son regard facétieux là où on ne *l'attendait pas, sur ces nègres qui* vendaient leur âme et la dignité de leurs frères à l'occupant (1). Regard pessimiste sur une période d'incertitude, mais regard lucide qui n'ignorerait point les dérapages de l'indépendance.

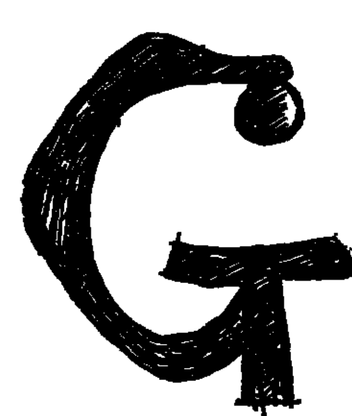
Avec *Ces fruits si doux de l'arbre à pain* (2), il nous fait à son tour pénétrer dans l'ordre postcolonial. Un juge — juste, intègre et nourri de principes — résiste aux intrigues et aux pressions du pouvoir. Sa disparition provoque une émeute contre le régime corrompu et impopulaire, qui s'écroule. Episode emprunté à l'histoire du Congo indépendant : en 1963, la « révolution des trois glorieuses » entraîna la chute de Fulbert Youlou.

Les jeunes révolutionnaires parvenus au pouvoir n'auront pourtant pas de meilleure inspiration. Les voici, dans l'extrait ci-dessous, saisis lors d'une violente scène d'invectives et d'affrontement, à l'occasion d'une réunion du bureau politique du parti. Langue de bois, intrigue politicienne, intolérance, exclusion, complot... Un tableau d'anthologie.

MICHEL LOBÉ EWANÉ.

(1) Cf. *les Phalènes* (1984) et *les Cancrelats* (1980), Albin Michel, Paris.

(2) Tchicaya U Tam'Si, *Ces fruits si doux de l'arbre à pain*, Seghers, Paris, 329 pages, 90 F, mise en vente le 23 mars.



GASTON n'avait encore rien dit. Il écoutait. Personne n'avait encore sollicité son avis. D'habitude, on ne manquait jamais de lui demander s'il avait quelque chose à ajouter à ce qui venait d'être dit. Un commentaire. Rien. Depuis un certain temps, le manège était le même. On oubliait même de l'avertir à temps de la tenue d'une réunion importante. Ou on l'avertissait au dernier moment. Il y avait anguille sous roche.

Par deux fois, il leva la main, avec insistance, pour demander la parole. Ostensiblement, on l'ignora. On passa la parole à quelqu'un d'autre. Comme de juste, à Paulin Pobard, avec qui il avait les rapports les plus tendus, et dont les propos le rasaient. Non pas par parti pris. Une réponse à l'attitude agressive de son ancien ami, et *il avait beau se raisonner, chercher quelque inté*rêt à ce que Paulin pouvait dire d'important, il le trouvait rasoir au possible. Vraiment rien à faire. Et pourtant, il y a eu un temps où il s'est, lui aussi, gargarisé des mêmes mots, creux et insipides, qui, alors, l'enfiévraient. Maintenant, c'était au-*dessus de ses forces d'écouter*, *pour la cent millionième fois*, les mêmes inepties qu'en démagogue de service Paulin débitait sur les « menées subversives des impérialistes et de leurs plats valets de l'intérieur, petit-bourgeois ripailleurs à la gourmandise d'hippopotame ». S'ils n'existaient pas, il faudrait les inventer. Ils offrent l'alibi suprême. L'explication incontournable de nos carences présentes et à venir. Ce gars a, dans le temps, été une lumière. Oui. Il y en a que l'ambition rend stupides. Voici le refrain, maintenant. « Nous extirperons jusqu'à la racine le mal (poil aux dents !) du colonialisme (poil au cul !). » Les parenthèses sont de Gaston. Il les débite intérieurement pour son plaisir personnel. Il ne pousse pas la provocation jusqu'à les dire à haute voix (...). Excédé, Gaston passe à l'abordage, à ce *qu'il croit. En fait, il se saborde.*

« Est-ce que l'on ne peut pas revenir à l'ordre du jour, camarade Président ? Ce refrain, nous le connaissons tous par cœur, et il se trouve que nous éprouvons tous du mal... »

Il se saborde. Il est trop nerveux pour garder le contrôle de *son propos, encore plus pour en régler* le débit. Paulin a la fureur assassine. Vexé, plein de fiel, il attaque :

« Tu ne te serais pas senti visé par mon propos, par hasard ? »

Il fit de l'ironie.

« *Qui* es-tu... pour qui te prends-tu, pour te permettre d'être grossier, arrogant ? En fait, nous ne savons que trop qui tu es ! Ce dont je débats est bien à l'ordre du jour. Il est à l'ordre du jour que les traîtres devront payer pour leurs menées subversives. Nous savons où ils se cachent. Il en est qui se drapent du drapeau de la révolution. Non, jamais au grand jamais toi et tes amis vous ne vous en servirez comme sanctuaire. Notre drapeau est teint du sang des martyrs, ce sang-là n'abritera pas celui des traîtres. »

Gaston ne ricana plus, même s'il applaudit sans faire de bruit de claque, mais à grands gestes. Paulin s'en irrita davantage.

« Persifle, va ! Persifle ! Sache que je te confondrai. Oui, toi et les tiens ! Nous vous confondrons. Tu m'as coupé la parole, est-ce pour nous dire pourquoi ça te déplaît tant qu'on touche à tes petits copains ? Est-ce bien cela ? Dans ce cas, je te cède bien volontiers la parole. *Passe donc aux aveux.* Car il s'agit de passer aux aveux et non de faire de l'autocritique ! L'heure de l'autocritique sera pour après, si nous le jugeons opportun. Selon la sincérité de tes aveux. Si le tribunal populaire estime que tu n'es pas tout à fait corrompu et que tu peux encore être digne de servir la sainte lutte du peuple. »

Gaston en resta bouche bée. Il ne s'agissait plus d'en rire. Il reconnut sur le visage de Paulin les stigmates de l'espèce la plus grave de folie dont la morsure est mortelle. Vipère. *Aspic. Naja.* Le naja le dardait de ses yeux froids, l'hypnotisait. Il était là, sans réaction. Il avait reçu un jet de venin dans les yeux. L'effroyable venin s'insinuait dans son corps, engourdissait ses membres. Ses réflexes étaient morts. Il connut cette angoisse froide, glaciale qu'on a au volant d'une voiture qui dévale une pente sinueuse, dont les freins ne répondent plus et quand c'est au prochain virage trop en épingle à cheveux que s'ouvrira le précipice (...).

CE n'était pas la première fois que Gaston Poaty et Paulin Pobard donnaient en public le spectacle de leur animosité et de leur rivalité. Ils étaient tous les deux membres du bureau politique du parti où *l'influence de Paulin* Pobard, dit Paupo, croissait à mesure que son discours se vidait de tout sens de la réalité des choses. Crapuleux parce que sans scrupule. Il servait ses incantations d'anticolonialisme comme cautère à tout. Avec la même inspiration inquisitoriale, il était *toujours prompt à désigner* du doigt l'ennemi de classe, de la nation, de la révolution. A croire qu'il se droguait matin, midi et soir pour mettre tant de folie dans ses réquisitoires.

« Peut-être auras-tu le courage de nous confirmer certains propos que tu as tenus récemment, que plusieurs personnes ont entendus, mais hélas ! personne de ceux qui *sont ici.* »

Peu à peu, l'air inonda normalement les poumons de Gas*ton. Son sang à nouveau oxygéné* remit de l'entrain dans tout son corps. La paralysie de ses réflexes disparut. Il tonna si bien que son détracteur craignit d'être foudroyé. Il ne sursauta pas comme tout le monde, il trébucha et faillit tomber à la renverse.

« Ça suffit ! tonna Gaston. Ça suffit, les sornettes ! Un mot *de plus, je te casse la gueule !* » Il *tonna* et se rua sus à l'ennemi. Il perdait la tête, certes, mais l'effroi, du coup, changea de camp. Gaston se laissa arrêter par ceux qui s'interposèrent. Il se calma. S'assit à sa place, se prit la tête dans les mains et dit des excuses à l'adresse du *camarade Président et* à *tous* les camarades. Au camarade Paulin aussi, qui les refusa puis les accepta par respect pour le camarade Président. La séance fut interrompue (...).

On sonna la reprise de la séance. Le président prit la *parole et* explique qu'en fait cette reprise de séance était une séance plénière extraordinaire du bureau politique, convoquée à cause de l'urgence qu'il y avait à faire la lumière sur une question d'importance capitale, car il y allait « de la vie ou de la mort de la révolution, dont les ennemis ne désarment pas, en dépit des défaites que nous leur infligeons tous les jours, car chaque progrès de notre révolution est une défaite pour eux. Hm ! Hm ! Dans ce qu'a dit le camarade Paulin Pobard, dont nous apprécions tous la probité et l'intégrité morale... Ce qu'il a dit, qu'il ne faut pas interpréter comme un acte d'accusation contre celui qui est jusqu'à nouvel ordre notre camarade à tous dont... Dont. Bref. Qu'il ne faut pas interpréter, je disais, comme un acte d'accusation de notre camarade Gaston Poaty. On a surpris des paroles étranges dans la bouche de notre camarade. Nous aimerions qu'il se prononce sur leur véracité. En premier lieu. En second lieu, la question que nous pourrons mettre à l'ordre du jour, certes, rejoint la première, mais voyons d'abord la première. Camarade Gaston Poaty, à toi la parole. »

Tout le monde se tourna vers lui. Gaston croisa le *regard de chacun d'eux, le sourire aux lèvres. Dans* aucun des regards qu'il croisa il ne lut du dépit, du défi. Il lut de la curiosité, de l'hésitation, de la sournoiserie, de la fourberie, de l'idiotie, de la turpitude. Quelle misère ! On aurait dit que l'usage de la parole avait été donné à toute cette engeance *pour cacher* l'incapacité qu'avait la tête de chacun d'eux de faire le tour complet d'une idée sans attraper un torticolis mémorable. Tous incapables d'aller jusqu'au bout de la logique des questions qu'ils soulevaient. Et Paulin se faisait cancre illustre à vouloir fendre la tête des gens, ouvrir leur ventre pour en extraire la « colonité ». Avec un bistouri qui a le feu roulant d'une *mitraille gros calibre, dans la nuque, dans le ventre...* « Je dis, moi, que c'est faire œuvre sanguinaire ! » Il ne daigna pas regarder le cancre. Il afficha dans son sourire beaucoup de mépris pendant la seconde de silence qu'il observa. Il se racla la gorge.

« *Donc, on a rapporté* les propos que j'ai tenus. A propos de quoi ? On se garde de le rappeler. Sans doute parce qu'on ne souhaite pas que j'exige qu'on me dise le nom du rapporteur. Je suis poli, je parle de rapporteur, je devrais parler de mouchard. Je ne vais pas m'attarder à dénoncer les méthodes policières que certains veulent instaurer dans ce pays. On *crie sus à l'ennemi* de l'intérieur pour s'adonner au délire fasciste. Ces méthodes, ces procédés sont franchement fascistes. »

On le laisse s'enferrer. La passion froide est celle des dompteurs. La passion chaude est celle des martyrs, disons : des agneaux qui finissent égorgés (...).

« Je sais exactement ce que l'on veut. On veut faire de moi le complice d'un complot impérialiste. Un de plus, comme nous *savons bien* les inventer. C'est d'ailleurs ce que nous réussissons le mieux. Nous réussissons bien, aussi, dans notre incapacité de faire face aux vrais problèmes que notre peuple doit affronter. C'est bien trop facile de lui donner du complot à bouffer ! »

Paupo était aux anges. Il ne le laissait pas paraître. De sombres desseins, comme *d'horribles chenilles, grouillaient dans* son cerveau. Il me déteste tellement qu'il donne dans le panneau, tête baissée. Va-z-y, mon gars. Le morceau de bravoure te restera en travers de la gorge.

« Qu'ai-je dit ? »

Eh bien ! On t'écoute ! Il ne vit pas le gouffre, tapi tout au fond de leur silence sournois.

« Je me suis livré à une réflexion. Je répondais à la question d'un camarade, après la conférence que j'ai faite devant les cadres du parti, sur le rôle important que doit jouer l'agriculture dans la conquête totale de notre indépendance économique. C'est en public, et non en privé, que j'ai fait la réflexion... qui constitue la pièce maîtresse de la preuve de ma participation au complot public contre la révolution, avec pour complices des cadres du parti. *On voit d'ici le ridicule* de la chose. Je me souviens de la question. La voici : « Pourquoi, camarade Poaty, n'as-tu pas souligné, dans ton brillant exposé, le rôle néfaste du colonialisme dans la destruction de notre agriculture ? » J'ai répondu au camarade que sa question était intéressante, mais que ce n'était pas mon propos. La question qu'il soulevait pouvait constituer le thème sinon la matière d'une autre conférence que je pourrais faire le cas échéant. Oui, je me suis livré après cela à une réflexion à haute voix. *Quelque chose comme* : « Une révolution en cache une autre. Une révolution en explique une autre. » Je note qu'à ma connaissance personne ne s'est posé la question de savoir si le colonialisme, dont nous faisons la source de tous nos maux, n'était pas, en fait, la première grande révo*lution des temps modernes de* l'Afrique, d'hier, d'aujourd'hui et de demain. Que nos peuples d'Afrique l'aient voulue ou pas. Que ces peuples aient été contraints ou pas, ça n'y change rien. Ils sont ce que cette révolution-là en a décidé. Nous sommes... Il reste vrai, dans l'ensemble, que, si c'est involontairement que les peuples d'Afrique ont été les agents d'une révolution qui a bouleversé toute leur vie, le sens de leur destinée, cette révolution est la leur et qu'ils se doivent de l'interroger attentivement, puisque *d'elle dérivent toutes les révolutions présentes et futures* que connaîtra le continent. Ils se doivent d'étudier celle-là pour mieux réussir les autres. Les voies de l'histoire comme les voies de Dieu sont... imprévisibles. Oui... La révolution populaire de 1963 cache la révolution bourgeoise de 1960, qui cache celle *dont le colonialisme* contient toutes les prémices. Est-ce que continuer à ne pas considérer le colonialisme comme une grande révolution ne nous conduirait pas dans le mauvais sens de l'histoire ? Une réflexion. Une interrogation. Depuis quand est-ce un crime que de s'interroger, de réfléchir ? Pourquoi est-ce si difficile *de résoudre nos* problèmes ? Quel est le paramètre que nous ne prenons pas en compte ? Il se peut aussi que nous ne comprenions pas la *nature exacte de ces problèmes. Peut-être* devrions-nous d'abord nous remettre en cause, avant de nous atteler à certains problèmes. Je crois que, ce faisant, leur solution serait plus aisée. Voilà... ! »



(Iba N'Diaye)

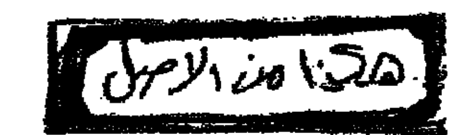
GASTON se tut. Il se dit : « Je me suis un peu emmêlé les pédales. » (...) Personne n'osait regarder Paulin. Personne ne savait *comment il allait réagir*. Paulin prolongea la seconde de silence. Puis il leva la main (...). Il se leva. Se donna un tour d'indignation contenue. La voix frémissante, sourde, puis grondante, il dit :

« Eh bien ! Voilà ! Comme vous tous, je suis abasourdi. Votre silence, camarades, montre à l'*évidence l'étendue de votre* malaise. C'est trop énorme. C'est aberrant. C'est odieux. La perversité, à un tel degré ! Je ne suis pas seulement abasourdi. Je me sens sale. Très *sale, de la* porcherie qu'il a répandue sur moi. C'est inqualifiable. Qu'il en vienne à penser de telles incongruités, pis, de telles monstruosités, indique assez le degré de corruption auquel il est parvenu. Peut-il encore être des nôtres ? Laissons de côté sa réflexion. Son interrogation. Reconnaissons-lui le droit de penser, de s'interroger. Mais les *critiques*... Les critiques qu'il nous adresse, nous savons d'où elles viennent. Ne cherchez pas à savoir qui inspire sa réflexion. Chaque mot de ses aveux fournit un motif *de condamnation*, comme ennemi de notre cause. C'est un criminel, qui doit répondre devant la justice populaire de ses crimes. »

Pathétique, il conclut :

« Si ce rénégat reste au bureau, moi, je sors. »

Il se leva. Tous les autres membres se levèrent, dans un même élan. Gaston resta seul assis, se massant les mains.





AU-DELA DE LA NOSTALGIE, UN FOISONNEMENT CRÉATEUR

BERLIN métropole culturelle retrouvée

Par JEAN-MICHEL PALMIER

L'UN des phénomènes les plus étranges et les plus significatifs parmi tous ceux qui ont marqué la sensibilité allemande depuis les années 60-70, c'est peut-être la lente réappropriation de Berlin dans l'imaginaire collectif. Ce regain d'intérêt pour l'ancienne capitale prussienne n'est pas réductible à une évolution des relations politiques entre les deux Allemagnes ou à leur stabilisation. Rien de nouveau dans la situation de Berlin n'explique l'intérêt qu'on lui porte. Et d'ailleurs cet intérêt confond souvent en une seule image, un même mythe, le Berlin des années 20 et 30 et ses ruines, Berlin-Ouest et Berlin-Est, comme si, au plan de la sensibilité, il ne s'agissait que d'une seule ville.

Nostalgie d'une capitale qui fut jadis le symbole de l'unité allemande, alors qu'elle n'est plus aujourd'hui qu'une pomme de discorde entre deux Etats ? Nostalgie d'une culture d'abord anéantie par Hitler, puis rasée par les bombes ? Sans doute. Quoi de plus caractéristique que ces innombrables ouvrages intitulés *Berlin, so wie es war* (« C'était Berlin ») qui rassemblent les photographies d'une ville dont elles ne sont plus que l'unique témoignage. Il n'est pas rare, à Berlin, de voir des vitrines entières de librairies consacrées à la Prusse, allant même jusqu'à proposer des planches en couleurs des célèbres uniformes du temps du Roi-Sergent.

C'est encore cette nostalgie qui explique le succès rencontré par toutes les manifestations qui tentent de ressusciter le passé de la ville ou de la Prusse elle-même. Qu'il suffise de rappeler l'événement que constitua la grande exposition berlinoise de 1981, consacrée à la Prusse et à son héritage, et qui suscita de multiples discussions théoriques et politiques dans les deux Allemagnes, ou le succès, non moins remarquable, de celle ayant pour thème « Berlin en 1900 », organisée en 1985 par l'Académie des beaux-arts. Quoi de plus étonnant que de voir tous ces Berlinois, visitant cette dernière, non pour y contempler des documents, mais pour y retrouver simplement le souvenir de la rue, du quartier où ils sont nés et qui ont disparu sous les bombes ? Cette recherche d'un passé physiquement anéanti est une dimension quotidienne de la mémoire berlinoise. Elle explique aussi un autre phénomène que les sociologues allemands nomment le culte de la *Trödelkultur* (« culture du marché aux puces »), et que seul un écrivain comme Walter Benjamin, infatigable amoureux du Berlin du début du siècle, serait capable de comprendre dans sa profondeur parce que lui aussi savait rêver sur les choses et les livres, qu'il assemblait comme des fleurs séchées.

Un musée imaginaire

BEAUCOUP de Berlinois se sont faits spontanément archivistes et collectionneurs, à travers une étonnante dialectique du souvenir et du vestige, de la mémoire et de l'histoire. Même en hiver, les doigts glacés, à peine réchauffés par le verre de vin chaud à la cannelle *(Glühwein)* qu'on déguste dans les rues, ils s'en vont, à l'aube, arpenter l'immense étendue sinistre de la Potsdamerplatz, où se tient chaque dimanche le marché aux puces de Berlin. Tandis que les travailleurs turcs y cherchent des ustensiles de cuisine bon marché, ils examinent des piles impressionnantes de livres, de revues, de journaux dépenaillés, mais aussi de photos de famille ou des cartes postales, pour constituer leur propre musée imaginaire. Au hasard des décès, des vieux appartements débarrassés, ils ne cessent de l'enrichir.

Ce culte du passé, des années 20, 30 ou même 40, prend des formes multiples : fétichisation des souvenirs, qu'il s'agisse de vieux programmes de cinéma ou de photographies d'acteurs jadis célèbres, reconstitution iconographique minutieuse d'anciens quartiers, réédition de disques et de livres, organisation de festivals et de spectacles destinés à faire revivre cette culture. Ce qui est nouveau, c'est que cette passion pour Berlin et son histoire culturelle, loin de ne concerner que ses plus vieux habitants, est partagée par une génération nouvelle. A tel point que l'image négative de la ville, assez largement répandue, qu'il s'agisse de ses ruines ou du symbole de la « guerre froide », de la division de l'Allemagne, commence à se métamorphoser.

Assurément, pendant longtemps, Berlin ne fut guère aimée du reste de l'Allemagne. Bien avant 1900, un proverbe munichois affirmait : *« Il faut bien naître quelque part, même à Berlin. »* On reprochait à la ville son aspect « nouveau riche », sa froideur architecturale, sa pauvreté en monuments, à l'exception de généraux en marbre. Ville prussienne, à l'esprit militaire, Berlin fut aussi un havre pour des milliers d'émigrants qui, dès la fin du dix-neuvième siècle, s'y fixèrent, en quête d'un emploi. Grandissant sans cesse, la ville enserrera dans ses murailles des lacs, des forêts et des étendues sableuses, juxtaposant les contrastes sociaux les plus violents, symbolisés par des quartiers : le Grunewald aristocratique, le Kurfurstendam « nouveau riche », l'Alexanderplatz populaire, sans oublier les quatre grands quartiers prolétariens, Wedding, Kreuzberg, Neuköln et Moabit.

Etrange ville qui vit aussi se développer sa propre culture, d'une réelle originalité. Dès 1900, Berlin comptait plus de théâtres que d'églises. Et sa culture populaire, son humour, exprimés dans des chansons, des poèmes d'un dialecte coloré, qui remplace les « g » par des « j », les « ich » par des « ick », atteignit peut-être son apogée dans les dessins de Henrich Zille, le Poulbot berlinois, qui immortalisa dans des œuvres pleines de tendresse la vie des ouvriers et des gosses des rues. Très vite, Berlin affirma sa liberté d'esprit, son absence de préjugés, sa façon de ne rien prendre au tragique ou au sérieux. Tout au long des années 20, la ville ne cessa d'attirer à elle les artistes les plus divers – auteurs, metteurs en scène, peintres, poètes, cinéastes, écrivains – qui en firent une métropole artistique internationale, un foyer de création à peu près unique en Europe. Forteresse de l'art de gauche, symbole de la culture la plus progressiste de la République de Weimar, Berlin « la Grande Prostituée » sera aussi la ville la plus honnie par les nazis. Et Goebbels, qui sera chargé par Hitler de sa mise au pas, rasera les derniers cabarets au bulldozer pour anéantir l'humour berlinois. Et c'est là aussi un titre de gloire qu'une nouvelle génération reconnaît à la ville : avoir été, par la richesse de sa culture, le symbole de la résistance au nazisme.

Capitale du Reich, victime de la mégalomanie architecturale hitlérienne, admirablement servie par Albert Speer, la ville, après la couche de suie noire qui lui donna dès le début du siècle un aspect sinistre, allait connaître avec la fin de la guerre et la capitulation nazie un écrasement presque total. Sur les 980 000 habitations que comptait Berlin, plus de 340 000 furent anéanties et l'ensemble des ruines fut évalué, en 1945, à 45 millions de mètres cubes. Ce traumatisme des ruines, de l'année zéro, l'inconscient allemand s'efforcera vite de l'oublier. Il ne survivra que dans les romans de Heinrich Böll, avant de resurgir dans les films de Rainer W. Fassbinder ou d'Elma Sanders. On reprochera souvent à Berlin d'avoir conservé, au milieu de ses quartiers neufs et comme par défi, les vestiges de ses monuments détruits, qu'il s'agisse d'une église incendiée ou d'une façade de gare. Or ce sont précisément ces ruines qu'une nouvelle génération respecte et érige au rang de symboles.



(W. Karel-Sygma).

PEINTURES MURALES CONTRE LA SPÉCULATION IMMOBILIÈRE
Un combat pour sauver les vieux quartiers

Partout ailleurs, en Allemagne fédérale, il est presque possible d'oublier l'histoire. A Berlin, elle est omniprésente, partout obsédante. On la lit non seulement dans la division de la ville, dans ces ruines pieusement conservées, dans ces immeubles encore abandonnés de la Friedrichstrasse, mais aussi dans chaque façade de maison criblée d'éclats d'obus et d'impacts de balles, dans ces statues défigurées, aux yeux crevés et aux lèvres arrachées. Rappel du passé, mauvaise conscience du présent, volonté d'une génération de ressaisir son histoire, c'est tout cela que représente aujourd'hui Berlin pour une génération d'artistes, d'intellectuels, qui ont décidé de s'y installer.

Qu'il s'agisse de Peter Schneider, de Jürgen Theobaldy, de Günter Grass lui-même, mais aussi de Werner Schroeter, cinéaste, ou encore des transfuges de la RDA, des peintres néo-expressionnistes, ils ne cessent d'affirmer que Berlin est le seul espace de culture allemande où ils peuvent imaginer travailler, quelles que soient les difficultés. Dès lors, on serait tenté de parler d'une nouvelle sensibilité berlinoise qui marque sans doute la peinture, la littérature, mais aussi des cercles de plus en plus vastes, qui considèrent les contradictions de Berlin comme une source de richesses et qui, conscients de ce que représentent la mémoire et l'histoire de cette ville, l'empêchent de devenir une vitrine, un organisme artificiellement maintenu en vie ou un cimetière illuminé.

Cette révolte en faveur de Berlin prend les formes les plus diverses. Elle commence, au-delà d'un destin politique qui s'est imposé, par la défense même de la ville, de ses restes, contre les démolisseurs. Le temps est révolu où l'université de Berlin incarnait le fer de lance de l'opposition extra-parlementaire allemande. Mais, avec le développement des mouvements alternatifs désireux de changer la société, au plan de la vie quotidienne, ici et maintenant, s'est aussi affirmée une forte résistance à un urbanisme anarchique ou spéculateur, consistant à remplacer systématiquement les vieux immeubles par des constructions tristes en béton, à raser plutôt qu'à restaurer ou réparer. Ces initiatives de défense de la ville, de ses vieux quartiers, unissent aussi bien des Berlinois de vieille souche, des étudiants ou des militants alternatifs que des marginaux, les fameux punks de Kreuzberg, qui occupent les vieux immeubles et tentent de les rendre habitables plutôt que de les abandonner aux bulldozers.

L'encerclement de la ville, sa coupure d'avec la RFA, ont entraîné une sorte de soif de création et de communication assez surprenante. Contraints de vivre en vase clos, les Berlinois ont à cœur de multiplier les occasions de rencontre, les scènes officielles ou parallèles, les expositions. Pour que cette culture berlinoise puisse renaître, il ne suffisait pas d'y recréer des infrastructures coûteuses. La prise de conscience de l'importance de cette dimension culturelle dans l'identité berlinoise a été plus fondamentale que les investissements les plus spectaculaires.

Tout se passe comme si, consciente de ne pouvoir exister sur le plan politique, Berlin avait effectué un repli stratégique sur la culture et revendiquait fièrement son nom de « métropole retrouvée ». Ce phénomène est d'autant plus profond qu'il correspond à une aspiration de la population berlinoise et de son élite intellectuelle, qu'il est admirablement servi par le nombre important d'artistes installés sur place et que le mythe prestigieux de la Berlin des années 20 ne cesse d'être réactualisé par les expositions, les livres, les films. Loin de ne concerner qu'une minorité de chercheurs et d'historiens, ce phénomène touche les milieux les plus divers. Il présida à la création de maisons d'édition militantes, qui rééditent, par exemple, les théoriciens anarchistes et utopistes des années 20 (Gustav Landauer, Eugen Leviné, Erich Mühsam) ou les écrits des spartakistes. Il inspire la multiplication des galeries, des librairies. Il marque les étudiants des beaux-arts. Même les mouvements homosexuels berlinois ont eu à cœur d'étudier et de publier des travaux sur les célèbres cabarets homosexuels des années 20 (ainsi l'Eldorado), de rendre hommage au pionnier de la sexologie, Hans Magnus Hirschfeld, fondateur du célèbre Institut de recherches berlinois et éditeur d'une revue scientifique, qui, en 1933, fut brûlé en effigie par les nazis, parce qu'il était juif, homosexuel et d'extrême gauche.

Les nouveaux Fauves

SANS doute est-il difficile de prévoir l'évolution de cet incontestable renouveau culturel, sensible aussi bien dans le théâtre, la littérature, la musique ou la peinture. Il est aussi difficile d'imaginer les réactions que cette transformation de l'image de Berlin pourra susciter en RFA. Mais, au plan de la sensibilité, il s'agit d'un mouvement d'une réelle ampleur. Il suffit, pour s'en convaincre, de constater l'audience des peintres berlinois qui se nomment les « nouveaux Fauves » ou les « néo-Expressionnistes ». Si c'est Josef Beuys qui a redonné aux Allemands la foi dans leurs propres ressources artistiques, c'est de Berlin qu'est issu le groupe pictural le plus remarquable de ces dernières années. Avec comme principaux représentants, Fetting, Middendorf, Salomé, Zimmer, ces artistes sont l'incarnation typique d'une nouvelle sensibilité qui unit étroitement la perception contemporaine de la ville aux souvenirs de son passé et des courants de peinture qui l'ont marquée. Ils ont trouvé dans l'expressionnisme, avec son inspiration apocalyptique et visionnaire, leur grand ancêtre.

Renouant avec la violence des couleurs des peintres de *Die Brücke* (« le Pont »), ils se réclament de Nolde, de Kirchner, de Schmidt-Rottluff, et c'est bien à eux, ou encore à Munch, que leurs immenses toiles, commencées au début des années 60, font penser. Ils se veulent des représentants d'une nouvelle expressivité, des peintres d'atmosphère. Si des fragments de la ville sont perceptibles dans certaines de leurs toiles – l'inévitable mur – c'est beaucoup plus dans une certaine révolte de l'instinct, dans leurs visions les plus personnelles, dans la musique punk, qu'ils puisent leur inspiration. Quand on les interroge sur les raisons qui les ont poussés à venir se fixer à Berlin, ils répondent qu'ils n'auraient pu imaginer vivre ailleurs, que Berlin est la ville qui convient à leur art, qu'ils se sentent en harmonie avec ses paysages, ses ruines, ses dévastations.

Etrange génération qui effectue dans l'art, sous les formes les plus diverses, un travail de deuil, de remémoration, de redécouverte, à travers l'espace meurtri d'une ville qu'elle ne cesse de défendre, parce qu'elle s'y reconnaît comme dans un miroir.

Prochains colloques

- Le Centre français du commerce extérieur (CFCE) organise trois journées d'information : sur le sultanat d'Oman (11 mars), sur le Zimbabwe (18 mars) et sur la Colombie (25 mars). *(Renseignements : CFCE, 10, avenue d'Iéna, 75783 Paris Cedex 16. – Tél. : 45-05-30-00.)*
- La Fédération française des clubs UNESCO consacre ses journées d'études annuelles au thème « TECHNIQUES, PRATIQUES ET ENJEUX DE LA COMMUNICATION ». Les travaux auront lieu à Valence, du 21 au 25 avril. *(Renseignements : 127, rue Marcadet, 75018 Paris. – Tél. : 42-58-68-06.)*
- L'Institut panafricain de géopolitique (IPG) réunit à Paris, du 23 au 25 avril, un colloque international sur le thème « FRANCOPHONIE ET GÉOPOLITIQUE AFRICAINE ». *(Renseignements : IPG, BIU section Central-Droit, 11, place Carnot, 54042 Nancy.)*
- Du 23 au 25 avril, se tiendra à Paris un colloque européen : « EUROPROSPECTIVE », organisé conjointement par la CEE, le Centre de prospective et d'évaluation, le CNRS et le Commissariat au Plan. *(Renseignements : Jean-Marc Chauvigny, OIP, 62, rue de Miromesnil, 75008 Paris. – Tél. : 45-62-84-58.)*
- L'Institut d'études politiques (IEP) inaugurera, le 27 avril à Paris, un cycle de douze conférences sur le thème « L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL : CRISES RÉGIONALES ET MODIFICATIONS DE L'ÉQUILIBRE INTERNATIONAL ». *(Renseignements : Service de formation continue de l'IEP, 215, boulevard Saint-Germain, 75005 Paris. – Tél. : 45-49-50-50.)*

VILLES D'EUROPE DÉSERTÉES PAR LES USINES

Les profondes mutations que traverse l'industrie européenne depuis une quinzaine d'années, surtout l'effondrement des secteurs dits traditionnels, à forte densité de main-d'œuvre – charbonnages, sidérurgie, mécanique lourde, chantiers navals – nullement remplacés, en termes d'emplois, par les nouvelles entreprises de haute technologie et par le développement du tertiaire, ne se traduisent pas seulement dans les statistiques du chômage et du commerce extérieur.

Elles ont bouleversé le visage des villes à forte concentration industrielle, dispersé des populations et pulvérisé une culture ouvrière de proximité, née de décennies d'épreuves, de joies et de combats communs, en des temps où l'emploi et l'habitat n'étaient pas géographiquement dissociés. C'est tout un tissu urbain – et pas seulement industriel – qui s'est ainsi trouvé disloqué.

Parmi bien d'autres, trois villes, pourtant très différentes par leur passé, leur taille et leurs activités – Liverpool en Angleterre, Londonderry en Irlande du Nord, Saint-Denis dans la banlieue parisienne – affichent l'histoire vivante de la désindustrialisation des années 70 et 80. Elles ne sont pas pour autant des conservatoires de la nostalgie, chacune, à sa manière, témoignant de la volonté de vivre de communautés durement affectées.

LIVERPOOL : reflets du

Par FRANÇOIS POIRIER *

FAUTE de ne plus être la deuxième cité de l'Empire britannique, Liverpool s'est faite capitale de la misère européenne (1). Toute son originalité procède, non de la spécificité de ses problèmes, mais au contraire de ce que les éléments d'un déclin très général sont exceptionnellement concentrés ici au même endroit. Les activités qui faisaient vivre la ville ont, en effet, périclité dans toute l'Europe et surtout au Royaume-Uni. Et, parce que les centres du dynamisme économique se sont déplacés, Liverpool s'est progressivement trouvée excentrée...

Liverpool dépendait traditionnellement d'une activité portuaire et d'industries de main-d'œuvre peu qualifiée, liées à la transformation des produits exotiques importés (manufactures de tabac, biscuiteries, raffineries de sucre, usines de caoutchouc, etc.). Les activités portuaires ont subi le contrecoup de changements technologiques (par exemple, il faut trente-cinq fois moins de dockers qu'il y a trente ans pour manipuler le même tonnage de fret), d'une nouvelle distribution de la construction navale au bénéfice de l'Extrême-Orient, d'un déclin de la puissance maritime du Royaume-Uni (8 % du fret mondial aujourd'hui contre les deux tiers avant guerre) et d'une réorientation des échanges au bénéfice des ports du sud de l'Angleterre, orientés vers l'Europe avec laquelle s'effectue désormais la moitié du commerce extérieur britannique, contre 20 % seulement avant guerre. A cela s'est ajoutée la disparition du transport maritime de passagers, domaine où Liverpool occupait la première place mondiale au début du siècle.

Auraient pu se maintenir les industries manufacturières. Mais, du fait de la transformation des transports terrestres et internationaux comme des techniques de conservation, celles de Liverpool n'ont plus de raison particulière de rester situées près de leur port d'approvisionnement, ni même dans le pays qui leur sert de marché principal ou de tremplin vers le marché international. Par ailleurs, l'industrie cotonnière du Lancashire, dont la ville était le port indispensable et proche, à la fois source et débouché, est en voie de disparition en Europe. La construction automobile, arrivée dans les années 60, s'étiole dans toute la Grande-Bretagne, et Liverpool fait d'autant moins exception qu'elle n'offre même pas de marché local, le nombre de propriétaires de voitures n'atteignant que 60 % de la moyenne nationale.

En trente ans, la ville a perdu un demi-million de ses habitants. Ceux qui restent sont aussi ceux qui acquittent le moins d'impôts et demandent le plus de secours publics, alors que les dépenses d'infrastructure sont demeurées inchangées en livres constantes. Et pendant dix ans, de 1974 à 1983 inclus, lorsqu'il était peut-être encore temps d'agir, la ville, faute de majorité municipale, s'est contentée de naviguer à vue sur fond de clientélisme. Des coalitions de libéraux et de conservateurs ont négligé d'augmenter les recettes fiscales, préférant endetter la municipalité et faire payer les loyers d'HLM les plus élevés d'Angleterre en dehors de Londres.

Avec un pareil passif, on peut se demander ce qu'il est humainement possible d'accomplir pour sauver Liverpool de son naufrage. Et pourtant, les tentatives n'ont pas manqué, dont certaines porteront peut-être leurs fruits.

Le premier grand sursaut de la période récente a provoqué l'intervention directe du gouvernement.

* Responsable du Centre d'études comparatives des mouvements ouvriers et travaillistes dans les pays de langue anglaise de l'université de Paris-VIII/Vincennes à Saint-Denis.

(1) Selon une étude des indicateurs de prospérité faite pour la CEE, Liverpool occupe la 103e et dernière place parmi les villes de la Communauté (Paul Cheshire, Gianni Carbonaro et Dennis Hay, « Problems of Urban Decline and Growth in EEC Countries », *Urban Studies*, avril 1986, Harlow (Essex). Sur les vingt dernières villes de ce classement, dix sont britanniques. Sur les vingt premières, aucune n'est britannique.

SAINT-DENIS : renouveau d'une « banlieue rouge »

Par RAYMOND GUGLIELMO *

SAINT-DENIS : une ville, la plus ancienne de la banlieue parisienne, serrée autour de sa basilique ; un bastion de la « banlieue rouge » ; une cité ouvrière pleine de contrastes, où un centre aux rues étroites voisine avec celui qu'une coquette rénovation a complètement transformé, près d'une vieille halle, dont la belle charpente métallique a été conservée.

C'est aussi une immense zone industrielle qui a poussé dès le Second Empire sur cette étendue giboyeuse, la Plaine, qui séparait la ville médiévale des dernière pentes de Montmartre. Des bâtiments neufs y côtoient un paysage sinistre de carcasses rouillées d'usines abandonnées, de raccordements ferroviaires désaffectés et transformés en dépôts d'ordures, de baraques confinant au bidonville et d'immeubles dégradés où s'entassent des travailleurs immigrés.

Mais c'est encore, dans la vieille ville, une croisée commerçante, en partie piétonne et grouillante de monde, comme on n'en trouve pas souvent en banlieue et, pas très loin de là, le charme paisible et vieillot du parc de la Légion d'honneur, ou bien la poésie (eh oui ! sur fond de murs et de cheminées d'usine) d'un petit troquet sur le bord du canal, à deux pas du dédale routier de la Porte de Paris ou de l'échangeur de la A86, au pied de la sombre tour Pleyel, là où autrefois on fabriquait des pianos. Contraste encore, aux Tartres, entre ces hectares de paysage maraîcher et le grand ensemble qui surgit de l'inévitable univers banlieusard de petits pavillons.

Mais Saint-Denis est avant tout – et reste, malgré le recul de ses activités manufacturières depuis vingt-cinq ans – une ville industrielle d'abord dominée par la métallurgie lourde et la chimie de base. Entre les deux guerres et dans les années 50 ont lieu de nouvelles implantations : énergie (usines gazières du Landy et du Cornillon), construction électrique (Thomson), automobile (Hotchkiss, Citroën), mécanique générale, machines-outils surtout, qui donnent alors à l'industrie dyonisienne ses traits caractéristiques.

Cette intense activité productive commence à s'affaiblir précocement, dès les années 60, sous l'effet de la politique gouvernementale de décentralisation industrielle, dont un des objectifs est de desserrer l'étreinte de la « ceinture rouge » autour de Paris. Puis s'y ajoutent les concentrations et les restructurations d'entreprises, qui s'accompagnent souvent du transfert des fabrications d'usines dyonisiennes vers des banlieues plus lointaines ou vers la province.

Plus récemment, les aménagements de voirie (carrefour Pleyel, autoroute A86) ont provoqué, par expropriation, d'autres disparitions d'entreprises. Enfin, depuis une douzaine d'années, la crise économique a encore aggravé cette désindustrialisation, qui touche la métallurgie plus que les autres secteurs de production, les grandes usines plus que les petites, et qui se révèle ici particulièrement sévère : de 1962 à 1982, la chute des effectifs industriels atteint 50 % à Saint-Denis, 26 % pour le département de la Seine-Saint-Denis, 10 % pour l'ensemble de la région parisienne. Aussi le chômage est-il nettement plus grave qu'ailleurs : au recensement de 1982, 11 % de la population active à Saint-Denis, contre 9,8 % en Seine-Saint-Denis et 7,5 % en Ile-de-France.

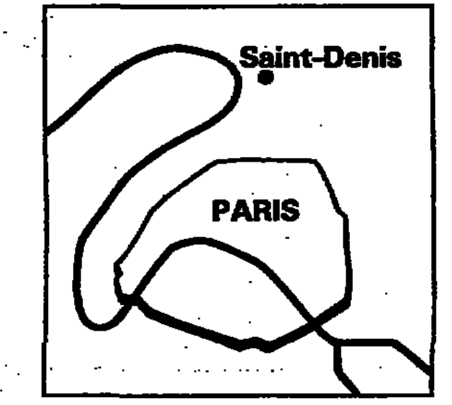
Pourtant, Saint-Denis reste une ville très active. Le taux d'emploi (population travaillant dans la commune/population active résidente) ne cesse d'augmenter (1,02 en 1968 ; 1,14 en 1975 ; 1,22 en 1982). L'emploi global s'y est beaucoup mieux maintenu que l'emploi industriel.

En effet, ici comme partout, le développement d'activités tertiaires a relayé l'industrie, sans parvenir cependant à compenser son recul depuis quelques années. Il réside d'abord dans une vaste extension des entrepôts et des dépôts-garages pour transporteurs routiers. Un autre domaine du tertiaire a également beaucoup progressé : ce sont les bureaux, dont les implantations récentes sont liées à la proximité de la gare et au prolongement du métro (Pleyel, Porte-de-Paris), permettant au personnel d'accéder facilement à son lieu de travail. Entre 1968 et 1982, l'effectif des employés est ainsi passé de 18 % à 29 % de la population active travaillant à Saint-Denis. Fait à noter, certains de ces bureaux sont ceux de sièges sociaux (Siemens, AKZO, par exemple) antérieurement situés dans la capitale.

On revient ainsi à l'industrie, qui tient elle aussi son rôle dans la mutation économique de la ville. En effet, s'il y a recul de l'activité industrielle, ce sont les fabrications de haut niveau technique qui se maintiennent le mieux et accentuent donc leur prépondérance dans l'industrie dyonisienne. Aussi l'effectif des ouvriers qualifiés travaillant à Saint-Denis a-t-il augmenté entre 1975 et 1982, passant de 9 860 à 11 720, pendant que le nombre total d'ouvriers tombait de 21 120 à 18 140, ce recul portant uniquement sur les ouvriers non qualifiés (notamment les travailleurs immigrés, en majorité OS), dont le taux de chômage est d'ailleurs deux fois plus élevé que celui des ouvriers professionnels. L'augmentation du nombre des ingénieurs et des cadres d'entreprise confirme cette évolution.

La population connaît, dans sa structure sociale, une évolution parallèle à celle de l'emploi, avec cependant quelques différences sensibles : croissance moindre du nombre de cadres, plus rapide au contraire de celui des employés, meilleure proportion d'ouvriers, héritée du passé. Mais ce parallélisme masque en réalité une distorsion croissante entre population active résidente et population travaillant dans la commune. Nombre de salariés ont en effet suivi leur établissement parti de – ou venu à – Saint-Denis sans changer de domicile. D'autres, peut-être plus nombreux encore, ont quitté leur HLM dyonisienne, quand ils en avaient les moyens, pour un pavillon « péri-urbain » en accession à la propriété ou pour quelque autre logement.

Ces transformations sociales ont disloqué une vieille tradition de vie collective ouvrière, éparpillant des gens qui se connaissaient, se fréquentaient et avaient conscience d'appartenir au même milieu, sans pour autant être de la même « boîte ». Si l'on tient compte, en outre, de l'augmentation considérable de la population étrangère dans les décennies 60 et 70 (elle passe de 6,5 % de la population totale en 1962 à 27,7 % en 1975, pour reculer légèrement en 1982 : 25,5 %), on conçoit que ces transformations aient pu contribuer notablement à l'affaiblissement électoral de ce « bastion » communiste.



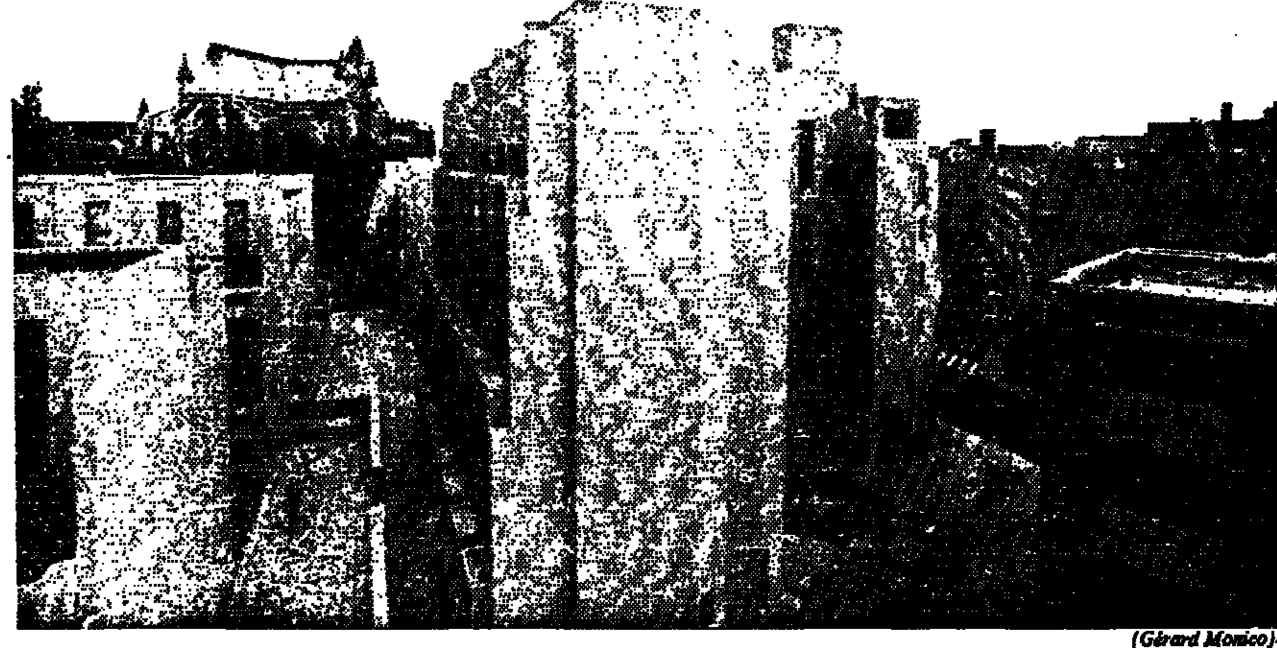
Une municipalité dynamique

FACE à ces mutations, la municipalité n'est pas restée inactive. Elle a élaboré une politique à la fois économique et urbaine, dont les deux volets se confortent l'un l'autre. Sur le plan économique, son objectif est de favoriser la réhabilitation des friches industrielles par l'implantation de nouveaux établissements producteurs. La ville dispose, avec la Plaine, d'une des plus vastes zones industrielles d'Europe occidentale (près de 500 hectares), remarquablement desservie en transports et située à proximité immédiate de Paris. Dès 1971, la municipalité crée un service des affaires économiques, puis en 1979 une antenne pour la promotion de la zone industrielle. Elle élabore à l'automne 1981 un plan allant de la recherche jusqu'à la fabrication pour maintenir et developper l'industrie de la machine-outil. En 1985-1986, elle participe, avec Aubervilliers et Saint-Ouen et sous l'égide du conseil général, à la création d'un syndicat mixte intercommunal pour l'aménagement et le développement de la Plaine (« La Plaine-Renaissance »), chargé d'élaborer une charte intercommunale pour la revitalisation de cette zone. Tout récemment, enfin, et à la demande de la municipalité, le conseil général a chargé une société d'économie mixte, la SIDEC, d'entreprendre l'aménagement d'une partie (9 hectares) de ce vaste terrain vierge qu'occupait autrefois l'usine à gaz du Cornillon. Au total, les projets plus ou moins avancés ou en cours de réalisation en matière d'équipement immobilier pour entreprises portent sur 220 000 mètres carrés.

Dès les années 50, la municipalité a entrepris de remédier à la crise du logement et à la vétusté de l'habitat d'une grande partie de la ville (dans le vieux centre et sur la Plaine) par une active politique de construction. De 1952 à 1978, cinq grands ensembles ont ainsi été édifiés, offrant près de 8 000 logements sociaux et permettant, entre autres, de reloger la population des bidonvilles détruits dans la même période. Plus récemment, cette politique urbaine s'est orientée vers la rénovation d'un vieux quartier de taudis tout proche de la basilique, aujourd'hui en voie d'achèvement (1 150 logements). La belle allure de ce nouveau quartier, sa qualité architecturale, ses voies piétonnes, son élégante desserte commerciale, évoquent une population de cadres moyens, d'employés, d'ouvriers qualifiés. Très peu d'anciens habitants y ont été relogés, mais probablement moins à cause du niveau des loyers que parce qu'ils se sont maintenus dans les logements qui leur avaient été attribués pendant la durée des travaux.

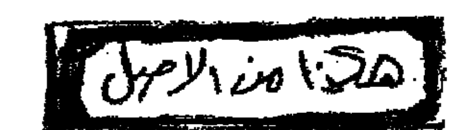
Il n'en reste pas moins que la structure sociale de ce centre rénové doit ressembler à celle des nouvelles entreprises qu'on s'efforce d'attirer dans la ville. Et ce n'est certes pas une simple coïncidence. D'autant que, tant par la réindustrialisation que par sa politique du logement, la municipalité ne fait pas mystère de son souhait de rapatrier le plus possible de Dyonisiens partis se loger ailleurs. Souci électoral ? Sans doute : par cette double politique, elle joue la carte des couches moyennes productives, dans l'espoir de compenser l'effritement de sa base proprement ouvrière. Mais, plus fondamentalement, l'objectif poursuivi est de faire de Saint-Denis un milieu urbain et industriel attractif pour des entreprises de haute technicité ou même de pointe, et pour leurs travailleurs, de favoriser l'éclosion d'un effet de synergie entre ces entreprises, et avec celles qui existent déjà, afin que le processus, une fois engagé, puisse ensuite se développer de lui-même.

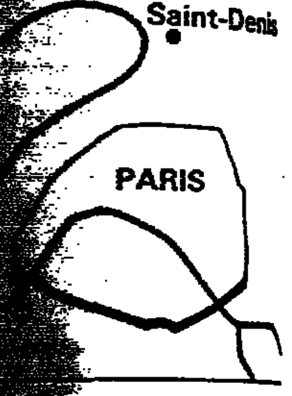
* Responsable du centre de recherches sur le cadre de vie de l'université Paris-VIII/Vincennes à Saint-Denis.



(Gérard Monico).

AUTOUR DE LA BASILIQUE, LA MÉTAMORPHOSE D'UN QUARTIER
Fixer une population d'ouvriers qualifiés et de cadres.





déclin de l'empire britannique

A la suite des émeutes de 1981, M. Michael Heseltine, alors ministre de l'aménagement du territoire et des collectivités locales, ajouta à ses titres celui de ministre de Merseyside, du nom du comté urbain dont Liverpool abrite le tiers des habitants. Il créa une sorte de comité d'urgence (*Task Force*) pour chercher des solutions à la crise de la région. Car, au moment de faire le bilan, et bien au-delà de ce que décelait le rapport Scarman (2), on s'apercevait enfin de l'ampleur des conséquences du chômage de longue durée : il atteint près de 50 % des hommes dans le centre de Liverpool, où habite une grande part de la population noire, le taux montant à 80 % chez les seize-dix-neuf ans. Il ne reste que deux choses du passage de M. Michael Heseltine à un poste qu'ont délaissé ses successeurs : un souvenir, et une réalité.

La réalité, c'est le plus important des ports francs créés par le gouvernement Thatcher. Mais il ne se trouve pas vraiment à Liverpool : il est implanté dans le district limitrophe de Sefton, à la population de tout temps plus prospère. Une centaine de compagnies privées s'y partagent 2,5 kilomètres carrés. On dit partout que c'est une affaire qui marche, mais les chiffres publiés sont rares et, étant donné la faiblesse de la part productive dans les activités qui s'y déroulent, les emplois créés n'ont été qu'une goutte d'eau jetée au fil de la Mersey.

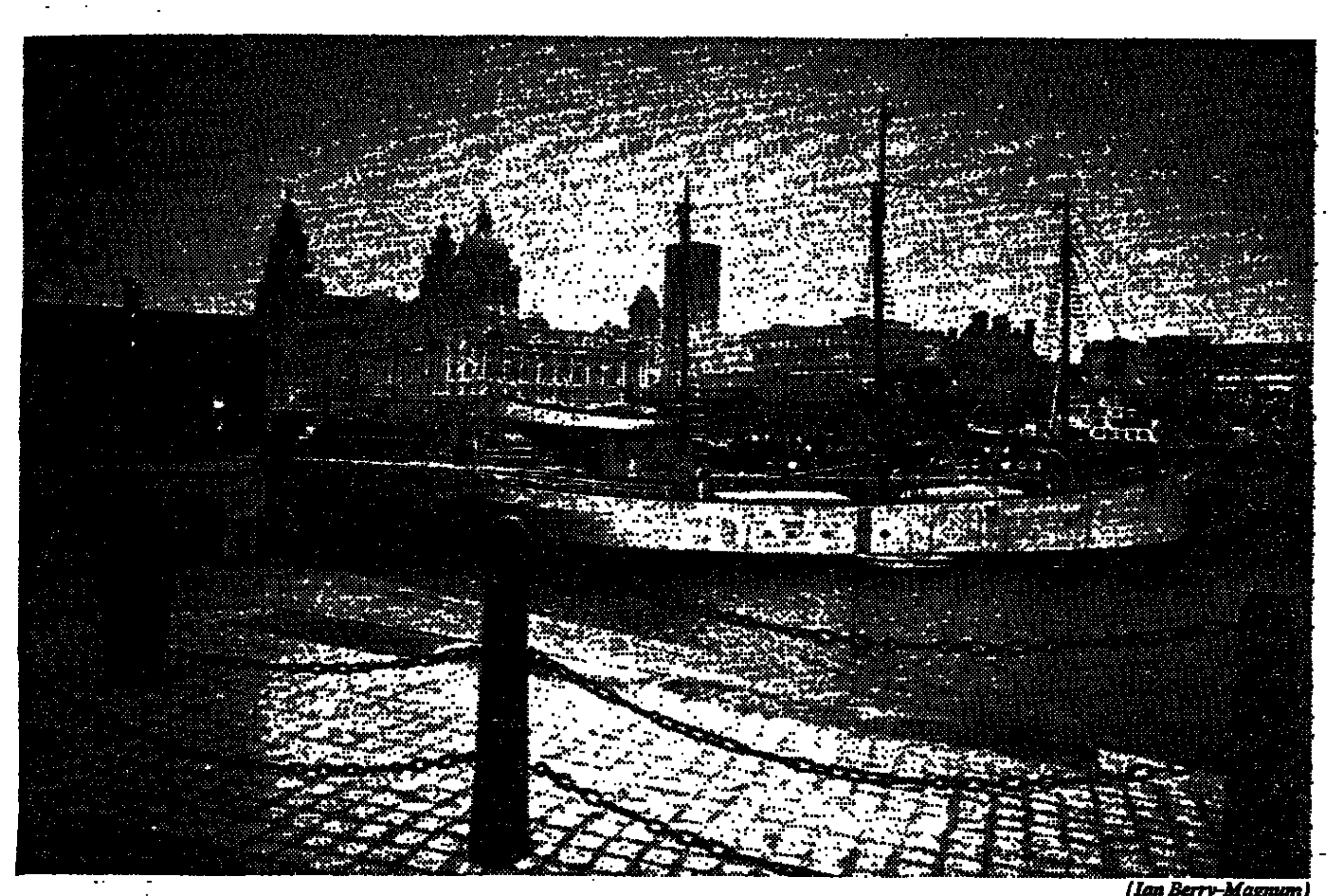
Le souvenir, c'est le Festival international de... jardinage organisé en 1984, démonstration de ce que peut faire l'argent (en quelques mois, transformer une friche industrielle en parc somptueux), mais aussi de ce qu'interdit l'argent (le prix d'entrée était beaucoup trop élevé pour une famille liverpudlienne moyenne). Le parc a disparu, les emplois provisoirement créés aussi, mais il reste la vague idée que le Festival a pu contribuer à rétablir la réputation de la ville aux yeux des futurs investisseurs.

Le Festival symbolisait aussi l'ouverture d'une autre vocation économique : le tourisme. Il fallait une bonne dose d'imagination pour inventer pareille possibilité, à voir les quartiers éventrés, les docks désaffectés noircis de suie, tous traits ingrats d'une vaste zone post-industrielle. Mais c'est justement cela même qui devient objet de curiosité. Le touriste anglais est de plus en plus nostalgique : il vient visiter non seulement ce qui reste des œuvres commanditées par une aristocratie glorieuse, mais aussi les vestiges de l'humble labeur usinier qui, jadis, fit de la Grande-Bretagne « l'atelier du monde ».

Mais le tourisme ne saurait suffire à redonner vie à la région. C'est pourquoi le conseil général a aussi créé l'Enterprise Board (Agence pour l'entreprise) dont la tâche consiste à susciter l'investissement en lui apportant un complément de fonds d'origine publique. Ainsi naissent des coopératives ou survivent d'anciennes entreprises privées tandis que d'autres secteurs se développent ; les banques mêmes apportent leur concours dès lors que l'Agence fournit sa garantie. Mais les fonds dont elle dispose sont minces. Comme le dit l'un de ses responsables, elle ne fait que *« gratter en surface »*.

La municipalité, de son côté, s'est placée dans une situation difficile. Elue en 1983 avec, pour la première fois depuis longtemps, une majorité travailliste, dominée par le groupe trotskyste Militant, elle s'est attachée à une ambitieuse politique de construction et de réhabilitation du logement, faute de pouvoir créer des emplois industriels. L'habitat était, à Liverpool, l'un des plus vétustes, des plus surpeuplés et des plus malsains du pays. En outre, les tours HLM construites dans les années 60 créaient plus de problèmes sociaux qu'elles n'en résolvaient dans un pays où la domination culturelle de la maison individuelle jette l'opprobre sur l'habitat collectif et son locataire. On démolit les tours, on va même jusqu'à ramener à deux étages les maisons de trois, on assainit, on viabilise, on construit.





(Ian Berry-Magnum)

L'ORGUEILLEUSE FAÇADE DE LA GLOIRE PASSÉE
Un port qui périclite, une cité sinistrée



Surendettement municipal

MAIS cette politique, certes créatrice d'emplois, s'est heurtée à deux difficultés. En premier lieu, les Liverpudliens n'avaient pas attendu l'arrivée de cette majorité de gauche pour tenter de trouver des solutions, la ville étant à l'origine du mouvement coopératif moderne en matière de logements. La municipalité, intégriste dans sa vision d'une économie locale étroitement planifiée, s'est vite opposée à ces coopératives, comme d'ailleurs à tout le mouvement associatif, singulièrement celui des minorités ethniques, parce qu'il était source d'initiatives échappant à son contrôle.

Le second problème, de beaucoup le plus grave, réside dans la politique du gouvernement conservateur. La municipalité s'est refusée à suivre les directives de restriction des finances locales, et à en faire subir les conséquences à ses administrés. Elle estimait, d'accord en cela avec tous les courants politiques, que Liverpool constituait un cas spécial en raison de l'enjeu : l'emploi de trente mille salariés municipaux, soit 10 % de la population active. Dans cette bataille, la raison n'a pas toujours été le souci dominant (3). Il en résulte aujourd'hui un endettement tellement considérable de la ville auprès de banques suisses, japonaises et françaises (Paribas), qu'aucun nouvel emprunt n'est possible avant des années. En outre, les édiles font l'objet de poursuites judiciaires. La Chambre des lords doit incessamment rendre son arrêt sur leur dernier pourvoi : ils seront sans doute frappés de cinq ans d'inéligibilité et condamnés à rembourser à la ville ce qu'ils lui auraient fait perdre...

En attendant d'hypothétiques jours meilleurs, Liverpool s'obstine à être une ville gaie et pleine d'animation. Il fallait le rappeler, en hommage à la carte touristique qu'elle commence à jouer...

FRANÇOIS POIRIER.

(2) Le *Scarman Report* est le fruit d'une enquête officielle sur les causes et le déroulement des émeutes de 1981, dans laquelle lord Scarman dénonce les comportements racistes d'une police peu maîtresse d'elle-même (édition de poche : Penguin Books, Harmondsworth, 1981).

(3) Voir Michael Parkinson, *Liverpool on the Brink*, Policy Journals, Hermitage (Berkshire), 1985. Une étude des finances locales en même temps qu'un feuilleton politique aux multiples rebondissements.

LONDONDERRY : et toujours les conflits communautaires...

Par MAURICE GOLDRING *

LONDONDERRY est une superbe petite ville de cinquante mille habitants située à la limite occidentale de la frontière délimitant l'Irlande du Nord. Ses remparts dominent la rivière Foyle qui sépare la ville en deux. A l'ouest, la population est en majorité catholique ; à l'est, le Waterside est protestant. A Londonderry, les « deux traditions », catholique et protestante, sont à force à peu près égale. Lors des discussions sur la partition de l'Irlande en 1920, il n'était pas question que les protestants abandonnent la ville historique, défendue héroïquement par sa population loyaliste contre les troupes catholiques de Jacques II au cours du siège de 1689, événement encore célébré aujourd'hui. Pour les catholiques, intégrés par la nouvelle frontière comme des citoyens de seconde zone dans un Etat protestant, Londonderry symbolise les injustices et les discriminations les plus flagrantes.

L'histoire du développement et du déclin de la ville est terriblement classique. L'industrie de la chemise s'est mise en place dans les années 1860-1880. En même temps, le port, particulièrement bien situé pour les transports vers la Baltique et, par l'Atlantique nord, vers les Etats-Unis, atteignait le point culminant de son activité dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle. Dans ces années fastes, on pouvait déjà noter des distorsions : les secteurs dominants (industrie de la chemise, fret et construction navale) employaient majoritairement une main-d'œuvre non qualifiée que la plus petite secousse mettait au chômage. En 1901, dans une ville qui comptait 45 000 habitants, on dénombrait 3 543 manœuvres contre 75 ouvriers qualifiés dans la métallurgie (1). Soixante pour cent de la main-d'œuvre féminine travaillait dans l'industrie de la chemise et dans des emplois domestiques. Malgré tout, avec ses brasseries, ses filatures, ses tanneries, son port et ses chantiers navals, Londonderry était une cité industrielle prospère.

Après les crises des années 20 et 30, la seconde guerre mondiale est l'occasion d'un nouveau départ : l'Irlande du Nord devient une plaque tournante pour les armées alliées, et la présence massive de soldats, notamment américains, injecte de l'argent frais dans les commerces et crée des emplois bien rémunérés. Boom bienvenu mais éphémère, car l'industrie de la chemise, qui employait 7 000 salariés en 1945, fut très vite menacée par la concurrence internationale (2).

Le désastre allait pourtant être remis à plus tard grâce à l'arrivée, dans les années 60, de nouvelles industries : Du Pont pour le caoutchouc synthétique, British Oxygen Company, Birmingham Sound Producer... Seule aujourd'hui l'usine de Du Pont, la plus grande de la région, subsiste encore. Les autres ont fermé leurs portes. A partir du milieu de la décennie, le tableau s'assombrit : le ferry Londonderry-Glasgow, qui transportait les touristes écossais vers le Donegal, cesse son activité ; en 1967, Monarch Electric ferme ses portes. La ville détient le record du taux de chômage en Irlande du Nord : 5 000 sans-emploi. En 1984, leur nombre a doublé, et leur pourcentage dépasse 35 % de la population active. Dans certains quartiers, notamment catholiques, 80 % de la population est sans travail. De grandes sociétés transnationales : Courtauld, Dunlop-Textiles, Hutchinsons, attirées par d'exceptionnels avantages financiers et fiscaux, viennent faire un petit tour puis s'en vont.

Une ville comme une autre, donc, avec son port qui meurt, comme celui de Liverpool, ses usines en friche, comme en Lorraine, ses rues où traînent des jeunes en attente d'un emploi. L'affrontement communautaire, la présence de forces de police et de l'armée, les convictions politiques, qui débouchent parfois sur l'engagement armé, se mêlent à la crise économique « classique » en un écheveau inextricable. Qui vit à Saint-Denis ou à Liverpool et veut comprendre les raisons des difficultés économiques de sa ville cherchera vraisemblablement du côté des choix politiques nationaux, ou de la crise monétaire, ou des intérêts des sociétés transnationales. La division communautaire entre protestants et catholiques à Londonderry suggère aussi d'autres explications.

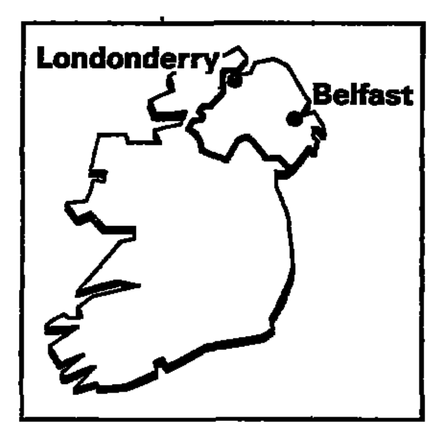
* Maître de conférences à l'université Paris-VIII/Vincennes à Saint-Denis.

DERRY : LES CITOYENS D'HONNEUR. – Brian Friel, traduction de Christine Degoul et Patrick Rafroidi.

★ Presses universitaires de l'université Lille-III, 1982.

Trois citoyens de Derry ont trouvé refuge dans la mairie à la suite d'une charge violente qui a dispersé une manifestation pour les droits civiques. Michael, vingt-deux ans, Skinner, vingt et un ans, et Lily, quarante-trois ans, et onze enfants sont ensuite abattus par des soldats britanniques en sortant de l'immeuble officiel. De l'enquête judiciaire qui suit ce drame, des échanges entre les personnages avant leur mort, émerge une saga de la ville, avec son histoire héroïque, ses misères quotidiennes, ses violences et sa volonté de survivre malgré tout. La meilleure introduction disponible en français à la ville de Londonderry et au théâtre irlandais contemporain.

M.G.



Le « complot » protestant

EN 1964, sur 5 000 chômeurs, 4 000 étaient catholiques, 1 000 protestants. Les catholiques considèrent qu'ils sont victimes de discriminations et d'un complot politique. Ils estiment que les protestants souhaitent et organisent un taux de chômage élevé dans la population catholique, le départ des jeunes pouvant rétablir un équilibre démographique qui leur est de plus en plus défavorable. Témoigne de ce « complot » la suppression d'une ligne ferroviaire directe avec Dublin et des lignes maritimes vers Liverpool et Glasgow. Ville autrefois gaie, prospère, animée, Londonderry est aujourd'hui une cité morne, dont les habitants ont peur de sortir le soir. Selon Frank Curran, il s'agit d'une *« volonté délibérée d'étrangler la ville la plus ancienne de l'Irlande du Nord »* (2). Autres preuves du « complot » protestant : l'installation d'une ville et d'une zone industrielle nouvelles à Graingavon, ainsi que d'une université à Coleraine, deux régions à majorité protestante qui renforcent le déséquilibre économique entre l'est et l'ouest. Pour leur part, les protestants sont convaincus que le refus des catholiques de s'intégrer à l'Irlande du Nord, d'en devenir citoyens « loyaux », a transformé Londonderry en zone à risque, où les industriels hésitent à investir. En outre, si le chômage frappe d'abord les catholiques, c'est qu'ils le veulent bien : ils sont paresseux, ont trop d'enfants et se comportent comme des assistés.

Malgré ces fortes divisions internes, Londonderry a pu mener des campagnes communes contre la désindustrialisation et l'abandon par les « riches » comtés de l'Est. L'installation d'une université était une revendication avancée par les deux communautés. Quand elle s'est heurtée au refus du gouvernement de Belfast, une énorme manifestation, regroupant 25 000 personnes, fut organisée par les principaux dirigeants catholiques et protestants. Pour sauver Molins, usine moderne de haute technologie installée en 1966 et qui fabrique des pièces détachées pour les machines-outils de l'industrie du tabac, toutes les forces politiques, syndicales et religieuses de la ville ont su se molibiliser avec succès (3). Mais ce sont là des exceptions, et la vie quotidienne de la ville est davantage rythmée par les affrontements sectaires que par la volonté commune de sortir du bourbier.

Londonderry n'est pas pour autant une ville morte. Les habitants réagissent, vivent, s'organisent. On ne compte plus les projets associatifs, publics, semi-publics ou privés qui témoignent d'une volonté d'auto-organisation, notamment dans la population catholique exclue pendant soixante ans de tout pouvoir de décision. Parmi d'autres, on peut citer la Credit Union Bank, établissement coopératif où les catholiques trouvent des prêts à des taux avantageux pour devenir propriétaires, les associations de construction coopérative, les projets d'aménagement de quartiers, le centre pour chômeurs, qui organise des cours professionnels et dispose d'une bibliothèque et d'une cafétéria, des centres de formation professionnelle pour les jeunes (*Youth Training Centres*), etc.

Si ces activités ont apporté un mieux-être réel dans le domaine du logement et de l'aménagement des quartiers, le repli sur l'auto-organisation communautaire donne le sentiment que la population est résignée à ne plus avoir de prise sur des orientations économiques qui lui échappent.

(1) Desmond Murphy, *Derry, Donegal and Modern Ulster*, Londonderry, 1790-1921, The Aileach Press, 1981.

(2) Frank Curran, *Derry, Countdown to Disaster*, Gill and Macmillan, Dublin, 1986, préface de John Hume.

(3) *The Death of a Factory – A Workers' Response to a Multinational Closure*, ouvrage collectif des syndiqués de Molins, brochure ronéotée.

● Un colloque intitulé « Trois villes : Londonderry, Liverpool, Saint-Denis » aura lieu les 19, 20 et 21 mars au centre Malher, 9, rue Malher, 75004 Paris. Organisée par plusieurs équipes de recherche et départements des universités d'Ulster à Coleraine, de Liverpool et de Paris III et VIII, cette rencontre permettra une étude comparative de la désindustrialisation et de ses conséquences sur la vie sociale, économique et politique des trois villes. *(Renseignements : M. Maurice Goldring, département d'études des pays anglophones, université Paris-VIII/Vincennes à Saint-Denis), 2 rue de la Liberté, 93526 Saint-Denis Cedex 02. – Tél. : 48-21-63-64.)*

les livres

ÊTRE ESCLAVE A LA BARBADE

« Ce qui compte, c'est de survivre »

MOI, TITUBA, SORCIÈRE NOIRE DE SALEM, de Maryse Condé, Mercure de France, Paris, 1986, 276 pages, 89 francs.

« *ABENA, ma mère, un marin anglais la viola sur le pont du* Christ the King, *un jour de 16** alors que le navire faisait voile vers la Barbade.* » C'est de cette agression que Tituba est née. De cet acte de haine et de mépris.

Etre noire à la Barbade, comme en Nouvelle-Angleterre à l'époque des Pères pèlerins, cela veut déjà dire qu'on est invisible. On vous parle, on parle de vous, on ne vous voit pas. Vous êtes rayé de la carte des humains. Inexistant pour les autres, inexistant pour vous-même. La priorité n'est pas de vivre, mais de survivre.

Survivre dans un monde où la femme (noire) ne se donne pas le droit d'enfanter. Pour l'esclave, la maternité n'est pas un bonheur. Elle revient à expulser dans un monde de servitude et d'abjection un innocent dont il sera impossible de changer la destinée. Tituba, l'héroïne de Maryse Condé, assassine son enfant à naître. Comme tant d'autres femmes noires qui plantent une longue épine dans l'œuf gélatineux de leur tête.

Survivre pour John Indien, le premier mari noir de Tituba, c'est jouer le jeu. Se conformer à l'image que le maître a de vous. Imiter le Blanc jusqu'à se confondre avec lui. A Salem, cela veut dire qu'on s'avoue possédé par le démon, qu'on dénonce ceux qui vous ont possédé, qu'on montre du doigt ceux qui vont se laisser posséder. Bref, on participe à la chasse aux sorcières, on dit oui au Malin.

Survivre, pour Tituba, c'est au contraire dire non au Mal. C'est refuser l'escalade de la violence collective. C'est soigner les siens – mais aussi les autres, les Blancs – des maladies physiques et morales. C'est cueillir les plantes et les racines de la guérison. C'est sacrifier un porc (volé) aux âmes des morts. C'est *communiquer* avec les invisibles. C'est tisser un filet d'humanité. Ce que certains appellent pratiquer le vaudou.

Clin d'œil à l'histoire. Sarah Good, Sarah Osborne arrêtées pour sorcellerie en 1692. Anne Putnan, Abigail et Sarah Holton, John et Elisabeth Proctor, Samuel Parris, acteurs et victimes de l'hystérie. Coton Mather, l'idéologue, et sir William Phipps, le gouverneur royal de la Bay Colony, qui accorde la pardon général aux dernières accusées en 1693. Dans le roman de Maryse Condé, tous ces noms sont au rendez-vous. Comme ses sœurs blanches, Tituba est acquittée. Mais à la sortie de prison, elle est vendue afin de rembourser les frais de nourriture.

Clin d'œil à la fiction. En prison, Tituba rencontre Heter Prynn, l'héroïne de Nathaniel Hawthorne, condamnée à porter « la Lettre écarlate » pour avoir commis l'adultère avec un pasteur. Mais la nouvelle Hester est une belle et séduisante féministe qui fait renaître, sous ses caresses, Tituba enchaînée, et qui, comme l'esclave noire, considère qu'elle n'a d'autre choix que d'assassiner son enfant.

COMPLICITÉ. Sorcière noire, sorcière blanche même combat. Jusqu'à un certain point seulement. Car il y a le surplus d'oppression. L'esclavage vous retrouve à la sortie de prison. Des hommes en cagoule vous traînent au tribunal. Le mariage avec un esclave vous aliène à nouveau. Et puis, comme le rappelle souvent l'héroïne, « *Blancs ou Noirs, elle sert trop bien les hommes, la vie.* » L'esclavage colle à la peau de Tituba jusqu'à ce qu'elle soit pendue – retour à la Barbade – pour avoir participé à une révolte d'esclaves.

Ambiguïté. Sur le chemin d'une liberté qu'elle n'atteint jamais, cette femme noire connaît des moments d'intensité. Elle croque à pleines dents les joies de la vie. Amoureuse du vent, des arbres, de l'homme. Ilots de sensualité avec le Noir qu'elle aime. Presqu'îles de bonheur avec Benjamin Cohen d'Azevedo, le marchand juif, éprouvé par des siècles de pogromes. Avec elle, il retrouve l'usage de son sexe. Avec lui, elle recouvre la liberté. Pourtant, même en ces moments privilégiés, le statut de Tituba, la sorcière noire de Salem, est ambigu : maîtresse et servante, tout à la fois.

PIERRE DOMMERGUES.

ASIE

LE DIALOGUE MOSCOU-PÉKIN DEPUIS MAO. – Gerald Segal

★ **Editions Bosquet, Paris, 1987, 155 pages, 78 F.**

Dans une étude brève mais dense, Gerald Segal rappelle le détail complexe de l'histoire des relations entre Moscou et Pékin depuis 1976 et en examine les diverses dimensions. La militaire n'est pas la moindre puisque les Chinois font de la diminution du dispositif soviétique à leur frontière une des trois conditions – avec la résolution des crises du Cambodge et de l'Afghanistan – de la normalisation. Mais, depuis le début des années 80, Pékin a révisé *« à la baisse la menace soviétique »*, et la situation à la frontière s'est plus que stabilisée.

Si, dans le jeu entre l'URSS et la Chine, l'économie ne pèse pas très lourd – malgré un net accroissement des échanges commerciaux, – l'hypothèque américaine reste présente. Surtout à Moscou, où l'on craint la constitution d'une sainte alliance antisoviétique sur le modèle de celle que M. Deng Xiaoping avait ébauchée à Washington au début de l'année 1979. Cette perspective, qui s'est estompée avec l'avènement de l'administration Reagan, risque de renaître de ses cendres, pense l'auteur, en particulier si l'URSS *« ne veut pas comprendre le désir des Chinois d'assumer une politique vraiment indépendante entre les deux superpuissances »*.

Dans le tiers-monde, où la Chine a subi dans les années 70 des défaites décisives en s'alignant sur l'Occident, Gerald Segal constate aussi le rapprochement des positions soviétique et chinoise : en Amérique centrale, en Afrique australe ou au Proche-Orient. Mais le Cambodge – où l'influence de Moscou est limitée – et l'Afghanistan constituent des pommes de discorde qui ne semblent pas devoir disparaître rapidement.

L'auteur n'accorde que peu d'attention aux problèmes idéologiques, qui pourtant jouèrent un rôle essentiel dans le schisme communiste ; mais il conclut en excluant un retour à l'alliance des années 50 et en affirmant que *« le processus* [de détente] *constaté demeurera tout aussi hésitant et riche en revirements que la détente soviéto-américaine »*.

ALAIN GRESH.

CALCUTTA, LA VILLE, SA CRISE, ET LE DÉBAT SUR LA PLANIFICATION ET L'AMÉNAGEMENT URBAINS. – Sous la direction de Jean Racine

★ **Maison des sciences de l'homme, Paris, 1986, 500 pages, 198 F.**

Ville-tentacule, ville-misère, Calcutta abrite aujourd'hui plus de dix millions d'habitants, dans des conditions souvent effroyables. Celle qui fut longtemps *« la plus belle ville à l'Est de Suez »* est devenue le triste symbole de la misère urbaine indienne.

Mais c'est une cité vue de l'intérieur que nous présente cet important travail collectif réalisé par des chercheurs et des « décideurs » indiens. Enjeu clef des années 60, la planification urbaine se fixait pour but de rationaliser le développement échevelé de la ville.

Mais derrière les stratégies à long terme, les efforts d'aménagement et d'équipement, se dessinent l'histoire politique d'une région et les pressions que le déclin de l'économie fait peser sur l'avenir des couches les plus démunies de la population urbaine.

Quelles seront les priorités retenues par le communisme bengali, au pouvoir depuis 1977 dans la région, face à l'afflux d'immigrants et à la croissance peu contrôlable de cette mégalopole du tiers-monde ? L'élaboration d'une réelle politique urbaine est la seule garantie de la survie de la ville. Une étude exhaustive et précieuse pour mesurer ce que sera l'avenir des immenses villes du Sud.

CAROLE DANY.

PROCHE-ORIENT

RUSSIA & ARABIA. SOVIET FOREIGN POLICY TOWARD THE ARABIAN PENINSULA. – Mark N. Katz

★ **The John Hopkins University Press, Baltimore et Londres, 1986, 279 pages, 33 dollars.**

Le grand mérite de l'étude de Mark Katz est de replacer toute interprétation des *intentions stratégiques* de l'URSS à l'égard de la Péninsule arabique dans un contexte historique. Il rappelle opportunément que Moscou a reconnu Ibn Saoud en 1926, soit huit ans avant Washington. Le premier « traité d'amitié » avec le Yémen remonte à 1928. La longue éclipse de l'influence de l'URSS dans la région tient surtout à un désintérêt de la part des Soviétiques jusqu'aux années 50, puis aux difficultés à résoudre ce dilemme : ou soutenir les mouvements révolutionnaires, ou se rapprocher des monarchies du Golfe ? Oscillant entre ces deux attitudes, la diplomatie soviétique n'obtient guère de résultats. Moscou cherche-t-il à installer des régimes marxistes dans le Golfe ? Si tel était le cas, pourquoi avoir attendu la victoire du FLN marxiste à Aden pour cesser de soutenir le FLOSY nassérien contre le premier ? Ils prêtent leur appui au régime révolutionnaire du Sud-Yémen, mais cherchent à ne pas s'aliéner le Nord-Yémen conservateur. D'ou un exercice de corde raide lors des guerres de 1972 et 1979 entre ces deux Etats.

La partie la plus intéressante du livre concerne l'Arabie saoudite. Mark Katz montre comment, chaque fois que s'esquisse un rapprochement, une nouvelle crise oppose Moscou et Ryad (guerre de l'Ogaden, guerres du Yémen). La similarité de vues concernant le conflit israélo-arabe ne retire rien au fait que les politiques soviétique et saoudienne sont avant tout en compétition dans la région.

OLIVIER DA LAGE.

AMÉRIQUES

PAYSANS DU BRÉSIL. – Olivier Colombani

★ **Editions La Découverte, Paris, 1987, 214 pages, 89 F.**

Plus de dix millions de paysans brésiliens sont sans terre ou sans assez de terre pour vivre. L'ouvrage explore le cheminement de ces exclus du « miracle brésilien » et démonte les mécanismes de leur destin : du phénomène « générateur » (sécheresse, surexploitation, expropriation) à l'exode vers la ville ou vers une zone de colonisation, en passant par les rapports du métayer ou salarié au propriétaire ou aux multiples intermédiaires, la violence banalisée et les dénis de justice.

L'espoir vient moins des plans de réforme agraire, vite escamotés, que des réactions organisées, fondées sur une solide culture populaire : syndicats de salariés et mouvements de petits paysans progressent sur le terrain, avec l'aide de l'Eglise, d'associations techniques ou éducatives, de juges et de fonctionnaires ayant conservé le sens de leur fonction.

De lecture attrayante, l'ouvrage, fruit d'une minutieuse enquête dans le Sud et dans le Nord-Est, explique fort bien la situation et les luttes des sans-terre. On peut regretter l'absence de référence à d'autres régions.

PATRICK POSTAL.

PAROLES ET ÉCRITS. – Joël Fieux

★ **Atelier de création libertaire (13, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon), 1987, 71 pages, 40 F.**

L'histoire de Joël Fieux, anarchiste et antimilitariste, est celle de l'identification de ce jeune post-soixante-huitard, qui aimait Renaud et Lavilliers, aux paysans du nord du Nicaragua, victimes hier de la tyrannie somoziste, aujourd'hui des incursions des contre-révolutionnaires inspirés par Washington. Depuis qu'il a quitté la France en 1980 pour l'Amérique centrale, Joël écrivait à ses amis restés à Lyon. En publiant des extraits de ses lettres et de cassettes enregistrées rapportées par ceux qui faisaient le voyage à Matagalpa, ses copains ont *« voulu lui rendre la parole pour garder cette part de Joël »* qui est la leur par ce qu'ils ont vécu en commun. Avec les *mots de sa génération*, Joël Fieux raconte l'espérance des paysans du Nord, ceux que *« rien ne fera bouger »*, ni les raids de la Contra ni les morts accumulés. *« En fait, ces principes dont je te parle, dit-il : la dignité, l'espérance, l'orgueil d'être considéré comme un être humain, un* compañero, *ce sont des valeurs, comment veux-tu expliquer cela dans un article ? Ce sont des trucs sentis. »*

Joël Fieux est mort le 28 juillet 1986 au lieu-dit La Zompopera, dans une embuscade tendue par la Contra. Il avait vingt-huit ans.

PHILIPPE VIDELIER.

Calendrier des fêtes nationales

1er-31 mars

3	MAROC	Fête nationale.
6	GHANA	Fête de l'indépendance.
12	ILE MAURICE	Fête nationale.
17	IRLANDE	Saint-Patrick.
23	PAKISTAN	Fête nationale.
25	GRÈCE	Fête de l'indépendance.
26	BANGLADESH	Fête nationale.

L'ESPAGNE, DOULEUR MALIGNE

Itinéraire d'un écorché vif

CHASSE GARDÉE, de Juan Goytisolo (traduit de l'espagnol par Aline Schulman), Fayard, Paris, 1987, 312 pages, 98 F.
EN LOS REINOS DE TAIFA, de Juan Goytisolo, Seix Barral, col. « Biblioteca breve », Barcelone, 1986, 322 pages.

L'autobiographie est, pour un écrivain, le plus risqué des romans. Il y joue, dans le récit de sa vie, non seulement sa relation à l'histoire mais, surtout, son véritable rapport à l'écriture. Deux enjeux de taille d'autant plus considérable que Juan Goytisolo est un auteur jeune (il est né en 1931) dont l'œuvre est loin d'être achevée.

Dans *Chasse gardée* et dans sa suite, *En los reinos de taifa*, qui vient de paraître en Espagne (1), l'auteur fait le point – arrivé au milieu du chemin de sa vie – sur soi-même, sur son œuvre et sur ses choix politiques et esthétiques. Ces textes qui couvrent l'existence de l'auteur jusqu'en 1970 (un troisième volume est donc à venir) constituent un véritable mode d'emploi, une clé, de l'œuvre goytisolienne.

Cela était presque indispensable pour les nombreux lecteurs déroutés par le ton des derniers romans, en particulier celui de *Makbara* (2) si différents de ceux qui le rendirent célèbre il y a trente ans, comme *Jeux de mains* (3). Juan Goytisolo a effectué l'un des plus extraordinaires parcours dans la littérature contemporaine. Et beaucoup en sont encore à se demander comment et pourquoi cet écrivain prodige, célèbre dans le monde entier à l'âge de vingt-quatre ans, coqueluche de tous les milieux intellectuels, a entrepris, il y a une quinzaine d'années, une sorte de repli sur soi pour devenir un des écrivains les plus secrets, les plus solitaires, replié sur sa passion pour des cultures *périphériques*, celle de la Turquie et surtout celle du Maghreb.

Les réponses à ces questions se trouvent dans ces deux livres. Ils racontent l'itinéraire vers le dépouillement, vers l'authenticité de soi, vers l'écriture retrouvée. Ils retracent l'histoire intime et exemplaire d'un écorché vif.

Au cœur du récit : l'Espagne, douleur maligne, lancinante passion. Constamment reniée et en même temps exaltée par la qualité même de l'écriture. Et sa bourgeoisie pétrifiée au sein de laquelle naît l'auteur. Une famille de Barcelone (mais d'origine basque), enrichie dans les colonies, à Cuba précisément, dans le commerce du sucre et l'exploitation des champs de canne et des esclaves

D'emblée commence une sorte de « haine de soi », lorsque l'auteur découvre : *« La cruelle vérité d'un monde d'exactions, de pillages, violences maquillées de charité, abus et brutalités inavouables ; et du caractère irrémédiablement parasitaire, absurde et décadent du milieu auquel j'appartenais. »*

Ce milieu va fortement souhaiter, une fois la guerre d'Espagne commencée, en 1936, la victoire du général Franco. Juan Goytisolo évoque, dans un des passages les plus intenses de *Chasse gardée*, ses souvenirs d'enfant dans un pays violemment déchiré par la guerre. Joies et jeux, peurs et haines, l'enfant déchiffre dans la mine changeante de ses parents l'évolution du conflit. Sa mère, morte absurdement sous les bombes franquistes, alors qu'il avait sept ans, lui inspire quelques-unes des pages les plus poignantes.

L'après-guerre. Le franquisme triomphant et arrogant impose en Catalogne une ridicule conception impériale de l'hispanité. L'auteur explique son rejet de cette morale fondée sur la sublimation de prétendues valeurs « espagnoles et chrétiennes ». Très vite, il vivra comme un dissident. Recherchant dans les pages des livres interdits la justification de sa révolte. Epoque noire de toutes les censures. Goytisolo rappelle, dans une langue précise comme un scalpel, ce que furent ces longues années de silence sous le linceul du franquisme.

CE mépris ambiant à l'égard de l'intelligence et de la culture conduira le jeune Goytisolo – et tant de jeunes étudiants de sa génération – à se tourner vers l'étranger.

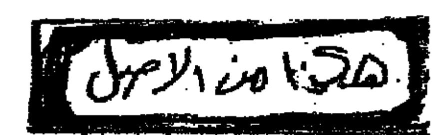
En premier lieu vers la France, où il viendra se plonger dans un bain de culture et de liberté. L'auteur évoque ces journées d'éblouissement dans le Paris des années 50, ses bouffées de lectures, ses déambulations émerveillées à travers la géographie intellectuelle de la capitale française.

Paris est aussi, à cette époque, la capitale de la résistance au franquisme, le lieu où toutes les chapelles politiques organisent la dénonciation de la dictature. Juan Goytisolo devient bientôt, pour un temps, un « compagnon de route » du Parti communiste d'Espagne.

Ces mémoires offrent l'occasion à Juan Goytisolo de brosser quelques portraits passionnants de nombreuses figures de la culture de notre temps. Au fil des souvenirs apparaissent ainsi Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir, Albert Camus, Samuel Beckett, Rafael Sanchez Ferlosio... Au-dessus de tous s'impose, pour l'auteur, Jean Genet qu'il a fort bien connu et dont l'exigence, l'austérité et la profonde poésie de son écriture l'ont fortement marqué. Au point que, dans cette ascèse littéraire entreprise par Juan Goytisolo depuis une quinzaine d'années il serait impossible de ne pas voir une certaine similitude avec la démarche de l'auteur du *Journal du voleur*.

IGNACIO RAMONET.

(1) Actuellement en cours de traduction chez Fayard, Paris.
(2) Le Seuil, Paris, 1982.
(3) Gallimard, Paris, 1957.



vres du mois

DEUX SIÈCLES D'HISTOIRE

Comment la Belgique a survécu aux divisions communautaires

« ON ne peut sans examen écarter l'hypothèse d'un éclatement de l'Etat. » *C'est un risque qu'envisage Xavier Mabille au terme d'une* Histoire politique de la Belgique *(1) adressée* « à tous ceux qui veulent mieux connaître et comprendre les problèmes... au moment où se noue sans doute le destin du pays ». *Près de trente années de recherches au sein du CRISP (2), dont il est codirecteur général, ont fait de Xavier Mabille l'un des politologues les plus estimés du pays. Son ouvrage expose avec clarté les grandes lignes de force d'une construction assurément complexe, celle de l'Etat belge désormais « post-unitaire », tout en offrant une masse d'informations utiles.*

C'est dès 1780 — à la fin de l'ancien régime et bien avant l'indépendance conquise en 1830 — que s'amorcent les « trois mouvements » *et les* « trois clivages », *qui, selon Xavier Mabille, fixeront les grands traits de la vie politique belge contemporaine, aujourd'hui encore déterminée par eux :* la centralisation, *d'où le clivage centre-périphéries dans un pays marqué par la dualité de langue et de culture;* la laïcisation, *d'où le clivage Etat-Eglise;* l'industrialisation, *d'où le clivage entre classes. Il n'est pratiquement pas d'événement, de crise, de mouvement social ou politique qui ne soit marqué,* « compliqué » *par l'enchevêtrement de ces trois clivages.*

Le « pluralisme segmenté » *(expression due à Val R. Lorwin) (3) fait que,* « quel que soit le discours d'un parti ou d'un groupe, il ne représente jamais ni totalement ni exclusivement la population dont il se prétend représentatif ». *Le cas le plus typique est sans doute celui de la famille social-chrétienne, longtemps majoritaire (et qui l'est toujours en pays flamand et au sein du gouvernement), partagée entre intérêts communautaires et régionaux divergents, entre conservateurs proches des libéraux et démocratie chrétienne, parfois tentée par le « rassemblement des progressistes » avec les socialistes.*

*L'*asymétrie *marque, quant à elle, l'évolution et les acteurs des deux communautés : inégalité de développement entre les deux communautés-régions, décalage chronologique de leurs mouvements respectifs, différence de leurs aspirations et, finalement, dissymétrie des institutions.*

*L'Etat post-unitaire belge met en place des institutions non moins asymétriques, pour deux communautés, mais aussi trois régions, compte tenu du statut particulier de Bruxelles. Pour Xavier Mabille, l'asy*métrie *est peut-être la* « clef de voûte de la survie » *d'un Etat dont l'histoire est certes marquée de crises, mais qui a pu échapper aux ruptures.*

JEAN-MARIE CHAUVIER.

(1) Xavier Mabille, *Histoire politique de la Belgique. Facteurs et acteurs de changement*, Editions du CRISP, Bruxelles, 1986, 396 pages, 690 francs belges.

(2) Centre de recherche et d'information sociopolitique, 35, rue du Congrès, 1000 Bruxelles.

(3) Val R. Lorwin, « Conflits et compromis dans la politique belge », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, nº 323, 10 juin 1966.

« L'avenir commence hier », de Casamayor

Par YVES FLORENNE

« UNE *géopolitique pour tous* », annonce l'auteur, ce qui est à la fois modeste et d'une ambition folle. Car il s'agit d'enseigner, de dévoiler à tout le monde ce qui n'est rien de moins que la réalité vraie du monde. La plupart des gens n'en ont aucune idée, parce qu'elle est rigoureusement contraire à tout ce qu'on leur raconte du haut des tribunes, et à tout ce que leur montre leur lanterne magique domestique, et plus ou moins domestiquée.

Un tel raccourci sommaire, donc grossier, paraîtra-t-il impertinent à l'excès ? Il l'est bien moins que le livre lui-même, à la fois simple et foisonnant, rigoureux et capricant. Et ne perdons pas de vue que ce qu'on appelle impertinence est précisément la pertinence même : dire au bon moment ce qui « ne se dit pas », autrement dit : la vérité. Mais une vérité présentée par sa pointe aiguë, avec un certain sourire.

Une gaieté nullement cynique ou cruelle, mais tout au contraire signe de santé, de sympathie, d'espoir. C'est qu'au-delà des faux-semblants, des impostures, de tout un illusionnisme en quelque sorte institutionnel sur lequel nous continuons de vivre, Casamayor croit à l'avenir. Même, et c'est bien là le comble de la foi, si cet avenir est né hier, au sein de la pire violence, de la menace de mort, sans compter les mensonges et les mirages ; mais aussi de la lucidité, du courage, de l'imagination et de quelques autres vertus. Quant au projet d'exposer, d'ailleurs avec pudeur, la vérité enfin une, il part d'une hypothèse ou d'une suggestion, épigraphe anonyme tracée en pleine belle page : *« ...Et si l'on ne prenait plus les Français pour des imbéciles ?... »*

Dès que l'on croit fermement qu'ils ne le sont pas encore devenus, rien de mieux fait pour eux que ce livre. L'idée centrale s'annonce dès les premières pages, pour se résumer aux dernières, en peu de mots. *« On gère la planète avec des archaïsmes et des mensonges auxquels personne ne croit, mais à quoi tout le monde se fie »* ; puis cette projection déjà lisible vers *« une autre voie où les influences auront beaucoup plus d'importance que les structures »*. Ces influences (non pas nécessairement au sens vulgaire) seront mises au jour et en jeu sous nos yeux.

LES faux-semblants les plus solennels, ce sont les institutions écrites. En passant, l'auteur note que *« les USA, ce pays soi-disant « neuf », est, dans le monde entier, le recordman de la vieillerie des institutions »*. Ce qu'on jugera peut-être sacrilège, c'est de brocarder une charte formée par le siècle des « Lumières », devenue quasi universelle dans ses adaptations diverses, et non moins irréelle : notre Déclaration des droits de l'homme, monument d'imposture ingénue, fait de mots enflés et vagues, dont, par surcroît, la plupart ont perdu leur sens, et que nous nous croyons pourtant obligés de donner pour fronton à nos Constitutions successives.

Mais chez Casamayor, la démythification, révolutionnaire ou autre, va bien plus au fond en se faisant actuelle. Et, du même coup, franchement subversive quand il déclare, par exemple, que l'atteinte aux droits de l'homme est beaucoup *« moins grande quand on met un chef politique en prison que lorsqu'on laisse sans éducation, sans ressources, à l'abandon, des milliers ou des millions d'enfants »* ; ou qu'il est *« plus grave de décourager la jeunesse que de forcer le coffre d'une banque »*. Et n'est-ce pas une forme intellectuelle et même politique de subversion que de réduire à presque rien les *faits*, dont on ne cesse de nous rappeler que seuls ils existent et qu'ils sont têtus. Or, ce qui existe et détermine toute conduite, individuelle, privée, publique, nationale, internationale, ce ne sont pas les faits, mais *« les idées qu'on se fait des faits »* ; et de celles que s'en font les autres. D'ailleurs, cette idée-là n'est pas de Casamayor, ni de quelque grand politique maître de l'action ; elle est d'un imaginatif nommé Balzac. En somme, avec les faits pour prétexte, et qu'elles engendrent la haine ou la paix, ce sont bien les idées qui mènent le monde.

Futurologue d'une géopolitique planétaire, Casamayor remet l'Europe à sa place et à l'heure, quand l'avenir semble appartenir à l'Asie. Le moment serait alors venu de se souvenir que l'Europe en est le cap. A cela près que Valéry s'est trompé d'adjectif. Si cap il y a, alors non pas « petit », mais grand, très grand cap. Il n'en faut pas plus pour changer la vision. Passant par l'Europe, la géopolitique se demande : pourquoi pas, après tout, une France gallo-américaine aussi bien qu'elle fut gallo-romaine ? Alors, disons que « bien » est de trop. Et demandons-nous à notre tour s'il est « bien » nécessaire, à deux mille ans de distance, de recommencer le même désastre. Ce qui n'empêche nullement Casamayor, tournant un instant sa pensée vers notre an 40 à nous, d'écrire avec une nostalgique certitude : *« ... Et la France cessa d'être le premier pays du monde, car elle l'était. »* Eh ! bien, de quoi se plaint-on ? Elle est devenue le dernier des cinq riches les plus riches du monde. Première, elle le fut par une richesse d'œuvres et par un faisceau de vertus — c'est-à-dire de forces, mais avec supplément d'âme — qui n'ont plus cours, et qu'on appelait, en gros, civilisation. Aujourd'hui, la foire d'empoigne, de plus en plus sanglante grâce aux produits de mort qu'on y vend, continue de prospérer avec la misère et la faim. Mais — grand progrès — chez les « petits » seulement. Ce qui règne implacablement, à l'ombre de la bombe et sous le pouvoir des « grands », c'est la foire tout court, régie par les tables sacrées de la loi du marché.

ARRIVÉ au terme, le lecteur ne sait plus très bien s'il vient de traduire son auteur en le trahissant ; ou s'il se trahit lui-même en pensant tout haut ? Peut-être les deux. Certes, la peinture à la fois noire et dérisoire du présent qu'on a cru voir exposée dans le livre s'y projette sur l'avenir : *« Les peuples n'ont pas fini de servir de prétexte à la construction de projets consacrés à l'ambition de quelques-uns. »* Si, comme le pensait cet élitiste de Gide, le monde ne *« sera sauvé que par quelques-uns »*, il ne s'agit sûrement pas de ces quelques-uns-là. Plus sombre futur, d'ailleurs largement présent : *« A force d'avoir peur, les hommes n'oseront plus rien dire, et à force de ne rien dire, ils en arriveront à ne plus penser. »* Mais aussi, d'autant plus digne d'être noté chez un juriste : *« Sur toute la planète, il est plus important de voir subsister et même se développer l'amour courtois, la tendresse, que de voir se multiplier les droits. »*

(1) Casamayor, *L'avenir commence hier*, Stock, Paris, 1986, 216 pages, 89 F.

SOCIÉTÉ

LA BARBARIE. — Michel Henry

★ **Grasset, Paris, 1987, 252 pages, 109 F.**

Ce qu'on appelle communément barbarie n'a jamais été, dans l'histoire, un commencement, mais un moment de régression et de destruction entre deux civilisations. Ce que le philosophe annonce ici, et dénonce avec une force pathétique, c'est *« ce qui n'a jamais été vu »* : cette nouvelle barbarie irréversible, définitive.

Sous le nom mythique de « La science », il n'y a en réalité qu'un foisonnement de savoirs distincts, cloisonnés, mais concertants, qui constituent ensemble un pouvoir de plus en plus puissant. Occulte puisque inaccessible à la foule des non-initiés, il ne s'en impose que mieux par sa prétendue infaillibilité, et, surtout, fascine par les « miracles » de ces techniques auxquelles la science tend d'ailleurs à s'identifier. Pouvoir autoritaire qui ne peut que devenir totalitaire, jusqu'à se confondre avec le pouvoir politique.

Où cette barbarie triomphe, c'est en ceci que, *« développée hors de la culture »*, elle lui reste étrangère. La culture qui est *« culture de la vie »* ; une vie qui n'a rien à voir avec celle des biologistes ; qui est, pour parler vite, sensibilité et conscience, éthique et esthétique, victoire sans cesse renouvelée de l'homme. Alors que ce qui commence de régner sans partage, c'est une « science » bientôt déshumanisée, et n'ayant d'autre fin qu'elle-même.

Prenons garde de trop nous hâter à n'apercevoir dans la pensée du philosophe qu'une thèse passionnée, une démarche rétrograde.

L'explosion de la science moderne coïncide étrangement avec les « idéologies de la barbarie », le pouvoir, « jamais vu » non plus, de détruire l'espèce, cette « crise de civilisation » enfin, qui vient, selon Malraux, de *« l'absence, sans précédent, de valeurs suprêmes »*. Et même des valeurs tout court : combien ont encore cours, autrement que dans les mots — fussent-ils écrits dans les Constitutions et au fronton des monuments — ou à l'état de survivances ?

Y. F.

L'IMMIGRATION EN FRANCE — Pierre George, de l'Institut

★ **Armand Colin, Paris, 1986, 168 pages, 65 F.**

Un précis objectif de l'immigration — « faits et problèmes » — où l'auteur rappelle d'entrée que *« la mobilité des hommes est une donnée de l'histoire »*, et que la situation géographique de la France a toujours fait d'elle un point d'aboutissement de tous les flux migratoires.

L'auteur veut répondre aux questions qu'il entend partout : *« Combien sont-ils exactement ? » — « Où sont-ils ? » — « Que font-ils ? » — « Combien seront-ils demain ? »*. Il y répond clairement avec toute l'exactitude possible. Première réponse : « Ils » sont 7 à 8 % de la population française, *« proportion fort limitée »* (et fort normale : 7 % en 1930), qui *« provoque une charge passionnelle qui peut surprendre, mais s'explique par des données tout autres que quantitatives »*.

Examen par région. Statut juridique. Rapports avec la société. Le dernier chapitre expose *« l'ambiguïté de la notion de seuil »*. En conclusion, l'auteur répond déjà à sa propre question rien qu'en la posant : *« Pourquoi quelques incompatibilités culturelles et sociales locales alimentent-elles des prophéties apocalyptiques ? »*

Y. F.

DROIT

LES GARANTIES FONDAMENTALES DE LA PERSONNE EN DROIT HUMANITAIRE ET DROITS DE L'HOMME. — Mohamed El Kouhene

★ **Martinus Nijhoff, Dordrecht, 1986, 258 pages, 150 florins.**

Issu d'une thèse de doctorat d'État soutenue devant l'université de Nice, ce livre apporte une précieuse contribution à la théorie juridique de la protection de la personne humaine. L'idée maîtresse qui l'anime est celle de la complémentarité des mécanismes juridiques de protection et de garanties, qui relèvent, d'une part, du droit humanitaire et, d'autre part, des droits de l'homme dans le cadre général du droit international. Cette position généreuse, que l'auteur adopte dès le début de son travail, s'appuie sur une analyse juridique précise et lucide. Une œuvre de paix et d'espoir, qui a valu à son auteur le prix Paul-Reuter décerné par le Comité international de la Croix-Rouge.

Dans son avant-propos, le prince Sadruddin Aga Khan, ancien haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés, coprésident de la commission indépendante sur les questions humanitaires internationales, marque la nécessité et l'actualité d'une meilleure prise de conscience des droits et des valeurs communs à l'ensemble de l'humanité, à une époque où le climat international est particulièrement troublé, et où les exigences militaires se combinent avec la raison d'Etat pour l'emporter sur les exigences humaines.

CHARLES-ANDRÉ COLLIARD.

RELIGION

LES ÉVÊQUES DE FRANCE EN POLITIQUE. — Brigitte Vassort-Rousset

★ **Presses de la Fondation nationale des sciences politiques - Editions du Cerf, Paris, 1986, 311 pages, 109 F.**

« Vous n'êtes pas allés au monde, vous vous êtes rendus au monde (1). » L'interpellation du clergé par Maurice Clavel en 1976 relayait l'apostrophe mordante de l'amiral de Joubert, chef d'état-major de la marine, stigmatisant, trois ans plus tôt, l'Eglise accusée de vouloir *« retrouver ses brebis perdues »* sur le plateau du Larzac. La colère de l'amiral était née de la publication par le Conseil permanent de l'épiscopat français et le Conseil de la Fédération protestante de France d'une note de réflexion sur le commerce des armes.

L'Eglise post-conciliaire avait-elle outrepassé sa mission ? La minutieuse enquête menée en 1979 par Brigitte Vassort-Rousset auprès des évêques français fait émerger le lent reflux de l'épiscopat, notamment parmi ses membres les plus jeunes, sur une ecclésiologie recentrée sur le spirituel.

Brigitte Vassort-Rousset montre une Eglise déchirée par sa dualité : instrument de salut individuel et porteuse d'un message aux hommes d'une société dans laquelle ils sont divisés. Eglise déchirée aussi par ses réponses contradictoires aux défis du monde : entre la prudence de l'épiscopat français et le message des théologiens de la libération, est-ce bien l'Eglise universelle qui s'exprime ?

JACQUES STOUFFLET.

(1) Maurice Clavel, *Dieu est Dieu, nom de Dieu*, Grasset, Paris, 1976.

OUVRAGES DE RÉFÉRENCE

DICTIONNAIRE DE SPATIOLOGIE. — Centre national d'études spatiales (CNES) et Conseil international de la langue française (CILF)

★ **Tome I, *Termes et définitions*, CILF, Paris, 1985, 384 pages, 180 F (103, rue de Lille, 75007 Paris. Tél. : 47-05-07-93).**

★ **Tome II, *Traduction : anglais, espagnol, allemand, russe*, CILF, Paris, 1986, 556 pages, 320 F.**

S'il est un domaine des sciences et techniques où le « tout-anglais » n'a aucune excuse, c'est bien celui de l'espace puisque la France a, soit élaboré, soit mis en œuvre, et dans sa langue, pratiquement tous les concepts du domaine. Le CNES, dont la lettre bimestrielle (1) comporte fréquemment une rubrique « Parlons français », a coordonné, aux côtés du Conseil international de la langue française (CILF), la publication d'un ouvrage de référence, le *Dictionnaire de spatiologie*, dont les deux tomes devraient se retrouver sur les bureaux de tous les ingénieurs et fonctionnaires concernés.

Le tome I, *Termes et définitions* comprend la définition des mille six cents expressions les plus utilisées dans les sciences et techniques spatiales. Le tome II, *Traduction : anglais, espagnol, allemand, russe* fournit, en quatre langues, les équivalents des termes français, et ce dans les deux sens. Les journalistes pourront ainsi parler de « propulseurs d'appoint » au lieu de *boosters*. Au début de l'ouvrage, figurent également des listes d'abréviations et de sigles français et anglais dont la littérature spécialisée regorge, mais qui ne sont pas toujours évidents pour le profane.

Rappelons que CILF a récemment publié un *Dictionnaire des industries*, véritable somme de trente-six mille entrées (2).

B. C.

(1) *La lettre du CNES*. Centre spatial de Toulouse, 18, avenue Edouard-Belin, 31055 Toulouse Cedex.

(2) Voir *le Monde diplomatique*, juillet 1986.

ARAB OIL & GAS DIRECTORY 1986.

★ **The Arab Petroleum Research Center, Paris, 1986, 572 pages, 1 570 F.**

L'essentiel de l'ouvrage est consacré aux différents pays arabes et à l'Iran. Pour chacun d'entre eux, on trouve un rappel historique sur les débuts de l'industrie pétrolière, ainsi qu'une analyse détaillée des problèmes d'aujourd'hui (réserves, production, exportations, raffinage et industries pétrochimiques, recettes et dépenses, politique énergétique, politique d'investissement...). Une carte permet dans chaque cas de situer les champs de pétrole ainsi que les oléoducs. Les pays non exportateurs ne sont pas négligés puisque cet annuaire examine l'exploration, le raffinage et la consommation locale au Liban, au Soudan, en Jordanie, dans les deux Yémens... Ces informations sont complétées par deux chapitres sur l'OPEP et sur l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP), ainsi que par de nombreux tableaux statistiques.

● VADE-MECUM ASSOCIATIONS *(la Brèche, nº 43, Droits de l'homme et solidarité, 25 F)* : regroupée en trente rubriques, les associations qui travaillent pour les droits de l'homme, la solidarité et la qualité de la vie.

● L'ANNÉE 1986 DANS *LE MONDE*. — Edouard Masurel *(Folio, Paris, 1987, 238 pages, 24 F.)* : la chronologie mensuelle du *Monde* sur les principaux événements en France et dans le monde, enrichie d'un index.

● LEXIQUE DU MONDE ARABE MODERNE. — Magali Morsy *(Dalloz, Paris, 1986, 183 pages, 76 F)* : un dictionnaire des principaux termes se rapportant au monde arabe et à l'islam.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

LES NATIONS UNIES ET LES DROITS DE L'HOMME

Nouveaux mythes, nouvelles tensions

Par MAXIME TARDU *

PANNE du « moulin à paroles », crise de l'ONU, mort du « machin » : les médias d'Occident – en majorité – tressent déjà de sarcasmes l'oraison funèbre des Nations unies. Cette danse macabre devrait faire place à la réflexion.

Nul ne saurait nier les carences et les déviances actuelles du système. Il serait cependant tout aussi irréaliste et, à long terme, dangereux d'ignorer la nécessité d'une structure de concertation universelle pour la paix et le progrès sur notre Terre. Une analyse objective doit reconnaître l'impact positif et novateur des Nations unies, à certains égards et en divers secteurs, en particulier celui des droits de l'homme.

Evoquons d'abord le saut quantique de la charte de San-Francisco, sous le choc de la seconde guerre mondiale : c'est le premier *traité international qui proclame le respect* des droits de l'homme sans discrimination de sexe, de race ou de religion, comme but fondamental, lié au maintien de la paix. A la Société des nations, dix ans plus tôt, ce concept eût été taxé de haute fantaisie. Ces droits ont été explicités dans la Déclaration universelle de 1948 et dans les deux Pactes de l'ONU (1966), ainsi que dans un arsenal de textes spéciaux adoptés par consensus universel : protection contre la torture, égalité entre hommes et femmes, lutte contre l'esclavage et la discrimination raciale, protection des réfugiés, etc.

Quant au fond, ce « *code* » des Nations unies innove souvent par rapport aux droits internes. La Déclaration de 1948 est l'un des premiers textes qui consacrent comme tels les droits économiques, sociaux et culturels et les élève au même niveau que les libertés « classiques » du droit à la vie, à l'intégrité corporelle, à l'expression des idées. Le Pacte de 1966 sur les droits économiques, sociaux et culturels, à l'avant-garde de son temps, propose un plan détaillé pour universaliser l'enseignement et consacre le principe du droit de grève.

Course d'obstacles contre la non-intervention

MALGRÉ leur contenu parfois hardi, ces textes ont été largement acceptés au *niveau des institutions. Il existe une filiation* directe de la Déclaration universelle à la Convention européenne des droits de l'homme de 1950 et à la Convention américaine de 1969. La Déclaration universelle a été incorporée dans une cinquantaine de constitutions. Le nombre de ratifications atteint quatre-vingt-dix pour les Pactes, plus de cent pour les traités sur l'esclavage et la discrimination raciale, recouvrant tous les continents et quelque deux tiers de la population mondiale. Par contraste, les traités européens et interaméricains ne s'appliquent qu'à une vingtaine de pays chacun.

Principes vides de sens ? Adhésions de pure forme ? Ces idées reçues refléteraient la réalité, si l'on n'avait construit aux Nations unies depuis 1960 des mécanismes internationaux de surveillance. Ce fut une extraordinaire course d'obstacles, tant était fragile la base juridique de la charte. L'article 2, paragraphe 7, interdisait toute intervention « *dans les affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale* », les droits de l'homme paraissant relégués aux seuls domaines de l'« étude » et de la « recommandation ». Malgré ce conservatisme initial, il existe aujourd'hui aux Nations unies une panoplie de mécanismes de contrôle sur les droits de l'homme qui, en fait, contournent dans une large mesure l'obstacle de la « non-intervention ».

Notons les grands axes du système : débat public annuel sur les cas spécifiques de violations, suivi fréquemment par une décision d'enquête ; examen critique de rapports périodiques gouvernementaux ; procédures de plaintes, ouvertes aux particuliers comme aux organisations non gouvernementales (ONG) ; et enquêtes spéciales, assorties d'un maximum de publicité, dans les cas jugés les plus critiques (Afrique du Sud, territoires occupés par Israël, Chili, Salvador, Guatemala, Kampuchéa, Afghanistan, Pologne, etc.). On doit s'inscrire en faux contre l'accusation si répandue concernant la « double échelle de valeurs » de l'ONU. Si l'apartheid sud-africain et le Proche-Orient retiennent toujours l'attention, la « liste noire » des violations massives embrasse aujourd'hui une cinquantaine d'Etats, du Nord comme du Sud, de l'Est comme de l'Ouest. Relevons aussi la souplesse et le caractère innovateur de plusieurs techniques. Ainsi le comité des droits de l'homme, *dans le cadre du Pacte, a-t-il inventé ou perfectionné* la pratique du dialogue critique, en séance publique, avec l'agent de l'Etat auteur du rapport écrit, décuplant l'efficacité de cette procédure. Digne d'intérêt est aussi l'assistance d'experts des Nations unies sur les droits de l'homme en vue de reconstruire les appareils d'Etat disloqués par des régimes tyranniques : Ouganda post-Amin Dada, Guinée-Equatoriale post-Macias, Bolivie émergeant de la dictature militaire.

Cette surveillance par les Nations unies, qui parfois prend des formes quasi judiciaires, ne débouche certes que sur des recommandations. Soulignons cependant que l'impact sur l'opinion d'une enquête internationale dépend moins de formes juridiques que de la perception par le public de sa pertinence et de sa légitimité. Ceux des rapports de l'ONU sur les violences qui, à l'évidence, étaient bien documentés, véridiques et impartiaux – tels les rapports sur la Guinée équatoriale et l'Afghanistan, les rapports sur les disparus d'Argentine et plusieurs conclusions du comité des droits de l'homme sur la Colombie et l'Uruguay – ont effectivement contribué à infléchir le cours des choses.

Une action fortement mobilisatrice

QUELS ont été les facteurs essentiels de cette œuvre internationale accomplie surtout de 1960 à 1976 ? D'abord l'éveil progressif à la dignité humaine, fruit de la communication et de l'éducation. Ensuite l'impact croissant sur les peuples de la légitimité propre à la communauté mondiale organisée. Surtout dans le tiers-monde, si fréquemment brutalisé par l'exploitation et la répression, sans instances régionales, l'action des Nations unies peut se révéler fortement mobilisatrice. C'est précisément l'irruption du tiers-monde aux Nations unies, à partir de 1960, qui a contribué à débloquer politiquement le programme des droits de l'homme.

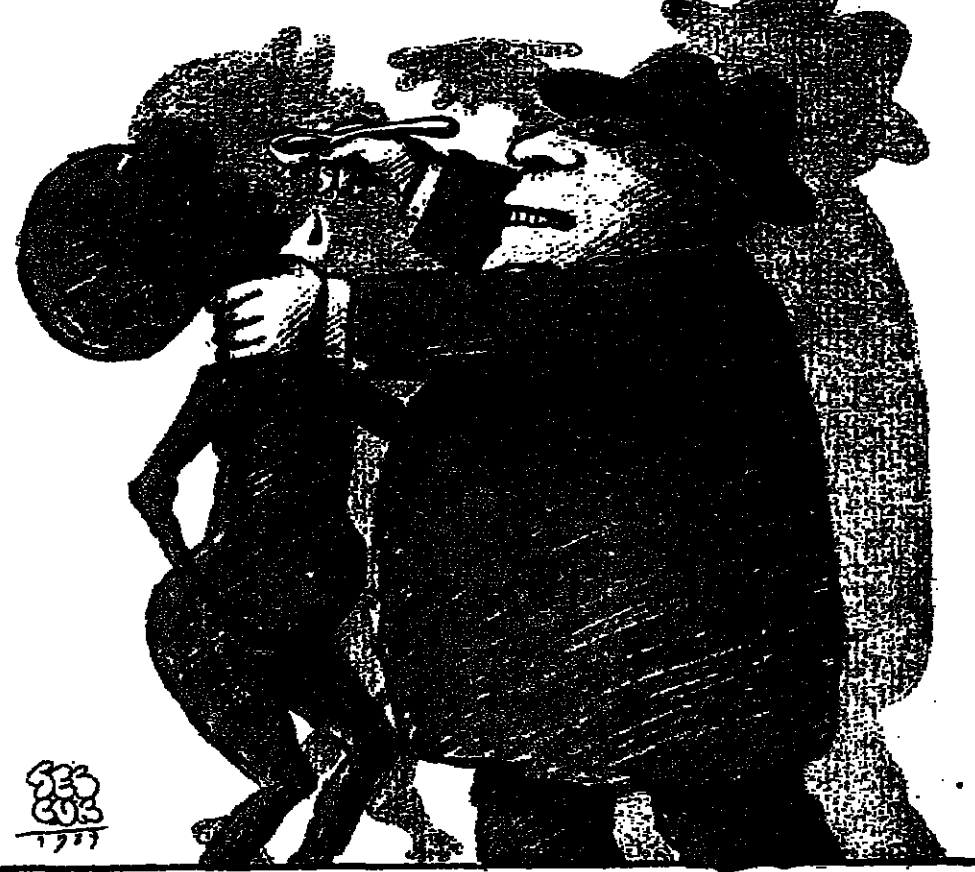
Contrairement aux prédictions de maints diplomates occidentaux, les Afro-Asiatiques ne se sont pas contentés d'imposer des mécanismes internationaux incisifs contre le colonialisme et la discrimination raciale. Ils ont aussi, en majorité, promu la cause des libertés en général, préférant le risque de condamnations ponctuelles à celui, plus grave, d'être perçus comme effrayés d'avance par les contrôles internationaux, aveu implicite de culpabilité. Ils ont donc, alliés aux Occidentaux, provoqué l'adoption des Pactes en 1966. A leur tour, les Occidentaux ont relevé le contre-défi du tiers-monde et ratifié la convention contre la discrimination raciale. Les Soviétiques, pris de court, ont ratifié les Pactes, tout en maintenant leur opposition d'Etat minoritaire aux procédures de plainte. Ainsi l'émulation politique multilatérale tend-elle, dans certaines conditions, à promouvoir les droits de l'homme.

C'est aussi vers 1970, que les ONG en statut consultatif ont systématisé leur *lobbying* efficace.

Ces divers courants ont été créateurs parce qu'ils ont été provoqués et inlassablement orientés par une poignée d'hommes compétents et motivés : René Cassin (France), Volio-Jimenez (Costa-Rica), Adam Mohammed (Nigeria), Salvador Lopez (Philippines) dans la négociation inter-étatique ; John Humphrey (Canada) et Marc Schreiber (Belgique) à la direction des droits de l'homme du secrétariat de l'ONU.

Qu'en est-il aujourd'hui ? La crise politique et financière de l'ONU se greffe sur un malaise profond sur le plan des valeurs. L'ensemble traditionnel reflété dans la Déclaration universelle des droits de l'homme tend à se diluer dans des courants idéologiques, reflets d'aspirations populaires souvent légitimes mais mal définies : autodétermination, droit des minorités et des autochtones, droit au développement et à la paix. L'incertitude conceptuelle fait resurgir les barrières politiques, Est-Ouest et, surtout, Nord-Sud.

Cette montée des nouveaux mythes proclamés par le tiers-monde et applaudis par les Soviétiques explique en partie la désaffection des Etats-Unis envers l'ONU, attitude qui n'est pas de pure tactique. L'Amérique profonde, encouragée par certaines forces, perçoit sincèrement l'ONU, après l'UNESCO, comme pervertie par le poison collectiviste, antithèse de sa Constitution.


(Selçuk)

Les nouvelles tensions du multilatéralisme, aux racines idéologiques, privilégient par contraste la « realpolitik ». Le diplomate moyen, souvent écarté des débats sur les droits de l'homme dans les années 60, imprime de nouveau à l'ONU son scepticisme, son indifférence pour le fond des problèmes, l'horreur des grandes idées, le compromis à la petite semaine. Ces tendances n'ont pas épargné le secrétariat de l'ONU, dont l'efficacité est corrodée aussi par les abus de la « distribution géographique ».

Doit-on laisser ce cancer devenir fatal ? Ce serait trahir la foi profonde qu'ont toujours les peuples envers les Nations unies. Témoins, dans le domaine des droits de l'homme, les quelque 30 000 plaintes encore reçues chaque année au secrétariat.

Comment reconstruire ? En ranimant la confiance autour d'institutions internationales rénovées et autour d'une nouvelle synthèse des droits de l'homme. Dans l'ordre institutionnel, les Etats-Unis, sous peine de marginalisation, doivent se résoudre à jouer loyalement le jeu multilatéral. La majorité tiers-mondiste, sous peine de tourner dans le vide, doit accepter certaines réformes de structure qui, sans aller jusqu'au vote pondéré, reflètent mieux le poids spécifique de chaque Etat.

L'essentiel reste cependant – n'en déplaise *aux diplomates – le domaine des idées. Il faut* accomplir une novation des droits de l'homme par une synthèse de l'individuel et du collectif centrée sur la dignité humaine. Ce n'est qu'autour de cette nouvelle Déclaration universelle que les Nations unies pourront de nouveau assumer en ce domaine la mission mobilisatrice qui leur échoit. L'Europe occidentale et surtout la France, berceau de la démocratie pluraliste et sociale, peuvent à cet égard jouer le rôle d'avant-garde. Le comprendront-elles ?

* Directeur honoraire de la recherche, Centre des Nations unies pour les droits de l'homme; chargé de cours, Centre d'études diplomatiques, Institut des hautes études internationales, Genève.

Dans ce numéro :

Le Monde diplomatique du mois de février 1987 a été tiré à 137 500 exemplaires.

